

1520

LA CRISE ENTRE L'O.L.P. ET DAMAS

M. Arafat souhaite la réunion d'un sommet arabe

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; République Fédérale d'Allemagne, 7,75 M. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 M.

Tarif des abonnements page 2

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 659572 F
C.C.P. 4207 - 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Un bouc émissaire au Vatican

Pour avoir écrit : « Officiellement, Lech Wałęsa sort de scène », don Virgilio Levi, rédacteur en chef adjoint de « l'Osservatore Romano », a été prié, le 25 juin, de donner sa démission. C'est la première fois qu'un tel geste est délibérément présenté avec un éclat public dans l'histoire plus que séculaire de l'organe officiel du Saint-Siège. L'explication la plus simple fait valoir que Jean-Paul II ne pouvait admettre d'être soupçonné d'un double jeu qui aurait dévalorisé l'impact de son voyage en Pologne.

L'incident est grave, car il témoigne ouvertement des divisions internes du Vatican, répercutées au sein de « l'Osservatore Romano », quant à l'orientation de la politique pontificale. Don Virgilio Levi couvre ses supérieurs en acceptant le désaveu et en persistant à affirmer qu'il a exposé des conceptions personnelles. Mais, s'il lui est arrivé de lancer des ballons d'essai, il n'a jamais été taxé de légèreté. Et, en l'occurrence, il assume totalement le rôle de bouc émissaire. Reste à discerner de qui.

Les premières hypothèses doivent être nuancées, aussi bien celles qui voient dans cet article un gage public donné au général Jaruzelski en contrepartie de l'abolition éventuelle de l'état de siège que celles qui discernent une « ostpolitik » vaticane plus « coopératrice » que celle de Jean-Paul II.

Car don Virgilio Levi, appelé par Paul VI en 1972, au poste qu'il vient de quitter, nous très vite d'étroits rapports avec l'entourage polonais du nouveau pape. Il fut notamment l'organisateur en novembre 1981 d'un colloque à Rome sur « les communes racines chrétiennes des nations européennes » où fut étudiée l'unité culturelle du continent, idée chère à Jean-Paul II. La moitié des rapporteurs y étaient polonais, et l'absence des responsables de la Secrétairerie d'Etat y fut remarquée.

Demeuré à Rome pendant le déplacement du pape en Pologne, don Virgilio Levi le commenta donc de loin, avec du recul, sans pour autant être moins « autorisé » que de coutume. On le domait généralement comme très lié aux milieux polonais les plus proches du cardinal Macharski, successeur du pape au siège de Cracovie et porte-parole d'une ligne moins conciliatrice que celle du pape, le cardinal Glemp.

Une troisième hypothèse se fait donc jour, celle d'un éclat délibérément recherché par don Virgilio Levi, lequel se serait sacrifié pour tuer dans l'œuf une manœuvre diplomatique dont les dirigeants de l'Eglise et ceux de l'Etat polonais auraient été les seules parties prenantes, au détriment de l'opinion des foules qui avaient acclamé le pape.

Au-delà de l'incident, il est certain que la Secrétairerie d'Etat devra à bref délai se rallier à la conception de Jean-Paul II sur la place de l'Eglise dans le monde. Dans l'immédiat, ce sont évidemment les autorités polonaises qui tirent le plus grand profit de cet incident. Varsovie ne pouvait laisser passer l'occasion de montrer que, pour le Vatican aussi, Lech Wałęsa était désormais « M. Ex ». La télévision a fait une large publicité à l'article de « l'Osservatore Romano », en omettant de préciser que son auteur avait presque aussitôt perdu son poste. On ne pouvait trouver meilleure façon d'appuyer la thèse officielle qui présente le récent voyage du pape comme un succès du général Jaruzelski.

(Lire nos informations page 4.)

La France a livré des munitions et du carburant au gouvernement tchadien

Soutenus par la Libye les rebelles de M. Goukouni Oueddei menacent N'Djamena par une manœuvre en tenaille

Correspondance

N'Djamena. - Le dimanche vide la capitale par les effets cumulés du congé hebdomadaire, d'une chaleur étouffante et de jeûne musulman. Seuls, les plantons et de rares passants ont salué la voiture de l'ambassadeur de France qui menait à l'aéroport le ministre délégué à la coopération, M. Christian Nacci. Celui-ci n'est resté que quatre heures à N'Djamena.

Il a été reçu pendant soixante minutes par le président Hissène Habré et a repris un petit moment d'appareil à une campagne pétrolière française au Congo pour repartir en direction de Bangui. C'est-à-dire pour retrouver le cours normal de sa tournée africaine après une escale d'information à N'Djamena.

« Information et solidarité complète », complète un ministre tchadien. Nous apprécions beaucoup cette visite, qui nous permet de fournir à Paris le maximum d'éléments pour suivre la crise qui nous frappe.

Certes, cette visite d'un membre du gouvernement français est pour les dirigeants tchadiens un sujet de vive satisfaction. On ne connaît pas le contenu de l'entretien, mais on peut imaginer que M. Hissène Habré a longuement expliqué le déroulement des opérations militaires dans le Nord, indiqué la stratégie qu'il avait arrêtée, et aussi demandé une aide concrète d'urgence. M. Nacci, qui avait quitté Paris une semaine avant cet entretien et dont le dernier contact avec M. Mitterrand remonte au mardi 21 juin - s'est informé et a échangé avec son hôte commentaires et analyses.

La journée de dimanche avait commencé par une manifestation populaire (deux à trois mille personnes) de soutien au gouvernement. La foule a écouté, sous des bannières hostiles au colonel Kadafi, les proclamations de « confiance aux Forces armées du Nord » et de « appel à la nécessaire soutien du monde libre ».

La situation militaire dans le Nord semble évoluer assez rapidement. Ce lundi matin, deux secteurs

d'activité se dégagent distinctement, la zone située entre Faya-Largeau et N'Djamena, d'une part, et la région de l'Est, d'autre part.

PIERRE DÉVOLUY.
(R.M.C.)

(Lire la suite page 4.)

LE REGAIN DE LA TENSION EN CORSE

Lire page 11 l'article de PHILIPPE BOGGIO : « L'explosion du Sud »

LES PROJETS DU NOUVEAU PRÉFET DE POLICE DE NICE

Lire page 12 un entretien avec M. Étienne Ceccaldi

M. Mitterrand va tenter de reconquérir l'opinion

Le chef de l'État veut convaincre les Français du bien-fondé d'une politique dont les résultats se font attendre

M. François Mitterrand intervient, mardi matin, sur l'antenne d'Europe 1, à l'heure du petit déjeuner. Pourquoi le chef de l'État s'est-il choisi ce mode de communication exceptionnel moins de trois semaines après s'être exprimé à la télévision ?

« J'ai tout le monde contre moi : la droite, les communistes, Moscou, la C.I.A. Je me demande comment je suis encore maître de Châteauroux », constatait M. Mitterrand, mi-figue mi-raisin, en 1978 (à une époque où l'on parlait de complicité objective entre M. Giscard d'Estaing et le P.C.F.).

Depuis qu'elle s'est engagée sur la voie de l'austérité, la gauche a « tout le monde » contre elle. Il est urgent, pour elle, de reconquérir l'opinion. C'est à cette reconquête que le chef de l'État doit s'employer. Mais il se trouve dans une situation où le seul registre possible - la réussite par l'effort de tous - se heurte à une difficulté de calendrier. Les fruits, si fruits il y a, ne pourront être cueillis qu'à moyen terme.

Et il y a encore devant nous de mauvais moments à passer : les propos de M. Delors au « Grand jury R.T.L.-le Monde » laissent prévoir d'autres ponctions sur le pouvoir d'achat, donc une impopularité accrue. « J'explique », a remarqué le ministre de l'économie et des finances, « mais je ne mobilise pas assez autour de projets... » (Lire page 7.) En clair, c'est au chef de l'État de jouer.

Pour affronter cette « tempête », comme il le dit lui-même, M. Mitterrand n'a pas autre chose à offrir qu'un acte de foi. Il va donc reprendre son bâton de pèlerin et multiplier les prises de parole, tandis que

son premier ministre continuera, au coup par coup, de débayer le terrain, si l'on peut dire (lire page 7 l'article d'Alain Rullot). C'est M. Mauroy qui sera l'invité dimanche 3 juillet, du « Grand Jury R.T.L.-le Monde ».

Cette stratégie de reconquête, pour réussir, doit être conçue de telle sorte qu'elle permette de franchir trois écueils.

Le premier tient à M. Mitterrand lui-même : il est engagé, et désormais en première ligne, pour soutenir la politique d'assainissement ; mais la perception de cet engagement n'est ni nette ni efficace. Le chef de l'État se trouve dans la situation la plus inconfortable qu'on puisse imaginer.

Son soutien à la politique gouvernementale est à la fois insuffisant et excessif. Il a été accordé dans des conditions telles que M. Mitterrand a paru trop en retrait ; il a donné lui-même - ou plutôt sa majorité en a accordé l'idée - le sentiment qu'il s'y ralliait contraint et forcé.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 7.)

Le pouvoir et ses cadres

L'encadrement avait accepté l'arrivée de la gauche moins par résignation que dans l'espoir de voir les choses changer. L'heure est maintenant au désenchantement

par FRANÇOIS SIMON

En élargissant le secteur nationalisé, l'État a étendu son pouvoir direct sur près d'un million de salariés supplémentaires. Par le fait même plusieurs milliers de cadres se sont trouvés dépendre des pouvoirs publics. En furent-ils affligés ? Pas nécessairement.

De l'enquête que nous avons menée peu avant (1), il ressortait au contraire que la plupart, qu'ils se disent de gauche ou pas, fondaient quelque espérance sur le changement. Bien des intérêts personnels se mêlaient à cet espoir, mais les cadres n'en restaient pas moins prêts à se mobiliser.

Après tout, nombre d'entre eux appartenaient à des groupes industriels en perdition - partout on cherchait à se débarrasser des secteurs déficitaires, - les états-majors res-

taient des entités inaccessibles et les actionnaires de purs anonymes. L'État en nationalisant sauvait leurs usines de la faillite, ce que nul ne conteste, même si chacun imagine que d'autres solutions restaient possibles. Mais là s'arrête le bénéfice supposé de l'opération. L'heure est maintenant au désenchantement. Les cadres ont le sentiment que si quelque chose a changé pour eux c'est de façon restrictive.

On trouve à la base un conflit de pouvoir. Les cadres supportent mal d'être de plus en plus court-circuités par des syndicats ouvriers, qui établissent avec les pouvoirs publics, avec les autorités locales et aussi avec leur direction des rapports privilégiés. Sans être déterminants, la pression fiscale dont ils sont l'objet ne fait qu'ajouter à leur rancœur. Ils se démobilisent, constatent leurs dirigeants syndicaux.

De cette démobilisation le gouvernement a tout à craindre. L'enjeu est à la fois économique et politique.

Économique, car il est avéré que l'impulsion et l'innovation ne sont le fait que d'un petit nombre de personnes et que les cadres y ont leur part. Les démobilisés c'est se condamner à l'immobilisme. C'est participer de la grande illusion travailliste de l'après-guerre, lorsque, prise par les délices du « welfare state », la Grande-Bretagne commença à perdre pied.

Politique, car de toute évidence c'est dans cette frange de l'électorat que se sont opérés les déplacements de voix en faveur de la gauche en mai 81. Le président de la République en est conscient. Au parti socialiste on rappelle que les cadres peuvent faire partie de la base sociale de la gauche.

Dans une contribution à la préparation du congrès de Bourges-Bresse, M. Jean-Claude Gelin, responsable des cadres au P.S., démontre les nécessités du dialogue et de la négociation avec toutes les organisations représentatives. Il invite le gouvernement à préciser son projet économique et industriel en y situant le rôle des cadres en tant qu'animateurs et innovateurs. Dans l'état actuel de la crise économique, l'encadrement, coelut-il,

attend que soient définies les orientations et les règles du jeu, que cesse l'indécision.

La gauche a ici une carte à jouer non par tactique électorale, mais par souci de cohérence avec ses projets. Elle se doit de concevoir les inégalités en terme de pouvoir autant qu'en terme de revenus. Elle doit savoir qu'on la jugera aussi sur ses capacités à modifier les sources de décision, ce qui vaut pour toutes les catégories sociales mais plus particulièrement pour les cadres pour lesquels les mots de communication, de concertation et de participation restent encore à inventer.

(Lire notre enquête dans « Le Monde de l'économie », page 21.)

(1) Le Monde des 22 au 24 août 1981.

AU JOUR LE JOUR

Vitesse

La course au pouvoir ressemble à ces championnats de vitesse sur piste où l'on voit des cyclistes prêts à foncer, mais immobiles, esquissant des sprints avortés, laissant le public par d'interminables « sur-place » où on les sent prêts à jaillir, se gisant à s'en tordre le cou.

Il y a celui qui est pressé parce qu'il tient la forme dans les sondages. Il y a celui qui n'est pas pressé - il se remet d'une mauvaise chute en mai 1981 - mais fait semblant de l'être, ou cas où le sprint serait lancé bientôt. Il y a celui qui ne perd rien à attendre et se tient coi, s'échauffant en queue de peloton.

Il y a ceux qui devraient quand même se méfier de ne pas s'emmêler les pédales.

BRUNO FRAPPAT.

DU « POLICEMAN » A « RIZ AMER »

Le temps des reprises

Au cinéma - il en est ainsi chaque année après le Festival de Cannes et pour une bonne partie de l'été, - nous sommes au temps des reprises. Distributeurs et exploitants misent, en général, sur d'anciens succès. Il y a aussi, découvertes ou redécouvertes, des appels à la cinéphilie. On ne sait plus très bien comment s'y retrouver.

Sorti il y a juste deux ans, le Policeman, film américain de Daniel Petrie, est revenu à l'affiche. Paul Newman y tient le rôle d'un policier en uniforme opérant à New-York, dans le quartier du Bronx, véritable enfer de violence et de crime résultant d'une désastreuse situation urbaine.

Dans cette entreprise, inspirée de faits réels, Paul Newman avait engagé plus que son statut de vedette. Défenseur des droits civiques et des valeurs humaines, il prenait parti contre les causes de la délinquance et les attitudes racistes (ici, à l'égard des Portoricains) ; il apportait, grâce à son interprétation inhabituelle et tout à fait remarquable, une réflexion sur le métier de « flic ».

Paris, dira-t-on, n'est pas New-York, pas à ce point-là du moins. Mais l'insécurité s'y est développée, et du même coup, une psychose de peur et un malaise au sein de la police française. Si bien que la valeur sociologique du film de Petrie, les

événements filtrés par les conceptions de Paul Newman, peuvent être regardés avec une conscience plus claire des difficultés et des nécessités de l'action policière dans la manœuvre de l'ordre public.

Cette nouvelle sortie s'accroît donc à une actualité. Beau sujet pour un débat qui n'aura pas lieu ; il aurait fallu, pour cela, la télévision.

De quel poids pèse le Policeman à côté de Barry London ? Le film de Stanley Kubrick, événement de la saison 1976-1977, est un modèle de spectacle historique. Kubrick ne s'est pas contenté d'illustrer la roman de Theakray, histoire d'un aristocrate d'origine irlandaise. Il a recréé, de 1760 à 1789, le dix-huitième siècle britannique, européen, une société avec ses classes dominantes, ses intrigues et ses parades de salons, ses guerres et son pourrissement intérieur.

JACQUES SICLIER.

(Lire la suite page 17.)

« Que tu perdes ta boue, ton âme, tes cheveux, ton souffle, ton sommeil, ton sang-froid et ton homme corps et biens, ça m'est égal. Mais ton humour, ah ça non, Ginette ! Je ne te le pardonnerais pas. »

M. R.*



* Mariella Righini, La passion, Ginette, roman, Grasset.

Le Monde

idées

Un autre impératif

par MARC GUILLAUME (*)

CULTURE

La culture, nous dit Marc Guillaume, ne doit plus être traitée comme « autre chose » : elle doit englober toute la vie et notamment les pratiques impliquées par l'économie. Dominique Halévy suggère de créer un comité de lecteurs pour aider à la traduction des ouvrages français les plus intéressants. Yves Florenne, à partir de diverses revues intéressées par le fait celtique, montre le poids, dans notre patrimoine culturel, de l'héritage gaulois.

UNE mutation culturelle profonde affecte les pays industrialisés, et particulièrement les plus anciens, ceux d'Europe. Dès la fin des années 60, elle a mis en cause la consommation de masse et les conditions du travail industriel. Mais ces premiers symptômes ont été négligés, la santé économique, au moins apparente, des pays développés ayant été préservée. Ensuite, les enchaînements des désordres économiques et monétaires ont fait diversion. La mutation culturelle ne s'en est pas moins poursuivie sottement. Les tenants du modèle de la croissance industrielle ne sont plus qu'une minorité en déclin.

Ces évolutions n'ont pas cependant encore suscité de projet culturel à leur mesure. L'idéologie dominante, celle de la guerre économique, tente de nous convaincre que, même si nos États d'âme à l'égard de la civilisation industrielle sont légitimes, le moment est mal choisi pour les manifester. Tout au plus admet-on qu'une politique culturelle peut constituer un moyen peu coûteux d'apporter un « supplément d'âme » à la vie économique et d'en adoucir les contraintes.

Ces représentations ne sont plus adaptées à une contestation culturelle qui, visant le cœur des mécanismes économiques, se trouve liée aux origines et aux effets de la crise

comme aux moyens de la surmonter. On a heureusement abandonné à cet égard la chimère d'une économie « duale », censée mobiliser à part les énergies productivistes encore disponibles, ce qui ne ferait qu'engager la course économic en boitant. Notre société doit s'accommoder de la diversité des comportements pour rejeter l'opposition entre l'impératif économique traditionnel et un nouvel impératif culturel.

Ce dernier ne se réduit ni à une volonté de démocratisation de la « culture cultivée » ni à une politique de diffusion de masse de produits standardisés. Il implique le refus du paradoxe qui veut que, soumis à l'économie, nous faisons comme si la culture était essentiellement autre chose (quelque chose hérité en grande partie d'un âge pré-industriel). La culture, maintenant, doit englober toutes les pratiques impliquées par l'ordre économique. Dans ce champ élargi, chacun doit pouvoir faire reconnaître sa culture propre. A travers cette appropriation et cette affirmation des cultures plurielles et quotidiennes, respectant continuités historiques et solidarités sociales, nous pouvons nous saisir de l'ordre économique au lieu d'en subir les aliénations.

Le groupe « long terme culture », qui, dans le cadre de la préparation du IX^e Plan, a proposé cette politique d'appropriation culturelle, s'est

efforcé de montrer qu'une telle stratégie peut faire surgir des réserves insoupçonnées d'initiatives et d'innovations génératrices, au niveau économique, de productivité et de débouchés. Sur les lieux de travail et de formation, en matière de nouvelles technologies et de qualité de l'environnement, il apparaît possible de tenir compte à la fois des contraintes de la compétition et du mouvement de fond qui réoriente les attitudes et les comportements.

Organiser un armistice

Il serait imprudent de se limiter au constat de cette convergence. On peut mobiliser les Français pour soutenir le défi immédiat d'une guerre économique s'ils en comprennent mieux la nécessité et les enjeux. Mais on ne les tirera pas longtemps en haleine par les résultats du commerce extérieur si l'on ne trouve pas d'autre idéal à leur proposer que de « faire mieux » que les Américains ou les Japonais. La « mobilisation » n'est possible que dans la perspective d'organiser un armistice autour d'autres finalités du développement.

(*) Auteur d'un rapport pour le Commissariat général du Plan sur « l'impératif culturel ».

En premier lieu, il paraît urgent d'inventer de nouveaux principes adaptés à des échanges qui, à l'avenir, seront principalement d'ordre technologique, informationnel ou culturel.

Cette organisation nouvelle est cruciale pour les pays pauvres, dont la misère reste le défi majeur de la fin de ce siècle. Un mouvement profond des opinions ouvre aujourd'hui l'opportunité non pas seulement de donner plus mais d'échanger plus, de mériter et d'enrichir nos cultures en nous ouvrant de nouvelles solidarités.

L'armistice est aussi la condition d'une plus grande solidarité nationale, tout particulièrement face au chômage. Dans la situation actuelle où chaque pays tente d'exporter son sous-emploi, le problème est insoluble. Il faut donc en changer les termes en s'appuyant ici encore sur une évolution culturelle déjà perceptible à travers la crise du travail, le relâchement du rapport travail-revenu-salaire social, le développement du mouvement associatif et des activités qui échappent à la fois à l'emprise du marché et à celle de l'État. Cette évolution devrait rapidement conduire à reconnaître que le chômage est un problème de partage du travail, et plus généralement de répartition de la richesse et des efforts.

L'armistice s'impose enfin pour affronter une révolution technologi-

que plus formidable encore que la révolution industrielle. Les technologies issues des sciences de l'information vont s'emparer du vivant et du langage, c'est-à-dire du lien social lui-même. Quel dommage de réduire, comme on le fait aujourd'hui, cette révolution à une guerre des technologies ! Faute de donner au corps social le temps d'acquiescer ce qui est réellement nouveau, il se contente d'habiller ce nouveau avec les usages et les rapports sociaux du passé. Pour l'éviter, il faut choisir la stratégie de la décentralisation et de l'expérimentation sociale : ouvrir un vaste chantier dans lequel nos énergies pourront s'employer pacifiquement à saisir toutes les possibilités de formation, de création et d'autonomie ; fonder une nouvelle éthique et une nouvelle culture.

Rephraser dans cette perspective de mutation des croyances fondatrices d'une société, la crise actuelle n'apparaît plus comme la grande crise du vingtième siècle, comme une dernière douleur permanente d'inventer d'autres régulations sociales et de poursuivre sur ces nouvelles bases le même type de développement qu'avant. Elle apparaît comme la fin du régime d'accumulation intensive du capital et de monothémie économique qui, depuis deux siècles, s'est emparé des esprits et a régenté le monde occidental.

VUES ET REVUES

La mémoire des Celtes

par YVES FLORENNE

« *L'Écologie ou la mort* ». Cette pierre lancée par Pierre Lance n'a guère franchi le cercle des dolmens, mais suffisamment pour produire des remous dans les mers. Après tout, aux yeux des Français, Vercingétorix demeure le héros na-

tional numéro un. Pour certains, le mot « celtisme » s'écrit « liberté ». Autrement dit : libération. D'ailleurs, la citation est toujours tronquée : « Notre civilisation n'a pas le choix, ce sera le celtisme ou ce sera la mort ». Il est important que « notre » civilisation n'y prétende pas à être la civilisation. Elle ne s'en est pas moins répandue, et son antiquité est vénérable, puisque, cette année 1983 correspondrait à l'an 4356 de l'ère celtique.

J'ai sous les yeux, publié par le Triscèle (1), un programme en trois points que je résume : libération de la nation gauloise en Europe ; mais libération qui doit s'étendre à « tous les peuples celtes de la terre » ; renaissance d'une civilisation telle qu'elle serait « si elle avait pu évoluer normalement et pacifiquement ». En somme, libération d'une longue « occupation » ; mais revendication « exclusivement culturelle », avec un fort contenu écologique.

La source et le poison

Impérialisme ? Racisme ? La vigilance à l'égard d'idéologies solidement charpentées ne doit pas entraîner une méfiance systématique à l'égard d'un sentiment très vif des racines et des sources. Qu'une civilisation à ce point étouffée connaisse des défoulements un peu excessifs sous la poussée des mythes et des nostalgies, c'est dans l'ordre des choses.

Nous avons tendance à abuser un peu du mot « racisme ». On pourrait aussi bien parler de racismes résiliés, rationalisés, cartésiens, etc. Ils trouveraient à se manifester à propos d'une cérémonie dont je lis le récit dans *Tribunon*, « tribune libre interdisciplinaire et spirituelle celtique ». (2) C'est, sur un dolmen, l'installation d'une Vierge noire, « la nuit de la pleine lune, selon le rite celtique ». Le sculpteur n'a pas « selon les rites dont il n'a connaissance en tant que druide ». Il a donné pour noyau à la statue un magma d'éléments minéraux et végétaux longtemps quêtés. Elle fut « mise en place par les dignitaires de l'ordre

du Grand Chêne celtique », avec vielles et maîtres sonneurs. Or l'événement ne se situe pas en Bretagne, mais sur les marches d'Auvergne proches de la Vézère et de la Dordogne préhistoriques, à Saint-Georges-Nigremont, exactement, canton de Crocq, dont les naifs se souviennent évidemment. Crocquants (3). Tous gens de la lune, rustiques, primitifs, écologiques, conscients ou par nature, à niveau de vie peu élevé et de croissance zéro, ce qui s'explique et s'excuse quand on a quatre mille ans d'âge dans l'âme. Assistait à la cérémonie une délégation bolivienne. Mystère d'une unité !

Ce mélange ingénu, cette union d'un christianisme surajouté et de l'antique celtisme, que l'Eglise choisit prudemment de bénir plutôt que de l'excommunier, aurait eu de quoi irriter M. Pierre de la Crau, dont *Keltia*, « Cahier de la Bretagne réelle », publie le *Manifeste paten* (4). Il s'agit tout bonnement d'un « réquisitoire antijudaïsme-chrétien ». Racisme culturel contre les sources d'Orient. Quelle incouïgnance chez un Indoeuropéen ! Nous ne nous arrêtons qu'à un « détail puéril et secondaire » qui donne le ton : « la virginité de la Mère de Yeshoua ben Youssef de Nazareth » ; ce qui est dans la tradition du racisme ordinaire, vulgaire et familial, style : « Ben Josué, ben Bougonoul de Sidi Belle Abbessé ». Rien qu'un pamphlet, certes, mais c'est un genre qui exige pour le moins quelques vertus littéraires.

Un peuple, une langue

La conclusion écologique est plus sympathique : rétablir le culte, autrement dit le respect des sources et des arbres. Et substituer l'arc et le faucon au fusil de chasse. Pourquoi pas aussi dans la guerre ? Je ne plaisante pas, je rêve. A des Horaces déconcentrés qui régularisent, sans massacres, les différends entre États par le seul recours à la course à pied.

La réunion de Bolivar et de Vercingétorix autour de la Vierge

noire du plateau de Millevaches ouvre des perspectives intéressantes sur l'unité de la nation celtique. Et sur sa pérennité souterraine. Relisons Michélet. « La triste et patiente Judée, qui comptait ses âges par servitudes, n'a pas été plus durement battue (que la Celtie par les vagues romaine et anglo-saxonne). Mais il y a une telle vertu dans le génie celtique, une telle puissance de vie en ses races, qu'elles durent sous l'oppression, et gardent leurs mœurs et leur langue. Races de pierre... »

Le mot « race » n'avait pas encore été rendu inutilisable. C'est donc chez Michélet que je découvre dans l'enthousiasme l'« analogie primitive des deux races » : la grecque et la gauloise. « aucune n'ayant jamais songé à dominer l'autre ; c'est de lui encore que j'apprends une autre analogie, base d'une usurpation linguistique, de laquelle a donné lieu un amalgame fabriqué de main romaine : « Le premier vers de l'Enéide et le fiat lux, en latin comme en grec, se trouvent être presque gallicis et irlandais ». De sorte, donc, qu'une grande part du vocabulaire français « se trouve être » celtique ; mais c'est comme étant latin qu'il n'a pas passé dans le français. Ce qu'on n'a jamais beaucoup dit aux Français.

Un petit ouvrage d'une grande clarté expose au plus large public cette vérité que c'est le gaulois, non le latin, qui a transmis pour une bonne part « aux langues parlées en France » (l'auteur est occitan) son vocabulaire, sa phonétique, sa syntaxe. Le lecteur y trouvera un lexique de près de quatre mille mots. Ce précis d'initiation linguistique s'enrichit par une énergie « démolition » de cette « légende gauloise » qui est une diffamation organisée. Un tel acharnement à barbariser ses ancêtres a un côté freudien, à moins qu'il n'exprime la honte à descendre des vaincus d'Alésia ? (5). Il est vrai qu'il s'est toujours trouvé en France des réalistes pour éteindre le vainqueur.

Le nom d'Alésia vient d'être prouvé. Les lecteurs qui s'intéressent à la découverte en France-Comté, par l'archéologue

André Berthier, de la plus probable Alésia autour de communication de l'état des recherches dans... Alésia (6), où ils trouveront, ainsi que dans les *Dossiers de l'histoire* (7), la réfutation victorieuse d'abjections et de contestations, bien émouvantes en ce que le sentiment y paraît plus que la science. Cependant, que l'étude rigoureuse d'André Wartelle dans la *Revue historique des armées* (8), sur le rôle et l'emploi décisif de la cavalerie pendant la campagne où, jusqu'au retournement final, Vercingétorix réduisit César aux abois, concourt à écarter l'Alise-Sainte-Reine officielle et à confirmer le site de Syam-Cornu comme l'authentique Alésia.

J'avais oublié de noter que ne manquent pas à la fête de la Vierge noire, le *Réveil d'Alésia*, dont j'apprends à la même coup l'existence. Cela aussi mérite réflexion : le miracle de la multiplication des petites feuilles écrites à toujours été le signe que quelque chose bouge dans les profondeurs des peuples.

- (1) (2) B.P. 332, 75868 Paris Cedex 18.
- (3) Reproduit de la *Montagne de Crocq* (Foras).
- (4) N° 463 bis. 20 F. 22230 Mordernac.
- (5) *Celtas et Gaulois, la langue*. J.-M. Riouffia. 35 F. Centre régional de documentation pédagogique, 37, rue Jacob 75270 Cedex 06.
- (6) *Bulletin de l'Association Lesanne* Et Seine d'Intérêt Archéologique, Mai 83, 22, place Bichat, 39000 Lons-le-Saunier.
- (7) N° 43, mai-juin. 16 F. 25, rue St-Sulpice.
- (8) N° 1-83, Châteaufort de Vincennes, 94304 Vincennes Cedex.

Pour la circulation des textes

par DOMINIQUE HALÉVY (*)

QUELLE richesse plus précieuse que nos idées ? Pour les exprimer dans la beauté de leur précision, nous disposons des formes écrites. S'il existait une langue commune à tous les hommes, si chacun savait lire et si la bonne circulation des livres était assurée, la communication des idées pourrait être immédiate et universelle.

Mais les langues humaines sont diverses et les livres, au-delà d'une langue partagée, sont incommunicables aussi longtemps qu'ils ne sont pas traduits. Et c'est alors pour nous, à peu de chose près, comme si ces livres n'existaient pas.

Éditer est une entreprise de haut risque, et quel que soit le désir de propager un texte estimé beau et important, quelle que soit l'espérance de retirer d'une traduction un bénéfice intellectuel ou commercial, le risque est là, limitant les nudes.

C'est ainsi que des livres de haut intérêt attendent plusieurs dizaines d'années leur traduction dans telle et telle langue ou même ne sont jamais traduits.

Si une attention vigilante aux ouvrages publiés dans notre propre langue est acquise (quelle bonne nouvelle dans cette direction que la décision du *Monde* d'analyser chaque jour un livre !), si le temps de lire est acquis, si la mise à portée des livres est acquise, comme il vaudrait la peine de frayer à la circulation des idées et des textes une voie moins étroite et moins hasardeuse que l'actuelle !

Révoisons... Il est créé en France un comité de cent à deux cents lecteurs et locuteurs (moitié-moitié) nommés pour un an, selon certains critères et avec leur accord bien entendu, mis en congé de leurs activités habituelles et correctement rétribués par la collectivité pendant cette période de condamnation à lire.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Faivre (1969-1982)
Imprimerie du Monde, 5, rue des Italiens PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

(*) Ecrivain.

WINDSOR ARLAY
Chausseur - Maroquinier

BOUTIQUE A PULL - PRÊT-A-PORTER

Grand choix d'articles démarqués homme et femme
Sandales, chaussures d'été, maroquinerie...

Et toujours, pour vous Monsieur, notre vaste collection
au prix promotionnel de

390 F

9, bd des Italiens 75002 Paris - 296.92.11

38, av. de l'Opéra 75002 Paris - 742.61.78

Le Monde

Servie des Abonnements
5, rue des Italiens
75002 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
681 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandat postal)
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 877 F 1 140 F

2 - SUISSE-TURISME
454 F 779 F 1 185 F 1 436 F

Par voie aérienne
Tous sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en capitales d'imprimerie.

PROCHE-ORIENT

LA CRISE DE L'O.L.P. ET L'ÉPREUVE DE FORCE AVEC DAMAS

Les chefs palestiniens à Damas sont soucieux de ne pas laisser la situation s'envenimer davantage

Correspondance

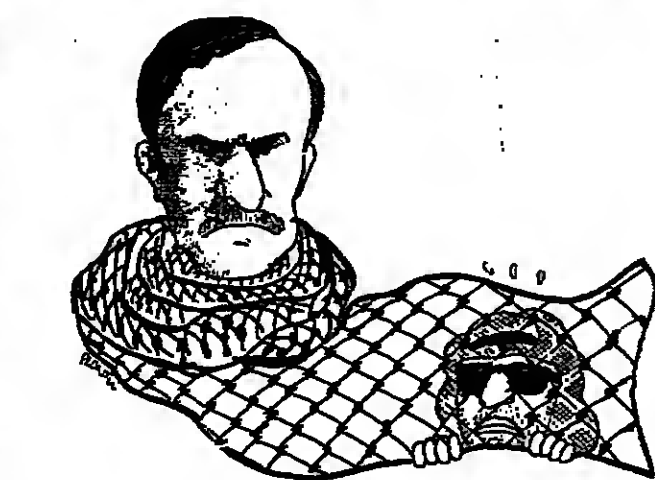
Damas. - Pour la première fois dans l'histoire des relations syro-palestiniennes, un organe d'information officiel syrien a ouvertement et directement contesté dimanche le leadership de M. Yasser Arafat, quarante-huit heures après que le chef de l'O.L.P. ait été décrété indésirable en Syrie. En effet, un commentateur politique de Radio-Damas a fait la distinction entre M. Arafat, accusé d'avoir « opté pour l'égarement du peuple palestinien qu'il prétend diriger », et les autres « frères palestiniens », auxquels « la Syrie n'a pas fermé ses portes ».

Le même commentateur a également accusé M. Arafat d'avoir fait « du régime égyptien son idéal et des promesses de Philip Habib (allusion aux négociations qui ont précédé le départ de l'O.L.P. de Beyrouth en août 1982) un premier pas vers l'acceptation des projets américains ». Et d'affirmer encore que ce sont les « révolutionnaires palestiniens » qui ont empêché d'aller dans ce sens.

L'organe du parti Baas au pouvoir Al Baas n'a guère été moins sévère en déclarant que le chef de l'O.L.P. avait voulu, « en accord avec des parties étrangères (...), enlever la Syrie dans les accrocchages syro-palestiniens dans la Bekaa », et avait en outre « conduit irresponsablement la révolution palestinienne ».

Alors que la presse syrienne procédait à cette escalade verbale à l'égard de M. Arafat, les dirigeants palestiniens à Damas se sont au contraire abstenus le week-end dernier de commenter publiquement l'expulsion du chef de l'O.L.P. par les autorités de Damas. Cette mesure n'est pas moins considérée comme une grave dégradation par les responsables des principales organisations de l'O.L.P., qui ont multiplié les réunions dans la capitale syrienne afin de trouver un moyen de recueillir les morosaux après la rupture fracassante entre le régime baasiste et M. Arafat. Des contacts

ont été entrepris auprès des dirigeants syriens par certains de ces responsables, notamment ceux du F.P.L.P. de M. Georges Habbache, qui a été reçu par le président Hafez el Assad. De toute évidence, les chefs de la résistance palestinienne à Damas sont soucieux de ne pas laisser la situation s'envenimer davantage.



(Dessin de PLANTU.)

« L'expulsion de Yasser Arafat est un fait regrettable et il faut éviter d'en arriver là, souligne un cadre du Front démocratique de libération de la Palestine, mais le maintien de nos relations avec la Syrie dans le contexte régional actuel est nécessaire. Nous n'avons pas le choix. »

Un profond désarroi

Dans les milieux populaires palestiniens, on accusait encore le coup d'État. Bien qu'aucun signe extérieur d'émotion n'ait semblé troubler le coup normal de la vie quotidienne dans le camp de réfugiés de Yarmouk, dans la banlieue de Damas, la mesure frappant Yasser Arafat était au centre de toutes les

par la décision syrienne, jugée « arbitraire ».

« D'abord, nous n'avons pas voulu le croire. Nous ne nous attendions pas à cela. Au contraire, nous espérions que l'on arriverait à améliorer les relations avec la Syrie », souligne un résident du camp. Ou bien : « Cette décision nous rappelle l'attitude syrienne pendant la guerre du Liban » (sans préciser s'il s'agit de la guerre civile de 1975-1976 ou de l'offensive israélienne de l'été 1982), déclare un étudiant, qui affirme avoir constaté que « même ceux qui étaient d'accord avec les revendications d'Abou Moussa (l'un des chefs de file de la dissidence au sein du Fath) se sont tus ».

Certains se raseront à la conviction que l'on a atteint un point

culminant dans la querelle syro-palestinienne et que les choses finiront par s'arranger, « parce que sinon la Syrie perdrait le soutien des Palestiniens et des autres pays arabes et finalement serait complètement isolée », souligne un jeune intellectuel. Mais, le sentiment qui domine semble bien être un profond désarroi et même une sourde inquiétude pour l'avenir.

Les dissidents du Fath sont en fait les seuls (avec les groupuscules pro-syriens et pro-libyens qui les soutiennent) qui aient quelque raison d'être satisfaits. Mais s'ils se réjouissent de l'éloignement de Yasser Arafat au moment où celui-ci a le plus besoin de garder le contact avec ses troupes pour juguler la contestation au sein de son organisation, les dissidents n'en montrent rien. « C'est purement une affaire entre la Syrie et Yasser Arafat. Cela ne nous concerne pas », se bornait à affirmer un porte-parole samedi, tout en continuant de nier contre toute évidence le soutien que leur apporte Damas. Il est vrai que l'interdiction de séjour en Syrie qui frappe le chef de l'O.L.P. pourrait s'avérer une arme à double tranchant en suscitant un sursaut de méfiance des militants de la centrale palestinienne à l'égard des dissidents.

Par ailleurs, les deux principales organisations de l'O.L.P. après le Fath, le F.D.L.P. de M. Naef Hawatmeb, et le F.P.L.P. de M. Georges Habbache, ont annoncé samedi soir dans la capitale syrienne la formation d'un « commandement politique et militaire commun dans le cadre de la consolidation des relations entre les deux fronts et l'unification de leurs rangs », une décision qui confirme un rapprochement entre les deux mouvements déjà sensible depuis plusieurs mois. Un rapprochement qui pourrait en tout cas leur permettre à terme d'accroître leur poids au sein de la centrale palestinienne au moment où le Fath connaît au contraire les dissensions que l'on sait.

EMMANUEL JARRY.

M. Arafat souhaite qu'un sommet arabe se prononce rapidement

De notre correspondant

Tunis. - Depuis son expulsion de Damas, M. Yasser Arafat s'est montré inquiet de la gravité du conflit qui l'oppose à la Syrie et n'a pas cherché à la dissimuler. Il voudrait qu'un sommet arabe ou, tout au moins, une session extraordinaire du conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe se prononce rapidement à ce propos.

Dans les milieux diplomatiques arabes à Tunis, on estime le plus souvent qu'il est préférable d'éviter la tenue « à chaud » de réunions communes, à quelque niveau que ce soit, qui ne feraient qu'aggraver le différend entre la Syrie et l'O.L.P. plutôt que de l'aplanir, et qui aboutiraient certainement à accentuer encore davantage les clivages au sein de l'organisation panarabe. Plusieurs interlocuteurs de M. Arafat auraient tenté de faire comprendre que, en l'état actuel des choses, mieux vaut laisser se développer les médiations en cours, principalement de la part de l'Arabie Saoudite et de l'Algérie, et il se serait, bon gré mal gré, rangé à cet avis. Rentré dimanche à Tunis, après un voyage de vingt-quatre heures à Prague, pour y prendre la parole devant l'Assemblée mondiale pour le paix et la vie, contre la guerre nucléaire, le président de l'O.L.P. a fait savoir son intention de se rendre sans tarder en Algérie, dont le chef de la diplomatie, M. Ahmed Taleh Ibrahim, vient de séjourner à Damas. Aussitôt après son retour, il a reçu l'ambassadeur de France, M. Gilbert Po-

rol, qui avait demandé à le rencontrer. L'Agence de presse palestinienne Wafa s'est bornée à indiquer que l'entretien avait porté « sur l'examen de la conjoncture arabe, et notamment palestinienne, et sur les relations entre la France et l'O.L.P. ». Il est possible, d'autre part, qu'il rencontre aussi le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, qui est attendu mercredi à Tunis pour une brève visite.

Comme la plupart des capitales arabes, Tunis, où M. Arafat installa il y a près d'un an son quartier général, s'est borné jusqu'ici à réaffirmer son « soutien » et sa « solidarité » à l'O.L.P., sans plus. L'attitude de la Syrie n'a fait l'objet d'aucun commentaire public, et la plupart des organes de la presse nationale se sont abstenus de reprendre les plus dures accusations portées par M. Arafat à partir du territoire syrien contre les autorités de Damas. Cependant, dans les cercles politiques, on remarque que M. Arafat est le chef légal de l'O.L.P., reconnue en tant qu'unique et légitime représentation du peuple palestinien - par les chefs d'Etat arabes et que, par conséquent, son expulsion de Damas est un acte contraire au caractère découplant de cette reconnaissance. On ajoute que les pays arabes ne doivent pas se tromper d'ennemi et que leur objectif essentiel doit demeurer le combat contre Israël.

MICHEL DEURÉ.

Calmes précaires dans la Bekaa

La crise entre la Syrie et M. Yasser Arafat semble connaître une accalmie. An lendemain de son expulsion de Damas, le président de l'O.L.P. s'est abstenu, en effet, samedi de réitérer ses accusations contre la Syrie. De leur côté, les responsables du Fath se sont efforcés de faire des déclarations apaisantes et, surtout, aucun accrochage n'a été signalé dans la Bekaa entre « dissidents » et « loyalistes » palestiniens.

Dans le discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée mondiale pour le paix et la vie samedi à Prague, M. Arafat a affirmé que les dissensions au sein de l'O.L.P. étaient l'œuvre d'« éléments extérieurs » mais a menagé la Syrie qu'il n'a pas citée nommément. Cette modération de ton peut cependant s'expliquer par le fait que le discours était prononcé dans un pays du bloc soviétique, dont la Syrie est le principal allié dans le monde arabe. Pour sa part, l'adjoint militaire direct de M. Arafat, M. Abou Jihad, a demandé à ses troupes samedi au cours d'une tournée dans la Bekaa de rester vigilants face à l'ennemi israélien, sans mentionner ni les mutins ni les forces syriennes.

Le calme qui règne sur le terrain est toutefois précaire. Les journalistes qui se sont rendus dans la Bekaa ont constaté le retour en force de la multiplication des barrières et des points de contrôle syriens. Des forces des « unités spéciales » de Damas en tenue de combat, armées de roquettes antiaériennes et équipées de chars, ont pris position, et dans la zone-tampon de 2 kilomètres environ qui sépare les positions des forces loyalistes du Fath à Deir-Zanoune de celles des mutins à Anjar, trois barrières syriennes ont été dressées.

En Cisjordanie, où l'expulsion de M. Yasser Arafat de Syrie a été accueillie avec un mélange de détresse et de colère, le grand mufti de Jérusalem, Cbeikb Saadeddine

El Alami, a affirmé dimanche qu'il était « du devoir de tout musulman de tuer le président syrien Hafez el Assad », cet « assassin de musulmans qui a bûché à son maître américain ». Il a ajouté qu'il avait émis une fatwa (décret religieux) autorisant tout musulman à « tuer n'importe quel homme qui a été nommé à la tête d'un pays qui a donné à Israël le Golan, tué des milliers de musulmans syriens à Hama en 1981, massacré des musulmans à Tall-el-Zaitur en 1975 » et qu'il est donc le « pire ennemi des musulmans ».

Au-delà de ces violences verbales, les tentatives de médiation se poursuivent. La dernière en date est entreprise par M. Habib Chaty, secrétaire général de l'Organisation de la conférence islamique, qui est arrivé dimanche soir à Damas.

A Moscou, l'absence de commentaires officiels trahit l'embarras des dirigeants soviétiques devant un conflit qui oppose deux de leurs alliés au Proche-Orient. On indique cependant, dans certains milieux diplomatiques arabes de la capitale soviétique, que les deux récentes visites au Kremlin de M. Abou lyad, membre du comité central du Fath, auraient fait apparaître des différences d'appréciation entre l'U.R.S.S. et les partisans de M. Yasser Arafat. Moscou aurait manifesté quelque irritation devant les dissensions au sein de l'O.L.P., mais surtout devant les réticences palestiniennes à faire appel à l'U.R.S.S. pour une éventuelle médiation. Les Soviétiques auraient notamment déploré que M. Arafat ne soit pas venu personnellement en U.R.S.S.

De son côté, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a déclaré, dimanche à Manille, que l'expulsion de Syrie de M. Arafat affaiblit sa position au Proche-Orient et au sein de l'O.L.P. « Il faut maintenant que nous portions de plus en plus notre attention sur les êtres humains appelés Palestiniens et sur ce qui leur arrive », a-t-il ajouté. Conscient que le temps presse, Washington a de nouveau dépêché dans la région l'envoyé spécial du président Reagan au Proche-Orient, M. Philip Habib, accompagné de son adjoint, M. Morris Draper, et de M. Richard Fairbanks, ambassadeur extraordinaire. Bien que le programme des trois hommes ait été tenu secret, il ne fait aucun doute que les Etats-Unis vont à nouveau tenter d'engager le dialogue avec la Syrie, malgré les rebuffades enregistrées précédemment, dont le refus de Damas de recevoir M. Habib. (A.F.P., A.P., Reuter.)

• M. Charles Fiterman, ministre d'Etat, ministre des transports, est arrivé, dimanche 26 juin à Tunis, pour une visite officielle de trois jours qui doit permettre de faire le point de la coopération franco-tunisienne en matière de transports terrestres et aériens. Il est prévu qu'un accord sur la circulation des transporteurs routiers entre les deux pays sera signé au cours du séjour du ministre, lui-même reçu par le président Bourguiba. (Corresp.)

Iran

En critiquant le régime islamique

PARIS SOUHAITE SELON TÉHÉRAN « FAIRE PARDONNER SON SOUTIEN À L'IRAK »

Téhéran (A.F.P.). - Un porte-parole du ministère iranien des affaires étrangères a réagi samedi 25 juin aux déclarations faites par M. Claude Cheysson, mercredi, devant l'Assemblée nationale. Interrogé sur le sort de M. Nooroddine Khatamouri, secrétaire général du parti Tondé (communiste), le ministre des relations extérieures avait estimé que la révolution iranienne avait été suivie d'« excès redoutables, excès dans la guerre, excès dans le contrôle des situations intérieures, excès dans la répression intérieure ».

Selon le porte-parole, le gouvernement français cherche ainsi à « faire pardonner son soutien dévoué aux contre-révolutionnaires irakiens et au régime en cours de désagrégation de Saddam (Husseïn) », en recourant périodiquement à « son alibi consistant à diffuser de fausses rumeurs sur la situation intérieure de l'Irak ». En conclusion, il a affirmé que le soutien de Paris à Bagdad n'est « conduit à une grave crise économique en France ». En outre, le Téhéran Times estime que quatre mille membres du Tondé ont été arrêtés, alors que M. Cheysson a avancé le chiffre de six mille. Téhéran, en revanche, n'a pas encore réagi au prêt de cinq avions Super-Etendard à l'Irak.

Par ailleurs, Radio-Téhéran a annoncé samedi que les forces iraniennes avaient pris le contrôle de nouvelles hauteurs frontalières au Kurdistan après avoir « mis hors de combat deux bataillons irakiens ». Ces hauteurs, dans la région de Sardasht, dominent la localité irakienne de Qaba-Diza sur la route de Kirkouk. Les combats auraient fait deux cents tués et deux cent cinquante blessés, et le poste frontalier de Kanibou aurait été détruit. Toujours selon la radio, les « irakiens s'étaient installés récemment sur ces hauteurs qui étaient auparavant tenues par des contre-révolutionnaires [des rebelles kurdes] ».

Israël

L'ÉPILOGUE DE LA GRÈVE DES MÉDECINS

Le gouvernement de M. Begin sort affaibli de l'épreuve

De notre correspondant

Jérusalem. - Un dénouement est enfin intervenu dans le conflit des médecins qui durait depuis près de quatre mois. S'il est sans doute prématuré de dresser le bilan politique et économique de cette affaire, il est d'ores et déjà certain que le gouvernement de M. Begin, et en particulier le ministre des finances, M. Yoann Aridor, sort affaibli de cette épreuve. Après le conseil de cabinet de dimanche, une source gouvernementale à Jérusalem devait d'ailleurs reconnaître que le pouvoir a commis plusieurs erreurs au long de la crise. Il a notamment estimé de détermination des médecins d'aller jusqu'au bout de leur combat.

Effectivement, poussés dans leurs derniers retranchements, quelque trois mille médecins hospitaliers poursuivaient leur grève de la faim dimanche, au moment où le conseil de cabinet se réunissait à Jérusalem pour trouver une issue à la crise. La quasi-totalité du réseau hospitalier était alors paralysée. Pourtant, vendredi soir, un tournant était intervenu avec la décision de M. Begin de remettre l'affaire entre les mains d'un arbitre, ce qui constituait déjà un premier désaveu pour M. Aridor. Puis des contacts ont eu lieu entre représentants du gouvernement et des médecins. Dans l'après-midi, on avait même cru qu'un accord était imminent. Ensuite, ce fut à nouveau l'impasse. Le ministre des finances réclamait que l'ensemble du dossier des médecins fût transmis à une commission d'arbitrage, autrement

dit que les négociations repartent de zéro. Les médecins, eux, refusaient que l'on revienne sur les questions déjà réglées et exigeaient que seuls les points litigieux relèvent de la compétence de l'arbitre. Il s'agit essentiellement de la définition de la semaine de travail des médecins hospitaliers : trente-six heures, selon les syndicats, quarante-cinq heures, selon le ministère des finances. Finalement, après cinq heures et demie de délibérations, le gouvernement a donné satisfaction aux médecins : toutes les questions en suspens retourneront à l'arbitrage.

L'échec pour le ministre des finances est flagrant. Des rumeurs sur son éventuelle démission circulent d'ailleurs depuis dimanche matin à Jérusalem. Après le conseil de cabinet, M. Aridor s'est refusé à toute déclaration. Dans son entourage on se borne à indiquer qu'il étudie la marche à suivre. On estime généralement qu'il attendra l'issue de l'arbitrage avant de prendre une décision. Déjà mis en cause depuis plusieurs semaines par les difficultés économiques, relance de l'inflation et aggravation du déficit de la balance des paiements, - M. Aridor voit à présent sa position salariale battue en brèche. Depuis le début du conflit avec les médecins, il lutait pour éviter toute dérogation à l'accord-cadre dans la fonction publique, qui prévoit une augmentation

maximale de 22 % des salaires. M. Aridor pensait briser la résistance des médecins comme il avait brisé celle des employés de la compagnie aérienne El Al. Cependant, une grève de la faim a eu raison de sa ténacité. Dès lundi dernier, il acceptait, à l'instigation du premier ministre, une nouvelle grille des salaires pour les médecins qui faisait voter en éclats les fameux accords-cadre. Il se voit maintenant retirer le contrôle des négociations par la nomination d'un arbitre. Désabusé, M. Aridor s'en est pris au cours du conseil de cabinet de dimanche à ses collègues qui l'ont laissé seul dans sa lutte contre « la grève de la faim comme forme de combat syndical ».

Il s'agit là d'une sorte de baroud d'honneur. Aujourd'hui, le ministre des finances n'est plus l'homme dont la politique bénéficiait, pendant plus de deux ans, d'un soutien quasi-inconditionnel de M. Begin.

(Interim.)

(Publié)

Une balade de détente est proposée au bon moment pour la sécurité du voyage sur l'Antoroute du Soleil, c'est :

L'ARCHEODROME

de l'Aire de BEAUNE

Une réalisation unique au monde, qui reconstitue l'évolution du cadre de vie de nos lointains ancêtres de l'ère du paléolithique à la colonisation romaine.

« Pour la première fois, une occasion inespérée s'offre à l'automobiliste de quitter de l'œil son compteur et son chronomètre. De s'arrêter pour autre chose qu'un plein d'essence, une rencontre frites ou un pipi d'enfant. Une belle occasion de ne plus rouler idiots. »

(LE MONDE J.-M. DURAND-SOUFFLAND).

Un million de visiteurs en cinq ans.

Chine

• LA CHINE ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALÉMANDE ont signé jeudi dernier 23 juin, à Pékin, un accord de coopération pour les postes et les télécommunications, indique le quotidien de langue anglaise, China Daily. L'accord destiné à faciliter les échanges de courrier et les communications par télex et télégrammes entre la Chine et l'Allemagne de l'Est est le premier à être conclu entre les deux pays depuis plus de dix ans. - (A.F.P.)

Pakistan

• LE PAKISTAN AURAIT PROCÉDÉ À UNE EXPLOSION NUCLÉAIRE SOUTERRAINE LE 13 JUIN, dans la région de Quetta, au Balouchistan, a affirmé, samedi 25 juin, le quotidien communiste pro-soviétique de New-Delhi, The Patriot. Le Pakistan a formellement démenti cette information. Le ministre indien des affaires étrangères s'est contenté de rappeler qu'il avait obtenu d'Islamabad l'assurance que le Pakistan n'avait aucun programme nucléaire à usage militaire en cours. - (Corresp.)

ROULEZ

(Suite de la première page.)

scinder (en deux) en direction des points forts de l'est. L'une s'achèmerait directement sur Oum-Chalouba, et l'autre suivrait une piste plus ou moins parallèle à la frontière soudanaise. Les troupes de M. Hissène Habré ont consolidé les défenses d'Abéché et de leur sanctuaire - historique -, Louba-Fada ; l'opération isolée du Nord-Est n'intéresserait probablement que modérément l'assailant. Tout cela constituerait en fait la deuxième phase de l'offensive, la bataille de l'Est.

Un attaché militaire étranger en poste à N'Djamena pensait hier pouvoir tirer quelques conclusions après les cinq premiers jours de combats : l'importance et le caractère ultradernier de l'armement qui équipe le corps expéditionnaire de l'ancien pays du Gambia. Quant à savoir que la tactique employée n'est rien de commun avec la guerre telle que les factions rivales tchadiennes l'ont faite jusqu'à présent. L'assailant a

Ensuite, à l'opposé de ce que les guérilleros du Tibesti ont toujours fait, il n'y a pas eu de poursuite, de déferlement immédiat vers la capitale après une victoire-éclair. La prise de N'djaména a été suivie, semblait-il, d'un réajustement de la stratégie dans la palmeraie, d'un réapprovisionnement en munitions et en carburant, et d'une préparation méthodique de la prochaine offensive. A l'écart de toute improvisation, cette véritable armée classique, semble maintenant avoir pris la mesure de la situation et des médiateurs de la paix : Oum-Cavalou et Abéché. Il est clair que les forces de Goukouni ne se tourneront vers la capitale



De notre correspondant en Afrique orientale

avec le colonel Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien. Deux mois plus tard, la crise franco-éthiopienne éclatait soudainement. A la suite d'un communiqué du parti socialiste français réaffirmant « le droit à l'autodétermination du peuple érythréen », la France était sommée de réduire de moitié les effectifs de son personnel diplomatique en poste dans la capitale éthiopienne. Le 4 mars 1982, dix diplomates et leurs familles quittaient Addis-Abeba. Ne restait plus l'autre on ne s'acharna toutefois à grossir l'incident. Le Quai d'Orsay, ravi de « *malmené* », rouspéta.

que la France avait choi-
si dans la corne de l'Afrique une « diplomatie
discrète » conforme aux principes de
l'O.U.A. En septembre dernier, un

JEAN-PIERRE LANGELEIER

Mardi 28 juin 1983, à 21 h 30

RADIO J - 93.90 FM

Henri HAJDENBERG

Président du Renouveau juif

FACE A LA PRESSE

R. ASCOT (*l'Arche*), P. BEYLAU (*le Quotidien de Paris*),
E. CHEMLA (*le Nouvel Observateur*), A. LEVY-VILLARD
(*Libération*), R. LISCIA (*les Nouvelles littéraires*),
Sh. MALKA (*Radio Communauté*), B. RAYSKI (*France-Sol*).

La politique de la France au Proche-Orient et la conférence sur la Palestine

EUROPE

Après le Saint-Père, qui s'en est rendu le 17 juin, nous sommes allés nous incliner devant le monument commémoratif de l'insurrection du ghetto de Varsovie. Le Père Bernard Dupuy, secrétaire du Comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme, a déposé, au nom des catholiques de France, une gerbe portait ce verset du psaume : « Toutes les nations m'avaient encerclé ; au nom du seigneur, j'ai combattu » (Psaume 118, 10). C'est pour que l'humanité puisse survivre au temps du mépris que les combattants du ghetto, condamnés à une mort certaine, ont voulu mourir en hommes libres. »

• Nous nous y sommes rendus avec une intention de repentance, écrivent-ils notamment, implorant

De notre correspondant

En ce qui concerne, d'autre part, le vote lui-même, qui doit prendre fin ce lundi à 14 heures, on notait dimanche, en fin de journée, un fléchissement de la participation moyenne de 3,2 % par rapport aux élections générales de 1979 (selon le sondage de l'Ifop, la participation à cette élection a été de 68,8 %, alors qu'elle atteignait 72 % il y a quatre ans). Le fait le plus alarmant, dans un phénomène qui peut aussi être dû à des facteurs climatiques (un dimanche particulièrement ensoleillé), est la baisse de la participation dans le sud du pays : - 9 % à Turin, - 8 % à Milan, - 6,4 % à Bologne, - 7 % à Rome. Une tendance à l'abstentionnisme qui, si elle devait se confirmer, témoignerait de l'avance du « parti invisible », c'est-à-dire des « votants sans un pays qui, jusqu'à présent, n'est qu'un lieu où la participation électorale était parmi les plus élevées.

PHILIPPE PONS.



WALL STREET INSTITUTE

**CET ÉTÉ
PAYEZ-VOUS
DEUX PROFESSEURS
D'ANGLAIS
POUR LE PRIX D'UN
AU 807.07.05.**

Propriété de :

Wall Street Institute
18, rue du Faubourg du Temple 75011 Paris
Tél. 807.07.05.

D'autre part, une bombe a explosé dans la nuit de dimanche à lundi au domicile du directeur de l'aéroport de Francfort. L'explosion n'a fait que des dégâts matériels. — (A.F.P.)

EUROPE

Tchécoslovaquie

TÉMOIGNAGE

Un territoire de choix de la répression

par KAREL BARTOSEK (*)

Petite date dans la grande histoire : le 29 mai 1983. L'un des prisonniers de la « normalisation » en Tchécoslovaquie achevait sa huitième année d'emprisonnement. Il s'appelle Petr Uhl. La Tchécoslovaquie a fourni un nouveau « recordman ».

Il ne s'agit pas du destin d'un seul homme. Et quand bien même s'agirait-il d'un seul destin, aurait-on le droit de ne pas crier à l'injustice ?

Le destin de Petr Uhl, c'est une petite partie de l'histoire de la Tchécoslovaquie après l'invasion de 1968 ; il résume aussi toute cette histoire. L'homme a vingt-huit ans quand il est arrêté pour la première fois en décembre 1969. Il est condamné à quatre ans de prison ferme en mars 1971, avec quinze autres accusés beaucoup plus jeunes que lui. J'étais dans le couloir du tribunal de Prague. Je les ai vus, entourés d'uniformes et chargés de petites chaînes, pâles et raides, marchant d'un pas rapide vers la salle d'audience. Je n'ai jamais oublié la forte impression que je ressentais alors : c'étaient des enfants qu'on menait à l'abattoir.

Petr Uhl a purgé sa peine jusqu'au dernier jour. Sortant de prison il a trouvé une épouse, elle aussi, une ancienne prisonnière politique et membre de cette famille Sabata de Smo durement éprouvée pendant les procès de 1972. Ils se marient en 1974, ils ont deux enfants, ils signent parmi les premiers la Charte 77, ils s'engagent pour les droits et les libertés de l'être humain. Comme beaucoup d'autres. Non point en lançant des grenades ou en tirant des coups de pistolet, mais en écrivant ou en signant des petits papiers dactylographiés, en informant sur les injustices. Ils n'appellent pas à la violence, ils ne proposent pas le bellicisme, le racisme ou le capitalisme : ils cherchent une issue à la crise de la société par des voies démocratiques.

En octobre 1979, Petr Uhl est condamné à cinq ans de prison ferme lors du procès contre les membres du VONS (Comité pour la défense des personnes injustement poursuivies). Encore une fois, il écope la plus lourde peine de ce « groupe anti-Etat ».

Un concours cruel

Prisonnier politique « recordman » de Bohême, il n'est d'ailleurs pas seul dans ce concours cruel : par exemple, Rudolf Battak, qui purge actuellement sa septième année d'incarcération depuis 1969, doit faire, lui aussi, neuf ans de prison. Il en est d'autres encore.

Les faits sont là. Après 1948, la répression stalinienne — plus brutale en Tchécoslovaquie que dans les autres démocraties populaires : presque 300 condamnations à mort (le plupart exécutées) ; 100 000 prisonniers politiques dans les années 1948-1954 ; un bilan de 1 500 ou 3 000 morts, si nous comptons ceux qui furent « légalement » exécutés, ceux dont le mort dans les prisons et les camps fut la conséquence directe

de l'emprisonnement... Malheureux pays que celui qui a enrichi le vocabulaire politique et culturel européen de termes comme « aveu » et « procès de Prague ».

Des milliers de condamnés restent encore en prison au cours des années 80, années de la « préparation du printemps de Prague » ; et quelques-uns jusqu'en 1987. On les oublie un peu, ces non-communistes.

Un petit temps de répit, et la machine à répression se met en marche de nouveau. Des milliers d'arrestations provoquées par les manifestations du 21 août 1969 ; une première vague de procès et de condamnations. Tout est en place, des lois spéciales sont votées, les juges sont disponibles. D'après une « statistique secrète », 3 591 personnes sont condamnées en 1969 — 71 pour activités « anti-Etat ». Les données exactes nous manquent pour les années 70.

La répression se sa logique et sa cohérence. Il y a d'abord des vagues de répression qui ont leur contenu politique propre : en 1969-1972, le régime vise surtout les ex-communistes ; dans les dix grands procès qui se déroulent au cours de l'été 1972, 47 personnes sont condamnées à cent dix-huit années de prison. Deux tiers de ces condamnés sont d'anciens communistes : à eux les peines les plus lourdes. La deuxième vague de répression 1976-1979 touche les courants politiques, mais surtout les jeunes qui se réclament de l'underground et des socialistes-libéraux. La troisième vague 1980-1982 vise surtout de jeunes ouvriers et aussi des catholiques, parfois déjà condamnés dans les années 50 ; le fléau de cette vague de répression avec l'évolution en Pologne semble évidente.

Il y a ensuite ce « prisonnier-type », le plus lourdement puni. L'évocation des « grandes figures » des procès politiques en Tchécoslovaquie depuis 1971 nous pousse à constater que le pouvoir cherche d'abord à punir celui qui est porteur de l'idéologie jugée la plus dangereuse à un moment donné, celui qui sait l'exprimer dans des écrits et a des capacités d'organisation.

Pourquoi donc cette logique, cette cohérence dans la répression judiciaire et policière en Tchécoslovaquie ? On prend trop à la légère la thèse de la propagande officielle selon laquelle ce pays représenterait « la bastion la plus avancée à l'Ouest de toute la communauté socialiste ». La Tchécoslovaquie est stratégiquement un territoire primordial de l'empire russe dans l'Europe d'aujourd'hui : c'est là une des causes principales et de la durée de cette répression et de son instauration en système depuis 1948. On oublie souvent aussi la doctrine militaire, en vigueur dans les pays du pacte de Varsovie : l'un de ses éléments essentiels, c'est l'état politico-moral de la population ». D'éminents spécialistes tchèques.

cialistes militaires et policiers de la métropole de l'empire suivent quotidiennement cet « état ». Les « conseillers soviétiques » sont toujours en place. « Les intérêts et la sécurité des pays du pacte de Varsovie » commandent la collaboration étroite des « services spéciaux ». Ces services suivent et analysent avec une attention particulière l'état des générations promises au régime. La répression contre les groupes de rock semblait ridicule à beaucoup d'observateurs ; elle a cependant sa logique. Des chanteurs de textes peu conventionnels, parfois pacifistes, sont capables d'attirer à un concert non annoncé deux mille à trois mille personnes des quatre coins du pays. Les textes enregistrés sont ensuite réécrits, chantés, voilà qui perturbe l'état « politico-moral » des jeunes.

Ces « services spéciaux » s'occupent de beaucoup de choses. Quelques initiés savent ou soupçonnent qu'ils étudient et analysent aussi les possibilités de « remplacement des cadres dirigeants », au moment nécessaire... La choix du général Jaruzelski en Pologne n'est pas le fait du hasard. Celui de Gustav Husak en Tchécoslovaquie n'était pas non plus accidentel. L'empire fait preuve d'un total machiavélisme : pourquoi dans ce territoire de choix de la répression, les présidents de la République et les secrétaires généraux du parti communiste sont-ils d'anciens prisonniers ? Après Klement Gottwald — lui aussi « prisonnier » pour des raisons très personnelles, — ce fut Antonin Novotny, prisonnier des nazis, et l'on insinue qu'il y aurait des « documents » sur son comportement dans le camp ; puis Ludvík Svoboda, ex-prisonnier de l'U.R.S.S. en 1939 — qui se vante ensuite de se libérer par la collaboration avec les services de renseignement soviétiques. Enfin Gustav Husak, prisonnier pendant presque dix ans dans les années 50. Ne s'agit-il pas d'une exploitation diabolique de la vieille dialectique du maître et du valet, du bourreau et de la victime ?

Les gouvernements délégués par le pouvoir de la métropole ont, bien sûr, leur responsabilité individuelle dans l'histoire de leurs pays respectifs. Gustav Husak, au début de la « normalisation », dit qu'il ne désire pas collaborer avec la « bande d'idiot » à la Blak. Les membres les plus acharnés de la police secrète enragent parce qu'il ne veut pas donner le feu vert aux arrestations des ex-communistes et à leurs procès. Cela ne dure qu'un temps. Il ne lui reste plus qu'à se « justifier » dans un long écrit, en 1972, après avoir mené la répression contre certains de ses proches et à mettre ce document dans les archives. Pour l'histoire.

Les historiens pourront analyser cette attitude — ainsi que celles, semblables, d'autres — comme un « drame individuel ». Malheureusement, la période de 1969 à 1983 restera comme celle du grand « drame collectif » d'un petit pays d'Europe centrale, où les démocrates socialistes, communistes, innocents, sont réprimés.

ELIMINEZ sans produits chimiques **MOUSTIQUES** et insectes volants indésirables

Appareil breveté utilisant à la fois une source lumineuse pour attirer les insectes et une source électrique (220 Volts) pour les détruire. Aucun produit chimique. Pour intérieur extérieur et en camping (3 ans de garantie). Garantie totale 2 ans. Fabrication française - Garantie totale 2 ans.

Paris et rég. Paris **THIEBAUT** 30, P. de la Madeleine 75008 Paris (M) (1) 742 29 03

Province : Désinsecteur B.R.C. BP 502 44026 Nantes Cedex 1er (40) 49 47 64

495 F. TTC - Franco 525 F. Foire de Paris Bâtiment 6, Allée C, stand 17 tel: (1) 530.43.71

(Publicité)

MEUBLES, EN DEPOT VENTE ?

Certes, ils ne vous seront payés qu'une fois vendus. Mais connaissez vous une autre formule ou le négociant a le même intérêt que le vôtre : vendre vite, au meilleur prix possible au **DEPOT VENTE DE PARIS** 81, rue de Lagny (20) 18.372.13.91, vous obtiendrez le meilleur prix d'un meuble aussi bien que d'une succession complète.

Lisez **Le Monde DE L'EDUCATION**

PLAN D'EPARGNE LOGEMENT ECUREUIL 1983

Nouveau! Sachez en profiter

C'est dès maintenant qu'il faut profiter des nouveaux avantages du Plan Epargne Logement. Ils sont applicables jusqu'au 31 Décembre 1983 seulement. Mais bien sûr, si vous ouvrez un plan maintenant, vous profiterez des nouvelles conditions pendant 5 ans.

10% net d'impôt !

- Une rentabilité annuelle qui résulte d'un intérêt et d'une prime d'Etat de 10.000 Frs maximum versés au bout de 5 ans.
- Demandez à votre Agence Ecuréuil comment obtenir la meilleure rentabilité.
- Et aujourd'hui, vous pouvez mettre de côté jusqu'à 300.000 Frs (au lieu de 150.000 Frs).

Jusqu'à 400.000 Frs de prêt à 8% !

Un droit au prêt qui passe de 200.000 Frs à 400.000 Frs. En ouvrant un plan, vous pouvez bénéficier de ce prêt, le transmettre à quelqu'un de votre famille, si vous n'en avez pas besoin, au contraire profiter du droit au prêt de quelqu'un de votre famille.

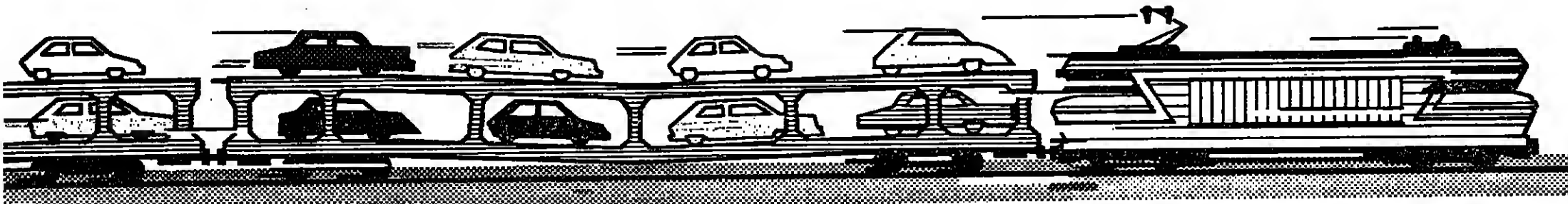
Renseignez-vous auprès de votre Agence Ecuréuil ou téléphonez au Centre d'Information - 13, place du Havre 75008 Paris - Tél. : 522.95.00

Caisse d'Epargne Ecuréuil

Pour un renseignement immédiat : appelez le Centre d'Information Ecuréuil **522.95.00**

Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille

Comblez-nous vite



et toutes destinations en TGV



Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille (dans les deux sens), vous pouvez prendre le TGV et retrouver votre voiture à l'arrivée. Exemple : il suffit de déposer votre voiture en gare de Paris avant 9 heures pour la reprendre à Marseille à partir de 18 h 15. Vous-même et votre famille, vous pouvez utiliser n'importe quel TGV, notamment celui de 12 h 45 qui vous mène à Marseille également à 18 h 15.

TGV. Gagnez du temps sur le temps. **SNCF**

CET ETE
PAYEZ-VOUS
AUX PROFESSEURS
D'ANGLAIS
POUR LE PRIX D'UN
AU 807.07.05.

ASIE

Afghanistan

Echec de la seconde session des conversations « indirectes » de Genève entre le Pakistan et le régime de Kaboul

La seconde session des conversations « indirectes » pakistano-afghanes organisées sous l'égide des Nations unies à Genève s'est achevée vendredi 24 juin sans être, apparemment, parvenue à un résultat. Elle avait débuté le 16 juin entre le ministre pakistanais des affaires étrangères,

M. Yakoub Sahabzada Khan, et le chef de la diplomatie de Kaboul, M. Mohamed Dost, par l'intermédiaire de M. Diego Cordovez, secrétaire général de l'ONU. La perspective d'une troisième série de pourparlers semble pour le moment écartée.

M. Cordovez va sans doute reprendre sa navette entre les capitales concernées par la crise afghane. Mais l'optimisme n'y est plus. Alors que, après les pourparlers d'avril, M. Cordovez avait parlé d'accord à 95 %, il avait plus tard modéré ses espoirs, parlant de stade « très délicat » et de l'« influence négative » que la tension internationale risquait d'exercer sur le déroulement des conversations.

Pourtant, les Nations unies avaient fait tout ce qu'elles avaient pu pour parvenir à une solution. M. Cordovez avait imposé le secret le plus absolu sur les conversations ; de plus, l'ordre du jour fixé s'écartait des résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU qui, le 14 janvier 1980, avait voté par 104 voix contre 18 « le retrait immédiat, inconditionnel et total de toutes les troupes étrangères d'Afghanistan ». Or les pourparlers avaient pour objectif d'obtenir le retrait des Soviétiques et le retour des réfugiés afghans — qui sont plus de trois millions au Pakistan, moins en Iran — en échange de garanties internationales de non-ingérence dans les affaires afghanes. En clair, le régime de Kaboul aurait été consolidé et protégé par des engagements internationaux, et donc, à contrario, la résistance aurait perdu toute existence reconnue, toute base arrière au Pakistan et tout droit à une aide étrangère, militaire, humanitaire ou diplomatique.

Ce processus avait un temps paru en bonne voie. Le Pakistan semblait prêt à faire d'importantes concessions, dont la première était d'accepter de négocier sur une question qui n'aurait dû regarder que la résistance. Des résistants ouos ont dit qu'islamabad leur avait mis le marché en mains : vous vous battez, nous négocions pour vous, car nous avons une meilleure expérience. Ce qui avait suscité la crainte, parmi les résistants, d'un « lâchage » pakistanois (voir l'interview au Monde de l'ancien roi d'Afghanistan, Zahir Chah, le 23 juin).

En échange d'une reconnaissance du fait accompli, le Pakistan, selon certaines sources, se serait vu promettre l'établissement d'une zone tampon le long de la frontière, la reconnaissance de la « ligne Durand » (qui sert de frontière et qui est contestée depuis longtemps par les Afghans) et la promesse que les communistes honteux réfugiés en Afghanistan ne tenteraient pas d'actions séparatistes.

Que s'est-il donc passé pour que le Pakistan, dont certains observateurs disaient qu'il était prêt à aller très loin dans la voie des

concessions en échange d'un « horbillage présentable », parle aujourd'hui de « blocage total » ? Avant de se rendre à Genève, M. Yakoub Khan avait visité Moscou, Paris et Washington. Si le Kremlin paraît penser que le diplomate pakistanois a cédé aux pressions de Paris, et surtout de Washington, il semble que les Soviétiques aient, de leur côté, durci leur position. Alors que Kaboul demandait aujourd'hui des négociations « directes » avec islamabad, les Soviétiques, qui avaient paru hésiter après la mort de Leonid Brejnev et l'arrivée au pouvoir de M. Andropov, paraissent avoir placé la barre plus haut encore.

L'U.R.S.S. retirera ses troupes d'Afghanistan « quand le Pakistan acceptera de signer un traité par lequel il s'engagera à fermer les camps d'entraînement » des résistants, déclarait la semaine dernière à Genève M. Arbatov, directeur de l'Institut soviétique d'études sur les Etats-Unis et le Canada, ajoutant que Washington « devrait jouer un rôle plus positif, notamment en exerçant des pressions sur le Pakistan pour qu'il revise sa position ». Le Kremlin refuse donc tout contact avec la résistance,

dont les membres sont qualifiés de « bandits », ou son inclusion sous quelque forme que ce soit dans des conversations.

C'est pratiquement reversionner le problème, puisque, après être entré en décembre 1979 en Afghanistan, les Soviétiques demandent aujourd'hui des garanties de « non-ingérence » pour se retirer. Certes il semble difficile, dans le contexte géopolitique, qu'un petit pays comme l'Afghanistan, l'insulté de l'U.R.S.S., puisse s'offrir le luxe de se transformer en base antisoviétique. Le peu de soutien occidental au Pakistan et à la résistance révélerait d'ailleurs une certaine désignation à une forme de « mongolisation » de l'Afghanistan. Encore faudrait-il en convaincre une résistance, fatiguée certes, mais toujours aussi déterminée.

On peut se demander enfin pourquoi les Soviétiques abandonneraient, dans des négociations avec un pays assis, le Pakistan, la « carte » afghane qu'ils détiennent et qu'ils se réservent vraisemblablement de jouer dans la perspective de négociations globales avec les Etats-Unis.

PATRICE DE BEER.

LA RÉUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ASEAN

Aucune « indication encourageante » en provenance de Hanoï

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Faute de mieux, la seizième conférence des ministres des affaires étrangères de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) (1), qui s'est réunie les 24 et 25 juin, à Bangkok, a soigné la forme de son communiqué conjoint. Ainsi a-t-elle joint, en termes remarquablement mesurés, le Vietnam à « prendre en considération les éléments contenus dans la déclaration de la conférence internationale sur le Cambodge » de juillet 1981. Elle a « pris note de la récente annonce par le Vietnam d'un retrait partiel de ses troupes du Cambodge » et « réaffirmé (sa) détermination de continuer à œuvrer de son mieux pour l'établissement d'une zone de paix, de liberté et de neutralité en Asie du Sud-Est (ZOPFAN) », un concept auquel souscrit depuis peu Hanoï.

Sur le fond, toutefois, le communiqué ne traduit aucune ouverture. Les membres de l'ASEAN, comme l'a souligné M. Sittih Savetsila, chef de la diplomatie thaïlandaise, restent « fermes sur les principes », à savoir le retrait total des troupes vietnamiennes du Cambodge et le droit à l'autodétermination pour le peuple cambodgien. Vu de Bangkok,

c'est à celui qui s'est mis dans son tort — le Vietnam — d'indiquer, par des « signes positifs », sa volonté de réparer les dommages.

Or rien n'indique un changement d'attitude de la partie adverse, à laquelle l'ASEAN reproche de se réfugier derrière des « propos dilatoires ». Comme le leur a rapporté, de retour de Hanoï, M. Ratchadit Ahmed, sous-secrétaire général des Nations unies, les dirigeants vietnamiens continuent de nier le retrait total de leur corps expéditionnaire à la disparition de la « menace chinoise ». Ceux-ci ont, en outre, rejeté la proposition que leur avait faite M. Sittih de retirer unilatéralement de 30 kilomètres vers l'intérieur du Cambodge leurs troupes stationnées le long de la frontière thaïlandaise.

Se référant à des sources dignes de foi et concordantes, la conférence a exprimé sa « sérieuse inquiétude au sujet de changements démographiques imposés par les forces d'occupation (de Hanoï) » dans huit des dix-neuf provinces du Cambodge. M. Sittih a précisé que plus de 400 000 colons vietnamiens, dont 150 000 en 1982, se seraient déjà établis dans le pays, la plupart comme pêcheurs, agriculteurs et commerçants, notamment autour du Tonlé Sap, le long du Mékong et dans la capitale (2) (le Monde du 6 mai).

Signe encourageant du côté de la résistance ? Le prince Sihanouk, président du Kampuchéa démocratique, a repris sa démission (le Monde du 17 juin), et la conférence s'est félicitée que la France ait réitéré son soutien à l'ancien roi comme « le vrai représentant du Cambodge ». Si fragile soit-il, ce gouvernement de coalition que préside le prince, et qui vient de fêter son premier anniversaire, marquerait-il quelques points sur le terrain ? Des rapports dignes de foi donnent à penser, en tout cas, que la sécurité s'est détériorée ces derniers mois à l'intérieur du Cambodge. Les résistants tentent de rendre impraticables les grands axes de communication. La situation serait particulièrement préoccupante dans les provinces du nord — Battambang, Siem Reap et Oddar-Meanchey — où les troupes vietnamiennes auraient lancé des opérations de reprise en main de la population, soupçonnée de pactiser avec l'ennemi. Ce qui expliquerait le soudain afflux, depuis le début de juin, d'un moins 5 000 réfugiés à la frontière thaïlandaise.

La fidélité à la bonne cause de la toute jeune armée cambodgienne laisserait aussi à désirer : les désertions seraient nombreuses dans ses rangs. Il se confirme qu'un régiment entier — le 28^e — basé à Chuk, dans la province d'Oddar-Meanchey, a dû être désarmé et arrêté pour collaboration avec l'adversaire.

JACQUES DE BARRIN.

(1) Philippines, Indonésie, Singapour, Malaisie, Thaïlande.
(2) Le Cambodge compte entre six et sept millions d'habitants.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

Les récents arrêts de la Cour suprême illustrent à la fois son pouvoir et son indépendance

Washington. — La Cour suprême a rendu en quelques jours trois arrêts importants qui soulignent, à la fois, son pouvoir et son indépendance.

Cette assemblée de neuf juges s'est d'abord penchée sur l'avortement (le Monde du 22 juin) pour confirmer le principe de la liberté d'expression déclinée en 1973. Les mesures restrictives prises dans certains Etats devront être supprimées. La décision suivante concerne le veto législatif (le Monde du 24 juin). Cette procédure, permettant au Congrès d'annuler des décisions administratives, a été jugée inconstitutionnelle.

Enfin, le 24 juin, la Cour a tranché le débat sur la sécurité dans les automobiles. Désavouant l'administration Reagan, elle a exigé que tous les nouveaux véhicules soient équipés de ceintures de sécurité ou de coussins d'air se gonflant automatiquement.

La Cour agit sans limites. Perites ou grandes, politiques ou non, toutes sortes de controverses lui sont soumises à longueur d'année. Libre à elle de trancher ou de classer. La semaine dernière, par exemple, les neuf juges ont déclaré inconstitutionnelle une loi fédérale interdisant la publicité postale pour les contraceptifs ; contrairement au département de la justice, ils ne pensent pas que ces lettres constituent « une corruption de la moralité publique ».

Les juges sont nommés par le président des Etats-Unis pour une durée illimitée. Seuls un décès ou une démission libèrent l'un de ces fauteuils prestigieux. M. Reagan avait profité d'une démission, en 1981, pour désigner une femme — la première — à la Cour suprême. Son prédécesseur, M. Carter, n'avait pas eu l'occasion de laisser sa marque sur cette institution, aucun poste ne s'étant libéré au cours de son mandat, alors que M. Nixon avait choisi trois juges.

Le prochain président des Etats-Unis pourrait jouer un rôle important dans ce processus, car cinq membres sur neuf ont plus de soixante-quatre ans. En novembre des candidats de sa tendance, et en les choisissant jeunes, l'hôte de la Maison Blanche influencerait les décisions de la Cour jusqu'à la fin du siècle.

Actuellement, trois juges sont des conservateurs, deux autres passent pour libéraux, et les quatre derniers font figure de centristes. Il est très tentant pour un président de modifier l'équilibre dans un sens ou dans l'autre. Mais l'indépendance de la Cour fronde souvent et se manifeste par des arrêts inattendus. Dans les quatre cas cités plus haut, l'administration Reagan a obtenu une grande

De notre correspondant

satisfaction (le veto législatif), mais elle s'est fait désavouer sur la sécurité automobile, l'avortement et la contraception. Ce dernier point a été tranché à l'unanimité, preuve que les étiqettes ne sont pas toujours déterminantes.

Le veto législatif consiste pour le Congrès à désigner certaines décisions au pouvoir exécutif, qu'il annule si elles ne plaisent pas au Congrès. Une double évolution a été à l'origine de cette disposition. D'une part, l'administration avait besoin d'agir vite, et avec une relative liberté, dans de nombreux domaines. D'autre part, le Congrès cherchait à la contrôler davantage, à l'intérieur des Etats-Unis comme à l'extérieur, craignant les excès d'une « présidence impériale ». Le veto permet d'éviter le long processus d'élaboration d'une loi. Définissant des grandes lignes, le Congrès laisse l'administration les appliquer. Mais pour les annuler ensuite, il peut suffire de l'opposition d'un des deux chambres, à la majorité simple.

ROBERT SOLÉ.

Chili

Les camionneurs suspendent leur grève après des négociations avec le gouvernement

De notre envoyé spécial

Santiago. — La « drôle de grève » a pris fin le dimanche 26 juin. Le Syndicat des camionneurs, la Confédération des propriétaires de taxis et le Commandement national des travailleurs ont en effet décidé de « suspendre » le mouvement déclenché jeudi.

Dans un communiqué diffusé en fin de soirée, les promoteurs de la grève soutiennent qu'ils ont voulu répondre à l'appel lancé par l'Eglise catholique en faveur du dialogue. Dans un document intitulé « Au-delà des protestations et de la violence », dont le ton modéré contraste avec les positions dures de l'Eglise chilienne du temps du cardinal Silva Henríquez, la conférence épiscopale a demandé au gouvernement et à l'opposition de ne pas se laisser entraîner dans la « spirale de la violence ». « On sait quand celle-ci commence, mais on ne sait jamais jusqu'où elle peut aller », affirment les évêques chiliens.

Bien que le président du Syndicat des camionneurs, M. Quinteros, ait nié toute relation entre la décision prise dimanche et les conversations engagées avec le gouvernement, des garanties ont sans doute été données aux transporteurs en échange de l'arrêt du mouvement. Mais, rien ne dit que les camionneurs aient obtenu comme ils l'avaient demandé, la libération des dirigeants syndicaux détenus et la réintégration des travailleurs licenciés. Les organisations de transport se sont donc jusqu'au 23 juillet pour évaluer les résultats des négociations avec les autorités. « Si ceux-ci n'étaient pas satisfaisants, nous pourrions nous mettre de nouveau en grève », a déclaré M. Quinteros.

Les syndicats qui composent le Commandement national des travailleurs (C.N.T.) ne se sont asso-

ciés qu'au dernier moment et du bout des lèvres à la décision des camionneurs. Si, en effet, tout le monde était d'accord pour mettre fin à la grève, de profondes divisions sont apparues entre le C.N.T. et les organisations de transporteurs quant aux conditions et à la finalité du « dialogue ». Les responsables du Commandement ont précisé que « l'acceptation des conditions demandées par l'épiscopat pour que s'ouvre le dialogue ne signifie, en aucune manière, que les travailleurs et les étudiants aient renoncé à la solution de leurs problèmes ».

En fait, l'unité acquise il y a une semaine se trouve aujourd'hui sérieusement ébranlée. Certaines organisations veulent constituer un mouvement corporatiste dirigé par les camionneurs. D'autres luttent pour le rétablissement immédiat de la démocratie. C'est le cas de la Confédération des travailleurs du cuivre et de la Coordination nationale syndicale. Entre les deux se trouvent les dirigeants de l'Union démocratique des travailleurs, du Syndicat des employés de l'Etat et de la Confédération des employés privés, qui souhaitent un accord avec le pouvoir militaire mais se méfient des idées de M. Quinteros.

L'opposition reconnaît que la grève a été un échec. Elle estime, cependant, que le bilan de ces dernières journées n'est pas tout à fait négatif. « On sait maintenant qu'est-ce qu'il faut affirmer, un dirigeant démocratique-chilien ».

JACQUES DESPRES.

Honduras

DES RÉFUGIÉS GUATÉMALTEQUES SONT ENLEVÉS DANS UN CAMP

(De notre correspondant)

Genève. — Un incident qualifié de très grave par M. Léon Davico, porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), a eu lieu récemment à El Tesoro, dans un camp de réfugiés guatémaltèques, au Honduras. Une cinquantaine de militaires de la compagnie Paradiso, commandés par M. Alvarado, ont investi ce camp où sont abrités six cents hommes, femmes et enfants. Ils ont enlevé dix-huit réfugiés, dont le nom figurait sur une liste qu'ils avaient en main. De plus, ils ont molesté M^{lle} Solange Müller, vingt-huit ans, représentante du H.C.R. (et fille d'un sous-secrétaire général de l'ONU). M. Peter Shiras, époux de M^{lle} Müller et travailleur bénévole dans le camp, a été interpellé par des civils qui, après un certain temps, ont fini par le relâcher.

A la suite de nombreuses protestations auprès du gouvernement et de l'armée de Honduras, sept réfugiés enlevés ont été ramenés dans le camp. On ignore le sort des onze autres. On ignore également les motifs de cette opération militaire qui viole les conventions internationales de protection des réfugiés.

Aucun acte subversif ne saurait être imputé aux réfugiés de ce camp, dont le régime est particulièrement sévère. Ils n'ont même pas la permission de se laver dans la rivière qui se trouve à 150 mètres. Le H.C.R. s'efforce en vain de déplacer vers l'intérieur les camps trop proches des frontières. — I.V.

Cuba

DES AVOCATS ET DES TRAVAILLEURS EMPRISONNÉS APRÈS UNE TENTATIVE DE SYNDICALISME INDÉPENDANT

(De notre correspondant)

Genève. — La Confédération internationale des syndicats libres (C.I.S.L.) proteste contre l'arrestation à Cuba d'un juge, M. Nicasio Hernandez de Armas, et de quatre avocats, MM. Francisco Moura, Aramis Taboada, Israel Tamayo et Ruben Quintero, détenus sans procès pour avoir « volontairement » défendu des travailleurs condamnés à mort en mars dernier en première instance. Cette sanction fut commuée par la suite — provisoirement — en lourdes peines de prison. La C.I.S.L. a adressé sa protestation à M. Francis Blanchard, directeur général du Bureau international du travail (B.I.T.).

L'organisation signale également l'arrestation de deux travailleurs de la brasserie Pedro-Marrero, à La Havane, ainsi que d'une trentaine d'autres de la raffinerie de sucre Central Chaparra, dans la province de l'Orient, tous accusés d'avoir été « surpris dans l'intention d'organiser un syndicat indépendant ». A Cuba, comme dans les pays de l'Est européen, les salariés sont tenus de s'affilier et de cotiser au syndicat officiel, qui est le seul reconnu. — I.V.

10^e ANNIVERSAIRE
ALARME 2000 vous offre
10 ANS DE GARANTIE GRATUITE
pièces et main d'œuvre.

à partir de juin 83



week-ends,
sorties,
vacances,
DÉPART TRANQUILLE
ALARME 2000
contre le vol

Des protections radar à haute technologie, mais d'utilisation simple, efficaces et immédiatement opérationnelles. Retourner ça bon à ALARME 2000 8, rue Gudin, 75016 PARIS ou téléphoner au 525.44.32 à votre service sur toute la France.

Nom
Prénom
rue
n° code postal
Ville

AU « GRAND JURY R.T.L.-LE MONDE »

Certains impôts exceptionnels devraient être reconduits en 1984

déclare M. Delors

LE FUMAMBOULE

Décidément les discours des ministres de l'économie et des finances se suivent et se ressemblent. M. Barre avait répété que sa politique était la seule possible. M. Delors n'a pas dit autre chose lorsqu'il a déclaré - ce qui n'est pas faux - qu'il n'avait jamais rencontré un projet cohérent qui puisse faire pièce à l'action qu'il mène.

L'analyse du ministre des finances a le mérite de la clarté et de la cohérence. Au-delà des souhaits et de la volonté, il existe des obstacles incontournables qui ont non inflation et déficit du commerce extérieur. Si la France, attachée au char européen et exposée à une concurrence internationale de plus en plus rude, veut faire face, il lui faut prioritairement guérir ces deux maux.

Pour ce faire, M. Delors a pris des mesures dont le classicisme n'exclut pas une certaine brutalité. Les revenus et les prix ont été bloqués un temps, et ces derniers restent sous surveillance : voilà pour l'inflation. Ponction fiscale sur les revenus moyens et élevés afin de ralentir la consommation : voilà pour le commerce extérieur. De quoi effectivement rassurer nos partenaires, dont le jugement, à l'évidence, a plus de poids dans l'esprit du ministre que celui des Français qui supportent la purge.

Ces mesures s'avèreront-elles efficaces ? Il est trop tôt pour en juger, même si le ministre maintient les objectifs qu'il s'était fixés et croit percevoir un certain nombre de signes encourageants.

Reste que, dans l'immédiat, cette politique se traduit en 1983 par une croissance zéro avec tous les dangers que cela représente. Premières victimes de ce refroidissement : les entreprises, dont la situation financière est généralement très fortement dégradée. « Coïncidence » qu'elles sont entre le règlementation de leurs prix et l'absence du marché intérieur, qui pour beau coup d'entre elles reste le principal débouché.

M. Delors est conscient de ce danger. Aussi, faute de libérer rapidement les prix industriels, a-t-il donné des consignes aux banques afin qu'elles permettent aux firmes viables et fabriquant des produits d'avenir de passer ce cap difficile. Mieux même, les patrons qui se sentiraient injustement traités pourraient faire appel à la Banque de France. Du pain sur la planche pour les experts et de jolis débats en perspective...

Secondes victimes de cette politique : les demandeurs d'emploi. M. Delors a raison lorsqu'il affirme qu'en toute hypothèse, le chômage est augmenté. Reste que son plan n'est pas fait pour arranger les choses dans ce domaine. La politique active de l'emploi qu'il préconise permettra-t-elle de limiter les dégâts ? Les experts en doutent mais il leur arrive de se tromper...

Troisièmes victimes non nominalement désignées : les cadres. La croissance zéro - à entre autres inconvénients - celui de réduire les recettes publiques. Même si des efforts vont être faits pour compenser le train de vie de l'Etat, il faudra bien déculasser le budget et, à défaut de « faire payer les riches », un slogan trop facile et trompeur aux yeux du ministre, il faudra bien faire payer les moins riches. En conséquence, les impôts exceptionnels levés en 1983 seront reconduits. Que veut, en face de cette certitude, la promesse du ministre de tout mettre en œuvre pour que soient mieux connus les revenus des non-salariés et son discours sur la nécessité de ne pas décourager ceux dont la motivation au travail est de gagner l'argent ?

En vérité, attaqué sur sa droite par une opposition politique et socio-professionnelle qui jugera toujours insuffisante les gains qu'il lui donne, et sur sa gauche par ceux qui au sein de la majorité trouvent qu'il fait décidément la part trop belle à la gestion de la crise ; partagé de surcroît entre le souci de la justice et celui de l'efficacité, M. Delors rassemble de plus en plus à un équilibriste marchant sur un fil.

Le ministre de l'économie et des finances a déploré son incapacité à mobiliser les Français. Les fumambules intéressent souvent, séduisent parfois, peuvent mobiliser ?

PHILIPPE LABARDE.

Invité de l'émission « Le grand jury R.T.L.-Le Monde », dimanche 26 juin, M. Delors a laissé entendre que certains impôts exceptionnels seraient sans doute reconduits en 1984. « Les prélèvements sur les banques et les assurances » ainsi qu'un « effort des contribuables les plus aisés » seront peut-être maintenus a expliqué le ministre de l'économie et des finances pour faire face au manque à gagner budgétaire qu'entraînera la faible croissance économique, manque à gagner qu'il a estimé à 12 milliards de francs. « Une contribution comme celle de l'an dernier peut encore être acceptée durant la période de redressement », mais il faudra « la moduler au mieux pour ne pas décourager les générateurs et les créateurs de notre appareil productif », a ajouté le ministre, qui s'est déclaré « pour l'équité mais pas pour l'égalité ». « Il faut que l'Etat donne l'exemple et soit géré de manière comme une entreprise, tout en tenant compte du service rendu. »

En ce qui concerne le budget, « ce n'est pas un budget de misère mais de courage », M. Delors a affirmé : « Il faut que l'Etat donne l'exemple et soit géré de manière comme une entreprise, tout en tenant compte du service rendu. »

Interrogé sur la possibilité de mettre en œuvre une autre politique, le ministre de l'économie a rétorqué qu'il entendait « à droite et à gauche des critiques, des humeurs, des impatiences... ». « J'en tends également des déclarations volontaires, mais le volontarisme a ses limites lorsque les effets sont incontrôlables. Je n'ai jamais rencontré cette « autre politique » en tant qu'ensemble cohérent. Si tel n'avait pas été le cas, on aurait pu s'interroger. Par conséquent, ce sentiment de solitude dont on a parlé à mon égard, je ne l'ai jamais ressenti puisque le gouvernement a décidé qu'il n'avait pas le choix entre la politique qui est menée et une autre », avait-il ajouté.

En politique, dans les moments difficiles, c'est comme dans l'armée : la discipline fait la force elle conditionne la réussite. On ne peut être à la fois dedans et dehors. »

Quant à la position du président de la République M. Delors a déclaré : « J'ai rencontré de nombreuses fois le président de la République au mois de mars, après les élections allemandes et françaises et, quant à moi, je n'ai jamais eu ce sentiment [qu'il ait hésité]. Il y a à cela plusieurs raisons : tout d'abord, ainsi que j'ai dit, il n'y a aucune autre politique cohérente qui soit proposée. Ensuite, raison encore plus fondamentale, il existe cette fois-ci une cohérence complète entre la politique étrangère et les ambitions internationales de la France, d'un côté, et la politique économique que celle-ci se doit de mener, de l'autre. »

En ce qui concerne la couverture sociale et son financement, le ministre s'est déclaré favorable « à une cotisation exceptionnelle sur les revenus, et qui soit la contribution de solidarité de l'ensemble des Français puisque ceux-ci ont affirmé comme priorité politique le maintien de leur protection sociale. »

M. Delors a conclu : « Ce qui me navre, c'est que si j'arrive à faire comprendre la rigueur aux Français, j'aimerais aussi contribuer à leur mobilisation. J'aimerais mobiliser les Français autour des grandes réformes qui sont en cours : la décentralisation, et donc la diffusion des responsabilités, le nouveau dialogue social dans les entreprises avec les nouveaux droits des travailleurs, l'adaptation de notre appareil de production, la recherche de l'innovation, la bataille sur les terrains extérieurs. Quand je vois la vie politique parisienne, j'ai l'impression d'une vitrine brisée. Franchement, dans ce domaine, je suis insuffisant. »

Cinq élections cantonales partielles

L'opposition l'a emporté, au second tour, le 26 juin, dans trois des quatre cantons à pourvoir et se trouve bien placée, à l'issue du premier tour, pour conserver celui de Chaumont-en-Vexin (Oise).

L'U.D.F. garde son siège dans le Haut-Rhin et en prend un au P.C. dans le Gard. Le R.P.R. conserve celui qu'il détenait dans le Val-de-Marne. Le canton de Fontaine (Territoire de Belfort) reste au P.S. qui, le 19 juin, avait amélioré son score de 4,27 points par rapport au premier tour des élections cantonales de mars 1982. Le parti socialiste perd, en revanche, 7,22 points dans le Val-de-Marne et 5,59 points dans le canton de Chaumont-en-Vexin.

GARD : canton de Nîmes II (2^e tour). Inscr., 17 715 ; vot., 9 572 ; suffr. expr., 9 370. MM. Raynal, U.D.F., 4 841, ELU ; Testanière, P.C., 4 529.

[Cette élection faisait suite à l'annulation du scrutin de mars 1982 qui avait vu M. Testanière l'emporter au second tour, avec 5 270 voix, contre 5 145 à M. Raynal, pour 10 415 suffrages exprimés et 10 773 votants. Il y avait 17 675 électeurs inscrits.]

Le P.C., qui avait, le 19 juin, assuré son maintien au premier tour du scrutin de mars 1982, enregistre cette fois une baisse de 2,27 points et perd son siège au profit de l'U.D.F., dont le candidat gagne 2,25 points.

Pour M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, cette « victoire très nette pour l'opposition » montre que « les électeurs et les électeurs qui s'étaient habitués à aller le 10 mai ou le 21 juin 1982 se rassemblent... »

OISE : canton de Chaumont-en-Vexin (1^{er} tour). Inscr., 9 456 ; vot., 5 412 ; suffr. expr., 5 275. MM. Roussel, R.P.R., 2 229 ; Testanière, P.C., 1 068 ; Costa, U.D.F., 891 ; M. Van Melkebeke, P.S., 594 ; M. Houdouille, extr.-g., 315. Il y a ballottage.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jacques Blondiaux, R.P.R., décédé, qui avait été réélu au second tour du scrutin de mai 1979 avec 3 289 voix (54,5 % des suffrages exprimés) contre 2 748 à M. Merleau (45,5 %). Au premier tour les résultats avaient été les suivants : Inscr., 8 516 ; vot., 6 218 ; suffr. expr., 6 046. MM. Blondiaux, 2 406 ; Merleau, 1 330 ; Adam, P.S., 1 019 ; Sene Calles, div.-g.-R.S., Houdouille, 366.]

HAUT-RHIN : canton d'Estschelmin (2^e tour). Inscr., 13 496 ; vot., 6 186 ; suffr. expr., 5 660. MM. Egloff, sout. C.D.S., 3 561, ELU ; Seller, R.P.R., 2 099.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement d'Auguste Schenck, conseiller général C.D.S., décédé. Il avait été réélu dès le premier tour du scrutin de mars 1979, avec 5 996 voix contre 1 558 à M. Revelli, P.S., et 1 038 à M. Bernauer, P.C., pour 8 594 suffrages, 9 031 votants et 12 481 électeurs inscrits.]

M. Egloff, qui succède à Auguste Schenck au conseil général, lui avait succédé il y a trois semaines à la tête de la municipalité d'Estschelmin. Le 19 juin,

Une élection municipale

LOT-ET-GARONNE : Ville-neuve-sur-Lot (1^{er} tour).

Inscr., 16 663 ; vot., 10 696 ; suffr. expr., 10 153. Opp. (M. Lapeyronie, U.D.F.), 4 231 ; un. g. (M. Descayrac, P.S.), 3 079 ; div. d. (M. Raphaël-Leygues, m.s.), 2 843. Il y a ballottage.

[Cette élection municipale partielle faisait suite à la démission de vingt conseillers municipaux, qui contestaient l'élection du maire, M. Jacques Raphaël-Leygues, accusé, au lendemain du scrutin de mars dernier, avec les voix des cinq conseillers socialistes.]

Le 6 mars 1983, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 16 672 ; suffr. expr., 12 386 ; un. opp. (M. Lapeyronie, U.D.F.), m.s., 3 971 ; un. g. (M. Descayrac, P.S.), 3 351 ; div. d. (M. Raphaël-Leygues, R.P.R.), 3 150 ; mod. (M. Pasquet), 1 405 ; P.S.U. (M. Leriche), 505. Les deux listes d'opposition avaient fusionné pour le second tour, et l'accord conclu entre les deux listes de liste pétrolière que M. Lapeyronie avait réélu maire à cet effet.

Le 13 mars, la liste d'opposition, conduite par M. Lapeyronie, recueillait 7 463 voix et 28 sièges, et celle de la majorité, conduite par M. Descayrac, 5 112 voix et 7 sièges, pour 12 574 suffrages exprimés et 16 672 électeurs inscrits.]

■ Les animateurs du mouvement Temps nouveaux, notamment M^{me} Odette Thibault, MM. Théodore Monod, Jacques Faoulat et Roger Dachez, lancent un appel en direction des « déçus du socialisme », afin d'étudier, « dans une perspective de progrès, de justice sociale et de défense des libertés, nos idées préconçues à l'égard du dogmatisme et des idéologies finissantes, les vrais problèmes concernant les hommes et les femmes du vingtième et du vingt et unième siècle, et de contribuer à les résoudre tout en établissant entre les citoyens de nouveaux rapports, que les formations politiques traditionnelles ignorent, à base de confiance et d'amitié... »

(*) Temps nouveaux, 26, rue Dagobert, 75012 Paris.

L'alternance dévoyée ?

Quand M. Pierre Mauroy viendra à la charge contre l'opposition, il pourra désormais se prévaloir, sur un point au moins, du soutien moral de M. Barre et de M^{me} Veil. Comme lui, son prédécesseur à l'hôtel Matignon et l'ancienne présidente de l'Assemblée européenne estiment que le respect de la légalité républicaine commande de laisser la majorité élue en 1981 aller jusqu'au terme de son mandat.

Tous deux désapprouvent aussi, implicitement, les initiatives du R.P.R. tendant à transformer les élections européennes de 1984 en « référendum » sur la politique du gouvernement. M^{me} Veil ajoute même que l'exercice du pouvoir présente des vertus formatrices puisqu'il fait « prendre conscience de certains problèmes » aux socialistes.

Le premier ministre, qui a décidé de sortir de sa réserve, n'en sera que plus assuré dans sa contre-offensive. Il se trouve d'ailleurs, sur ce point, en position de force : 55 % des Français, selon le SOFRES, estiment que l'opposition doit « attendre les échéances normales pour reconquérir le pouvoir » le Monde du 25 juin.

Il est peu probable, toutefois, que ces convergences ponctuelles tendent le débat politique. La bipolarisation qui caractérise le système institutionnel de la V^e République, en effet, pousse l'opposition à dramatiser les échéances électorales, en particulier celles des législatives, puisque tout renversement de majorité remet théoriquement en question la continuité de l'action du président de la République. La gauche ne se comportait pas autrement avant d'accéder au pouvoir. Les rôles sont aujourd'hui inversés.

Tant que, de part et d'autre, on admettra scrupuleusement la sanction du suffrage universel et le calendrier électoral, les règles démocratiques seront respectées. Jusqu'à présent cette borne institutionnelle n'a pas été franchie.

Or, selon le premier ministre, certains courants de l'opposition enclins à l'activisme cherchent actuellement à accélérer l'issue de cette borne à été dépassée par la gauche aux élections municipales. Cette accusation vise au

premier chef les organisateurs de la campagne de l'opposition contre les irrégularités constatées dans la région parisienne par les tribunaux administratifs. A en croire ceux-ci, parmi lesquels on retrouve les idéologues du R.P.R. et de l'U.D.F. associés au sein du Club de l'Horloge, le contentieux électoral démontre que la révolution socialo-communiste est en marche. « Entre le socialisme de fraude et de corruption des libertés qui caractérise la France aujourd'hui et le socialisme totalitaire des Soviétiques il y a autant de ressemblance qu'entre un jeune serpent et un serpent adulte », peut-on notamment lire dans le « Dossier sur la fraude électorale » que publie le dernier numéro de la revue *Contrepoint* dirigée par M. Yvan Blot (R.P.R.), président du Club de l'Horloge. Il s'agit, au nom de la défense de la démocratie, de disqualifier la majorité élue en 1981 en soutenant qu'elle n'accepte pas l'alternance au niveau local, le risque existe qu'elle la refuse aussi au niveau national lors des législatives de 1988.

Pour l'hôtel Matignon ce raisonnement illustre la perfection des « pratiques perverses » de l'opposition dénoncées par M. Mauroy, la manœuvre consistant, en l'occurrence, à accuser la gauche de dévoyer dangereusement la pratique de l'alternance pour l'en exclure ultérieurement, à défaut d'avoir pu lui en dénier le droit auparavant.

Sur ce terrain, la réplique de la majorité sera facilitée aussi par les divisions de l'opposition sur l'attitude qu'il conviendrait d'observer à l'égard des socialistes et des communistes en cas de renversement de majorité. Aux analyses britanniques du R.P.R., dimanche, cette perspective a donné lieu à des couplets très revanchards alors que dans le Puy-de-Dôme M. Giscard d'Estaing parlait, au contraire, de « généralité ».

Ces dissonances ne peuvent assurément qu'accroître l'effet mobilisateur recherché par M. Mauroy au bénéfice de la gauche. En rédigeant son article pour le Monde, le premier ministre n'en espérait sans doute pas tant.

ALAIN ROLLAT.

M. Mitterrand va tenter de reconquérir l'opinion

(Suite de la première page.)

mais M. Mitterrand est suffisamment engagé (depuis les élections municipales) pour que, si cette politique échoue, il en subisse le contre-coup. Il lui faut donc renverser les termes de l'équation à son avantage. Il est vrai que cette critique tombera s'il y a, au bout de la route, réussite.

Encore faut-il, au préalable, redresser une image qui s'est installée, selon laquelle la gauche, décidément, n'a pas l'art de gouverner. Lorsque M. Delors parle de la nécessaire « lisibilité » de la politique du gouvernement, il suggère qu'il faut mettre fin à un certain amateurisme. Cette critique paraît désormais excessive à l'égard d'un gouvernement qui fonctionne mieux que les deux

précédents. Mais le pouvoir paie ses deux premières années de cafoilage. Et quand le gouvernement se porte mieux, ses partisans prennent le relais.

Ou touche là le troisième écueil : la défection croissante de la majorité, dont témoignent les débats entre le CERES de M. Chevènement et M. Delors, par exemple ; ce dernier étant, si l'on comprend bien le CERES, l'homme de l'étranger.

Le gouvernement aurait moins de monde contre lui si la majorité consentait à privilégier, pour elle-même, cette discipline que M. Delors souhaite « militaire », plutôt que les droits de ses soldats.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Séjour en Suisse, n'en faites pas une question d'argent.

Vous voulez aller en Suisse ? Rien ne vous retient avec la formule « Suisse à la Carte ».

Cela commence par le plaisir de voler sur Swissair jusqu'à Genève. Et vous le savez, en matière d'accueil et de service, la réputation de Swissair n'est plus à faire : à l'arrivée vous disposez d'un choix de 3 voitures de location. Vous êtes libre d'aller en Suisse au gré de votre fantaisie. De lacs en lacs, de cols en vallées fleuries, respirez l'air pur et le calme.

Si vous préférez le train en 1^{re} ou 2^e classe, la formule « Suisse à la carte » vous permet des trajets illimités. Vous faites étape où vous voulez car vous disposez d'un forfait de 6 nuits d'hôtel avec un petit déjeuner parmi les établissements sélectionnés. Le retour est prévu sur Swissair.

Vous voulez vraiment que l'on parle argent ?

Eh bien cette semaine est envisageable à partir de 2.428 FF dont 655 FF (par personne en chambre double) imputés sur le carnet de change.

Vous voyez : pas de problèmes.

Pour plus de renseignements, adressez-vous à votre agence de voyages.



swissair

ipesup sciences-po
1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC
entrée en A.P. et entrée directe en 2^e année
Préparation en cours du soir à partir de février
Stage intensif d'été
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDICINE... PHARMACIE...

POLITIQUE

M. Barre : ni cohabitation ni compromis

A Bourg-en-Bresse (Ain), M. Raymond Barre, qui participait dimanche 26 juin à une Fête des libertés, a parlé de « l'après-législatives » dans le cadre d'une victoire de l'opposition. Selon lui, c'est la cohabitation qui est acceptée, c'est, quels que soient les arguments invoqués, les prétextes utilisés, le retour aux jeux, aux délices et aux poisons de la IV^e République, et la nouvelle majorité sera alors rapidement impuissante et rapidement discréditée (...). Si le compromis historique est accepté, c'est, quels que soient les intérêts exprimés, l'enlèvement et le déclin de la France, car le pays ne pourra pas se débarrasser des freins qui ont été mis depuis deux ans et qui seront encore mis à son développement.

M. Giscard d'Estaing : concerné

M. Valéry Giscard d'Estaing, devant le congrès départemental du P.R. du Puy-de-Dôme, réuni à Saint-Rémy-sur-Durolle, samedi 25 juin, a affirmé : « L'alternance sera la compétence mise au service de la généralité, ce ne sera pas la revanche de la compétence sur la généralité (...). Le redressement de la France s'appuiera sur deux grandes forces : l'une, encore intacte, qui est la capacité créatrice des Français, l'autre, aujourd'hui au chômage, qui est la confiance (...). Je suis un de ceux qui sont les plus concernés par ce qui peut arriver à la France. »

Mme Veil : la plus grande unité possible

Invitée dimanche 26 juin du Club de la presse d'Europe 1, Mme Simone Veil a insisté sur la nécessité pour l'opposition de parvenir à la plus grande unité possible pour aborder les élections européennes de 1984 : « Si les démarches de l'un ou l'autre donnaient à penser que l'opposition va de nouveau entrer dans des tritonnements, se livrer à une espèce de forcing pour compter les points (...), on ira à la catastrophe non seulement au niveau des élections européennes, mais qui se répercutera par la suite. »

Interrogée sur l'article écrit par M. Pierre Mauroy et publié dans le Monde du 24 juin, l'ancien président de l'Assemblée des Communautés européennes a jugé qu'il est « très triste qu'un premier ministre écrive un article de ce genre, car c'est faire preuve de beaucoup d'intolérance vis-à-vis de l'opposition qui dans ce pays ne fait que jouer son rôle. »

Mme Veil a estimé, d'autre part, que « nous ne sommes pas actuellement dans les conditions constitutionnelles pour un référendum. [Elle] imagine mal cette modification de la Constitution pour permettre un référendum sur un des deux seuls thèmes qui soient possibles ». Elle ne « croit pas » à la dissolution de l'Assemblée nationale « en l'état actuel des choses » et ne « pense même pas que cela soit souhaitable ».

M. Monory (C.D.S.) : pessimiste

M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne, a déclaré samedi à Poitiers : « Pour bien reprendre le pouvoir, on a besoin d'une opinion publique saine. Il ne faut pas toujours crier « aux loups », mais dénoncer des erreurs et ne pas donner à penser que l'on part dans la précipitation (...). Je suis pessimiste pour la France qui s'est mal positionnée. »

M. Fourcade (U.D.F.) : l'éclatement

M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (R.I.) des Hauts-de-Seine, dans une interview au Journal du dimanche (daté du 26 juin) a jugé qu'il « est possible que la dissolution de l'Assemblée nationale s'impose au président de la République pour des raisons qui tiennent à l'éclatement de l'actuelle majorité gouvernementale ».

M. Serge Dassault : arrêter

M. Serge Dassault, président du parti libéral a estimé, vendredi soir 24 juin, à Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône), qu'il faut arrêter « l'expérience désastreuse socialo-communiste, au plus vite, par des élections législatives ». Il a souhaité que l'opposition soit « plus constructive sur le plan des propositions ».

M. Joxe : ni rebelles ni godillots

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a déclaré, dimanche 26 juin à Haguenau (Bas-Rhin) : « Nous ne sommes ni rebelles ni godillots du pouvoir. » « Il y aura prochainement des débats. Beaucoup de débats autour de deux problèmes : le chômage et la réforme fiscale. Les débats pour une fiscalité plus démocratique sont fondamentaux. »

Mme Lazard (P.C.F.) : de l'avant

Mme Françoise Lazard, membre du bureau politique du P.C.F., a dénoncé, dimanche 26 juin, à Marseille, au cours de la fête annuelle du quotidien la Marseillaise, la « déchéance » et l'« agressivité » de la droite, qui fait feu de tout bois pour déstabiliser. Mme Lazard a appelé « ceux qui veulent aller de l'avant » à défendre « les grands choix de 1981, au triomphe desquels s'employaient les communistes ».

M. Labbé (R.P.R.) : inadmissible

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, qui s'exprimait dimanche à Saint-Just-Saint-Rambert (Loire), a reproché à M. Mauroy de vouloir dicter à l'opposition ses devoirs et d'avoir ainsi franchi les limites du raisonnable en tenant « des propos inadmissibles et dérisoires, alors que les sondages devraient lui faire obligation de se tenir sur la réserve ». Il a précisé, d'autre part, qu'il n'exista pour le R.P.R. aucun compromis possible avec les socialistes, c'est-à-dire soit non liés avec les communistes.

● M. Alain Peyrefitte, député R.P.R. de Seine-et-Marne, ancien ministre, estime, dans une interview publiée jeudi 23 juin par le Méridional, que « toutes les conditions de la reconquête du pouvoir [par l'opposition] sont réunies. Il n'y manque que l'occasion, dit-il. Elle se présentera peut-être plus tôt qu'on ne pense. »

● M. Olivier Guichard, député R.P.R. de Loire-Atlantique, ancien ministre, écrit, dans le Figaro du 24 juin : « Quelle que soit la « sensibilité » des hommes de l'opposition, ils partagent la même idée de l'Europe. (...) La liste commune est nécessaire parce qu'elle nous distingue d'une « majorité » profondément divisée sur l'Europe, comme sur tout. »

● M. Albert Denvers, P.S., maire de Gravelines et président du conseil général du Nord, a été réélu, vendredi 24 juin, président de la communauté urbaine de Dunkerque. Il a obtenu 47 voix contre 15 à M. Dewert, U.D.F., premier adjoint au maire de Dunkerque, et 18 à M. De-wees, R.P.R., adjoint au maire, sur 80 votants.

OLIVIER FRANC JAZZ QUINTET
5, rue Thiers, 92100 Boulogne-s/Seine
TÉLÉPHONE : 804-35-44

L'Assemblée nationale refuse les préalables mis par le Sénat aux transferts des compétences de l'État aux collectivités locales

L'Assemblée nationale, le samedi 25 juin a modifié la proposition de loi sénatoriale complétant la loi du 7 janvier 1983 « relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État », que le Sénat avait adoptée le 6 mai dernier (le Monde des 6, 7, 8 et 9 mai et 26, 27 juin 1983), notamment sur les points suivants :

● **LES PRÉALABLES.** — Par 328 voix (P.S., P.C.) contre 160 (R.P.R., U.D.F.), les députés suppriment les préalables posés par les sénateurs à l'entrée en vigueur du texte en discussion : respect des conventions de mise à disposition du personnel ; participation effective de l'État à 65 % des dépenses de transports scolaires (dispositions prévues depuis 1969 mais jamais appliquées ; le gouvernement devrait préciser sa position dans les jours à venir, a annoncé M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation) ; logement des instituteurs assuré par l'État (depuis cette année, il en rembourse déjà le coût aux communes) ; modification des barèmes établis en 1955 par lesquels l'État rembourse aux départements une partie de leurs dépenses d'aide sociale en trois ans ; l'Assemblée décide par 329 voix (P.S., P.C.) contre 160 (R.P.R., U.D.F.) que cela se fera en partageant la dépense par moitié entre l'État et les départements privilégiés alors que le Sénat souhaitait que l'État assure seul toute la charge (de l'ordre de 750 millions de francs) ; remboursement de la dette contractée par l'État depuis de nombreuses années au titre de cette aide sociale (quelque 9 milliards de francs) ; l'Assemblée décide l'Assemblée par 329 voix (P.S., P.C.) contre 159 (R.P.R., U.D.F.) en douze ans à compter du 1^{er} janvier 1985, et non pas d'ici le 1^{er} janvier 1991 comme le souhaitait le Sénat.

De même, les députés décident, par 330 voix (P.C., P.S.) contre 159 (R.P.R., U.D.F.), de supprimer la disposition prévue par les sénateurs sur les conditions financières de ce transfert de compétences, qui ne faisait que reproduire des règles déjà édictées dans la première loi de janvier 83.

● **LES TRANSPORTS.** — Contrairement au Sénat, l'Assemblée décide que les aéroports resteront de la seule compétence de l'État. De même, elle accepte que la région puisse demander à s'occuper de tous les canaux et pas simplement de ceux menant à des ports fluviaux.

● **L'ENSEIGNEMENT.** — L'Assemblée commence par refuser, une partie des députés socialistes mêlant leurs voix à celles de l'opposition, comme le souhaitait le gouvernement, un amendement de M. Louis Maisonnat (P.C., Isère) sur « l'unité du service public d'éducation ». Puis, répondant à des questions de M. Jacques Barrot (U.D.F., Haute-Loire), M. Defferre confirme que, sur la loi de 1959, dite « loi Debré », sur l'aide de l'État à l'enseignement privé n'est pas modifiée par les textes sur la décentralisation.

Un conseil de l'éducation est créé dans chaque département et chaque région ; il comprend des représentants des collectivités territoriales, des personnels et des usagers. Il exercera notamment les attributions

du conseil départemental de l'enseignement primaire et du conseil académique. Après une suspension de séance, le groupe socialiste accepte qu'il soit présidé par un élu ou par un représentant de l'État selon les dossiers qu'il aura à traiter et non pas systématiquement par un élu, comme il l'avait primitivement prévu.

● **LA CARTE SCOLAIRE.** — Un long débat s'engage sur la manière de combiner les responsabilités des collectivités territoriales en matière de construction scolaire et celles de l'État dans la nomination des enseignants. Il est finalement prévu : les conseils municipaux décideront de la création des écoles et des classes élémentaires « après avis des communes concernées et des autorités compétentes de l'État » ; la carte scolaire des collèges ; les conseils régionaux établiront et proposeront aux représentants de l'État le « schéma prévisionnel » des formations et le programme des investissements pour les lycées et les établissements d'éducation spécialisée ; de plus, le représentant de l'État dans la région « arrête la liste annuelle des opérations de construction ou d'extension des établissements que l'État s'engage à pourvoir des postes qu'il juge indispensables ».

En dépit des revers électoraux...

Le ministre de la décentralisation a pratiquement achevé son œuvre législative. L'Assemblée nationale ayant adopté la deuxième loi sur le transfert de compétences de l'État aux collectivités locales, il ne reste plus qu'à faire voter la loi sur la fonction publique locale et à préparer celui des élus et la loi limitant la cumul des mandats. Il faut encore, il est vrai, mettre au point une réforme des finances locales, dont chacun s'accorde à reconnaître l'impérieuse nécessité, mais aussi la complexité.

M. Gaston Defferre a donc tenu ses engagements dans les délais fixés. La décentralisation est en marche. Rien ne devrait plus l'arrêter. Les élus locaux sont dotés de pouvoirs — retirés au préfet — de moyens — l'État leur transmet les crédits qu'il consacrait aux domaines dont il leur a confié la responsabilité. A eux de savoir, de vouloir les utiliser.

Les obstacles n'ont pourtant pas manqué sur la route de M. Defferre. Dans une brillante intervention, M. Jean-Pierre Worms (P.S., Seine-et-Loire) les a énumérés sans complaisance : en période de crise économique, chacun — et particulièrement les socialistes — a tendance à se retourner vers l'État pour demander plus de soutien, plus de protection ; au moment où l'opposition fait fi de tout cela, est-il raisonnable de lui permettre de se bâtir de véritables fœdalités ? Si sa réponse personnelle est nettement « oui », celle de la majorité du groupe socialiste est beaucoup plus hésitante.

Les régions, fait préciser M. Jean-Pierre Worms (P.S., Loiret) pourront aussi définir des plans régionaux pour le développement de l'enseignement supérieur et elles seront consultées « sur les aspects régionaux de la carte des formations supérieures et de la recherche ».

Il est aussi décidé que, sauf dérogation, les communes auront la charge des écoles, le département celle des collèges, les régions celle des lycées. Ils assureront donc les dépenses de construction, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement général de ces établissements, à l'exception des dépenses pédagogiques et de personnel, qui restent à la charge de l'État. Mais, par 328 voix (P.S., P.C.) contre 160 (R.P.R., U.D.F.) l'Assemblée refuse que l'État prenne à sa charge les quelque 500 millions de francs que les communes consacrent au fonctionnement des collèges.

Les maires pourront, après avis de l'autorité scolaire, modifier les heures d'entrée et de sortie des établissements d'enseignement. Les transports scolaires sont, eux, de la compétence des départements.

● **L'ACTION SANITAIRE ET SOCIALE.** — Elle est de la compétence des départements qui pourront attribuer de nouvelles prestations en assurant la charge. Mais l'Assemblée refuse la proposition du gouver-

nement de transférer à ceux-ci les centres d'aide par le travail pour les handicapés.

Le P.C., le P.S., l'U.D.F. et le R.P.R. sont unanimes pour demander que l'action sanitaire et sociale en milieu scolaire ne soit pas transférée aux départements, comme l'avait prévu le Sénat et la commission des lois de l'Assemblée. Malgré une suspension de séance, M. Defferre ne parvint pas à convaincre les socialistes du bien-fondé de ce transfert, refusé par la FEN, où est syndiqué le personnel concerné. En revanche, servent de la compétence des départements « le dépistage précoce des affections congénitales et la surveillance après traitement des anciens malades », ainsi que « les actions de lutte contre la lépre ». M. Jacques Blanc (U.D.F., Lozère) assure que les départements les plus pauvres n'auront pas les moyens de faire face à ces responsabilités et que le transfert de l'action sanitaire créera « des inégalités ».

● **L'ENVIRONNEMENT.** — L'Assemblée refuse une modification de la définition des plans d'occupation des sols votés par le Sénat, prévoyant que ceux-ci tiennent compte « d'un plan de préservation et d'amélioration de l'environnement ».

● **L'ACTION CULTURELLE.** — Après une suspension de séance, le groupe socialiste et le gouvernement se mettent d'accord sur les conditions de transfert aux départements des bibliothèques centrales de prêts. M. Defferre, annonçant que le gouvernement « poursuivra ses efforts pendant les trois prochaines lois de finances » pour la construction de celles-ci. De même, sont transférés aux collectivités locales « sauf en ce qui concerne l'enseignement supérieur », les établissements publics d'enseignement de la danse, de la musique, de l'art dramatique et des arts plastiques.

● **DISPOSITIONS FINANCIÈRES.** — Par 328 voix (P.S., P.C.) contre 160 (R.P.R., U.D.F.) l'Assemblée supprime la possibilité, ouverte par le Sénat, pour les collectivités locales de placer une partie de leurs fonds libres en bons du Trésor rémunérés, ce qui aurait fait disparaître l'obligation qui leur est faite de les déposer sans rémunération auprès du Trésor. Mais les porteurs de la majorité reconnaissent qu'il y a là un problème qu'il faudra un jour résoudre.

Sont aussi adoptés des amendements modifiant, sur des points techniques, la loi sur le statut de Paris, Lyon et Marseille et certaines dispositions de code de l'urbanisme telles qu'elles avaient été rédigées par la première loi « compétences ». Sont, enfin, abrogés les articles de la loi du 16 juillet 1971 prévoyant la mise en place par l'administration de plans de regroupement de communes pouvant conduire à leur fusion.

Ainsi amendé, l'ensemble de la proposition de loi est adopté par 329 voix (P.S., P.C.) contre 159 (R.P.R., U.D.F.). M. Emmanuel Hamel (U.D.F., Rhône) expliquant que huit sur onze des « garanties » adoptées par le Sénat avaient été supprimées et M. Jacques Toubon (R.P.R., Paris) qu'il ne veut pas de « révolution ».

THIERRY BRÉNIER.

LE CERES : la politique de la France ne doit pas être dictée de l'étranger

Un collectif de CERES de M. Jean-Pierre Chevènement s'est réuni dimanche 26 juin, en présence de l'ancien ministre de la recherche et de l'industrie. Les participants ont adopté à l'unanimité le texte d'un appel à « tous les militants socialistes, sans distinction de courant, pour que, face aux pressions d'une droite hégémonique, ils fassent entendre leurs voix et se préparent à peser, eux aussi, sur les orientations de la politique nationale. »

« La politique de la France ne doit pas être dictée de l'étranger », ajoute ce document selon lequel « la gauche, si elle se résigne à la fatalité du chômage, ferait le lit de la droite. Si le congrès de Bourg-en-Bresse n'est pas le seul enjeu de la période, il est une occasion unique pour les militants du P.S. de s'exprimer et de peser sur les choix. Qu'ils n'abdiquent pas leurs responsabilités, qu'ils fassent leur devoir qui consiste à rester fidèles aux orientations du projet socialiste et à l'espérance populaire. »

M. Michel Charzat, député de Paris, membre du secrétariat national du P.S., a confirmé que « sauf fait nouveau », son courant présenterait une motion lors du congrès.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA SAN FRANCISCO

Master of Business Administration

spécialisé en Management International
en 14 mois à compter du
6 septembre 1983
Clôture des inscriptions le 10 juillet 1983

American Management Studies

Finance, Marketing, Information Systems, Economics, International Business.
Visites d'entreprises et de sites culturels
Niveau requis : 2^e cycle universitaire
programmes spécifiques de 8 semaines
pour l'obtention du
Diploma of Graduate Studies in Management
Sessions 1983

du 6 septembre au 28 octobre ou du 31 octobre au 23 décembre
clôture des inscriptions au 31 juillet 1983 ou sans préavis en fonction des places disponibles
En cours d'inscription

European University of America, 650 Pine St. San Francisco, CA. 94108 USA
Renseignements et inscriptions : Centre d'Information Pour l'Europe
32 Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.30.69

LA JO

Quarante p

LA JO

LA JO

LA JO

LA JO

LA JO

LA JO

LA JO

Quarante propositions pour lutter contre le chômage

M. Jacques Delors a participé, samedi 25 juin, à une partie des travaux de la Journée nationale sur l'emploi organisée à Clichy par le secteur « entreprises » du parti socialiste. Le ministre de l'économie, des finances et du budget a affirmé qu'il est « faux de penser » que les mesures de rigueur mises en œuvre par le gouvernement sont la cause essentielle des difficultés que connaît la France en matière d'emploi.

M. Delors considère que le partage du travail n'est pas « l'instrument principal » de la lutte contre le chômage, mais un outil important. Le ministre de l'économie et des finances, qui n'était pas favorable à la cinquième semaine de congés payés, préfère une réduction de la durée journalière

du travail, bien qu'il ne faille pas, à son avis, « marcher sur pas cadencés des trente-neuf heures, trente-huit heures, trente-sept heures ». Il a insisté sur « un de (ses) dadas qui n'intéresse personne », ce qu'il appelle « le troisième secteur », c'est-à-dire la création de petites unités de travail de type autogestionnaire qui rassembleraient deux ou trois personnes.

A propos de la politique économique du gouvernement, M. Delors a déclaré : « Pour la première fois, l'aperçu des éléments qui montrent que l'économie française est en train de se réveiller. » Il a notamment évoqué la désinflation, la réduction du déficit du commerce extérieur, la reprise des investissements.

Sous la responsabilité de M. Jean-Paul Bachy, secrétaire national du P.S., le secteur entreprises de ce parti a rédigé un texte — Le deuxième souffle de l'emploi, quarante propositions pour lutter contre le chômage — qui a servi de document préparatoire à une réunion organisée le 25 juin, à Clichy, en présence de M. Jacques Delors.

Selon ce document, « les résultats de la politique de l'emploi mise en œuvre depuis deux ans ne doivent pas être surestimés. Ils sont fragiles et ne pourront avoir de caractère durable, voire être amplifiés dans un sens positif, sans un nouvel effort ».

Pour les militants socialistes, — la perspective d'une année 1983 s'achevant avec de cent mille à cent soixante-dix mille chômeurs de plus « doit être évitée ». Si les mesures du plan Delors sont jugées « indispensables », le document s'adresse pas moins une mise en garde au gouvernement : « On osons douter fort et trop vite sur le terrain de la consommation fin 1981. Il en est résulté l'aggravation de certains déséquilibres (celui de la balance commerciale notamment). Il faut se garder de faire trop fort et trop longtemps dans l'autre sens. Car un chômage lourd, c'est aussi une cause de déficit et de déséquilibre (celui de l'Union et celui de la Sécurité sociale notamment) ».

Dans cette perspective le document articule ses quarante propositions autour de plusieurs thèmes.

Un grand service public

Le secteur entreprises du P.S. reprend ainsi l'idée de constituer « un grand service public de l'emploi » en critiquant implicitement les « velléités », insistantes, de MM. Auroux et Le Garrec vis-à-vis de ce projet. Il préconise par exemple la création de « maisons de l'emploi » avec « guichet unique » A.N.P.E., A.F.P.A., ASSEDIC. Tout ou récuser le « chantage » du patronat sur l'alourdissement des charges des entreprises, le document affirme que le mode de financement de la Sécurité sociale « est assimilable à un véritable impôt ont-

emploi ». « Pour rétablir la vérité des coûts, ajoute-t-il, il conviendrait de répartir la charge plus équitablement entre les facteurs travail et capital, suivant une clé qui pourrait être la contribution de chacun d'eux à la formation de la valeur ajoutée de l'entreprise ».

Les militants socialistes proposent aussi d'explorer prudemment la voie d'une « fiscalisation partielle » de certaines charges sociales mais suivant des modalités qui risqueraient de heurter de plein front le patronat : « Une réduction des cotisations sociales à la charge des entreprises devrait être compensée par un accroissement de l'impôt sur la fortune et par un relèvement des taux d'imposition sur les plus hautes tranches d'impôt sur le revenu ». Des « expériences concrètes et localisées de modifications de calcul des charges » seraient mises en œuvre dans certains secteurs, notamment ceux qui emploient une main-d'œuvre abondante. Un groupe de travail tripartite (syndicats, patronat, pouvoirs publics) préparerait un rapport technique sur ce sujet pour être discuté dans le cadre du débat budgétaire de 1984.

Partage des gains de productivité

Après avoir éliminé les mutations technologiques — nécessaires mais qui doivent être « planifiées, contrôlées par les travailleurs et les usagers », — le document « entreprises » vient à l'objectif des trente-cinq heures en 1985 qui « apparaît comme une priorité politique ». Tout en se jugeant « pas opportuns » de s'orienter dans une réduction globale de la durée du travail par la voie législative, les militants socialistes, préconisant une démarche contractuelle avec mesures législatives d'accompagnement au printemps 1984, demandent « une prise de position officielle du premier ministre » réaffirmant l'objectif des trente-cinq heures en 1985.

Le document souligne que le problème de la compensation salariale doit « être réglé directement » par la négociation, mais semble assez réservé sur la formule partage du

travail-partage des revenus : « Distinguer le pouvoir d'achat des salariés n'est en effet pas la meilleure façon de relancer l'industrie et de créer des emplois (...). On ne peut créer de nouveaux emplois par l'austérité. Mais les socialistes, après avoir développé ce choix que ne désavouerait pas la C.G.T. Reprennent une idée qui avait déjà été avancée sur le terrain syndical par la C.F.T.C. et proposent un « partage des gains de productivité » qui peut servir « à réduire le temps de travail ou se traduire par des améliorations de pouvoir d'achat ». Ils avancent aussi une proposition sur laquelle réfléchit déjà M. Bérégovoy, consistant à modifier la réglementation du chômage partiel « de telle sorte que la notion d'heures chômées ne soit prise en compte qu'en dessous du seuil de trent-cinq heures et non plus trente-neuf heures ».

D'autres propositions vont au-delà des projets actuels du gouvernement comme le vote d'une loi interdisant les cumuls emploi-retraite au-dessus d'un plafond de ressources qui pourrait être de trois fois le SMIC ou la modification de la législation sur le licenciement (en « inversant la charge de la preuve »). Très cicontesté face aux « mirages » du temps partiel, le secteur entreprises remet aussi en avant son projet d'« insérer le travail temporaire dans le cadre du service public de l'emploi ». Il suggère ainsi de « créer dès maintenant avec le réseau privé d'interim un système de conventionnement avec le service public de l'emploi » aboutissant à ce qu'il y ait des « agences agréées par l'A.N.P.E. ». Sur l'immigration, il propose notamment la « négociation avec les pays intéressés de clauses préférentielles d'exportation pour les entreprises françaises, réalisant un effort prioritaire de formation de la main-d'œuvre immigrée, quittant la France ».

MICHEL NOBLECOURT.

USA LANGUAGE

Apprenez l'accent américain stages intensifs d'été : en JUILLET ou en AOÛT matin ou soir professeurs américains petits groupes ambiance américaine CENTRE FRANCO-AMÉRICAIN ODÉON 1, place de l'Odéon 75006 PARIS Tél. 634.16.10

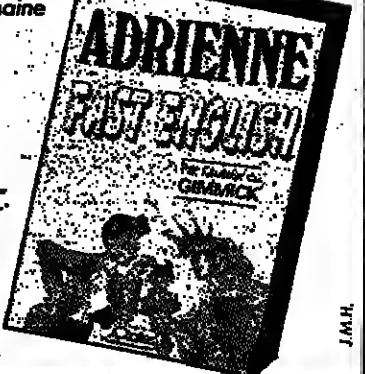


vente EXCEPTIONNELLE D'ÉTÉ REMISE 25% tapis iran orient ET 50% SUR FIN DE STOCK MAISON DE L'IRAN 225.62.90 65, Champs-Élysées, 8^e ouvert le dimanche



Pour les vacances ou pour la vie... Mais vite!

Apprendre l'anglais très vite en partant à zéro ? Se remettre dans le bain avant les vacances à Londres ou la prochaine réunion du staff à New York ? C'est possible, c'est facile, c'est pratique avec FAST ENGLISH. FAST ENGLISH est la nouvelle méthode progressive d'Adrienne, le célèbre auteur des "Gimmick". FAST ENGLISH by Adrienne 55 F. J.C. LATTES



Quand le général Delaunay s'en va-t-en campagne...

Deux entretiens dans la presse parisienne. Quatre exposés au cours de quatre colloques successifs, organisés par des associations ou des clubs de réflexion proches de l'opposition. Décidément, en une semaine, le général Jean Delaunay, qui fut, il y a quatre mois encore, chef d'état-major de l'armée de terre, met les bouchées doubles. Il appartient désormais, à cette cohorte des officiers généraux qui, à peine versés dans la réserve, sont pris d'un prurit d'expression publique.

Allure martiale. Elocution théâtrale à la Alain Cuny. Le verbe est haut, scandé, presque martelé. De toute évidence, le général Delaunay, qui reste discret, devant ses auditeurs, sur les raisons et les circonstances exactes de son récent départ de la hiérarchie militaire, cherche à convaincre, à faire passer son « message », comme il dit, à lancer un appel au « réarmement moral » des Français.

« Soldat retraité » après quarante ans de service, mais « plus libre de propos qu'il y a seulement quatre mois », le général Delaunay s'en va-t-en campagne avec ses certitudes. En substance, il explique que les « forces marxistes-léninistes » sont un « épouvantail », à la manière de cette matraque que brandit un agresseur pour faire peur, « pour nous pourrir de l'intérieur » et « nous polariser sur l'est », alors que la menace principale — conflits périphériques au Proche-Orient, en Afrique ou en Amérique latine ; déstabilisation psychologique des régimes politiques ou locaux, terrorisme et actions indirectes de sabotage — contournne la dissuasion nucléaire par le sud.

Cet épouvantail, c'est — aussi curieux qu'osé que puisse paraître le rapprochement de ces images — l'« ours » soviétique, l'« impérialisme » soviétique « qui pousse ses pions » pour une troisième guerre mondiale. Il y a du Marie-France Garaud dans cet homme, par leur

dénonciation commune de la puissance militaire des pays de l'Est. Mais le général Delaunay se distingue de l'ancienne conseillère de Georges Pompidou par le fait qu'il attache moins d'importance qu'elle à la priorité de l'arme nucléaire. Pour lui, à tout prendre, « des forces classiques sont plus indiquées qu'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins pour réagir, de façon plus souple, à une agression ».

Tankiste de formation, mais, confie-t-il, un tankiste qui, s'il avait pu, aurait demandé à être ensuite versé dans les hélicoptères, Jean Delaunay donne l'impression de se rallier au camp de ces officiers généraux dont le ministre de la défense, M. Charles Hernu, dit : « Ceux qui préfèrent une division blindée à un sous-marin nucléaire lance-missile de plus se trompent d'une guerre ».

Le « Henri Krasucki » des armées

Le général Delaunay a beau répéter qu'il n'est pas un adversaire de l'arme nucléaire, force est bien d'observer qu'il est moins à l'aise lorsqu'il s'aventure à dissenter de la dissuasion.

Son obsession à lui, ce serait plutôt le déclin des forces morales et psychologiques en Occident. Son combat, ce serait plutôt cette dénonciation des médias, « qui ne doivent pas avoir une contre-politique de défense, surtout lorsqu'ils sont payés par les crédits de la République ». Sa suggestion politique, ce serait plutôt que « les petits écoliers français saluent, tous les matins, leur drapeau », comme aux États-Unis. Avec, toutefois, dans ce souci d'un certain « encadrement psychologique de la population pour le temps de crise », l'aveu qu'il ne veut pas « caporaliser le pays » pour « le faire marcher au pas, comme en Union soviétique ».

Bref, le « message » de l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre, « après quatre mois de silence, de méditation et de réflexion », est que l'essentiel des problèmes de défense sont des problèmes d'hommes, plus que des problèmes de budget ou de technique. « Confier toute sa défense à des techniciens nucléaires en blouse blanche serait suicidaire au possible », explique-t-il. « À partir du moment où le gouvernement accepte de verser du sang, ce sang qui incarne la volonté de se défendre, l'adversaire doit savoir que ça devient sérieux ».

Le général Delaunay se défend d'agir en homme politique ou en polémiste. Mais son intention avouée est, aujourd'hui, « de consacrer une partie de » son « temps et de » son « activité à l'information de défense des Français », et il exhorte ses « jeunes camarades de Saint-Cyr » en ces termes : « Vendez-vous, sachez vous vendre davantage dans la population. Les relations essentielles sont une dimension essentielle du commandement ».

Ce qui incite un parlementaire de l'opposition, M. Yves Lanciaud, député R.P.R. de Paris et lui-même ancien officier supérieur de l'armée de terre, à comparer Jean Delaunay à un « Henri Krasucki » des armées. Au fil de ses interventions publiques, l'ancien chef d'état-major a, en réalité, le souffle de plus en plus court. Comme si déjà il tournait en rond dans cette campagne d'information qu'il a décidé d'entreprendre auprès de ses concitoyens. S'il n'est pas incité à hausser le ton pour se faire mieux entendre, il pourrait alors rejoindre l'armée de ces théoriciens de tribune qui parlent et ne savent pas ou plus, tandis que se taisent — par obligation de réserve — ceux qui savent encore.

JACQUES ISNARD.

REOUVERTURE DU GOLESTAN DEGUSTATION DE CAVIAR ET SPECIALITES IRANIENNES MAISON DE L'IRAN 225.62.90 65, CHAMPS-ÉLYSÉES-8^e

ipesup médecine pharmacie 1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC Institut privé de Préparation aux Études Supérieures 18 rue du Cloître Notre Dame 75004 Paris - 325.63.30 HEC - ESSEC... SCIENCES-PO... MEDECINE... PHARMACIE...

MARDI 28 JUIN 7^h30-8^h30

FRANÇOIS MITTERRAND

SUR EUROPE 1

Interrogé en direct par IVAN LEVAI GERARD CARREYROU PHILIPPE BAUCHARD

1^{ère} émission d'une nouvelle série de rendez-vous exceptionnels.

Un constructeur sort ses griffes **LA PREUVE**

Un constructeur sort ses griffes : depuis 10 mois cette phrase-symbole est la devise d'Automobiles Peugeot.

Une telle affirmation de dynamisme et de volontarisme dans un marché de plus en plus concurrentiel se devait d'être étayée par des faits. Pour preuve de cet engagement et dans la continuité des actions entreprises au cours du second semestre 1982, le début de 1983 a déjà été fertile en événements :

En janvier, lancement de la **TALBOT SAMBA RALLYE**, une voiture jeune, performante, amusante, à un prix abordable pour les jeunes fanatiques de rallyes.

En février, la **PEUGEOT 305 GT** ajoute sa vigueur et sa nouvelle motorisation à la gamme de la nouvelle génération de 305 lancée en 1982. Elle se voit attribuer, par un jury de journalistes spécialisés, le Prix de la Sécurité 1983.

Toujours en février, c'est l'Événement : la **PEUGEOT 205**, un "sacré numéro", est accueillie avec enthousiasme aussi bien par les spécialistes de l'automobile que par le public : rares sont les nouveaux modèles ayant eu de telles louanges et un tel succès à leur naissance.

En avril : lancement commercial de la **505 TURBO INJECTION**, présentée au Salon de l'Auto 1982 : par ce modèle tout en puissance et en confort, la France entre dans le club fermé des berlines de haut de gamme aux performances élevées et à la technologie de pointe.

Pendant les mois d'avril et de mai, des modèles

spéciaux Talbot ont connu une réussite spectaculaire auprès d'une clientèle avide de nouveautés et d'équipements raffinés : la Talbot Horizon Ultra, la Talbot Solara Exécutive et la Talbot Samba Sympa.

Mais la volonté d'Automobiles Peugeot de satisfaire toutes les demandes des automobilistes ne s'arrête pas là : il veut également les aider et les assister grâce à son réseau unifié Peugeot-Talbot, riche de 6 000 points de service.

Il a décidé d'ouvrir à ses clients des horizons nouveaux : En janvier, lancement "d'Écoute 24", standard téléphonique (1) 281.91.91 qui vient en aide à tous les clients, 24 heures sur 24, même le week-end et les jours fériés, et informe le public sur tout ce qui concerne l'automobile et son usage.

En avril, c'est le "Service Immédiat" qui concrétise un désir de généraliser une aide déjà apportée par de nombreux Concessionnaires ou Agents : il permet, pour les opérations de moins d'une heure d'intervenir immédiatement et sans rendez-vous.

En mai, Automobiles Peugeot s'associe à de grandes stations radios commerciales pour veiller sur la route des automobilistes grâce aux précieux conseils du radio guidage.

Cette politique délibérée d'innovation permanente, c'est cela "sortir ses griffes".

Mais ce n'est pas fini. Les mois qui viennent vont apporter de nouvelles preuves de cette volonté de gagner, de cette volonté de se surpasser.

De nouveaux modèles vont enrichir le plus grand choix automobile français et les "cœurs de lion" continueront à assurer le "bon service proche de vous".

 **AUTOMOBILES
PEUGEOT**

١٥٥٠ من الألف

LA SITUATION EN CORSE

L'affaire Orsoni et de nouveaux attentats relancent la tension dans l'île

Bastia. — Les menaces de violence existent. Elles existaient avant ce voyage. Je ne me fais pas d'illusions, elles continueront d'exister au lendemain de ce voyage. La remarque de M. François Mitterrand, le 14 juin, à Calvi, était prémonitrice. Deux semaines après le séjour en Corse du chef de l'Etat, l'île est en proie à une insécurité d'insécurité. Deux événements viennent, à quelques jours de distance, d'aggraver à nouveau le climat de tension.

Une disparition, d'abord, le 17 juin, celle de Guy Orsoni, un militant nationaliste, et l'arrestation de ses ravisseurs présumés, des truands corse. Une affaire très insulaire, avec ce cela comporte de zones d'ombre, de ramifications profondes à travers villages et familles d'une même région et de vécues vengances où se mêlent des vendettas d'intérêts et des querelles politiques.

Puis, dans la nuit du 25 au 26 juin, celle de deux C.R.S. à Bastia, dans la nuit du 25 au 26 juin, comme la salve de chevrotines tirée contre la façade d'une gendarmerie près de Sartène (Corse-du-Sud), sont des réflexes de haine blessée, d'animosité trahie par les chasseurs.

Des individus isolés, ou un groupe de nationalistes organisés, ont vraisemblablement tiré sur les premiers policiers venus, pour eux, par un acte exceptionnellement grave, leur profond désespoir. Ils ont montré qu'ils ne supportent plus la pression des événements, cette cascade de bavures et de contretemps qui, depuis des mois, nuit à la cause séparatiste, ternissent sa réputation, introduisent dans la légende pure et dure du « patriote clandestin » les ingrédients douteux de la délinquance, des combines louches et de la fraternisation avec le milieu.

La plupart des arrestations récentes, depuis l'escalade du racket à l'automne dernier, avaient fortement « criminalisé » la Front de libération national de la Corse (F.L.N.C.) : les inculpations des auteurs présumés de la dernière « nuit bleue » à Paris, en mai, avaient mis en lumière les étranges relations qui unissent militants et faux-monnayeurs. Bref, toutes les opérations à visée politique se terminaient en démonstrations gênantes. Enfin, la semaine dernière, les nationalistes appelaient qu'un de leurs compagnons, Guy Orsoni, avait probablement été enlevé le 17 juin — et peut-être assassiné — par le plus classique des milieux du banditisme corse, celui du « triangle des Bermudes », au sud de l'île, celui des « perrains » de la tradition criminelle insulaire. Guy Orsoni, militant chevronné et respecté, que les organisations politiques indépendantistes prétendaient victime des « policiers paritaires français » et que l'enquête en cours fait apparaître comme un racketteur possible, en relation, en tout cas, avec un monde trouble. La coup était trop rude. La désillusion trop forte.

Voilà ce qu'illustre ce mitraillage du week-end. Une forte dose de « déprime » devant le tourbillon, la subite mise hors règle de la violence en Corse. Comment les nationalistes fervents et intègres pourraient-ils y

Correspondance

M. Alain Orsoni, vingt-neuf ans, qui a bénéficié comme Guy de l'amnistie visant les prisonniers politiques en décembre 1981, avait prévenu la police. Très vite l'enquête s'orientait vers les milieux du grand banditisme de l'extrême sud de l'île, et notamment de Propriano. La zone est appelée « le triangle des Bermudes ». Depuis 1976, une quinzaine de meurtres y ont été perpétrés sans être véritablement élucidés. Le 23 juin, une quinzaine de personnes étaient interpellées, et deux jours plus tard six personnes étaient inculpées. Il s'agit de MM. Jean Alfonsi, trente-trois ans, commerçant, et de son fils Jean-Sébastien Alfonsi, trente-deux ans, de Paul Andreani, trente-sept ans, commerçant, de Salvatore Contini, quarante ans, employé, de Pierre Buresi, quarante-deux ans, commerçant, et de Jean-Thomas Olandini, trente-trois ans, commerçant lui aussi. Inculpés « d'arrestation arbitraire, de séquestration de personne et d'association de malfaiteurs », les six hommes reconnaissent avoir organisé l'enlèvement de M. Orsoni. Deux autres individus sont en fuite. Parmi les six, l'un deux reconnaît avoir exécuté le séquestre.

Assassinat ?

Mais l'arrestation rapide des présumés coupables n'a pas permis de déterminer les mobiles. Si meurtre il y a eu, qui l'a commandité et pour quoi ? Les commentaires du commissaire Robert Broussard, commissaire à la République, délégué pour la police, sont restés prudents : « D'après la version présentée par les personnes mises en cause, la séquestration de Guy Orsoni se serait

terminée par un homicide, en riposte à une tentative de racket de droit commun à leur encontre. Cette explication est formellement rejetée par la famille de la victime. En effet, pour M. Alain Orsoni, comme pour la Consulte des comités nationalistes (C.C.N.), le doute n'est pas permis : la disparition de leur militant est politique. Depuis le 22 juin, le mouvement nationaliste tient un discours très dur à l'encontre du pouvoir. Samedi 25, devant un millier de personnes manifestant à Ajaccio, M. Léo Battesti, porte-parole de la C.C.N., a réaffirmé la thèse de son mouvement : « Il n'y a qu'un seul coupable, un seul responsable, le colonialisme français et les hommes qui le servent. Cette élimination a été prévue de longue date et les plus hautes autorités françaises en Corse étaient au courant. Le feu vert a été donné après la visite de M. Mitterrand en Corse. » Paradoxalement, le Front de libération nationale de la Corse, (F.L.N.C.) dissous le 5 janvier, ne paraît pas approuver cette thèse. Il a fait connaître, vendredi 24 juin, sa position sur la disparition du militant Orsoni. « Ce qui arrive n'est pas dans la logique du voyage de Mitterrand », indique-t-il dans un communiqué, ajoutant : « L'Etat doit assumer ce qu'il a refusé de détruire. »

Cette dernière phrase vise-t-elle les organisations parallèles anticolonialistes ? Sur les six personnes écrouées, trois en effet ne font pas mystère de leurs liens privilégiés avec le P.R.R. local. M. Broussard sait cela. Ce qui explique sa prudence mais aussi sa volonté d'élucider cette affaire en ouvrant d'autres dossiers, « en Corse comme sur le continent ».

DOMINIQUE ANTONI.

L'explosion du Sud

retrouver ? Depuis des mois, le F.L.N.C. rassemble de plus en plus, à voir les signes extérieurs de son activité, à un bateau ivre à bord duquel les ordres du capitaine seraient sans cesse contestés par des mutinseries associant équipage et passagers clandestins. La direction politique de l'organisation terroriste toujours, malgré la rupture de la trêve durant l'été 1981 et sa méfiance à l'égard du gouvernement socialiste, de maintenir un cap de responsabilité et de pondération, allant même jusqu'à suspendre ses interventions durant le récent voyage du chef de l'Etat en Corse.

Mais sa base paraît, en revanche, de plus en plus encline à jouer un jeu parallèle et à mêler des non-militants à ses activités nocturnes. Curieusement, les bavures, ces opérations annexes qui se révèlent si dangereuses, se produisent de plus en plus souvent au sud de l'île, entre Ajaccio et la pointe extrême de la Corse. Traditionnellement vouée aux partis de l'opposition, cette zone groupe aussi les nationalistes classés les plus à droite, ceux aussi — sont-ils les mêmes ? — que les policiers considéraient comme les plus dangereux : les membres des mystérieuses Brigades révolutionnaires corses (B.R.C.), cette elite récente du F.L.N.C. qui semble en dissidence.

Déstabilisation

C'est dans cette zone aussi que l'on compte le plus grand nombre de truands, les « calds » discrets des affaires immobilières et du racket à qui la rumeur reproche aussi une dizaine de meurtres et de règlements de comptes inexplicables. Ces grands délinquants étaient, eux, résolument rangés parmi les anti-séparatistes touchés, et le zénith de l'indépendance les poussait plus volontiers du côté du SAC que du F.L.N.C.

Ces catégories sont-elles désormais à ranger au compte des souverains corses ? Depuis plusieurs mois et jusqu'à l'affaire Orsoni, les policiers découvrent de bien curieux points de rencontre entre truands et militants indépendantistes dans cette partie de l'île. Les enquêtes font apparaître des alliances ou des querelles, en tout cas une évolution, encore très confuse, mais dont la

Violences dans le XX^e arrondissement de Paris

Après le meurtre, le 24 juin après-midi, de Michel Moisa, un jeune Guadeloupéen de vingt ans, tué d'un coup de fusil de chasse à la cité des Fougères dans le 20^e arrondissement de Paris (le Monde daté 26-27 juin), huit jeunes gens ont été présentés au parquet, pour port d'armes. Lundi 27 juin, les policiers de la quatrième brigade territoriale recherchaient toujours l'auteur présumé du meurtre, un gi-

tan âgé de vingt-cinq ans, connu dans le quartier sous le surnom de « Jimmy ». C'est à partir de photographies prises lors de la fusillade par un photographe indépendant et publiées par France-Soir dans ses éditions du 25 juin, que les policiers ont pu, très rapidement, identifier avec précision les protagonistes et, notamment, le tireur présumé du coup mortel qu'on voit en train d'épancher.

Les « mariolles » de la cité des Fougères

Le décor, pour une fois, ne ressemble en rien à ce qu'on aurait pu imaginer. Pas de rues étroites ni d'impasses, pas de maisons lépreuses ni de bistrot douteux, pas de ces « garnis » avec du linge qui sèche aux fenêtres. Au contraire, la rue Le Vau et la rue des Fougères qui lui fait suite, face à Bagnole et par ailleurs au boulevard périphérique, sont larges, nettes et sans l'ombre d'un commerce. D'un côté, un collège qui n'a pas plus de dix ans, un vaste terrain de sport, de l'autre des immeubles bâtis dans les années 30, comme on en peut voir tout autour de la capitale, à chacune de ses portes.

Même si chacun s'accorde à reconnaître qu'il y a eu, ces dernières années, « des chapardages, des voitures volées pendant la nuit » et même « des cambriolages d'appartements », les riverains, dans l'ensemble, disent avoir été « sidérés » par ce qui s'est passé vendredi, en plein jour. Certains voudraient voir dans le collège la source de tous les maux : « Tout a changé quand on l'a construit... Forcément, tous ces jeunes livrés à eux-mêmes, et à qui on n'enseigne plus, comme autrefois, le bien et le mal : les leçons de morale, ça avait son utilité, croyez-moi... » Mais pour d'autres, « tous les collèges sont les mêmes, avec des jeunes plus ou moins turbulents, voilà tout. Et puis, ce serait faux de dire que les enseignants

n'exercent aucune surveillance au dehors ».

Le 24 juin, pourtant, on avait trouvé suspecte l'agitation qui a commencé à se manifester plus d'une heure avant le drame. « D'abord, il y a eu un petit groupe de Noirs qui allaient et venaient et on voyait bien qu'ils surveillaient la rue... D'habitude, les jeunes se baladent à trois ou quatre, ils viennent draguer les filles à la sortie des cours, ou bien ils font les andouilles sur des cyclomoteurs. Mais quand on les a vus, une bonne quinzaine, rester groupés on s'est demandé ce qu'il se passait ». Après, l'autre bande est arrivée. « Quand j'ai vu les barres de fer, les matraques, les couteaux sortir des poches, j'ai pris peur et je suis allé me réfugier chez mes parents, mais ils ne sont pas venus tout de suite. Quand ils sont arrivés, c'était trop tard... D'ailleurs, les pompiers étaient là avant eux... »

Quand les coups de feu ont éclaté, bien des gens ont cru « qu'ils avaient tiré en l'air, pour faire les mariolles ». Après, ils n'en croyaient pas leurs yeux, devant ce corps étalé au beau milieu de la rue Le Vau, mort. Les mobiles de la fusillade n'ont pas encore été établis de façon formelle. De source policière, on indique que les témoins ont fait état, les uns d'un vol d'autoradio commis au préjudice des jeunes de la bande des « Blancs », les autres d'une vengeance de ces derniers dont de jeunes frères et sœurs fréquentant le collège auraient été l'objet de racket de la part des « Noirs » aux abords de l'établissement. L'hypothèse d'une bataille rangée survenant après de multiples provocations de part et d'autre est également retenue.

« Ça devait arriver », disent aujourd'hui les uns. « Rien ne pouvait laisser prévoir cela », rétorquent les autres. Il est vrai que les gens du quartier avouent dans leur grande majorité « ne s'être jamais sentis en danger », n'avoir pas « la sensation de vivre dans un climat d'insécurité ».

A vingt pas de l'entrée du collège, une barre de fer est restée dans le caniveau, non loin de l'endroit où le sang du jeune Guadeloupéen a

teinté la chaussée d'une large marque brune. « La prévention, ça commence par des lépis dans les rues, dit cet ancien inspecteur de police occupé à toiletter son automobile. Ceux qui critiquent aujourd'hui le gouvernement et la police ont-ils recrus des policiers quand ils étaient au pouvoir ? ».

Dans les rares magasins de la cité des Fougères, des ménagères font leurs emplettes, comme un jour ordinaire. Les postes guettent le va-et-vient des journalistes, se bousculent devant une caméra : « A quelle heure il faut regarder la télé, m'sieur ? ».

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

Les « Minguettes » : le gouvernement nomme une mission

Le gouvernement a décidé de nommer, vendredi 24 juin, pour une durée d'un mois, une mission à la suite des récents incidents du quartier des Minguettes à Vénissieux (Rhône) au cours desquels M. Toumi Djaidja, vingt-deux ans, président de l'association S.O.S.-Avenir-Minguettes a été grièvement blessé par balles par un gardien de la paix, qui a lui-même été blessé (le Monde du 22 juin).

La mission, qui s'installera sur place et travaillera en liaison avec la commission de la République et la commission communale de prévention présidée par M. Marcel Houel (P.C.), maire de Vénissieux, aura pour rôle de recueillir des informations sur la nature des difficultés concernant le maintien de l'ordre et l'application de la loi. Elle devra également proposer des actions immédiates et à moyen terme pour tenter de les résoudre. Elle établira enfin « toutes les liaisons utiles pour que la population des Minguettes soit clairement et complètement associée aux orientations du gouvernement ».

La mission sera composée de MM. Claude Hanoteau, magistrat à Paris, Marc Peterschmitt, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Haute-Savoie, et Jean Porte, commissaire principal de police à Paris.

LES RÉACTIONS POLITIQUES

La fusillade de la rue Le Vau a suscité des réactions dans les milieux politiques. Pour M. Paul Villet, maire adjoint (R.P.R.) du vingtième arrondissement, « cette lamentable affaire [met] en lumière les risques considérables que font encourir à la population la carence des pouvoirs publics et la laxisme judiciaire ». A l'inverse, M. Michel Charazal, député (P.S.) du vingtième, estime que « la mairie de Paris porte une responsabilité directe dans le développement des zones d'insécurité à Paris ».

Pour sa part, M. Henri Malberg, secrétaire de la Fédération parisienne du P.C., « met en garde la population parisienne contre l'exploitation politique de l'émotion suscitée par ce drame » et déclare que c'est « dans la politique urbaine de l'ancienne majorité et de la municipalité dirigée par M. Chirac » qu'il faut chercher l'origine de telles affaires.

Enfin, M. Didier Bariani, maire du vingtième arrondissement et président du parti radical, devait réunir lundi une conférence de presse sur le thème de l'insécurité.

PHILIPPE BOGGIO.

WEEK-END MEURTRIER SUR LES ROUTES

Un autocar se renverse sur l'autoroute du sud : cinq morts, trente et un blessés

Cinq personnes ont trouvé la mort et trente et une ont été blessées, dont trois grièvement, dans un accident d'autocar survenu, dimanche 26 juin, peu avant cinq heures, sur l'autoroute A 6, à la hauteur de Joux-la-Ville (Yonne). Un autocar en provenance d'Espagne, qui transportait quarante-trois passagers britanniques vers l'aéroport de Beauvais (Oise) a heurté la glissière centrale de sécurité et s'est couché en travers de la chaussée.

Peu après, une Golf GTI, un véhicule volé, conduite par un Yougoslave a heurté l'autocar avant de percuter contre un second autocar. Le conducteur du second autocar, M. Goupil, a heureusement pu garder le contrôle de son véhicule et s'arrêter sans qu'aucun de ses passagers (des adolescents) soit blessé. L'accident semble dû à une défaillance humaine associée à de mauvaises conditions météorologiques. Le chauffeur du premier autocar, M. Brizard, vingt et un ans, a en effet, reconnu s'être endormi au volant. « Mes roues de droite ont morvé sur l'herbe. J'ai voulu me redresser en contre-brayant, mais les roues enduites de boue n'avaient plus d'adhérence sur la chaussée mouillée. L'autocar est parti à gauche et a heurté la glissière », a-t-il expliqué.

La défaillance de M. Brizard est difficile à expliquer, car celui-ci avait pris le volant deux heures seu-

lement avant l'accident, après s'être reposé plusieurs heures. La réglementation sur les temps de conduite, renforcée après la catastrophe de Beaujeu en juillet 1982, semble donc avoir été respectée, et l'am est conduit à se demander quelles mesures nouvelles et efficaces peuvent être prises pour éviter ce genre d'accident. Même si l'on mettait en place une réglementation draconienne à propos de la circulation des autocars, elle ne pourrait sans doute rien contre les défaillances humaines toujours possibles ou les concours de circonstances qui sont parfois à l'origine de dramatiques accidents (1).

(1) Le 20 juin, un autre accident d'autocar, sur l'autoroute de Nord, faisait cinq morts et quarante-neuf blessés.

Plusieurs autres accidents graves ont eu lieu pendant le week-end. Ainsi, à Coulon, dans les Deux-Sèvres, quatre enfants sont morts noyés dans un véhicule qui a plongé dans la Sèvre après que la conductrice ait perdu le contrôle de son véhicule. Dans la Manche, à Tilly, une automobile a heurté un mur dans un virage et quatre personnes ont été tuées. Enfin, à Saône, dans le Doubs, trois passagers d'une voiture ont été tués après que le chauffeur, qui s'était endormi au volant, eut percuté contre un arbre.

dolp c
Bonne (muscle)
dolp c: Libère le muscle, avant et après l'effort.
Cultive et protège la zone musculaire et articulaire.

IFIP 83
PARIS CAPITALE DE L'INFORMATIQUE
TOUTE L'INFORMATIQUE EST A PARIS EN SEPTEMBRE POUR LA RÉUNION DE DEUX MANIFESTATIONS DE PORTÉE MONDIALE
IFIP 83 DU 19 AU 23 SEPTEMBRE 9^e CONGRÈS MONDIAL D'INFORMATIQUE.
SICOB DU 21 AU 30 SEPTEMBRE SALON INTERNATIONAL D'INFORMATIQUE, TÉLÉMATIQUE, COMMUNICATION, ORGANISATION DU BUREAU ET BUREAUTIQUE
Information: 6 place de Valois 75001 PARIS FRANCE
Tel. 31.261.52.42. Telex 212597 F.

MEYROWITZ OPTICIEN:
L'AUTRE FAÇON DE VOIR DEPUIS 1875
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67
PARIS-LONDRES-NEW YORK

ÉDUCATION

Quinze mille enseignants de l'école privée rassemblés à Paris

En ces derniers jours avant les grandes vacances, à la veille du congrès du syndicat des instituteurs et professeurs de collège qui s'ouvre lundi 27 juin à Bordeaux et où le thème de la laïcité animera débats et polémiques, les tenants de l'école privée ont rassemblé plus de quinze mille enseignants dimanche 26 juin sur la pelouse de Reuilly à Paris. Cette manifestation nationale était organisée par quatre Syndicats de directeurs (le Syndicat

national des chefs d'établissement de l'enseignement libre, le Syndicat national des directeurs de collèges privés, l'Union nationale de l'enseignement technique privé, l'Union nationale des directeurs d'écoles catholiques), trois syndicats de personnels (le SNEC-CFTC, le SPELC autonome, le syndicat C.G.C.) et le Centre national de l'enseignement agricole privé. Il y fut question de « la mort lente des dix mille établissements scolaires privés ».

« Contre la mort à petit feu »

« La liberté scolaire sera victorieuse... » Nous n'allons pas devenir la première nation de l'Europe occidentale, de l'Europe libre, à ne pas avoir cette liberté fondamentale ! « Tous ensemble, nous gagnons... » L'année scolaire des enseignants de l'enseignement privé s'est terminée comme elle avait commencé. Par la mobilisation.

Du rassemblement de Merville neuf mille plus tôt, avec ses vingt mille participants de la région du Nord, aux quinze mille enseignants et directeurs réunis ce dimanche, sur la pelouse de Reuilly à Paris, la chaîne continue. Le défilé tombé à l'heure de la réouverture (le Monde du 28 septembre 1982). Même inquiétude, même hostilité résolue aux projets du gouvernement de mettre en place un « grand service public, unifié et laïc d'éducation ». Même haine à chaque citation du nom d'un membre du gouvernement, M. Savary recueillant vraiment la palme au bijou des « grands satans » établis par ces contempteurs avoués de la laïcité militante.

Même inquiétude ? Pas tout à fait cependant. D'autres nuances d'élus s'imposent. Dimanche, aucune personnalité politique. Les élus sympathisants qui s'étaient annoncés avaient été priés de visiter d'autres directeurs. Aucun évêque non plus et presque pas de parents. Les organisateurs avaient voulu rassembler les personnels, les personnels seulement : instituteurs, directeurs d'école, professeurs, chefs d'établissement, syndiqués ou non, délégués par leurs collègues.

Certes, les quatorze membres de la commission permanente de l'enseignement catholique étaient présents. Mais les membres du secrétariat général de l'enseignement catholique, chanoine Guibert en tête, et M. Pierre Daniel, président de l'UNAPEL, écoutaient hors de la tribune et muets.

Muets, mais non réticents. Le chanoine Guibert, secrétaire gé-

néral de l'enseignement catholique, déclarait, plus tard, à R.T.L. : « Je reprends tout à fait mon compte la somme importante de problèmes qui ont été posés et le diagnostic de mort qui menace certains de nos établissements ». Simplement, tout se passe comme si le secrétaire général de l'enseignement catholique, le président de l'UNAPEL et d'autres s'attachaient à ne pas compromettre les chances de dialogue avec le gouvernement et renouaient pour l'heure à promouvoir eux-mêmes des démonstrations trop voyantes.

Le propos du supérieur d'un collège catholique du Nord résume assez bien ce qu'ils ressentent tous : « Il y a des contacts avec le ministre de l'éducation nationale. C'est bien si on ne se fait pas gruger. On ne veut aujourd'hui ni souffrir sur les brisées ni se laisser avoir. Si la modification actuelle ne paie pas, il faudra bien faire quelque chose ».

« Intégration rampante »

C'est là que s'explique le changement de nature dans l'inquiétude. Les mots-clés qui n'ont cessé de résonner sont le chapitre de Reuilly étaient : « Originaire, usure, étouffement, mort lente, intégration rampante ». Responsables syndicaux, militants, la plupart se déclarent prêts à admettre aujourd'hui que le gouvernement a renoncé à un affrontement brutal. Mais, selon M. Claude Tardy, président du SNEC-CFTC : « Sur le terrain, ça avance, et M. Savary gagne. Entendez : « Il nous étouffe. » D'où le thème du rassemblement : « Non à la mort lente de nos dix mille établissements scolaires ».

Parmi les preuves qu'il apporte : le relèvement du forfait d'entretien. Il s'agit des crédits versés par l'Etat aux établissements secondaires sous contrat d'association. Ces subventions doivent couvrir les salaires des personnels non enseignants ainsi que les dépenses de chauffage, éclairage, etc. Elles sont

calculées à partir du coût moyen d'un élève dans les établissements publics correspondants. Or, ce forfait a été relevé pour l'année en cours de 6,1 %, plus 15 millions de francs ajoutés la semaine dernière, soit 6,8 %. Les responsables de l'enseignement catholique font valoir qu'une augmentation de 10,8 % avait été prévue initialement au budget, et que le relèvement décidé permettra pas à des salaires déjà inférieurs à ceux du secteur public de suivre l'évolution du coût de la vie et qu'il menace, à terme, « plusieurs centaines d'emplois ».

Autre accusation : l'« interprétation restrictive » de la circulaire sur l'attribution de contrats à de nouvelles classes ou sections. Le directeur d'un lycée d'enseignement professionnel de Haute-Savoie raconte qu'il s'est vu refuser pour la rentrée prochaine l'ouverture d'une section de brevet d'études professionnelles de banque pour laquelle il avait inscrit les dix élèves requis. « Résultat : ces jeunes devront aller à Annecy, à 40 kilomètres ». Ce qui fait s'exclamer M. Tardy : « N'ayant pas les moyens, une nouvelle fois, de réussir sa rentrée dans l'enseignement public, pourquoi le ministre se croit-il obligé de faire échouer celle du privé ? »

La liste, à leurs yeux, des « points chauds » n'a donc « fait que s'allonger » depuis un an. Et c'est pour montrer, a déclaré M. Jean-Pierre Gardy, président du syndicat des chefs d'établissement, qu'« il ne faut pas, d'un côté, vouloir nous imposer de négocier et, de l'autre, nous faire mourir à petit feu », qu'ils se sont rassemblés. En se quittant sur la promesse de se rassembler encore.

Aux cris de : « Dans la rue, dans la rue », les organisateurs ont fait la source oreille, et au slogan : « Aujourd'hui à Reuilly, demain à la Courbevoie », lancé par le responsable du syndicat C.G.C., le président de séance a ajouté : « s'il le faut ». Mais c'était dit.

CHARLES VIAL

Augmentation prochaine des droits d'inscription dans les universités

Les droits d'inscription universitaires et la cotisation au régime de sécurité sociale étudiant doivent augmenter prochainement. Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNE-SER) a examiné le 6 juin un projet prévoyant l'augmentation de 50 F des droits d'inscription, qui passeront à 200 F. Au ministère, on reconnaît que « l'arrêté est en cours de signature », mais l'on rappelle que ces droits n'avaient pas été revus depuis 1969 et 1982.

La seconde hausse programmée viserait à augmenter la cotisation au régime étudiant de sécurité sociale, qui atteindrait 250 F en lieu de 168 F actuellement.

L'UNEF-Solidarité étudiante (unifiée par des communistes) proteste contre ces hausses et inacceptables dans un memorandum adressé aux ministères de l'éducation nationale et de la solidarité nationale. De telles décisions sont, pour ce syndicat, « en contradiction totale avec la volonté affirmée dans la loi de l'enseignement supérieur d'accroître le nombre d'étudiants et de combattre les inégalités sociales ».

D'autre part, le conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) doit se prononcer le 30 juin sur une hausse du tarif du

ticket de restaurant universitaire, qui de 6,15 F pourrait passer à 10 F dès le 1^{er} août. L'UNEF-Solidarité étudiante, qui dénonce les « conséquences très graves » qu'aurait cette décision, demande une réforme des œuvres universitaires, dont l'UNEF indépendante et démocratique (unifiée par des socialistes et des socialistes) revendique la « lance » et la « démocratisation ».

[La commission Fréville avait proposé, dans un rapport à M. Raymond Barre, alors premier ministre, une élévation des droits de 250 F par an (le Monde du 28 mars 1981). M. Laurent Schwartz, dans une contribution à la commission dite du « Mian », suggérait d'atteindre « 1 000 F ou 2 000 F en deux étapes ». M. Savary semble « aller moins vite » que ces universitaires ne le souhaitent. Par petites touches, 60 F l'an dernier, 50 F cette année, il tente de rattraper les retards accumulés par ces précédentes de 1969, contre vents et marées.]

Cette mesure, qui n'est pas encore officielle, va provoquer un « ballon d'oxygène » au budget des universités actuellement soumis à rude épreuve. Mais, en même temps, cette augmentation risque d'être perçue comme un signe de désespoir. Les étudiants, de leur côté, comprennent mal cette hausse, au sein de l'été, alors qu'aucune explication n'a été fournie par le ministère.]

POLICE

UN ENTRETIEN AVEC M. ETIENNE CECCALDI

Le nouveau préfet de police de Nice veut allier la « répression » et la « tolérance »

Nice. — Nommé le 18 mai préfet de police à Nice, M. Etienne Ceccaldi, ancien magistrat, quarante-cinq ans, sera officiellement installé dans ses fonctions le 1^{er} juillet. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il se dit partisan d'une collaboration avec les élus locaux, dont il souligne « l'approche concrète des problèmes de la délinquance », et d'un dialogue avec la population, à laquelle « il n'a rien à cacher ». Il donne aussi des gages aux syndicats de policiers en affirmant qu'il ne sera pas un « technocrate de la police ».

Tout en jugeant « préoccupante » la montée de la petite et moyenne délinquance dans certaines villes des Alpes-Maritimes, M. Ceccaldi estime que Nice n'est pas « l'antichambre de Palermo ». Son objectif : obtenir des résultats sur le terrain dans « une perspective de paix publique et de tolérance ».

Avant d'être nommé, le 18 mai, commissaire de la République délégué pour la police des Alpes-Maritimes, M. Ceccaldi avait été directeur de cabinet de M. François Auzias, secrétaire d'Etat chargé des Immigrés dans le second gouvernement Maaoui. Avant mai 1981, en tant que substitut au procureur de la République à Marseille, il avait notamment été chargé de dossier sur les tentatives de pénétration de la République à Marseille, et des responsabilités syndicales lui valurent, en 1976, une promotion sanctionnée comme procureur de la République à Hazebrouck (Nord). M. Ceccaldi refuse de rejoindre son poste, avec le soutien de M. Gaston Defferre, dont il est, depuis lors, un proche.

« Votre nomination a suscité des réactions contradictoires. Dans quelles dispositions d'esprit abordez-vous vos nouvelles fonctions ? »

— Je ne vois pas de continuité entre mes responsabilités antérieures et celles que je vais exercer désormais, sinon dans le service de l'Etat. J'ai une image de marque qui est de quelle est. Elle peut inciter certains à me considérer comme un Don Quichotte qui se bat contre les moulins à vent ou comme le chevalier de la honte, je suis un technicien de la répression, et mon souci est d'arriver à des résultats sur le terrain, mais dans une perspective de paix publique, de tolérance.

— Que pensez-vous des déclarations du maire de Nice, M. Jacques Médecin, qui voit en vous un « pion politique » placé dans la ville par le gouvernement ?

— Les déclarations des hommes politiques s'inscrivent dans le cadre normal de la vie politique. Je n'ai pas à les commenter. Il se trouve que je suis connu et que ma nomination a plus particulièrement attiré l'attention. Mais il est vain de lui donner plus qu'autant d'autres un caractère politique, d'autant que l'insitution des préfets de police remonte à plus de dix ans, et que son extension récente à trois nouvelles villes s'est faite logiquement, selon un ordre d'importance démographique. Il n'y a pas à demeurer dans deux catégories de préfets, mais une seule. Ils sont des représentants de l'Etat dans les départements et exercent les fonctions du gouvernement en place. Ils sont tous astreints aux mêmes devoirs, ce qui ne signifie pas qu'ils ne peuvent avoir d'indépendance d'esprit pour remplir leurs fonctions.

— Les syndicats de policiers du département se réjouissent au contraire que vous n'appartenez pas à la hiérarchie policière. Votre expérience de magistrat est-elle un atout particulier ?

— Je le crois. La police et la justice sont deux institutions qui concourent dans le domaine de la répression à un même but, c'est-à-dire à la sécurité publique. Il est vrai qu'elles s'ignorent souvent, voire se soupçonnent mutuellement. J'ai toujours pour ma part, en tant que magistrat, travaillé en étroite collaboration avec les policiers sur le terrain.

Un renfort pour le département

— On vous prête l'intention de constituer un cabinet « de combat ». Quelles seront vos méthodes de travail ?

— La nomination d'un préfet de police ne signifie en aucun cas un désaveu des hiérarchies en place. Il n'est donc pas question de les court-circuiter en créant une administration plébiscitaire. J'ai constitué une équipe relativement réduite de cinq fonctionnaires que j'ai eu l'occasion de connaître précédemment. Je les ai choisis en fonction de leurs compétences, de leur dévouement, et de la confiance que j'ai en eux, sans préoccupation d'ordre politique (1). J'ajoute, pour répondre à une critique, qu'il n'existe pas de poste budgétaire spécifique pour les préfets de police. Je remplace personnellement le secrétaire général adjoint de la Préfecture, dont le poste a été supprimé, et les membres de mon cabinet, eux, sont des fonctionnaires détachés qui continueront à être payés par leur administration d'origine. Il s'agit donc d'un renfort pour le département qui ne lui coûte rien.

— Comment jugez-vous la situation des Alpes-Maritimes dans le domaine de la sécurité ?

— Je n'en ai pour le moment qu'une connaissance superficielle. J'ai constaté statistiquement une augmentation considérable en 1982 de la petite et moyenne délinquance dans deux ou trois zones particulières du département, à Nice, à Antibes et à Grasse. Elle est de près de 40 % à Nice, c'est-à-dire plus de trois fois supérieure à la moyenne nationale. Il faut examiner ces chiffres de près pour vérifier qu'ils correspondent bien à la réalité et déterminer les raisons de cette poussée subite, qui est, en tout état de cause, préoccupante.

« Quelque chose de plus précis que possible, en concertation avec les élus locaux. J'ai participé aux travaux de la commission des maires sur la sécurité, dite commission Bonnamy, et j'ai pu apprécier la contribution des élus, même si, à l'origine, leur position était très radicale. Pour les vivre quotidiennement, ils ont une approche très concrète des problèmes de la délinquance, et les solutions qu'ils préconisent ne manquent pas d'imagination. J'ai pu noter d'ailleurs en la matière que les divergences politiques s'estompent. Certains maires sont plus attachés à la sauvegarde des libertés, et d'autres plus sensibles à des principes d'ordre, mais leurs attitudes, en définitive, sont convergentes. Leur apport me sera très précieux. Une fois cette analyse faite, j'aurai à définir les objectifs à atteindre ».

— Quelles seront vos priorités ?

— D'abord, établir un constat aussi précis que possible, en concertation avec les élus locaux. J'ai participé aux travaux de la commission des maires sur la sécurité, dite commission Bonnamy, et j'ai pu apprécier la contribution des élus, même si, à l'origine, leur position était très radicale. Pour les vivre quotidiennement, ils ont une approche très concrète des problèmes de la délinquance, et les solutions qu'ils préconisent ne manquent pas d'imagination. J'ai pu noter d'ailleurs en la matière que les divergences politiques s'estompent. Certains maires sont plus attachés à la sauvegarde des libertés, et d'autres plus sensibles à des principes d'ordre, mais leurs attitudes, en définitive, sont convergentes. Leur apport me sera très précieux. Une fois cette analyse faite, j'aurai à définir les objectifs à atteindre ».

— Comment interprétez-vous le malaise actuel au sein de la police ?

— Ce malaise est ancien. Il est plus aigu actuellement pour des raisons conjoncturelles. Le fond du problème est que les policiers se considèrent comme des mal-aimés. On les appelle quand sa maison brûle, mais on est prêt aussi à leur faire des crocs-jambes quand ils nous retiennent le volant dans la rue. Pour ma part, je m'efforcerai de faire en sorte qu'ils soient écoutés de leur hiérarchie et qu'ils soient associés à la définition de leurs missions. Je ne serai pas un technocrate de la police.

— La plupart des villes du département se sont dotées de corps de police municipale, en particulier Nice, qui dispose de cent quatre-vingt agents bien équipés. Des problèmes de collaboration ont surgi avec la police nationale. Quelle est votre position à ce sujet ?

— Les maires, en tant qu'officiers de police judiciaire, ont certaines possibilités d'action et ils peuvent en effet recruter des auxiliaires dans des conditions bien précises. Il y a un héritage à assumer dans ce département. Mais si l'on veut éliminer les frictions et les heurts, il suffit de

se référer à la loi qui définit les pouvoirs respectifs des uns et des autres. Comme on peut aisément le concevoir, je ne renoncerais à aucune des prérogatives qui sont celles de la police d'Etat, sans a priori systématique à l'égard de ceux qui peuvent concourir au maintien de la sécurité publique.

— Quelle importance donneriez-vous à votre action de prévention et comment comptez-vous y associer la population ?

— La mise sur le terrain de plus d'effectifs de police, c'est déjà de la prévention. L'un des principaux problèmes qui se posent sur la Côte d'Azur, c'est le délinquant, en période estivale, de jeunes délinquants et délinquantes qui se trouvent amenés à commettre des larcins ou des délits. Cette année, je ne pourrai agir qu'en coup par coup. Mais j'ai bon espoir que, vers 1984, en concertation avec les ministères intéressés, nous pourrions trouver des solutions originales.

« L'une des idées auxquelles je souscris est de déplacer des équipes d'éducateurs vers les lieux de vacances, de manière à permettre aux futurs délinquants de se recueillir, voire à les rapatrier chez eux quand ils sont en difficulté et avant qu'ils ne passent à l'acte. Je crois beaucoup, d'autre part, au dialogue avec la population. L'un des reproches que l'on peut faire à l'administration est de ne pas expliquer ce qu'elle fait. Personnellement, je n'aurai rien à cacher ».

Propos recueillis par GUY PORTE

(1) N.D.L.R. — Le cabinet de M. Ceccaldi sera dirigé par M. Paul-André Risticoni, actuellement directeur adjoint de la sécurité civile à Bastia. Il comprendra aussi : un inspecteur principal de la D.S.T., M. Alain Delmas, chef de cabinet de M. François Auzias ; un secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés ; un inspecteur central des impôts à la Brigade nationale d'enquêtes détaché au S.R.P.J. de Marseille, M. Guy Champet, un inspecteur divisionnaire, M. Jean Grosjean ; un inspecteur de police, M. Serge Brunel, du S.R.P.J. de Marseille. Un officier de paix principal du C.R.S. et un représentant des policiers urbains seront recrutés sur place.

ENVIRONNEMENT

LA POLLUTION DU RHIN La Haye estime que le gouvernement français ne tient pas ses promesses

De notre correspondant

Amsterdam. — Confronté à ses promesses, la France ne soumettra pas le traité contre la pollution du Rhin, signé en 1978, à l'Assemblée nationale au cours de la présente session. Selon le ministre néerlandais des affaires étrangères, le gouvernement français a invoqué l'urgence pour charger de l'Assemblée pour justifier un ajournement à la session d'automne. La Haye a fait part au gouvernement français de sa « déception » de voir la France ne pas respecter son engagement, pris par le premier ministre français, de voter son homologues néerlandais, M. Ruud Lubbers, lorsque celui-ci se trouvait en visite officielle à Paris, en décembre dernier.

La déception du gouvernement néerlandais est d'autant plus vive qu'au début de ce mois un communiqué du conseil des ministres, à Paris, affirmait encore une fois que la présentation du traité du Rhin devant l'Assemblée, avait été faite avant le fin du mois. Une lourde hypothèque sur les relations franco-néerlandaises pesait sur le point d'être levée.

En 1976, la France s'était engagée, devant les autres pays riverains du Rhin, à réduire graduellement les 27 millions de tonnes de sel que les Mines de potasse d'Alsace déversent annuellement dans le fleuve, au grand dam des sociétés d'eau potée et des industries maritimes le long du Rhin, notamment à son embouchure, qui se trouve aux Pays-Bas. Cependant, les gouvernements français précédents avaient toujours refusé de soumettre le traité au Parlement, arguant qu'une majorité de députés partageraient les objections assez nombreuses contre l'injection sou-

raïne, de la saumure prévue par le traité.

En 1979, lorsque Paris eut réitéré son refus, La Haye rappela, pour une brève période, son ambassadeur en France en signe de protestation, geste très inhabituel envers un autre membre de la Communauté européenne.

L'ajournement d'un gouvernement de gauche en France, disons, qui est plus, d'une majorité parlementaire confortable, était perçu à La Haye comme une solution à l'affaire du Rhin. La nouvelle d'un autre ajournement semble, donner naissance aux soupçons, notamment dans les milieux écologistes, qui affirment que le réservoir des préférences françaises en la matière est inépuisable. Si le traité avait été ratifié pendant la session actuelle, il aurait fallu attendre encore dix-huit mois avant que la France puisse procéder à l'exécution de ses dispositions. Après le dernier ajournement, même cet objectif à long terme ne sera pas atteint.

RENÉ TER STEEGE

[L'ambassade de France à La Haye précise que, conformément à ce que le gouvernement français avait annoncé le 1^{er} juin aux Pays-Bas, « le projet de loi sur la convention a été déposé pour approbation le 7 juin au bureau de l'Assemblée nationale, c'est-à-dire avant les vacances parlementaires ». Toujours selon l'ambassade, « la convention des affaires étrangères s'est saisie du projet », et « les milieux ont déjà commencé ».

« Au terme d'une visite privée aux Pays-Bas, les 24 et 25 juin, Mme Edith Cresson, ministre française du commerce extérieur et du tourisme, a, d'une part, pris un déjeuner avec l'engagement de « faire le maximum pour que le projet aboutisse le plus rapidement », — (A.F.P.)]

ET ZIIP BERLITZ.

ET ZIIP L'été commence bien chez BERLITZ. Pour apprendre l'Anglais, l'Espagnol ou l'Allemand, des cours semi-particuliers de 2 à 4 semaines au rythme de 3 heures par jour.

Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères.

3 et 4 élèves 1489 F TTC*

5 et 6 élèves 1276 F TTC*

Alors, n'attendez pas pour faire ZIIP, dans une de nos écoles.

* Par élève et par semaine. (Matériel en supplément).

BOULOGNE: 609.15.10. CHAMPS-ÉLYSÉES: 730.41.60. LA DEFENSE: 773.68.16. NANTON: 371.11.34. OPÉRA: 742.13.39. PANTHÉON: 633.98.77. SAINT-LAZARE: 522.22.33. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 973.75.00. VERSAILLES: 930.08.70. TOULOUSE: (67) 62.32.97.

1500

JUSTICE

APRÈS L'ARRESTATION DE M. ANDRÉ COSTABEL

Nombreux soutiens au directeur du Crédit agricole du Gard

De notre correspondant

Nîmes. — Depuis le 24 juin au soir, le directeur de la Caisse régionale de Crédit agricole du Gard, M. André Costabel, cinquante-neuf ans, est incarcéré à la maison d'arrêt de Montpellier, inculpé par le juge d'instruction, M. Christian Banjaud, de complicité de banqueroute frauduleuse (*Le Monde* daté 26-27 juin). Un comité de soutien vient d'être créé.

Cette arrestation, véritable coup de tonnerre dans les milieux agricoles gardois, est liée à l'instruction menée actuellement pour débrouiller l'écheveau de l'énorme krach financier (120 millions de francs) de l'empire agricole et agro-alimentaire de M. Bernard Serre, un manager de trente-huit ans, en prison depuis le 11 février.

Huitième personne inculpée dans cette affaire, M. Costabel est de loin la plus connue. Il semble que la justice lui reproche son rôle dans certaines opérations concernant la société d'intérêt collectif agricole (SICA) Basse-Plaine à Lunel (Hérault), l'une des pibos de l'empire Serre. On a parlé entre autres de « traites de cavalerie » et accusé le directeur de la Caisse régionale de Crédit agricole du Gard d'en avoir escompté un grand nombre, ce que démentait d'ailleurs formellement, samedi après-midi à Montpellier, M. Jacques Delassus, président de ce même organisme bancaire, avant d'être reçu par le procureur de la République de Montpellier, M. Lucien Rampon.

L'affaire va au-delà du fait divers en raison de la personnalité de M. Costabel. Ingénieur agricole, ancien secrétaire général des caves coopératives du département, il passe pour un fonceur et un innovateur. Depuis vingt-trois ans directeur du crédit agricole régional, il a insufflé un dynamisme incontestable à cette caisse. Tant à la chambre d'agriculture que dans le monde syndical, cela ne fait pas de doute : c'est en grande partie à M. Costabel qu'on doit la réussite de la diversification de l'économie rurale gardoise.

Ce dernier a exercé d'autres responsabilités puisqu'il fut secrétaire général de la Fédération nationale

du crédit agricole de 1968 à avril 1982. Il est membre du Conseil économique et social depuis 1969.

La réaction du monde agricole gardois a été à la fois prompte et extrêmement vive. Les soutiens à M. Costabel affluent de toutes parts, et la Caisse nationale de crédit agricole a fait paraître dans les éditions du lundi des quotidiens régionaux *Midi libre* et *la Marseille* une pleine page de mise au point tendant à blanchir et à appuyer fermement l'action de l'inculpé dans l'affaire de la SICA Basse-Plaine.

Le conseil d'administration solidaire

M. Jacques Delassus déclarait notamment samedi 25 juin : « M. Bernard Serre escomptait ses différentes traites de cavalerie auprès de banques nationalisées, et nous n'en avions alors aucune connaissance. Nous étions, notre directeur et nous-même, dans l'ignorance de ce procédé. »

Quant au conseil d'administration de la caisse régionale, qui s'est réuni dès samedi matin, il affirmait : « Nous avons été régulièrement tenus, informés de l'évolution du dossier de la SICA Basse-Plaine. Tout ce qui a été fait l'a été en plein accord avec le bureau. Ce qui nous conduit à dire que si emprisonnement il doit y avoir, l'ensemble des administrateurs doivent rejoindre M. Costabel. »

Un comité de défense s'est constitué, regroupant administrateurs et personnel du Crédit agricole, organisations professionnelles et syndicales, coopération viticole et fruitière. Objectif : la libération immédiate de M. Costabel, traité « comme un gangster » selon M. Charles Daussant, vice-président de l'organisme bancaire régional installé à la tête du comité.

Dès ce lundi à 18 heures, un rassemblement est prévu à Nîmes. Pour beaucoup, il en va du renom du Crédit agricole, et tout simplement de l'avenir de l'agriculture gardoise. OLIVIER CLERC.

• Les syndicats de l'administration pénitentiaire chez le garde des sceaux — Conformément aux engagements pris par le chef de l'État, M. Badinter a reçu, le 24 juin, les syndicats de l'administration pénitentiaire. Cette entrevue faisait suite à la « grève des écrous » observée du 16 au 18 juin par les surveillants de prison. Le garde des sceaux n'a précisé aucune mesure concrète à ses interlocuteurs dont la principale revendication porte sur l'augmentation des effectifs, mais il a insisté sur le fait que, en cette période d'arbitrage budgétaire, les demandes du ministère de la justice étaient prises, au plus haut niveau, « en considération ».

• Le conseil supérieur de la magistrature, réuni le 23 juin à l'Élysée, a décidé des nominations suivantes : M. Maurice Cadiou, président du tribunal de grande instance de Nantes, est nommé premier président de la cour d'appel de Rouen. M. Pierre Derouère, premier président de la cour d'appel de Nîmes, est nommé premier président de la cour d'appel de Dijon.

M. Raymond Viricelle, président de chambre à Nîmes, est nommé premier président de la cour d'appel de Nîmes.

• M. Jean-Pierre Delarue, ancien notaire à Pantin (Seine-Saint-Denis), qui avait été destitué et condamné à des peines de prison pour émission de chèques sans provision en 1973, a été découvert mort dans une chambre d'hôtel à Paris. Une information pour recherche des causes de cette mort a été ordonnée par le parquet de Paris.

• M. Gaëtan Zampa débouté. — La première chambre civile du tribunal de Paris a débouté, mercredi 22 juin, pour une nullité de procédure, M. Gaëtan Zampa, qui estimait avoir été diffamé dans le livre de M. Alain Laville, chef des informations à *Télé 7 jours*, intitulé *le Juge Michel* (*Le Monde* du 21 mai). M. Zampa s'était fait assister de deux avocats « postulants », alors que, d'après le code de procédure civile, il ne pouvait être représenté en justice que par un seul.

Lisez
Le Monde
PHILATELISTES
LES OFFICERS DE LA PHILATÉLIE

SCIENCES RELIGION

Les pommes de terre le brouillard le ministre et l'hôpital

Il n'est pas facile à un ministre de visiter des centres de recherche bretons en période de révérence des pommes de terre. M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la Recherche, qui se rendait vendredi 24 juin au Centre national d'exploitation des océans (CNEXO) à Brest et au Centre national d'étude des télécommunications (CNET) à Lannion, en fit l'expérience.

Quelques barrages étaient sautés, avec des manifestants bien décidés à faire goûter au ministre les pommes de terre bretonnes, sans doute pour qu'il puisse témoigner ensuite de leur qualité. Mais la technologie, qui est toujours dans les attributions du ministre même si elle ne figure plus dans son titre, proposait une escale : le transfert en hélicoptère entre la base aérienne de Landivisiau et les centres bretons et lannionais.

Malgré un plafond très bas, il n'y eut aucun problème de manœuvre pour se rendre à Brest. M. Fabius visita l'établissement, se fit expliquer le projet d'une centrale utilisant l'énergie thermique des mers à Tahiti, s'informa des études sur l'exploitation des grands fonds, visita les élevages de saumon et de turbot. Après une entrevue avec les syndicats, il prit un repas qui faisait d'ailleurs largement appel aux ressources de la mer — mais aussi à celles de l'agriculture bretonne.

Mais, pour rejoindre Lannion, les choses se compliquèrent. Le CNET était... dans le brouillard. Après quelques évolutions sans aucune visibilité, les hélicoptères trouvèrent une éclaircie qui leur permit d'atteindre... l'aire balisée du service d'urgence de l'hôpital de Lannion.

Le maire de cette ville, M. Yves Médélec, participait à une réunion du conseil d'administration de l'hôpital. Handicapé moteur, il vint dans son fauteuil roulant accueillir le ministre inopinément tombé du ciel. Derrière les vitres, tout le personnel observait cette rencontre inattendue qui fut l'occasion d'informer les journalistes présents de certaines pratiques des mandataires, transporteurs et grasseurs qui paraissent de nature à justifier la colère paysanne.

La brouillard s'étant levé, le ministre put rejoindre le CNET, se faire expliquer les recherches sur le téléphone de l'an 2000, recevoir des représentants syndicaux de l'établissement et d'une usine voisine, puis revenir normalement à Paris. Plusieurs de ses accompagnateurs rapportaient des sortes de grosses billes irrégulières. Ce n'étaient pas des pommes de terre, mais de ces nodules polymériques qu'on ramasse sur la fond des océans et dont le CNEXO étudie l'éventuelle utilisation industrielle.

MAURICE ARVONNY.

LE CARDINAL JAMES KNOX EST MORT

Le cardinal James Knox, ancien préfet de la Congrégation romaine des sacrements et du culte divin, est mort à Rome le 26 juin à soixante-neuf ans. Victime d'une crise cardiaque au début du mois de mai, il était dans le coma depuis lors. Sa mort ramène à cent trente-quatre le nombre des membres du Sacré-Collège, dont cent douze voteraient en cas de conclave.

[Né en 1914 à Baywater (Australie), James Knox a été ordonné prêtre en 1941 et évêque en 1953. Il fut nommé archevêque de Melbourne en 1967, poste qu'il occupa jusqu'en 1973. A cette date, il fut créé cardinal par Paul VI et nommé à la tête de la congrégation des sacrements et du culte divin. Président du comité permanent des congrès eucharistiques internationaux, le cardinal Knox avait été nommé par Jean-Paul II en 1981 président du nouveau conseil de la famille. Il avait alors quitté la direction de la Congrégation des sacrements.]

en raison du succès prolongation jusqu'au 27 juillet

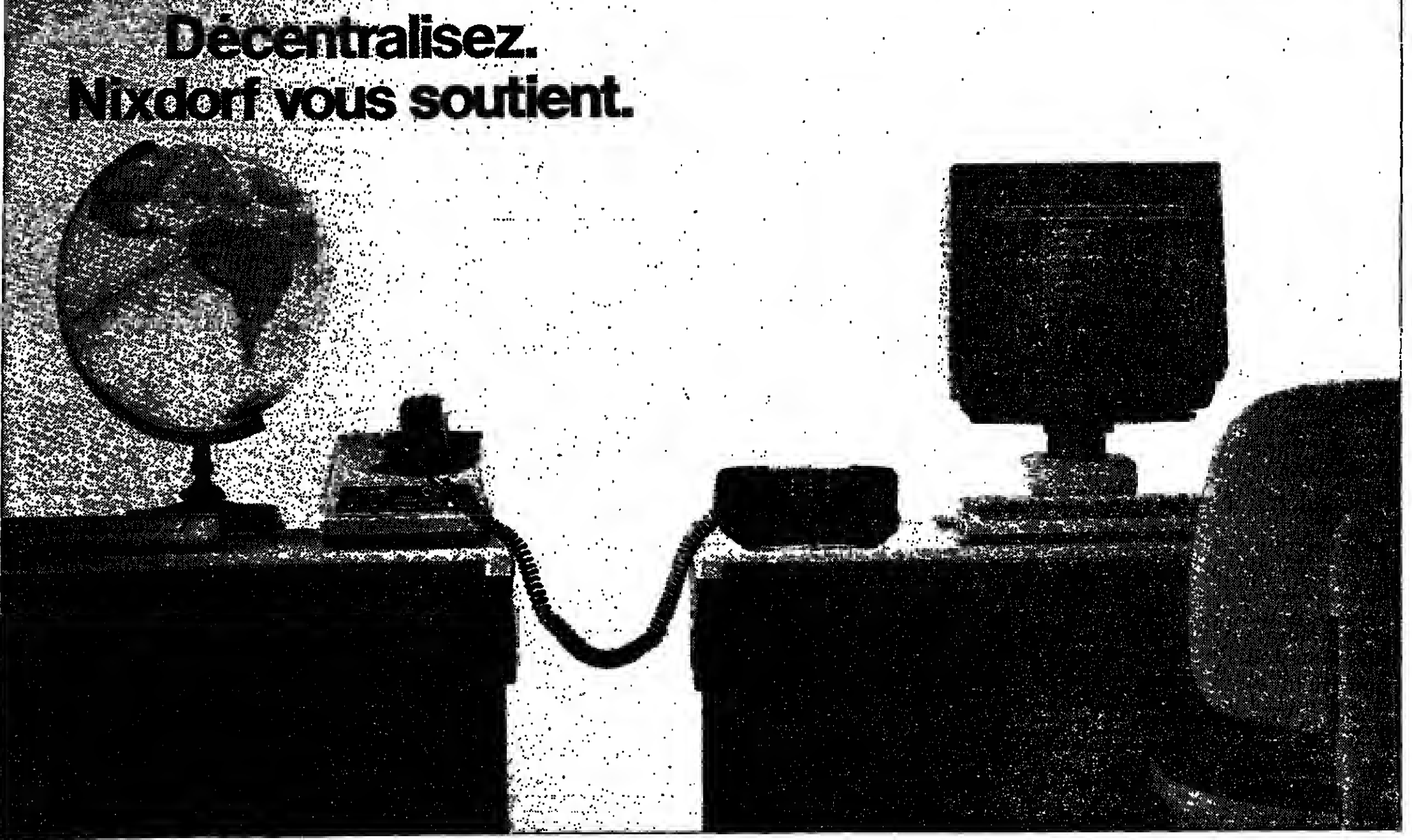
LA COMEDIE-FRANÇAISE
joue **PEGUY**
Le Mystère de la Charité de Jeanne d'Arc
AUX THERMES DE CLUNY



Location : 200, boulevard de la République
à Clunys, 21100 Clunys
Représentations à 21 h aux Thermes de Clunys, 24, 25 et 26 juin, 27 juillet

• La navette spatiale américaine *Challenger* a, en dépit du succès de son dernier vol, connu quelques difficultés à l'atterrissage : l'un des quatre systèmes de freinage — prévus pour résister à cinq atterrissages — a éclaté en morceaux. D'autre part, les techniciens ont remarqué qu'environ vingt-cinq tuiles du

bouclier thermique de protection avaient été gravement endommagées et que le système automatique d'atterrissage tout temps de la navette n'était pas tout à fait au point. Lors de chaque vol, en effet, les pilotes de la navette ont dû prendre les opérations en main et poser l'engin à vue.



Aux nombreux défis actuels, les grandes entreprises tentent de répondre en épousant d'avantage les réalités : dans les usines où l'on peut améliorer la productivité, dans les unités commerciales où l'on trouve les voies de la compétitivité. Cette souplesse est notre règle. Nous pouvons aller très loin dans l'adaptation

de nos produits, matériels et logiciels. Aux besoins particuliers, nous pouvons répondre à plusieurs options. Nous pouvons suivre avec vous différentes orientations : applications, télécommunications, décentralisation. Nous avons toujours cru à la décentralisation.

Nixdorf Computer S.A. 7-13, boulevard de Courbevoie, 92200 Neuilly-s/Seine. Tél. : 747.12.70.
Nixdorf Computer Lyon S.A. 83-85, av. Félix-Faure, 69003 Lyon. Tél. : (7) 860.00.91.

NIXDORF
COMPUTER

CARNET

Naissances

— Bruno MERCIER, Florence SLOVE-MERCIER et Ismaïl ont la joie d'annoncer la naissance de Gauthier, le 13 mai 1983, 1, rue Pergolèse, 75116 Paris.

Décès

— M. et M^{me} Jean Choukroun et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Charles Elghouzi et leurs enfants, M. et M^{me} Pierre Elghouzi et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Pierre Levy et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Confino et leurs enfants, Les familles parentes et alliées, ont l'immense douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Lucien ELGHOZZI, née Marcelle Confino, leur mère, grand-mère, sœur et parente, survenue le 24 juin 1983, à l'âge de soixante-douze ans. Les obsèques auront lieu le mardi 28 juin 1983, à 14 h 30, à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, 6, square Emmanuel-Chabrier, 75017 Paris.

— L'Association des amis du sculpteur Hélène Guastalla et de son œuvre, et tous ses proches ont la tristesse de faire part du décès de Hélène GUASTALLA, le 24 juin 1983, à Nice. Ils invitent tous ses amis à se joindre à l'association pour assurer la sauvegarde de son œuvre : 19, rue des Cordeliers, 75013 Paris.

— Le docteur Bernard Lacoste, son mari, Marie-Caroline et Alexandre Vilgrain, Anne-Françoise Lacoste, Antoine Lacoste, ses enfants, Lorraine Vilgrain, sa petite-fille, Le docteur et M^{me} Pierre Malgras ses parents, Le colonel et M^{me} Pierre Lacoste ses beaux-parents, M. et M^{me} Albert Merle et leurs enfants, M. et M^{me} Maurice Tivet et leurs enfants, M. et M^{me} Bernard Malgras et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Larat et leurs enfants, M. et M^{me} Olat Malgras et leurs enfants, M. et M^{me} Henri Lacoste et leurs enfants, M. et M^{me} André Lacoste et leurs enfants, M. et M^{me} Jacques Lacoste et leurs enfants, Le capitaine de corvette et M^{me} Jean-François Lacoste et leurs enfants, Ses oncles et tantes, cousins et cousines, M^{me} Simone Lelièvre, ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Françoise LACOSTE, née Malgras, survenue à Paris le 25 juin 1983, à l'âge de quarante-huit ans. Ses obsèques auront lieu le mardi 28 juin 1983, à 16 heures, en la cathédrale Saint-Etienne de Bourges.

Cet avis tient lieu de faire-part. Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris. 7, rue Daru, 75008 Paris. 11, rue Hôtel-Lallemand, 18000 Bourges. 147, boulevard Malesherbes, 75017 Paris.

— La famille et les amis de

Paulette MARIZIER nous prient d'annoncer son décès, survenu à Paris le 20 juin 1983.

L'incinération aura lieu le mercredi 29 juin 1983, à 10 h 30, au columbarium du cimetière de Père-Lachaise, entrée métro Gambetta.

— La chanson que jamais je ne dirai s'est endormie sur mes lèvres.

— David Ollier, M^{me} Jacqueline Ollier, M^{me} Fernand Ollier, Isabelle et Harold Kaplan, Mariette et Philippe Ozouf, ont le chagrin d'annoncer le décès de

M. Pierre-Dominique OLLIER, professeur à l'université de Paris-I, rappelé à Dieu le 24 juin 1983.

Priez pour lui. La cérémonie religieuse aura lieu mercredi 29, à 8 h 30, à l'église de Saint-Jacques du Haut-Pas, et l'inhumation le même jour, à Clermont-Ferrand.

358, avenue Sabron-Supérieur, Nice, 144, avenue de la République, Clermont-Ferrand.

— M. et M^{me} Philippe Revol et leurs enfants, M. et M^{me} Jean Revol et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Régis REVOL, née Denise Bergerat, survenue le 24 juin 1983 en son domicile.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 30 juin 1983, à 10 h 30, en

l'église Notre-Dame d'Asteuil, Paris-16, suivie de l'inhumation au cimetière de Montmartre.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M^{me} Janine Seemüller son épouse, Christine, William et Pierre ses enfants, les familles Angevin, Sacré et Jouno, ont la douleur de faire part du décès de M. Jacques-William SEEMULLER, survenu le 25 juin, à Paris, à l'âge de cinquante-cinq ans. L'incinération au crématorium du Père-Lachaise, aura lieu le mercredi 29 juin 1983, à 9 h 30, 22, rue de Rochechouart, 75009 Paris.

— M^{me} Robert Vogt son épouse, M. et M^{me} Daniel Ménard, M. et M^{me} Jean-Louis Vogt, M^{me} Françoise Vogt, ses enfants, ses petits-enfants, et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de la perte qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Robert VOGT, conseiller principal d'éducation honoraire du lycée Saint-Louis, officier de l'ordre du Mérite social, officier de l'ordre des Palmes académiques. Les obsèques seront célébrées le mercredi 29 juin, à 14 h 15, en l'église Saint-Jacques de Reims, 14, Place Myrou-Herrik, 51000 Reims. 36, avenue de la Résistance, 93100 Montreuil-sous-Bois.

Anniversaires

— En ce quatrième et douloureux anniversaire du rappel à Dieu de leur fils et neveu chéri

Thierry CHICHE,

ravi brutalement à l'amour des siens à l'âge de vingt et un ans, que ce 28 juin, tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

M^{me} Cohen-Selmon.

Messes anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de

Pierre BALMAIN, une messe sera célébrée à son intention en l'église de Saint-Pierre-de-Chailot, avenue Marceau, Paris-16^e, le mercredi 29 juin, à 12 h 25.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Clermont-Ferrand, mardi 28 juin, à 15 heures, salle des Actes, M. Magdy Leï Nahry : « Contribution à l'étude de la théorie de la nécessité en droit constitutionnel ».

— Université de Paris-X (Nanterre), mardi 28 juin, à 15 heures, salle C 26, M^{me} Laure Hebbes : « Jeux de langage ».

— Université de Paris-II, mardi 28 juin, à 14 heures, salle 4, M. Sylvain Pagliano : « Une pensée politique de la Révolution à la Restauration : le comte Ferrand ».

— Université de Paris-X (Nanterre), mardi 28 juin, à 9 h 30, salle C 26, M^{me} Françoise Bourgeois et M^{me} André Kartchevsky-Bulport : « Famille, objet mécanique, sujet social ».

— Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), mardi 28 juin, à 17 heures, salle C 22-04 au centre Tolbiac, M. Kosi Ayassou : « Méthodes d'étude d'une population à statistiques incomplètes : application à l'analyse des recensements et enquêtes du Togo ».

— Université de Paris-I (Panthéon-Sorbonne), mardi 28 juin, à 18 heures, salle des Commissions au centre Panthéon, M. Robert Korb : « La comptabilité publique et l'informatique ».

— Université de Paris-IV, vendredi 1^{er} juillet, à 14 heures, salle des Actes, M. Jean Crois : « Ammien Marcellin, témoin latin de l'hellénisme ».

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

PARIS EN VISITES - MERCREDI 29 JUIN

— Carmel de Saint-Denis, 15 h, métro Saint-Denis (Caisse nationale des monuments historiques).

— Musée Grévin présenté aux enfants, 14 h 30, 10, boulevard Montmartre (ARS).

— Moulins du vieux Montmartre, 14 h 30, métro Abbesses (les Filles).

— Atelier d'un brozeur, 15 h, 30, rue Desparcès (La France et son passé).

— L'UNESCO et film sur Haiti, 14 h 45, place Fontenay (Tourisme culturel).

LATREILLE

SPECIAL DES COUTURES ET TAILLAGE

soldes d'été

QUALITÉS IRREPROCHABLES PRIX EXCEPTIONNELS

62 rue St André-des-Arts 6^e

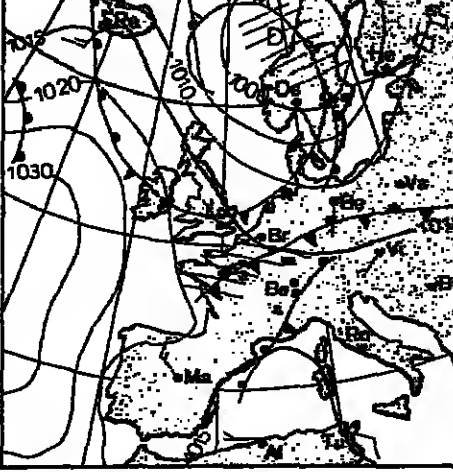
Tél. 329.44.10

PARKING ATTENDANT À NOS MAGASINS

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27.6.83 A 0 h G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le lundi 27 juin à 0 heure et le mardi 28 juin à midi.

Établissement d'un flux de nord-ouest sur la France poussant sur le pays de l'air plus frais, moins instable et moins humide. Les orages du sud-est s'élimineront vers le nord de l'Italie.

Matin, encore des bancs de brume au lever du jour sur la plus grande partie du pays, mais la dissipation sera assez rapide. Sur les Alpes du sud, la Provence et la Corse des orages éclateront par place; ils pourront être assez violents. Partout la température sera comprise entre 10 et 15 degrés en début de matinée.

À la fin de la journée, temps bien ensoleillé sur la majeure partie de la France simplement des nuages passagers un peu plus abondants du sud de l'Alsace à la Franche-Comté, au nord du Massif Central, au Jura et au nord des Alpes. En soirée, évolution orageuse très probable sur les versants des massifs exposés au nord dans le Massif Central et le Jura.

À la fin de la journée, temps bien ensoleillé sur la majeure partie de la France simplement des nuages passagers un peu plus abondants du sud de l'Alsace à la Franche-Comté, au nord du Massif Central, au Jura et au nord des Alpes. En soirée, évolution orageuse très probable sur les versants des massifs exposés au nord dans le Massif Central et le Jura.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 27 juin à 8 heures, de 1015 millibars, soit 761,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 26 juin; le second le minimum dans la nuit du 26 au 27 juin): Ajaccio, 27 et 20 degrés; Biarritz, 20 et 16; Bordeaux, 23 et 13; Bourges, 22 et 14; Brest, 20 et 15; Caen, 20 et 14; Clermont, 19 et 13; Clermont-Ferrand, 24 et 14; Dijon, 25 et 16; Grenoble, 26 et 15; Lille, 22 et 13; Lyon, 28 et 15; Marseille-Mariniane, 27 et 18; Nancy, 25 et 14; Nantes, 20 et 15; Nice-Côte d'Azur, 24 et 19; Paris-Le Bourget, 23 et 16; Pau, 20 et 16; Perpignan, 22 et 18; Rennes, 20 et 12; Strasbourg, 27 et 17; Tours, 23 et 16; Toulouse, 19 et 16; Poitiers-Pierre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 28 et 22 degrés; Amsterdam, 22 et 14; Athènes, 28 et 16; Berlin, 25 et 18; Bonn, 24 et 17; Bruxelles, 23 et 14; Casablanca, 24 et 19; Copenhague, 21 et 13; Dakar, 29 et 23; Djakarta, 27 et 23; Genève, 26 et 15; Jérusalem, 25 et 16; Lisbonne, 24 et 15; Londres, 25 et 13; Luxembourg, 22 et 16; Madrid, 29 et 15; Moscou, 15 et 7; Nairobi, 25 et 14; New-York, 27 et 18; Palma-de-Majorque, 28 et 17; Rome, 28 et 17; Stockholm, 20 et 13; Téhéran, 38 et 21; Tunis, 32 et 22.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 26 juin:

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 11 août 1971 modifié portant création et organisation d'un comité interministériel de l'équitation, d'un Conseil supérieur de l'équitation et de conseils hippiques régionaux;

● Modifiant le décret du 22 avril 1949 modifié relatif au régime d'assurance-vieillesse complémentaire des notaires.

STAGES

LA PRATIQUE SYMPHONIQUE. — La Philharmonie des jeunes de la région Ile-de-France organise à Paris, du 3 au 18 juillet, un atelier de formation à la pratique symphonique, s'adressant aux jeunes musiciens des conservatoires et qui se destinent professionnellement à l'orchestre.

* M. Jacques Paye, 2, rue de Suez, 75018 Paris, tél. : 257-94-35.

APPRENDRE L'ANGLAIS AUX ÉTATS-UNIS. — Le Centre d'études franco-américain, fondé

dans le Colorado il y a dix ans, propose un stage intensif du 4 au 29 juillet. Au programme : six heures de cours par jour. L'étudiant est hébergé dans une famille américaine. Le coût de ce stage est de 7 500 francs (cours et pension).

* Centre d'études franco-américain, R.P. 176, 14104 Lileux-Cedex.

FRED

Participe aux soldes de la galerie du Claridge, 74, Champs-Élysées, du 20 au 30 Juin

20 à 30% D'ESCOMPTE

sur une sélection de modèles de grandes marques d'horlogerie

PIAGET

CORUM

ROLEX

SEIKO

FRED

BAUME & MERCIER

CONCORD

Indemans Piquet

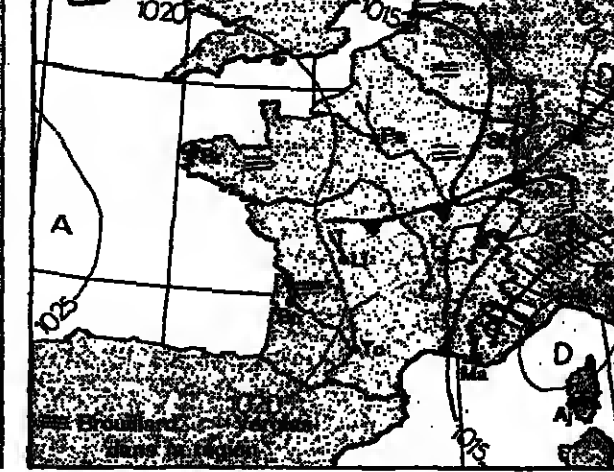
6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65

SOLDÉS MAROQUINERIE DU 20 AU 30 JUIN

FRED

6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65

PRÉVISIONS POUR LE 28.6.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 28 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Cherbourg, 19 et 13; Clermont-Ferrand, 24 et 14; Dijon, 25 et 16; Grenoble, 26 et 15; Lille, 22 et 13; Lyon, 28 et 15; Marseille-Mariniane, 27 et 18; Nancy, 25 et 14; Nantes, 20 et 15; Nice-Côte d'Azur, 24 et 19; Paris-Le Bourget, 23 et 16; Pau, 20 et 16; Perpignan, 22 et 18; Rennes, 20 et 12; Strasbourg, 27 et 17; Tours, 23 et 16; Toulouse, 19 et 16; Poitiers-Pierre, 31 et 26.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 28 et 22 degrés; Amsterdam, 22 et 14; Athènes, 28 et 16; Berlin, 25 et 18; Bonn, 24 et 17; Bruxelles, 23 et 14; Casablanca, 24 et 19; Copenhague, 21 et 13; Dakar, 29 et 23; Djakarta, 27 et 23; Genève, 26 et 15; Jérusalem, 25 et 16; Lisbonne, 24 et 15; Londres, 25 et 13; Luxembourg, 22 et 16; Madrid, 29 et 15; Moscou, 15 et 7; Nairobi, 25 et 14; New-York, 27 et 18; Palma-de-Majorque, 28 et 17; Rome, 28 et 17; Stockholm, 20 et 13; Téhéran, 38 et 21; Tunis, 32 et 22.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

SÉCURITÉ SOCIALE :

Les retraités aux urnes

Pour la première fois depuis que la Sécurité sociale existe les retraités vont participer à l'élection de leurs représentants au conseil d'administration des caisses. D'habitude, ce rôle reste dévolu aux seuls actifs, qui eux-mêmes ne sont pas revenus aux urnes depuis 1962. Les retraités, sans condition de nationalité, assésés aux élections, participeront donc au scrutin le 19 octobre prochain pour désigner, à travers les listes des candidats proposés par les organisations syndicales — quinze des vingt-cinq membres du conseil d'administration de chaque caisse primaire d'assurance-maladie. Ces caisses sont surtout connues des assurés parce qu'elles administrent les centres qui traitent leur dossier maladie, qu'elles organisent le contrôle médical, qu'elles peuvent attribuer des aides financières en cas de nécessité.

Dans les autres caisses — caisses régionales d'assurance-maladie et caisse nationale d'assurance-vieillesse — les sièges des administrateurs représentant les salariés, donc les retraités, seront répartis en fonction du score national obtenu précédemment aux élections des caisses primaires par les organisations syndicales. Là, il n'y a pas de vote direct : le premier servira d'étalon pour déterminer cette répartition. Rappelons que les caisses régionales d'assurance-maladie gèrent, entre autres, l'assurance-vieillesse en province et que ce rôle est tenu par la caisse nationale pour la région parisienne, qui détermine également les grandes orientations de l'action sanitaire et sociale, collective ou individuelle, comme, par exemple, l'aide ménagère ou les subventions accordées pour l'amélioration de l'habitat. De plus, un représentant des retraités par caisse régionale et deux pour la

caisse nationale seront ensuite désignés par les administrateurs déjà nommés sur propositions des associations de retraités : celles qui auront leur siège dans la circonscription de la caisse régionale ou les associations et fédérations d'obédience nationale pour le second. Un décret doit intervenir prochainement pour apporter des précisions sur ces derniers points.

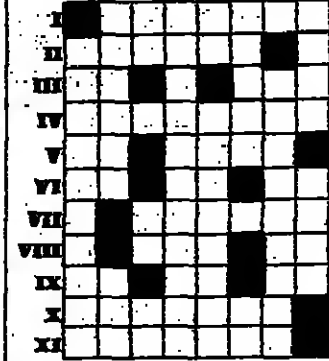
Pour participer à ce scrutin, qui se déroulera dans les mairies du lieu de domicile, il faut être considéré comme « assuré social » à la date du 31 mars 1983. La preuve peut être faite en produisant un titre de pension ou un récent décompte de remboursement de frais médicaux ou pharmaceutiques. Tous les pensionnés sont convoqués à cette élection : ceux du régime général comme les fonctionnaires, les agents des collectivités locales, etc. Les titulaires des pensions de réversion — il s'agit de veuves le plus souvent — participent également au scrutin. Les listes électorales sont disponibles dans les mairies jusqu'au 8 juillet pour permettre aux électeurs de vérifier leur inscription. Des erreurs ou des omissions peuvent avoir été commises, surtout en l'absence de correspondance récente avec la Sécurité sociale ou en cas de déménagement.

Toute une procédure a été soigneusement mise au point en fonction de la date des élections pour le dépôt éventuel de réclamation. Il ne faut donc pas manquer les échéances pour les formuler, le cas échéant. Pour tous renseignements complémentaires, une permanence téléphonique répondra à l'ensemble des électeurs jusqu'au 8 juillet, tous les jours même le dimanche, de 8 à 20 heures : 249-70-70.

CHRISTIANE GROIER.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3480



HORIZONTALEMENT

1. Se mettre à mordre. — II. Un reptile dont certains peuvent faire tout un plat. Souci quotidien pour le guide. — III. Mot d'enfant. Pour les hommes qui ne portent pas le collier. — IV. Unie quand on ne veut pas sonner les cloches. — V. Diminution. Fleuve qu'on a été touché. — VI. Préposition. Saint. Pour faire l'ouverture. — VII. Événement adroite. — VIII. Entre en tournant (inversé). — IX. Démonstratif. — X. Avant J.-C. Abréviation pour un grand. Une grosse tranche. — XI. Pas pris.

VERTICALEMENT

1. Nom qu'on peut donner à la grande rigueur. — 2. Hors du droit chemin. Vif quand on se met à table. — 3. Action. Préposition. Brillait de mille feux. — 4. Mettre en morceaux. — 5. Préfixe. Susceptible de retourner. — 6. Ville de Belgique. Démonstratif. — 7. Sont un peu dures de la feuille. — 8. L'homme d'un passage. Faire œuvre attachante. — 9. Est noir quand il vient des champs. Une grande clarté.

Solution du problème n° 3479

Horizontalement

I. Houspiller. — II. Nichée. En Ratal. — III. Ex. Lettement. Ni. — IV. Un. En. En. — V. Round. Acné. Air. — VI. Art. Mot. — VII. Sir. Odoriférant. — VIII. Teille. Avis. Té. — IX. Hécatombe. Unité. — X. Ess. Noé. Brio. — XI. Aie. Nom. — XII. Inénarrables. Ti. — XIII. Un. El. Omit. — XIV. Uti. Dénote. Te. — XV. Eolie. Tritures.

Verticalement

1. Neurasthénique. — 2. Historiens. Nô. — 3. Oc. Utricule. Il. — 4. Uhlans. Les. Nu. — 5. Soc. Oit. Bande. — 6. Pène. Odoce. — 7. Tua. Mourant. — 8. Lec. Carabe. Or. — 9. Lamen. Ipe. Abél. — 10. Ere. Fi. Bille. — 11. Urne. Mesurée. — 12. Sati. Or. Ni. Soir. — 13. Et. Natation. — 14. Sent. Net. Oute. — 15. Lier. Ermites.

GUY BROUTY.

Le Monde

régions

Ile-de-France

Géothermie : les promesses des profondeurs

Vorace en énergie puisqu'elle consomme chaque année l'équivalent de 26 millions de tonnes de pétrole, l'Ile-de-France est aussi l'une des plus pauvres de ce point de vue. En mettant bout à bout la production de ses modestes champs de pétrole, ce qu'elle récupère en brûlant ses ordures ménagères, le bois de ses forêts et la paille de ses champs, les calories qu'elle tire de ses eaux souterraines, elle couvre à peine 1,5 % de ses besoins. Pourtant, cette situation de dépendance quasi totale ne l'incite pas à se décourager. Elle veut tirer le maximum de ses possibilités.

Celles-ci ne sont pas négligeables. Si on ne peut plus espérer grand-chose des champs pétroliers de Seine-et-Marne (80 000 tonnes par an), l'énergie solaire potentielle est encore à peine utilisée. En multipliant les photovoltaïques, les capteurs à eau (comme le montre l'expérience que nous relatons ci-dessous) et en construisant des pavillons bioclimatiques, la

région espère réduire, dans les années à venir, de 100 000 tonnes sa facture pétrolière. Elle pourrait gagner encore 70 000 tonnes en brûlant davantage de déchets. Le bois, comme combustible d'appoint, et la paille, transformable en gaz méthane, sont utilisables dans les zones rurales, où ils devraient fournir l'équivalent de 70 000 tonnes supplémentaires de pétrole.

Mais l'essentiel des ressources gît sous les pieds des habitants de la région. Les couches géologiques du Bassin parisien recèlent d'énormes réserves d'eau. En vertu d'une loi qui veut que la température monte de 1 degré chaque fois qu'on s'enfonce de 30 mètres, ces eaux atteignent 27 degrés à 700 mètres, dans l'Albien, et de 60 degrés à 80 degrés à 1 800 mètres, dans le Dogger.

C'est ce gisement - une couche de roche calcaire gorgée d'eau salée - qui est le plus prometteur. Il

s'étend sur 15 000 kilomètres carrés, mais, comme l'eau chaude n'est guère transportable, il ne peut être utilisé que dans des agglomérations denses, dont les immeubles sont dotés de chauffage central. Une contrainte qui limite les sites exploitables à 220, dont la moitié seraient rentables. Une vingtaine sont déjà exploités et fournissent des calories à 50 000 logements, ce qui représente 50 000 tonnes d'équivalent-pétrole. L'objectif que s'est assigné le conseil régional, c'est d'apprivoiser 180 000 logements supplémentaires dans cinq ans. Objectif ambitieux car il faudra faire 70 forages et installer des dizaines de kilomètres de canalisations.

En outre, la décision de recourir à la géothermie n'appartient qu'aux communes. Pour les y inciter, la région leur concède des avances remboursables qui sont transformées en subvention si l'expérience échoue. Les projets ne manquent pas, y compris à

Paris même, où la première réalisation fonctionnera à la fin de cette année à la porte de Saint-Cloud.

Dans le contrat d'équipement qu'il propose à l'État pour le IX^e Plan (1983-1988), le conseil régional prévoit de consacrer à ces actions 165 millions de francs. A charge pour l'administration elle-même d'y participer de son côté pour près de 600 millions. Cela fait beaucoup de conditions. Mais les encouragements ne manquent pas, comme celui venu de la Banque européenne d'investissements, qui a prêté 27 millions de francs à un projet qui doit assurer le chauffage de 7 000 logements à Meaux, en Seine-et-Marne.

Avec un peu d'argent et beaucoup de persévérance, en 1990 l'Ile-de-France pourrait avoir triplé ses ressources énergétiques : l'équivalent de 1 million de tonnes de pétrole. Cela ne représentera encore que 4 % de ses besoins. Mais sa volonté régionale s'affirme et un mouvement est lancé.

M. A.-R.

PORTE DE SAINT-CLOUD

Quatre mille Parisiens au banc d'essai

Même si tous les combustibles venaient à manquer, quatre mille Parisiens sont assurés de passer au chaud les fêtes de fin d'année. Ce sont les habitants des grands ensembles de la porte de Saint-Cloud, dans le 16^e arrondissement. A cette époque, leurs radiateurs seront branchés sur un calorifère qui n'a jamais eu de panne. Et pour cause. Situé à 1 600 mètres de profondeur sous la capitale, c'est une couche de roches calcaires imbibées d'eau tiède que les géologues ont baptisée Dogger. Le liquide qu'elle retient comme une éponge est porté à 60 degrés par la chaleur qui monte du centre de la Terre.

Cette source inépuisable de calories naturelles a été utilisée voici vingt ans déjà dans l'immeuble-camembert de la Maison de la radio. En 1963, on avait eu l'idée de pomper l'eau tiède d'une couche plus rapprochée, l'Albien, située à 700 mètres. L'eau qu'on en fait remonter suffit à assurer le chauffage des studios et des bureaux. Mais cette curiosité, qui fonctionne, dit-on, à la satisfaction générale, n'est pas de lendemain. La crise de l'énergie fait qu'on ouvre le dossier.

Cette fois, c'est de la Ville de Paris qu'est venue l'inspiration, soulevée il est vrai par un bureau d'études parisiens. Naturellement, les services municipaux se sont tournés vers la société avec laquelle ils travaillent depuis un demi-siècle, la Compagnie parisienne de chauffage urbain (C.P.C.U.).

Celle-ci tout absorbée par l'expansion très rapide de ses affaires, n'y avait pas songé. Les ingénieurs ont dû se distraire ! La C.P.C.U. qui, depuis 1927, a reçu de la municipalité la concession - mais non l'exclusivité - de la production et de la distribution de chaleur dans Paris intra-muros, est en plein boom.

Après un démarrage lent et difficile, elle est aujourd'hui à la tête de huit chaufferies à charbon et à fuel et de trois usines brûlant des ordures ménagères. De là partent 300 kilomètres de tuyaux souterrains qui distribuent de la vapeur à 4 000 immeubles : logements, bureaux, hôpitaux, écoles, industries, piscines, cinéma, etc. La C.P.C.U. assure déjà 20 % du chauffage de Paris. Son chiffre d'affaires

pour 1982 se montait à 871 millions de francs, et il avait progressé de 17 % sur l'année précédente.

Pourtant, cette société de droit privé, fort bien cotée en Bourse et dont les gros actionnaires sont la Ville (40 % des parts), E.D.F. (23 %) et la Lyonnaise des eaux (10 %), ne paraît pas se soucier du formidable gisement calorifique se trouvant sous ses pieds.

Il est vrai que l'exploitation du Dogger n'est pas un jeu d'enfant. Première difficulté : pour lui prendre son eau chaude puis la réinjecter, il faut deux puits. Or chaque forage nécessite une plateforme de plusieurs milliers de mètres carrés. Où dénicher cela dans Paris ? On a trouvé la solution en installant le derrick sur les quais de la Seine et en forant les deux trous côte à côte. Au départ, les trépan s'enfoncent verticalement, puis ils obliquent. Ils se trouvent à un kilomètre de distance lorsqu'ils mordent l'éponge calcaire du Dogger.

Le sel de la terre

Les travaux, menés nuit et jour, ont duré plusieurs mois. Ils ont été entourés d'un grand luxe de précautions. Murs anti-bruits, machines muselées par des silencieux, évacuation des déchets par barges spéciales : il s'agissait de ne gêner ni les Parisiens ni la Seine.

Second problème : l'eau qui remonte est plus salée que celle de la mer, et donc corrosive. Impossible de l'expédier telle quelle dans des canalisations. On lui fait rendre ses calories dans des échangeurs blindés au titane et on la réinjecte vers les tréfonds. Les géologues assurent que malgré cela le Dogger ne se refroidira que d'un degré en trente ans.

Mais que faire d'un liquide qui ne fait grimper le thermomètre qu'à 60 degrés alors qu'il en faut près de 100 pour alimenter convenablement des radiateurs ? Avant de l'expédier vers ses clients, la C.P.C.U. le réchauffe donc grâce à la vapeur à 230 degrés dont elle dispose par ailleurs en abondance.

Voilà donc l'eau portée à bonne température. Il faut alors la vendre. Seuls les grands immeubles et les établissements publics dotés de chauffage central sont en état de

l'utiliser. Dans le secteur de la porte de Saint-Cloud, on trouve précisément plusieurs ensembles de H.L.M., bon nombre de grands immeubles style Haussmann, deux lycées, un hospice de vieillards, un dispensaire de la Croix-Rouge, un dépôt d'autobus, une église, tous gros consommateurs. Avec un peu plus de trois kilomètres de tuyauteries, on peut desservir sans pertes excessives l'équivalent de sept mille cinq cents logements. Par ces canalisations, l'eau refroidie revient à son point de départ, où une pompe à chaleur lui restitue ses deux dernières calories. La boucle est bouclée.

Mais ces multiples échanges et ces pompes doivent se loger dans une véritable petite usine. On l'a enfouie sous un terrain de sport contigu au Fronton de Paris. Ainsi, l'ensemble du réseau restera de la plus grande discrétion.

Subsistait une ultime difficulté. Comment convaincre les clients potentiels d'arrêter leurs chaufferies pour adopter la géothermie ? La C.P.C.U. offre d'abord des tarifs dont elle assure qu'ils sont 15 % moins chers que ceux du fuel. Et comme il faut installer dans chaque immeuble un petit échangeur de chaleur, elle en assure le financement, quitte à se rembourser en six ans sur les factures.

Un immense gisement

Tout n'est pas joué dans cette expérience. La C.P.C.U. est déjà assurée d'avoir parmi ses premiers clients mille cinq cents logements gérés par divers organismes de la Ville de Paris. Les services de l'air des Fêtes de fin d'année. Ultime difficulté, le réseau progressera le long du boulevard Murat à la recherche de nouveaux utilisateurs. On pense que dans deux ans église, lycées, hôpitaux et autres immeubles du quartier se joindront au contingent initial. L'investissement total sera de 130 millions de francs.

Après quelques années de fonctionnement, on dressera le bilan. Si le système est à la fois efficace et rentable, alors, et alors seulement, on songera à l'étendre à de nouveaux quartiers de la capitale. L'opération suivante pourrait avoir lieu dans le deuxième arrondissement. Le secteur n'est pas desservi par le chauffage urbain. Il compte beaucoup de grands immeubles et le bois de Vincennes est tout proche où l'on peut installer pendant quelques mois les derricks de forage : trois conditions indispensables. Paris a sous les pieds un immense gisement de chaleur, mais il n'est décidément ni gratuit ni facile d'en tirer parti.

MARC AMBROISE-RENDU.

COQUETTERIE OU ÉCONOMIE ?

Pompes à chaleur et capteurs solaires dans les H.L.M. d'Aulnay-sous-Bois

A première vue, rien ne distingue cet ensemble d'immeubles de ses voisins. Il faut lever les yeux pour apercevoir sur les toits-terrasses des cubes noirs aux allures de fruitiers, dont les étagères sont en réalité des capteurs solaires, faits d'une trame serrée de fils et de tubes de cuivre. Des immeubles chauffés à l'énergie solaire ? Pas exactement. Les deux cent vingt-quatre logements H.L.M. de la ZAC du Gros-Saule à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) - dont une cinquantaine seulement sont déjà occupés - reçoivent leur chauffage... d'une nappe d'eau à 13°C, puisée à quelque 80 mètres de profondeur.

Il ne s'agit donc pas de chauffage solaire ni de chauffage à l'eau chaude souterraine, mais d'un système mixte qui repose essentiellement sur le principe de la pompe à chaleur. C'est un ingénieur de recherche à l'École des mines, M. Pascal Irié, qui est à l'origine de l'opération. L'idée, au départ, était simple : pour bien fonctionner, une pompe à chaleur doit disposer d'une source froide et d'une source chaude à températures constantes. Or la température de l'air est soumise à des variations qui rendent difficile son utilisation à grande échelle. Pourquoi donc ne pas utiliser l'eau souterraine, qui, lorsqu'elle repose à plus de 20 mètres sous la surface, reste à une température pratiquement constante ? Pour en avoir le cœur net, le Centre d'information géologique de l'École des mines de Paris, baptisé Armines, a procédé à de nombreuses simulations mathématiques, et même à une expérience sur le terrain, près de Nîmes, en 1977 : on a injecté 20 000 m³ d'eau à 35°C dans une nappe à 15°C, située à faible profondeur, et on l'a récupérée l'hiver suivant, en constatant que les pertes de chaleur étaient très faibles.

Restait à trouver un terrain pour mettre en action cette ressource, en vraie grandeur. Il se trouve que tout le nord du Bassin parisien dispose d'une nappe d'eau peu profonde, l'ypérian, où l'on peut puiser à volonté. Une société de H.L.M., le Foyer du fonctionnaire et de la famille (F.F.F.), a accepté de se prêter à l'opération dans son ensemble du Gros-Saule, livré au printemps de cette année. Grâce à un financement conjoint du Plan construction, du COMES (aujourd'hui A.F.M.E.), Agence française pour la maîtrise de l'énergie) et de la Communauté européenne, le groupe Armines a pu forer les deux puits nécessaires, installer quinze capteurs solaires et monter une chaufferie avec trois pompes à chaleur (électriques), plus un branchement de secours sur le chauffage urbain existant par le F.F.F.

Depuis un mois et demi, le système fonctionne de la manière suivante : l'eau de la nappe à 13°C est tirée au premier puits ; on en extrait les calories à l'aide des pompes à chaleur pour obtenir une eau entre

50 et 55°C : on réinjecte dans la nappe - mais plus loin, grâce au deuxième puits - l'eau refroidie à 3°C ou 4°C. Cet été, on pompait l'eau du second forage pour la remettre à température (13°C), afin de ne pas éteindre la calorimétrie générale de la nappe. Et c'est là qu'interviennent les capteurs solaires, qui, grâce aux rayons du soleil mais aussi à l'air ambiant, réchauffent l'eau qui servira de source chaude pour les mois d'hiver (1).

Surveillance par ordinateur

L'intérêt du dispositif ? Faire des économies d'électricité, bien sûr. On estime que pour 1 kilowatt utilisé (dans les pompes à chaleur) est restitué l'équivalent en chauffage ou en eau chaude de 3 ou 4 kilowatts. Cela représente une économie de 1,4 tonne de fuel ou de 0,8 tonne équivalent-pétrole par an et par logement. Les promoteurs de l'opération évaluent le surcoût de l'installation à 16 000 F par logement (prix 1981), ce qui, compte tenu de l'économie annuelle de carburant, laisse prévoir l'amortissement du surcoût en moins de dix ans.

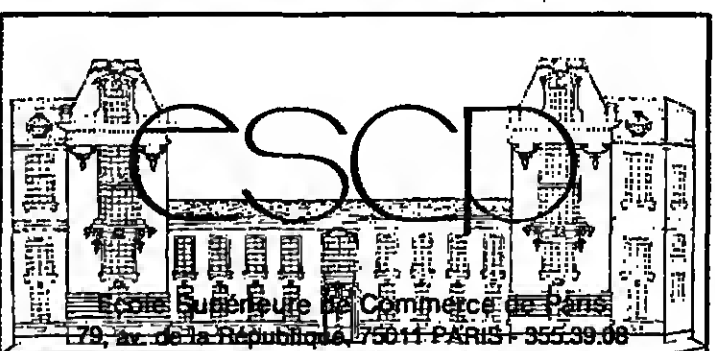
« Le grand avantage du dispositif d'héogéothermie, explique M. Pascal Irié, c'est son adaptation aux besoins. La géothermie en eau profonde n'est rentable qu'avec des unités de deux ou trois mille logements. Pour des unités de deux ou

trois cents logements, comme on les fait aujourd'hui, notre procédé est plus adapté. Surtout pour cette région d'Ile-de-France qui dispose à la fois de la densité humaine et du potentiel en eau peu profonde. »

Reste maintenant à suivre de très près l'opération, pour s'assurer que le dispositif répond à l'attente. Forages, capteurs et pompes à chaleur sont reliés à un ordinateur qui enregistre les moindres variations de débit ou de température. On vérifie et on réajuste régulièrement les appareils. Tout marche bien pour l'instant, et les habitants du Gros-Saule n'ont pas eu à se plaindre du chauffage - si l'on excepte des baisses de température en fin de semaine qui n'étaient pas dues à une défaillance du système - et qui sont maintenant réglées. Même la consigne est satisfaisante. Elle régresse seulement qu'on n'a pas mis le chauffage en route plus tôt, avant l'arrivée des premiers résidents, car « les appartements sont encore très humides ». Rien à voir avec les chaufferies, auxquelles on ne peut reprocher pour l'instant qu'un niveau de bruit trop élevé, car l'isolation phonique des pompes à chaleur reste à faire.

ROGER CANS.

(1) On trouvera des détails sur cette installation, et bien d'autres en France dans le Guide 1983 de la France solaire, un numéro hors série édité par le Comité d'action solaire (juin 1983, 45 F, en vente dans les kiosques).



EN 2 ANS LE DIPLOME ESCP

Admission spéciale réservée aux ingénieurs, diplômés IEP, licenciés, maîtrises et autres diplômés du 2^e cycle

épreuves à option selon la formation d'origine et entretien individuel

Ecrit : 5 et 6 septembre 1983
Oraux : 16 - 26 septembre 1983
Date limite d'inscription : 9 juillet 1983
Renseignements : Service des Admissions ESCP
355.39.08 (poste 1328)

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

Nom :
Prénom :
Adresse :

Souhaite une documentation sur l'admission en 2^e année

CHAQUE SEMAINE

FAITES VALIDER VOS BULLETINS CHEZ TOUTS LES DEPOSITAIRES PORTANT L'ENSEIGNE **LOTO**

LOTO

c'est facile, c'est pas cher, ça peut rapporter gros.

COPIE AGRANDIE
COPIE CONFORME
COPIE REDUITE
COPIE REDUITE
COPIE REDUITE

Le système de réduction et d'agrandissement Toshiba est un des plus complets et des plus performants au monde. Des doubles formats à la carte de visite, vous pouvez obtenir 3 taux de réduction, une reproduction conforme et un taux d'agrandissement. Un copieur qui ne se contente pas de copier, c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGIMA SYSTEMES 1795 RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75002 PARIS
TEL. 773 97 031 / 773 30 11

CYCLISME

Marc Gomez champion de France

Le championnat de France, organisé en une seule épreuve, consacre rarement le meilleur coureur de la saison, mais il désigne toujours un routier de qualité. On a pu le constater une fois encore, dimanche 26 juin à Carcassonne, en assistant à la victoire du revenant Marc Gomez. Un Gomez habile, efficace et inspiré comme il peut l'être dans ses jours fastes.

De notre envoyé spécial

Carcassonne. — Ce Breton d'origine espagnole, qui portait naguère la barbe et qu'on reconnaît à ses lunettes, n'avait pas fait beaucoup parler de lui depuis son succès inattendu l'an dernier dans Milan-San Remo. On le savait pourtant en bonne condition, prêt à tenter sa chance et décidé à faire oublier ses entre-performances des mois écoulés. Opération réussie. Il est sorti vainqueur d'une course mouvementée dont il a déjoué les pièges et surmonté les problèmes, qui n'étaient sans doute pas simples. Il a su s'économiser sans jouer pour autant les atténuations, bref, il a manœuvré adroitement avant de battre en force et en finesse Jacques Michaud, avec lequel il s'était échappé durant les derniers tours.

Disputé sur un circuit de 12 kilomètres qu'il fallait boucler vingt et une fois, le championnat de France se situait dans le prolongement du Grand Prix du Midi libre et du Tour de l'Aude. Il mettait ainsi un terme à deux semaines de cyclisme au cœur du Languedoc, et son résultat donne à cette concentration une certaine unité. Gomez avait en effet gagné une étape du Tour de l'Aude, à Carcassonne précisément, et c'était

la indication d'un retour en forme opportun. Bernaudeau, vainqueur du Midi libre et troisième du championnat, a probablement laissé passer quant à lui une occasion exceptionnelle de conquérir le maillot tricolore. Mais il a assuré la protection de son équipier Marc Gomez et il a confirmé une condition physique prometteuse à quelques jours du Tour de France.

Avec ses routes sinueuses, le parcours se prêtait à l'offensive. Avec ses longues portions de faux-plats qui cassent les jambes, il devait provoquer au fil des heures une sélection irréversible, d'autant que les pluies d'orage ajoutaient aux difficultés du terrain. De nombreux coureurs, parmi lesquels Pascal Jules, Vallet, Chappuis, Graignie et Poissonnier, prirent le risque de se détacher loin du but dans l'espoir de creuser un écart décisif. Ils échouèrent. Tout au long de cette course de mouvement, il importait de se montrer patient et circuler. Il fallait anticiper, prévoir, mesurer ses efforts, frapper à coup sûr. Michaud d'abord, Gomez ensuite ont appliqué à leur manière la règle préconisée autrefois par Henri Pélissier : attaquer le plus tard possible, mais avant les autres.

L'équipe Peugeot, qui paraissait la plus puissante, a subi contre toute attente une lourde défaite collective. Or son meilleur représentant ne fut autre que Pascal Simon, récemment pénalisé pour dopage à la suite de sa victoire dans le Critérium du Dauphiné libéré. Cette sanction ayant été désapprouvée par l'ensemble des coureurs professionnels, l'affaire a suscité des remous dans le monde du cyclisme à la veille du Tour de France, et elle laisse une impression de malaise. On estime généralement que Pascal Simon, capable d'avoir absorbé un médicament délivré sans ordonnance, a été fustigé pour l'exemple alors que de toute évidence les contrôles, dans leur forme actuelle, sont impuissants à déceler certains produits d'une haute toxicité. La lutte anti dopage est indispensable, mais sa réglementation réclame décidément une profonde réforme.

JACQUES AUGENDRE.

MOTOCYCLISME

L'ACCIDENT DE L'ITALIEN UNCINI

Après l'accident dont il a été victime, samedi 25 juin, à Assen au cours de l'épreuve des 500 centimètres cubes du Grand Prix des Pays-Bas, le pilote italien Franco Uncini a commencé à reprendre conscience à l'hôpital universitaire de Groningue où il a été admis. Agé de vingt-huit ans, Franco Uncini souffrait d'une grave commotion cérébrale et de blessures au visage.

Le pilote italien, champion du monde en titre, avait chuté avec sa Suzuki à la sortie d'une courbe. Deux concurrents réussirent à l'éviter, mais un troisième, l'Américain Wayne Gardner, fut de plein fouet, à près de 200 kilomètres/heure, la tête casquée d'Uncini au moment où ce dernier se relevait pour quitter la piste.

AÉROSTATION

Des ballons sur Paris

On a craint le pire. Et pourtant, malgré le ciel bas et le violent orage qui a éclaté, dimanche 26 juin en fin d'après-midi sur Paris, le départ de la Coupe Gordon-Bennett a bien été donné de la place de la Concorde, à onze ballons à gaz en présence de plusieurs dizaines de milliers de spectateurs.

Organisée dans le cadre du bi-centenaire du premier vol humain, la Coupe Gordon-Bennett réunit des concurrents de neuf pays qui doivent franchir sans se poser la plus grande distance possible à bord de leur ballon dont la capacité a été limitée à 1200 mètres cubes. Créée en 1906 par M. James Gordon Bennett fondateur du Herald Tribune, cette compétition a été disputée pour la dernière fois en 1938 et gagnée par la Pologne.

Deux heures seulement après l'envol du dernier aérostat, une dizaine de ballons se trouvaient au-dessus de Coulommiers (Seine-et-Marne) distant d'une soixantaine de kilomètres de la place de la Concorde.

L'absence de vent a considérablement retardé l'avance des ballons qui ont pris peu à peu la direction du Sud-Est, de la Suisse ou de l'Italie.

ATHLÉTISME

Courte défaite des États-Unis... à Los Angeles

La nouvelle piste du Coliseum de Los Angeles — le stade olympique où se dérouleront les Jeux de 1984 — n'a pas porté chance aux athlètes américains qui remportaient, les 25 et 26 juin, les Allemands de l'Est. C'est finalement par 197 points à 181 que les Allemands se sont imposés : une courte victoire en comparaison de leur triomphe de l'an dernier à Karl-Marx-Stadt. Dix-sept mille spectateurs — une mi-

Voyager à l'étranger pour quelques francs ?

Venez avec nous en Hollande, en Italie, en Hongrie ou en Irlande ou aux États-Unis, sans pour autant délaissier la France, la Belgique et la Suisse.

Comment ? En lisant SPIRIT, seule revue internationale de course à pied. En superbes couleurs, le n° 68, de juin-juillet, vous ennuiera en ces divers pays. Avec au bout de votre lecture un concours (qui prend fin le 10 juillet) doté de deux grands prix-voyages : à Dublin et à New York !

Ce numéro de 104 pages : 23 F, port compris (26 F pour l'étranger). Prix de l'abonnement (environ 600 pages) : 120 F. Chèques à l'ordre de O. Ring, L'Escalade A3 74160 St-Julien-en-Genevois C.C.P. 3083.71 J LYON

Automobilisme

RALLYE DE NOUVELLE-ZÉLANDE

La Française Michelle Mouton (Audi-Quattro) a porté à près de cinq minutes son avance sur l'Allemand de l'Ouest Walter Rohrl (Lancia) dans le rallye de Nouvelle-Zélande au terme de la deuxième étape qui a pris fin ce lundi matin 27 juin.

Motocyclisme

GRAND PRIX DES PAYS-BAS. L'Américain Kenny Roberts (Yamaha) a gagné, samedi 25 juin à Assen, le Grand Prix des Pays-Bas (catégorie des 500 cm³) devant le Japonais Takazumi Katayama (Honda) et l'Américain Freddie Spencer (Honda). Avec 83 points, il s'est adjugé huit points de retard sur son compatriote Spencer (93 points), premier du classement provisoire du championnat du monde.

sère ! — garnissaient les tribunes pour voir s'affronter les deux premières nations du monde de l'athlétisme.

Parmi les performances du premier rang, il faut relever le nouveau record du monde au poids de l'Allemand Udo Beyer (22,22 mètres) et le prodigieux parcours de Carl Lewis dans le relais 4 x 100 mètres, où le lévrier noir a descendu le chrono aux alentours de 9 secondes, départ lancé, le quart américain (avec King, McNeill et Gant) réalisant en 38 sec 71 son meilleur relais de l'année. Résultat identique des relayeurs américains dans la même discipline 4 x 100 mètres, qui totalisèrent 41 sec 63, malgré les sprinteuses allemandes Maria Koch et Marlies Göhr, vaincues depuis les Jeux de Munich.

Ce sont, en fin de compte, les épreuves féminines qui ont permis à l'Allemagne de l'Est de l'emporter par 100 points à 56.

Rappelons qu'en 1982 les Allemands avaient totalisé 207 points contre 172 aux Américains.

SPORTS ÉQUESTRES

Succès suisse et danois à Aix-la-Chapelle

Après avoir gagné, vendredi 24 juin, la Coupe des Nations du C.S.I.O. d'Aix-la-Chapelle après un barrage avec les Britanniques et les Allemands, les cavaliers suisses ont gagné, dimanche 26 juin, le Grand Prix d'Aix-la-Chapelle. Willi Mellinger, sur Van Gogh, a, en effet, réussi un saut sans faute en 37 sec 31 dans le parcours de barrage pour lequel cinq cavaliers s'étaient qualifiés.

Les cavaliers allemands avaient eu, la veille, plus de réussite en gagnant, pour la dixième fois consécutive, le Championnat d'Europe de dressage par équipes. La France a terminé à la huitième place.

De son côté, la Danoise Anne-Grethe Jensen sur Wallach Marzog a remporté le titre individuel en battant de 133 points le champion du monde ouest-allemand Rainer Klinker sur Ahlerich.

Les résultats

En 250 cm³, le Vénézuélien Carlos Lavado (Yamaha) a gagné l'épreuve devant son compatriote Ivan Palazquez (Yamaha) et le Français Hervé Guillevin (Kawasaki) et demeure en tête au classement du monde avec un total de 72 points.

Natation

RECORD D'EUROPE

L'Allemand de l'Ouest Michael Gross, qui avait établi le record d'Europe du 200 mètres papillon en 1 min 58 sec 37, vendredi 24 juin, à Hanovre, a amélioré cette performance samedi 25 juin en nageant la distance en 1 min 58 sec 22.

Tennis

TOURNOI DE WIMBLEDON

Journée du 25 juin
SIMPLE MESSIEURS
Seizièmes de finale : Tanner (E-U, 125) b. Wilander (Suède, 7), 6-7, 7-5.

TENNIS

AU TOURNOI DE WIMBLEDON

L'affrontement de deux générations

La première semaine des Internationaux de Grande-Bretagne s'est terminée avec son lot de surprises, habituel au demeurant sur une surface comme l'herbe, où chaque match est une partie de poker.

Chez les dames, quatre têtes de série n'ont pas franchi les trois premiers tours, la Hongroise Temesvári, l'Allemande de l'Ouest Hanika et les Américaines Schriver et Evert-Lloyd, qui venaient de gagner à Roland-Garros. La révélation du tournoi est la Néo-Américaine

Narratlova, tenant du titre, fait désormais figure de favorite, a été la Canadienne Bessett, âgée de quinze ans, qui avait gagné le dernier « Orange Bowl », tandis que la Britannique Wade, âgée de trente-sept ans, et l'Américaine King, âgée de quarante ans, sont toujours en lice.

Chez les hommes, sept têtes de série sont tombées : le Suédois Wilander, les Argentins Clerc et Vilas, les Américains Denton, Pfister,

De notre envoyé spécial

avait alors été à deux doigts de la victoire : à 4-3 dans la cinquième manche, il avait mené 15-40 sur le service du Suédois, qui avait réussi à cette occasion un des plus sensationnels rétablissement de sa carrière. Quelques semaines plus tard, Tanner avait d'ailleurs pris sa revanche en éliminant Borg en quarts de finale des Internationaux des États-Unis.

Rencontrer Tanner constituait donc pour Wilander un double examen : il avait à faire la preuve qu'il progresse sur herbe et qu'il peut soutenir la comparaison avec Borg, face à cet adversaire. La bataille fut serrée, sans doute le plus beau match de cette première semaine. La confrontation des styles était fascinante. D'un côté, le tout ou rien de Tanner en service-voilé. De l'autre, la défense opérationnelle de Wilander en *passing-shot* et retour de service. Le Suédois gagna la première manche au tie-break (6-6) après avoir mené 5-2. Dans la deuxième set, les deux joueurs commencent par perdre tour à tour leur service, puis Wilander eut deux balles de 5-4 sur l'engagement de Tanner, qui rétablit la situation avec deux aces et bénéficia des fautes au filet du Suédois pour l'emporter 7-5.

L'Américain eut le gain des deux manches suivantes en concédant deux *breaks* chocs fois, mais en en provoquant trois. Après deux heures et dix huit minutes de jeu extrêmement serré, Tanner s'imposa donc en quatre sets (6-7, 7-5, 6-3, 6-4).

Rétrospectivement, on comprend mieux l'effort surhumain qu'avait dû produire Borg pour revenir dans la finale de 1979. L'Américain était alors à l'apogée de sa forme. Mais, pour juger Tanner aujourd'hui, il ne faut pas se fier seulement au classement de l'ordinateur. Le joueur du Tennessee, qui a longtemps souffert d'une blessure au

bras contractée au tournoi de Richmond, s'est entraîné tout spécialement pour Wimbledon, l'herbe étant sa surface favorite (il a gagné les Internationaux d'Australie en 1977) : il a en particulier suivi les conseils d'un entraîneur de Santa-Barbara, Jerry Hatchett, qui lui a fait travailler sa volée en s'inspirant de celle de McEnroe.

Cet entraîneur lui a également fait adopter une attitude psychologique plus sereine à l'égard de la compétition, en lui conseillant de ne pas se préoccuper de préserver son palmarès, mais d'aborder chaque match avec agressivité. Autrement dit, comme une voiture qui a beaucoup roulé, Tanner avait besoin d'une bonne révision, moteur et direction, avant d'aborder de nouveau un grand tournoi. Cela a été très bien fait ; toutefois le kilométrage reste inscrit au compteur.

L'Américain délivre toujours des premières balles de service avec un *timing* parfait, donnant l'impression qu'il ne produit pas d'effort : il réussit ainsi plus de six aces et autant de services gagnants en moyenne par manche contre Wilander. En revanche, sa deuxième balle est un engagement très moyen : les retours de Wilander auraient pu lui faire perdre l'avantage à la marque pendant la deuxième et la quatrième man-

NOAH QUITTE L'A.T.P.

Estimant que l'Association des joueurs professionnels (A.T.P.) ne favorisait pas suffisamment les joueurs de la catégorie des 18 ans, le jeune Noah a décidé de quitter son statut professionnel, lequel l'obligeait à être suspendu, Yannick Noah a décidé de quitter son statut professionnel, lequel l'obligeait à être suspendu, Yannick Noah a décidé de quitter son statut professionnel, lequel l'obligeait à être suspendu.

JEUX SCOLAIRES

L'éclosion des DOM-TOM

Après le report des Jeux de l'avenir pour des raisons financières, Fontainebleau a organisé les quatrièmes Jeux de l'U.N.S.S. (Union nationale du sport scolaire). Les 24, 25 et 26 juin, plus de trois mille six cents jeunes des catégories benjamins et minimes ont participé à ces championnats de France scolaires qui réunissent l'ensemble des académies.

Alliance du sport de masse et d'élite, les Jeux de l'U.N.S.S. 1983 ont été marqués par plusieurs records. Ils ont aussi confirmé la très forte poussée des jeunes sportifs des DOM-TOM.

De notre correspondant

Fontainebleau. — Pendant les trois premières années de leur existence, les Jeux de l'U.N.S.S. se sont déroulés à Saint-Médard-en-Jalles, près de Bordeaux. En choisissant Fontainebleau, les organisateurs ont sans doute voulu mettre du baume au cœur des élus locaux, depuis par l'annulation des Jeux de l'avenir. Ils ont réussi. Et, malgré une préparation hâtive, la présence de cinq mille personnes, concurrents et accompagnateurs, n'a pas posé de réels problèmes dans la cité impériale, où la saison touristique a pourtant déjà commencé.

An cours de ces trois journées de compétition, les jeunes scolaires ont participé à des épreuves de gymnastique, d'athlétisme et de natation individuelles et par équipes. Selon le nouveau directeur de l'U.N.S.S., M. Philippe Graillet, il s'agit de créer une large base de sportifs dans laquelle se dégagera une élite. « En incitant de très nombreux enfants à participer, nous souhaitons voir tomber des records, mais nous espérons aussi donner à ceux qui ne sont pas de grands champions l'envie de poursuivre la pratique du sport, explique-t-il. Si 90 % des jeunes continuent le sport après l'école, je crois que ma mission serait remplie. »

Les écoliers des départements et territoires d'outre-mer, qui participaient pour la première fois à ces Jeux, ont réussi leur entrée. En athlétisme notamment : premiers aux places aux épreuves multiples par équipes pour les benjamins du collège La Foa de Nouvelle-Calédonie ; deuxième place pour les minimes du collège des Aghyres en Guadeloupe ; des classements plus qu'honorables pour les formations martiniquaises également, et surtout quelques belles victoires individuelles. Amédée Paisley, de la section sportive du collège de Bouillante en Guadeloupe, a amélioré son propre record aux 500 mètres plat minime

(1 min, 7 sec. 34 contre 1 min, 7 sec. 96). Son copain Jean-Luc Schigini a pris la deuxième place aux 150 mètres. Quant à la petite Néo-Calédonienne, l'athlète a battu le record de France du lancer de javelot minime avec un jet de 40,82 mètres.

Ces résultats s'expliquent en partie par le développement du sport scolaire hors de la métropole. A la Réunion, les effectifs de l'U.N.S.S. ont plus que doublé en trois ans. « Grâce à la création de soixante-trois postes d'enseignants à la rentrée 1982-1983, une vraie politique de relance du sport à l'école a pu être mise en place », déclare M. Charles-André Florent, directeur régional de l'U.N.S.S. à la Réunion. Cette année, nous avons été débordés par l'afflux de jeunes et nous avons constaté que nous disposions d'un potentiel très important surtout en athlétisme. L'intérêt de ces Jeux est de permettre à nos sportifs de se situer face aux jeunes de métropole. Cependant, nous avons dû limiter le nombre des sélections en raison du prix élevé du voyage.

Il reste que d'énormes différences de poids et de taille chez les enfants en pleine croissance modifient les résultats des épreuves. A côté d'un colosse comme Patrice Boukobza (Guadeloupe), champion de France du 80 mètres plat (1,87 mètre et 85 kilos), les minimes font souvent figure de gringalets. La plupart des entraîneurs s'accrochent pourtant à reconnaître la valeur de ces compétitions. M. Alain de Chavigny, responsable des sports scolaires en Martinique, remarque : « On va voir désormais des Angélis obtenir des résultats sur les haies et dans les concours (lance et disque). Nos jeunes ont gravi leur plateau et une dizaine de records de Martinique sont tombés à Fontainebleau. »

CHRISTIAN-LUC PARSONS.

Le Monde

culture

MUSIQUE

PERCUSSIONS A CHAILLOT

Des bruits apprivoisés

Pour l'avant-dernier de la série de dix concerts qu'il donne cette saison au Théâtre de Chailiot, l'ensemble Musique vivante a su réaliser un heureux équilibre entre le connu et la découverte. Pas de créations mais, sous le titre « Non-stop percussions », de grandes reprises qui, pour une bonne partie de l'auditoire, étaient des premières auditions.

Entrecoupé d'improvisations de Djemchid Chemirani sur le zarb (1) dont il joue en virtuose inspiré (car dans la musique non écrite le virtuose est fonction de l'inspiration), le programme allait de la percussion classique, presque historique, dont la formation, mais celle-ci paraît à la fois plus neuve et plus aboutie. En outre, l'exécution sous la direction de Diego Masson, était particulièrement soignée.

Le concert s'achevait un peu après minuit (1) avec Tribadum exécuté sur un rythme marocain de Vinko Globokar pour « traduction du titre » trois percussionnistes, ou davantage, guidés par un rythme inimitable mais inépuisable du public. Si la similitude des interprètes, les membres du trio Le Cercle, et une certaine théâtralité semblent justifier un rapprochement avec Dressur, de Kagel, il apparaît vite que ce dernier se soucie d'abord d'organiser clairement son œuvre tandis que Globokar renonce à rien de ce qui peut faire éclater la forme ; perturber le moindre rythme d'ordre : cymbales jetées à terre, papier déchiré, coups de revolver, feu de Bengale... Devant cette avalanche de coups de théâtre qui ne sont pas nécessairement des gags, on se sent un peu désorienté. C'est sans doute ce que cherche le compositeur qui se met, à juste titre, des classifications habituelles et des récupérations esthétiques qui rendent inopérant tout geste artistique, aussi véhément soit-il.

GÉRARD CONDÉ.

★ Le dernier concert de l'ensemble Musique vivante, pour cette saison, au Théâtre national de Chailiot, a lieu ce mardi 27 juin. Au programme : Variété, Aïssa, Estrada et trois œuvres de Xenakis.

(1) Petit tambour indien.

CINÉMA

Le temps des reprises

(Suite de la première page)

On admire toujours les images (avec les scènes d'intérieur éclairées aux bougies, sans projecteurs), les tableaux de mœurs, les portraits de personnages (dont Ryan O'Neal, qui n'a jamais été meilleur qu'ici) et le style d'un cinéaste qui a poussé la perfection esthétique à un degré rarement atteint, pour exprimer à la fois le réalisme historique et sa vision pessimiste de la nature humaine.

Autre retour : Annie Hall, de et avec Woody Allen. Humour juif et intellectuel new-yorkais passés au crible de la dérision. Dans les difficultés du couple Alvy Singer (lui-même) - Annie Hall (Diane Keaton), Woody Allen pestichait Ingmar Bergman. Voilà bien un film à revoir, à la lumière de l'évolution de son auteur.

Woody Allen, grand comique tourmenté, qui met plus ou moins en scène sa propre vie, sa psychanalyse, son fantasme, invente des gags explosant en bulles de mélancolie, d'émotion, et de gravité. Sa loufoquerie pessimiste est un des visages de l'Amérique... qui la juge, maintenant, trop européenne.

Une remontée dans le temps nous amène à l'extravagant Mr. Ruggles de Leo McCarey, dont la dernière reprise date de 1988. Tourné en 1934, un an après le Soupe au oignon (avec les Marx Brothers), ce film confronte un parfait maître d'hôtel, de grande tradition britannique et victorienne (l'action est située en 1908), et une bourgeoisie américaine encore mal dégrossie. L'aristocrate maître anglais de Ruggles l'ayant « perdu » au poker, à Paris, le butler stylé se retrouve dans une bourgade du Texas, au service de riches parvenus, mêlés à des descendants de pionniers qui ont gardé des manières frustes. Il va pourtant, là, découvrir la vraie démocratie.

Leo McCarey sacrifie, dans cette comédie bouffonne à l'esprit rose-velvet, cet idéalisme prôné à la même époque par Frank Capra, idéalisme culminant dans la scène où Ruggles récite aux clients mécontents d'un salon la manifeste de Lincoln à Gettysburg, que ces paysans américains ignoraient totalement. On est fasciné par l'interprétation de l'acteur anglais Charles Laughton dont le visage lunaire, les yeux à l'état ambigu, le corps grassouillet, apportent, dans une parfaite adéquation au personnage de Ruggles, une ironie troublante.

Autre reprise d'importance - sinon, à nos yeux, la plus importante - Ritz amer de Giuseppe De Santis. Réalisé en 1948, ce film lance Silvana Mangano comme une « bombe sexuelle », une Rita Hayworth italienne non sophistiquée mais ondulant lascivement sur un air de danse joué au phonographe, se promenant dans les rizières de la plaine du Pô en short, en pull-over collant et ses bas noirs déchirés roulés au-dessus des genoux.

Or l'actrice américaine Doris Dowling (grande et séduisante comédienne), Vittorio Gassman en jeune crapule et Raf Vallone, qui débute comme acteur, sont des personnages aussi forts que le Mangano dans cette chronique de la vie des mondains (ouvriers saisonniers du repiquage du riz à laquelle est mêlé, intégrée, une intrigue policière renvoyant le propos social, contrairement à ce qu'on a dit autrefois).

Cinéaste marxiste, comme Carlo Lizzani (qui participera au scénario), De Santis a filmé, dans les décors naturels de l'Italie du Nord, des scènes dramatiques et lyriques respectant davantage le grand cinéma soviétique de Dovjenko et Doneskoff que le « néo-réalisme » façon Rossellini ou De Sica. Il a, aux moments cruciaux du film, utilisé le montage parallèle de façon épique. Et l'érotisme de Silvana Mangano sert à caractériser une fille du peuple à laquelle les romans-photos ont tourné le tête et qui, pour sortir de la misère, subit l'influence néfaste du voyou qu'elle croyait avoir épousé.

Il la traite en objet sexuel avec un certain sadisme ; elle trahit pour lui la collectivité, puis se rachète par sa mort volontaire. La fin est sublimée, tandis que Doris Dowling, la femme de chambre complice de Gassman, se transforme en contact des mondains parmi lesquelles elle s'est glissée clandestinement, et de Raf Vallone, le soldat démobilisé après dix ans de service.

Dès son premier film, Chasse tragique (précédant Ritz amer), Giuseppe De Santis traitait d'une manière originale les problèmes sociaux et les luttes de classes. Il a été, en définitive, mal compris et singulièrement mésestimé. Une rétrospective complète s'impose aujourd'hui.

JACQUES SICLIER.

• Voir les programmes

APRÈS LE GRAND PRIX REINE-ELISABETH DE BELGIQUE

Le mystère Volondat

Le 28 mai dernier, un jeune Français de vingt ans, Pierre-Alain Volondat, remportait à Bruxelles le concours de piano Reine-Elisabeth de Belgique (1), un des trois ou quatre plus importants à travers le monde. Il déclenchait un formidable enthousiasme à travers le pays, chauffé à blanc par la diffusion des épreuves en direct à la radio et à la télévision, commentées au fur et à mesure par des musicologues-reporters comme les matheux de la Coupe du monde de football.

Le service de presse n'ayant pas daigné informer les journaux français, fut-ce simplement des dates des épreuves, aucun critique parisien n'assistait aux finales, ce qui déchaîna la colère de l'opinion belge assaillant nos rédactions de lettres indignées. Une tribune libre d'un lecteur, publiée le 10 juin en première page du Soir, le plus grand journal bruxellois francophone, attirait encore les passions : comparant la couverture journalistique du triomphe de Noth et le silence sur Volondat, l'auteur y voyait l'indice d'un mépris pour les Belges - et, au-delà, la volonté de caquer l'événement. La presse française étant aux ordres du lobby le plus puissant de France, celui des professeurs de piano au conservatoire de Paris - qui aurait interdit au jeune homme de se présenter.

Bravant l'oukase de ce lobby imaginaire, les principaux critiques français, furieux de n'avoir pu assister à « l'événement » dont personne n'avait eu l'idée de les avertir (2), se précipitaient au premier récépissé du lauréat dans son pays, dimanche, au château de Groussay, près de Montfort-Amaury, qui recèle un ravissant petit théâtre à l'italienne : on se croirait presque au Cuvillies de Munich...

Au risque d'encourir de nouvelles foudres de nos voisins, je dois avouer

ma déception. Non que ce garçon très étrange, au regard d'outre-tombe, ou soit un pianiste doué : les Etudes op. 10 de Scriabine révélaient une technique harmonieuse, sans déchaînement spectaculaire, une diction claire, une sonorité sans la moindre dureté, un toucher parlant par-delà la note, un peu à la manière de Cortot, et l'ou se prêtait à rêver.

Mais la Sonate op. 101 de Beethoven se déroulait ensuite trop sagement, assez scolaire et ennuyeuse, sans passion ni enchantement, avec une fugue très en mesure et ordinaire. Même les Ballades op. 10 de Brahms gardaient un caractère raide, avec un énoncé très « vertical », dépourvu de cette tension en devenir qui fait les beaux élan et les phrases inspirées. Dans la partie médiane de la dernière seulement, avec ces enchaînements d'arpèges qui creusent d'étonnantes mondes intérieurs, comme un écho de ténébres schubertiennes peut-être, des visions semblaient luire au fond de ces sonorités, qui témoignaient d'un don remarquable pour l'exploration des profondeurs.

Mettions notre déception sur le

compte de la fatigue du pianiste, d'un cadre et d'un auditoire peut-être réfrigérants, loin des salles belges surexcitées et des épreuves de haute technicité qui décuplent les capacités nerveuses et l'intuition. Disons simplement que les délires bruxellois nous ont paru dimanche bien mystérieux. Pierre-Alain Volondat ne nous a pas semblé un pianiste hors série, comme un Kocsis, un Pogorelich ou un Dalberto dans des registres différents. Mais il a l'avenir devant lui pour s'accomplir à partir du fameux tremplin qu'est le concours Reine-Elisabeth.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Né le 28 juillet 1962 à Vierzion, élève du conservatoire d'Orléans, puis du conservatoire supérieur de Paris, où il a obtenu les premiers prix de piano (classe de Gabriel Tacchino), d'harmonie, de musique de chambre et d'analyse. Premier Français à triompher au concours Reine-Elisabeth. Il y a reçu également le Prix des auditeurs et celui de l'interprétation de l'œuvre contemporaine imposée.

(2) J'étais personnellement à Bruxelles le 29 mai, en toute innocence, pour rendre compte de Kati Kabanova à la Monnaie (le Monde du 31 mai)...

ROCK

SUPERTRAMP A SCEAUX

La machine à tubes

Le rock n'a pas cessé d'appartenir au show business avec ses studios, ses radios et à toujours fait une énorme consommation de groupes. Quelques-uns de ceux-ci, faiseurs de tubes spécialement méritants, ont inondé le marché, récoltant plusieurs pelletteries de disques d'or. Parmi eux les Moody Blues, Procol Harum, Grand Funk Railroad. C'est arrivé plus récemment à Supertramp.

Ces super-groupes n'abritent pas d'individualité en leur sein. Ils forment un tout, c'est ce qui fait leur force, mais aussi ce qui les condamne à un renouvellement perpétuel et donc un jour à la mort. La son qu'ils ont offert est primitivement tissé, enregistré dans un studio considéré lui-même comme un véritable instrument. Les éléments de la réussite éventuelle sont mis au point une fois pour toutes : sous des dehors progressifs abordables pour le plus grand nombre, leur musique met en avant la joiesse de la mélodie, joue sur les harmonies vocales, sur une certaine pompe dans les arrangements, sur l'omniprésence d'un instrument (le mélotron chez les

Moody Blues, le saxophone chez Supertramp), sur un travail minutieux plaqué sur un nombre restreint d'idées.

Composé d'un Américain (le batteur Bob Siebenberg) et de quatre Anglais vivant en Californie (Rick Davies et Roger Hodgson aux claviers, John A. Hell-wail au saxophone et aux synthétiseurs, Dougie Thomson à la basse), Supertramp est le super-groupe commercial de la fin des années 70. Un album techniquement propre, produit en 1979 (Breakfast in America) et vendu à près d'un million d'exemplaires rien que dans l'Hexagone, a apporté aux cinq musiciens une renommée dont, à l'évidence, ils ne se sont pas encore tout à fait remis.

Dans le magnifique cadre du parc du château de Sceaux, Supertramp n'a d'ailleurs pas démenti. Sa musique est assez élaborée et n'est pas dépourvue d'un certain humour. C'est agréable à écouter mais ça ne bouleverse pas. Il manque le charisme, l'alchimie d'une œuvre.

CLAUDE FLÉOUTER.

Mort du compositeur Alberto Ginastera

Le compositeur argentin Alberto Ginastera est mort le 25 juin à Genève. Il était âgé de soixante-sept ans.

Alberto Ginastera était l'un des compositeurs les plus importants d'Amérique latine. Né le 17 avril 1916 à Buenos-Aires, où il fit ses études musicales, il fut rapidement connu grâce à Panambi, une suite d'orchestre créée au Théâtre Colon en 1937, et obtint une bourse de la Fondation Guggenheim aux Etats-Unis. Il reçut alors de très nombreuses commandes, et sa réputation s'étendit sur les deux rives de l'Atlantique. Il dirigea le conservatoire de La Plata de 1945 à 1952, fut nommé en 1953 professeur de composition au conservatoire de Buenos-Aires et fonda, en 1962, un institut pour les jeunes compositeurs sud-américains. En 1970, il s'installait à Genève.

S'appuyant d'abord sur le folklore argentin à l'état plus ou moins brut (Panambi, Estancia), à partir de 1950, tout en s'inspirant encore de sujets nationaux, son écriture devint plus abstraite pour aboutir, vers 1958, à l'utilisation d'un langage sériel presque total allié à un lyrisme très expressionniste. Outre de nombreuses œuvres instrumentales (dont trois quatuors à cordes et des concertos pour piano, violon, violoncelle et hautbois), il laisse de grandes partitions vocales, une Cantate pour l'Amérique magique (1961), Milena (1973), et des opéras, Bomarzo (1967), Restricción (1971), Barba (1977). Le plus célèbre de ses opéras, Don Rodrigo, fort bien accueilli lors de sa création à New-York en 1966, n'obtint qu'un succès mitigé à Strasbourg en 1976. Mais son œuvre, qui révèle un tempérament puissant, reste presque tout entière à découvrir en France. — J.L.

■ Nous apprenons la mort survenue à La Chaux-de-Fonds (en Suisse), dimanche 26 juin, du peintre Sigismond Kolos-Vary. Il était âgé de quarante-quatre ans.

[Né en 1899 en Hongrie, Kolos-Vary était venu à Paris après avoir fait des études à l'Ecole des beaux-arts de Budapest. Il a évolué vers l'abstraction et fait de la lumière le vrai sujet de sa peinture. Kolos-Vary séjourna fréquemment en Suisse.]

■ M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, a annoncé que « la constitution de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (I.F.C.I.C.) est devenue effective le 22 juin 1983 ». Le conseil d'administration, où sont représentés l'Etat, le Crédit national, le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises ainsi que huit banques, a élu à la présidence de l'I.F.C.I.C. M. Jean Saint-Gours, président du Crédit national. L'Institut, selon le ministère de la culture, « aidera au financement des films français et des industries du cinéma ; il veillera à susciter et à organiser la concurrence entre les organisations privées ».

20^e FESTIVAL DU MARAIS

8 Juin - 13 Juillet 83

MICHEL RAUDE
PRÉSIDENT FONDATEUR DIRECTEUR ARTISTIQUE

THEATRE - OPERA - DANSE - CONCERTS - SPECTACLES POUR JEUNES
ANIMATIONS DE RUES - EXPOSITIONS - VISITES - CONFÉRENCES
DANS LES PLUS BEAUX MONUMENTS ILLUMINÉS D'UN QUARTIER
CHARGÉ D'HISTOIRE.

FETES DE NUIT EN L'HOTEL DE SULLY

LE TAILLEUR DE LA PLACE ROYALE

Un mélodrame de cape et d'épée
mis en scène par
ALAIN PRALON
Sociétaire de la Comédie Française

Du 28 JUIN au 12 JUILLET (sauf dimanche, jeudi 30 juin et vendredi 8 juillet)

LOUEZ VOS PLACES

PAR TÉLÉPHONE
48h avant chaque spectacle : 274.06.10 (tous les jours de 10h à 18h, sauf dimanche)

AUX BUREAUX DE LOCATION
Centre d'Information du Festival du Marais, 68 rue François-Miron, Paris 4
(tous les jours de 11h à 20h - dimanche de 14h à 18h)

PAR CORRESPONDANCE
RENSEIGNEMENTS ET ENVOI GRATUIT DU DEPLIANT-PROGRAMME
CENTRE D'INFORMATION DU FESTIVAL DU MARAIS
68, rue François-Miron - 75004-PARIS - TEL. 274.06.10 - 274.81.96 - COLLECTIVITÉS : 278.81.86

COMMUNICATION

Quatrième chaîne: encore beaucoup d'imprécisions

Les deux tiers des téléspectateurs français devraient être en mesure de recevoir les émissions de la future quatrième chaîne à partir de la fin du mois de mai 1984, date de lancement prévue (1). C'est ce qu'a indiqué, jeudi 23 juin, M. François Schœller, président de Télédiffusion de France (T.D.F.). A la fin de l'année, cette proportion serait de 92 %. Le coût de reconversion des installations de l'ancienne première chaîne noir et blanc aura alors totalisé quelque deux cent vingt millions de francs.

L'élaboration du cahier des charges de la future société de droit privé qui bénéficiera de la concession de service public nécessaire pour émettre serait d'autre part, selon le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication, en voie d'achèvement. Sa mise au point définitive est attendue pour la mi-juillet. Les responsables du groupe Havas - chargés du projet de quatrième chaîne - pourront dès lors accélérer la constitution de la société, certains, pressentis pour en devenir actionnaires, préférant, en effet, attendre de connaître les règles du jeu avant de s'engager.

Reste la question des décodeurs, les appareils qui permettent de rece-

voir les émissions, une première tranche de cinq cent mille devrait être commandée pour 1984. M. Schœller a indiqué que différents modèles - que fourniraient plusieurs industriels, de préférence français - pourraient être finalement retenus. Le procédé de décodage adopté ne ferait pas appel à des licences industrielles étrangères. Le procédé de paiement ferait encore, lui, l'objet de discussion entre les pouvoirs publics et les fabricants, la « carte à mémoire » de conception française n'étant pas le seul possible.

En tout état de cause, le prix de vente au public de l'appareil, selon le président de T.D.F., devrait osciller autour de 800 F.

Dans un communiqué publié le 24 juin, l'agence Havas a tenu à prendre ses distances par rapport aux déclarations de M. Schœller, sans toutefois nommer ce dernier : « Pour que les choses soient bien claires et ne pas compromettre les discussions en cours, l'agence Havas ne s'estime liée par aucune déclaration d'où qu'elle vienne. »

(1) En l'état actuel du projet, il est prévu que la quatrième chaîne diffuse six heures par jour dans la soirée, dont trois quarts d'heure non codés.

LES AFFAIRES HERSANT

La C.F.D.T. demande au gouvernement de « faire respecter la loi »

Après l'arrivée de M. Robert Hersant au Dauphiné libéré (le Monde du 2 juin), la Fédération des travailleurs de l'information, de l'audiovisuel et de l'action culturelle (F.T.I.A.A.C.-C.F.D.T.) - interpelle le gouvernement sur sa volonté réelle de faire respecter la loi. Son secrétaire général, M. Michel Rey, s'est étonné, lors d'une conférence de presse réunie mardi 21 juin, que les pouvoirs publics ne prennent eux-mêmes l'initiative de poursuivre devant les tribunaux tous ceux qui enfreignent manifestement, aux yeux de la C.F.D.T., les dispositions de l'ordonnance du 26 août 1984, interdisant notamment à une même personne de contrôler plusieurs quotidiens.

La C.F.D.T. a donc décidé de se porter partie civile devant le tribunal de Paris déjà désigné compétent lors d'un recours déposé par l'ancien actionnaire principal du Dauphiné libéré, M. Louis Richer, en décembre 1982. Ce syndicat a également engagé une requête contre l'arrêt de la cour d'appel de Grenoble du 31 mai dernier, autre procédure au terme de laquelle M. Robert Hersant a pu reprendre le contrôle du quotidien grenoblois.

M. Michel Rey, qui juge « scandaleux » l'attitude du gouvernement, s'est en outre publiquement interrogé sur l'origine des fonds qui permettent au magnat de la presse française d'étendre régulièrement

son empire en dépit de difficultés financières connues : « L'autonomie des banques nationalisées va-t-elle jusqu'au point où on leur permettrait de financer des opérations contraires à la loi ? »

M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a donné, mercredi 22 juin, un point de vue gouvernemental, en répondant à l'Assemblée nationale à une question orale de M. Jean Gato, député socialiste du Vaucluse. S'exprimant avec véhémence, le secrétaire d'Etat a qualifié d'« insupportable » la situation créée par les initiatives de M. Hersant, qui continue de s'approprier des journaux tout en étant inculpé d'infraction à la législation sur la presse pour ce motif : « Il serait convenable que les lois de la République s'appliquent aussi au citoyen Hersant ! », a ajouté M. Fillioud. Si l'application qu'en font les tribunaux ne permet pas d'assurer le respect des grands principes, alors ce sont les lois qu'il faudra changer !

A Grenoble, M. Robert Hersant a signé avec l'ensemble des syndicats du Dauphiné libéré un procès-verbal donnant un certain nombre d'assurances concernant l'emploi, le maintien de la zone de diffusion (pas d'accord avec le Progrès) et la création d'un « comité de groupe » (pour l'application des lois Auroux).

« DESTINEE CITY », DE JEAN FOUGÈRE

Une fresque pointilliste

Jean Fougère est de ces écrivains discrets qui n'accablent pas les critiques par leur roman semestriel ou annuel. Mais c'est un écrivain qui compte, avec trois recueils de nouvelles, quatre essais, deux satires : les *Bovidés* et les *Nouveaux Bovidés*, délectables, et neuf romans. Intimistes dans *Flo*, *Noë*, tentes d'Avallon ou les *Petits Messieurs*, il s'est lancé dans la fresque avec les *Passegras* (1975), et il récidive aujourd'hui.

Des fresques à sa manière. Une multitude de personnages y grouillent, mais non pas regardés à la façon du romancier, c'est-à-dire globalement, inscrits dans une destinée déterminée, entièrement créée tels qu'en eux-mêmes. Non. Nouvelliste dans l'âme, Fougère happe les gens dans les instants précis où ils se révèlent, « en situation », et on dirait qu'à force de les photographier ainsi, dans telle ou telle pose, il leur dérobe, à leur insu, leur identité. Du pointillisme. Comme chez Seurat, de près, on ne voit que le détail. De loin, les êtres prennent corps et entrent en nous avec une insistance étrange. Rien du procédé, pourtant, dans une technique si au point qu'elle n'apparaît qu'à la réflexion, quand on se demande : « Mais comment diable est-ce fait ? »

Destinée-City est une petite villa américaine bien tranquille, à l'air ordinaire, au bord de la mer, peuplée de gens ordinaires, avec des préoccupations ordinaires et un pourcentage acceptable de doux cinglés, plus un malfaisant en marque de coups à faire, un multimillionnaire à la conscience chargée (mais cela ne lui pèse

guère) et une révérende, superbement bâtie, qui reçoit chaque jour des déclarations téléphoniques anonymes et lubriques. Chacun y mène sa petite vie jusqu'au jour où, Dale, un typhon suivi d'un ras de marée, chamboule l'édifice et dévotte à chacun le fond de sa nature.

La menace de l'ouragan, son déclenchement fou, l'apaisement fallacieux auquel succède, quand tous se croyaient tirés d'affaire, une énorme vague ravageuse, on les ressent, on les voit, comme si on y était, et l'on vit vraiment l'angoisse des mères séparées de leurs enfants, du couple perché sur un toit, de la directrice du musée qui met en vitesse ses collections à l'abri.

Ne pas croire, pour autant, qu'il s'agit d'une œuvre dramatique. La verve comique de Fougère est l'élément dominant de sa nature. Au beau milieu des flots en furie et des drames, il vous lance un trait qui fait pouffer de rire. Par personne interposée, bien sûr. Lui, l'auteur, se cache. Il observe de tous ses yeux, attentif au moindre mot ou geste qui vont lui apprendre - et à nous par la même occasion - quelque chose d'imprévu.

C'est un lissier. La tapisserie animée qui naît sous les doigts, il donne l'illusion qu'il ne sait pas à quoi elle ressemblera, une fois achevée. En réalité, son dessin et ses dessins sont extrêmement élaborés. Tout est dans cet art de donner l'effort et l'effet.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

* *Destinée-City*, de Jean Fougère, la Table ronde, 285 pages, 79 F.

DANS LES RADIOS LOCALES

(De nos correspondants)

● A LYON, un colloque a réuni les 24 et 25 juin de nombreux animateurs de radios locales privées de la région Rhône-Alpes (qui en compte cent cinquante). Organisé par les clubs de la presse de la région, il a été l'occasion de confronter des expériences locales. M. Jean-Michel Galabert, président de la commission consultative des radios locales privées, et M. Didier Béraud, nouveau responsable de la décentralisation à Radio-France, étaient présents. Le Club de la presse de Lyon (tour du Crédit lyonnais, rue Servient, 69003 Lyon, tél. : (7) 863-70-70) a réalisé une cassette reprenant les principales interventions.

● A BREST, des militants du parti indépendantiste socialiste autonomiste d'ENGANN ont occupé, samedi 25 juin, la station de radio locale privée, et M. Didier Béraud, nouveau responsable de la décentralisation à Radio-France, étaient présents. Le Club de la presse de Lyon (tour du Crédit lyonnais, rue Servient, 69003 Lyon, tél. : (7) 863-70-70) a réalisé une cassette reprenant les principales interventions.

● A MARSEILLE, onze journalistes, animateurs et techniciens de Forum 92 (radio du mouvement mutualiste) ont assigné en justice leur président, M. Jacques Graftard, pour « délit d'entrave au droit syndical ». Le personnel vient de mettre fin à une grève de quinze jours pour refus des journalistes dans des organismes mutualistes. Forum 92 fonctionne désormais grâce aux quatre journalistes non grévistes et à des bénévoles.

VENTES

LES CARNETS DE DELACROIX PRÉEMPTÉS PAR LE LOUVRE

Les carnets de croquis de Delacroix, qui relatent son voyage au Maroc en 1832, mis aux enchères dimanche 26 juin par Sotheby à Monaco, ont été préemptés par les musées nationaux pour le cabinet des dessins du Louvre.

Exécutés à l'aquarelle, à la plume et à la mine de plomb, ces croquis avaient été estimés entre 240 000 et 280 000 F. Ils ont atteint 666 000 F. D'une manière générale, les prix de la vente ont, avec un total de 10,75 millions de francs, dépassé les estimations initiales. Une grande esquisse de Tierspohl pour un plafond du palais Fiumi-Moretta à Venise a atteint 1 776 000 de francs ; deux portraits de Largillière, 821 000 F ; un portrait de Gainsborough, 510 000 F ; une peinture attribuée à Giambattista Cimaroli, *Cours de taureaux*, 349 650 F ; une scène paysanne, de François Boucher, 399 600 F, et un panneau de Lancelotti, *La Danse*, 333 000 F.

Une vente de mobilier, le samedi 25 juin, a également réalisé des enchères élevées. Un bureau plat en marqueterie d'époque Louis XV avec ornementation de bronze a atteint 377 000 F, et un second, estampillé par Magon, 344 000 F. Une commode d'époque Louis XIV, en marqueterie de Boulle, a été attribuée pour 643 000 F et une rare table à écrire en placage de corne incrusté de cuivre, de la même époque, a été vendue 510 000 F.

■ Les œuvres d'art qui décoraient le paquebot *France* seront mises en vente à Drouot, le dimanche 10 juillet, sous le marteau de M. Guy Lodemer. Parmi celles-ci des tapisseries signées notamment Groussier, Hilaire, Lurcat, Poirat Lescaud, des tableaux de Brauer, Capson, Chappelin-Widy, Dufy, Ducuyer de Segonzac, etc., de nombreux panneaux de laques, des mosaïques et céramiques de Bazzano, Picasso, etc. Le catalogue rappelant cette triomphante époque de 1962 où le bateau de prestige fut lancé au nom d'une certaine idée de la France comporte plus de deux cents numéros. Les œuvres seront exposées avant dispersion dans seize salles de l'hôtel des ventes, les 8 et 9 juillet.

plages

ESPACES DE CRÉATION ET D'EXPRESSION

du 15 juin au 3 juillet 1983

BOUQUIN ORIS

ENSA 11 QUAI MALAQUAIS 75003 PARIS

Lundi 27 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Film : *La Cage*. Film français de P. Granier-Deferre (1975), avec L. Ventura et I. Thulin (rediffusion). Une femme séparée de son mari s'installe dans une villa de banlieue et, par esprit de vengeance, l'enferme dans la buanderie transformée en cage. Affrontement psychologique à huis clos, d'après une pièce de théâtre. Cela vaut essentiellement par les numéros d'acteurs, Lino Ventura en cours piégé, Ingrid Thulin en amoureuse névrosée.

22 h 15 Portrait : Lino Ventura. Émission de D. Varenne. Un acteur au physique de catcheur, mythe de la virilité soviétique, par Michel Audiard, Claude Sautet et Pierre Granier-Deferre.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre : la Baye. De Philippe Adrien, réal. G. Schumann. Avec A. Feytaud, C. Fernex... Préparation d'un dîner de bord de mer : une soupe infecte, une poule immonde et des engueulades familiales... Le menu habituel de ce genre de manifestation.

21 h 55 Magazine : *Pleinsur le théâtre*, de P. Laville. Avec Danièle Delorme.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

Changez de pot en 30 minutes 60 centes en France POT. 32.32

20 h 35 *Faillitton* : l'Année des Français. D'après T. Flanagan, adapt. E. Mc Cabe, P. et M. Lary.

C'est la défaite, la débâcle. Pour les Français, il ne reste plus qu'à rentrer en France, mais pour les Irlandais patriotes, la seule perspective, c'est la corde. Sixième épisode d'un moment ignoré de notre histoire. L'armée française au secours des Irlandais en 1798.

21 h 30 Journal.

21 h 50 Magazine : *Thalassa*.

22 h 35 Film : *La Part du feu*. Film français d'E. Pétier (1977), avec M. Piccoli, C. Cardinale, J. Perrin, Rufus, R. Bertin, G. Gattand. Un promoteur immobilier découvre que sa femme le trompe avec son adjoint. Mais il a besoin du jeune loup pour ses affaires louches et c'est à lui que celui-ci est le plus attaché. Milieu des trahisons financières et des compromissions politiques comme toile de fond à une relation psychologique très ambiguë entre deux hommes. Narration classique.

0 h 12 Une minute pour une image, d'Agnès Varda. L'album imaginaire de Robert Delpeire commenté par Charles Roux.

0 h 15 Prélude à la nuit. « Sonate pour piano et violon le Printemps », de Beethoven, par J.-P. Wallès (violon) et A. Ciccolini (piano).

FRANCE-CULTURE

20 h, *Prodiges d'une nuit-été*, d'E. Vercy, réal. C. Roland-Mannet, avec J. Duby, R. Favay, C. Piépin...

21 h, L'entre-scène ou les vécus et les rêves : *Réflexions sur la crise de la culture contemporaine*.

22 h 30, *Nuits magiques* : Langues de vipère et autres serpents.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 16 décembre 1982 à l'Auditorium 106) : œuvres d'Arensky, Milhaud, Kocchlin, Tisné, Carles, sol. Y. Henri, piano, A. Moglia, violon, F. Deslogères.

22 h 28, *Fréquences de nuit* : Nuits noires - les dames de la nuit ; œuvres de Tom Waits, Berg, Weill, Steiner...

Mardi 28 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 35 Vision plus.

12 h 10 HF 12 (info).

12 h 30 Atout cœur.

13 h Journal.

13 h 45 Féminin présent.

14 h 10 *Faillitton* : La chute des aigles ; 15 h *Donner* : Le nez ; son histoire, sa place, sa fonction, sa symbolique pour voir plus loin que le bout de son nez.

18 h C'est à vous.

18 h 25 Le village dans les nuages.

18 h 50 Histoire d'enfance.

19 h 5 *Météorologie*.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Les uns pour les autres.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

20 h 35 *Soirée femmes* : Mais qu'est-ce qu'elles disent ? Émission de M.-L. Derrien.

Des reportages sur la condition des femmes dans les mines, en Amérique latine ou à la campagne, extraits de variétés (Sapho, Talila...) et d'extraits de pièces de théâtre : un patchwork désordonné, ininterrompu.

22 h 15 Temps X.

Magazine de science-fiction des frères Bogdanoff. Extraits de la série anglaise, le Prisonnier : mythe et violence.

23 h 25 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.

12 h Journal (et à 12 h 45).

12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.

13 h 35 Émissions régionales.

13 h 50 Série : Les amours des années folles.

14 h 5 Aujourd'hui la vie.

Enfants volés.

15 h Termis à Wimbledon.

16 h 20 *Le monde à 2*.

18 h 30 C'est la vie.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 30 D'accord pas d'accord.

20 h 40 Film : *Tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil*.

Film français de Jean YVES (1972), avec Jean YVES, B. Blier, M. Serrault, J. François, M. Vlado, J. Danno, D. Prevost.

Première réalisation de Jean YVES : une satire de la radio publicitaire avec humour sarcasmique, gags bêtes et méchants. A voir ou à revoir par curiosité et pour les acteurs. Le sujet est passé de mode.

22 h 30 Mardi cinéma.

Avec Françoise Fabian et Nicole Garcia.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 55 Tribune libre.

Comité de liaison pour l'alphabétisation et la formation.

19 h 10 Journal.

19 h 15 Émissions régionales.

19 h 35 Pour les jeunes.

19 h 50 Dessin animé : *Ulysse 31*.

20 h Les jeux.

20 h 30 D'accord, pas d'accord.

L'assurance-vie.

20 h 35 Film : *Un meurtre est un meurtre*.

Film français d'E. Pétier (1972), avec S. Andran, J.-C. Brialy, C. Spaak, R. Hossain, M. Serrault, O. Hussonot (rediffusion). Un mort subit se retrouve veuf, à la suite d'un accident dont on a été victime sa femme infirme. Mais la sœur de la morte, qui lui ressemble de façon frappante, s'installe chez lui, et un maître chanteur vient lui réclamer le prix du meurtre de l'épouse. Intrigue criminelle aux rebondissements calculés. Le spectateur a constamment envie de jouer au détective. Bon film policier bien joué, bien interprété.

22 h 10 Journal.

22 h 35 Espace francophone : Le grand défi.

Émission présentée de Bruxelles, consacrée à la communication dans les pays francophones : télématique, informatique, presse et reportage à Montréal, Dakar et Paris.

23 h Une minute pour une image, d'Agnès Varda.

L'album imaginaire de Robert Delpeire par André François, peintre-illustrateur.

23 h 25 Prélude à la nuit.

« Élie-Dieu à Séville », d'Albeniz, par T. Llacuna.

FRANCE-MUSIQUE

12 h, *Archives lyriques* : Lydia Liptovska, soprano russe.

12 h 35, Jazz : Earl Hines et les petits comités.

13 h, Les nouvelles musiques en dialogue.

14 h, Chœurs de son sépio.

14 h 30, *D'une veillée l'autre* : œuvres de Berlioz, Mahler, Chostakovitch, Liszt.

17 h 5, Les intégrales : œuvres de Mendelssohn.

18 h, Jazz.

18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 106) : œuvres de Pech, Rozmekil, Mili, Berio et Wheatley par le nouveau groupe de percussions d'Amsterdam.

19 h 35, L'Angélique.

20 h 30, Concert (donné à Hambourg le 5 décembre 1982) : « Symphonie inachevée » de Schubert et « Symphonie n° 9 » de Bruckner par l'Orchestre symphonique de la N.D.R., dir. G. Wand.

22 h 30, *Fréquences de nuit* : « Nuits noires » ; à 22 h 30, les taches de sang résistent à l'eau ; à 23 h 35, Jazz-club.

FRANCE-CULTURE

9 h 7, La mystérieuse des autres : guerre et esclavage en Amazonie ; Panoplie ou les derniers païens.

10 h 45, *Extrême*, sous-titré : Mario Vargas Llosa.

11 h 2, *Opérations décentralisées* : festival de La Rochelle (et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15).

12 h 5, Agorà.

12 h 45, *Panorama*.

14 h, *Soma*.

14 h 5, Un livre, des voix : « Œuvres », de René Char.

15 h 20, *Magazine international* : à 17 h, *Raisons d'être*.

18 h 30, *Faillitton* : Le grand livre des aventures de Bretagne.

19 h 25, Jazz à l'antenne.

19 h 30, Séances : désordre et ordre, avec J.-P. Dupuy, économiste.

20 h, *Dialogues franco-portugais* : Esthétique et politique, avec B. Almeida Faria et M. Dufréne.

22 h 30, *Nuits magiques* : Langues de vipère et autres serpents.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 27 JUIN

— M. Charles Pasqua, président du groupe R.P.R. du Sénat, est reçu à l'émission « Face au public », sur Franco-Inter, à 19 h 15.

— M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, répond aux questions des auditeurs sur T.S.F., 93 MHz (Seine-Saint-Denis), à 19 h 15.

MARDI 28 JUIN

— M. François Mitterrand, président de la République, inaugure la nouvelle émission « Les petits déjeuners » sur Europe 1, à 7 heures. Il est interrogé, en direct de l'Élysée, par Ivan Levi, Gérard Carreyrou et Philippe Bauchard.

1550

Le Monde

ECONOMIE

UN AN APRÈS LES NATIONALISATIONS

Des cadres désenchantés

Un an après la nouvelle vague de nationalisations, les cadres, dans leur grande majorité, ont conscience que douze mois, c'est encore bien court pour juger des résultats. Cependant, les décisions qui commencent à être prises, et, plus encore, celles qui ne sont pas encore prises, alimentent leur inquiétude de se voir réduits à l'état de simples exécutants. Certains disent de fonctionnaires.

Il existe peut-être des cadres heureux, mais nous ne les avons pas rencontrés. Des cadres vraiment malheureux non plus. C'est de désenchantement qu'il faut parler. Plus amer que déçu, le personnel d'encadrement se demande ce qu'il a bien pu gagner au change et s'il gagnera seulement quelque chose. En revenant sur nos pas, en reprenant l'enquête que nous avons menée il y a deux ans exactement (le Monde daté du 22 et des 23 et 24 août 1981), nous avons pu mesurer l'ampleur de cette amertume, surprise d'hommes et de femmes qui, pour certains, voulaient y croire et qui, à certains égards, sont prêts à y croire encore. A condition que soient tenues les promesses du changement.

Thème du lamento : « On ne sait plus que diriger nos entreprises ni se prendre les décisions. Cette situation d'incertitude prolongée est extrêmement démobilisante. Les cadres, par vocation, agissent sur une structure, une clientèle, une direction technique. L'absence de stratégie, le flottement dans l'ensemble de l'orientation, leur est tout à fait préjudiciable. Nous nous demandons qui va prendre en

main notre avenir, quand vous pensez qu'en deux ans nous en sommes au cinquième conseiller technique au ministère de l'Industrie. » Et au quatrième ministre, eût pu ajouter notre interlocuteur.

Voilà donc le décor planté. Les réminiscences, on peut le constater, ne portent pas sur le pouvoir d'achat. De cela, nous n'entendons pratiquement pas parler. La crainte évoquée est celle d'une modification du train de vie. Ne plus pouvoir soutenir la comparaison avec le notable du coin chatoille l'amour-propre. Mais ce n'est pas pour autant que les cadres refusent les efforts qui leur sont demandés. Non sans surprise, nous avons entendu une majorité d'entre eux, dont les opinions politiques avouées ne se situaient pas à gauche, se déclarer prêts à consentir de nouveaux sacrifices pécuniaires. Mais seulement s'ils étaient sûrs que cela ne se perdrait pas dans les déficits sans fin des budgets sociaux.

Liquidons enfin un autre contentieux, celui des cadres dont le mécontentement n'a pas grand-chose à voir avec le changement de régime, et qui se serait manifesté de toute manière, dès lors que les groupes, nationalisés ou pas, ne pouvaient plus maintenir des sièges sociaux pléthoriques, reliques de fusions mal digérées. Du côté de Thomson, comme du côté de Pechiney et de quelques autres, il va bien falloir se résoudre à changer quelque chose dans cette fameuse technocratie farouchement dénoncée il y a deux ans, et qui a pratiquement bougé depuis.

Le discours que nous avons retenu est celui d'une France provinciale et laborieuse qui est en train de perdre le sens de l'enthousiasme. Jacques,

que nous avons rencontré il y a deux ans, a pris du grade. Hôte ingénieur en chef, il fait fonction aujourd'hui de chef d'établissement. En mai 1981, il avait voté moins pour Mitterrand que contre Giscard. Des socialistes, il attendait des résultats concrets sur le terrain. Sur son terrain. Le fait qu'il travaille dans la chimie montre toute l'ampleur du défi ! Alors, maintenant ? Eh bien, et ce n'est évidemment pas rien à ses yeux, il considère que les nationalisations ont certainement préservé son usine du déclin de bilan. Il se félicite d'avoir pour président-directeur général un industriel, que beaucoup de cadres semblent apprécier, plutôt qu'un « politique ». Cela ne lui fait rien de passer sous la coupe d'une compagnie pétrolière.

« Ça fait un an que nous sommes orphelins ! »

Seulement voilà, il reste dans l'attente des restructurations. Cette mise en place brouillonne et lente le désespère. « Cela fait un an, dit-il, que nous sommes orphelins. On n'a plus de correspondant au siège. Dès lors, on ne peut plus décider de rien. » Or il se sentirait plutôt des ailes, prêt à redémarrer, et vite. D'autant qu'on verra que ce n'est pas la généralité - qu'il peut profiter de la paix sociale que lui font les syndicats C.G.T. et C.F.T.C. de l'entreprise. Des syndicats qui l'qualifient de « plus responsables » et avec lesquels il a été possible de réaliser, pour la première fois, des modalités d'horaires, avec des pointes les mois où l'énergie peut être obtenue à meilleur prix. L'usine a mis au point un procédé de fabrication unique au monde. On s'attendait pour soutenir cet effort ? se demande-t-il.

toujours. Mais, de Paris, est-on en mesure de comprendre que cent cinquante emplois de perdus ici, c'est une partie de la vallée qui se meurt !

« La caste des seigneurs demeure, mais elle a perdu son royaume », nous dit un cadre de Pechiney, faisant allusion à notre précédente enquête de Mars 1982. Si l'on se réfère à la Saint-Jean-de-Maurienne, haut lieu savaoyard de la production d'aluminium, nous touchons du doigt ce que peuvent être les problèmes des cadres. Comme il y a deux ans, une dizaine d'entre eux se réunissent autour de nous, et nous en verrons d'autres individuellement. On les sent tous aux prises avec une évidente perte de pouvoir.

L'information passe mal ou pas du tout. Dans une tout autre région, un chef d'établissement nous avait assuré avoir appris ce qu'il allait advenir de son usine en lisant le Monde. A Saint-Jean-de-Maurienne, on ne paraît pas mieux loti. La conversion d'une partie de l'usine a été connue trop tardivement pour que le chef d'établissement puisse préparer convenablement cette mutation. Le même chef d'établissement ignorait officiellement ce que serait le plan d'entreprise qui vient tout juste d'être annoncé. Mais il en connaissait les grandes lignes par le canal des syndicats, dont les représentants siègent au conseil d'administration. Une fois l'usine : « Autrefois, les syndicats étaient les derniers prévenus. Maintenant, ce sont les avant-derniers : nous sommes passés derrière. »

L'actionnaire en question

Exagéré ou pas, le nouveau pouvoir syndical est bien ressenti comme une menace. On croit les délégués mieux écoutés et, parfois, de connivence avec une autre force tout aussi menaçante, celle des élus locaux. Ceux de la région de Saint-Jean ne font d'ailleurs que confirmer ce qu'ils ont vu. L'Association des maires de Maurienne, dans ses réunions, fait une large place aux dossiers industriels. Préoccupation essentielle, pour des élus qui disent les intérêts. Ceux-ci veulent être tenus au courant de ce qui se passe chez eux pour intervenir au besoin. Ingrérence difficilement supportable, rétorquent les cadres qui

étendent leur propos : « On ne peut pas faire une politique industrielle en faisant plus de politique que d'industrie. »

Difficile de croire à un discours préparé d'avance. En interrogeant à Paris et en province quatre très hauts cadres de deux groupes différents, on obtient des réponses suffisamment convergentes pour les considérer comme représentatives d'une majorité du personnel d'encadrement. Ces dirigeants n'entendent pas accuser pour accuser. A preuve, la condamnation qu'ils font de la politique menée avant mai 1981. Si les socialistes n'avaient à ce point gaulavaldé le thème de l'héritage, ils pourraient en user aujourd'hui à meilleur escient. « On paie les attermoissements du passé », dira un de nos interlocuteurs. « Aujourd'hui, on serait en faillite si l'actionnaire n'intervenait pas », reconnaît un autre. Ces cadres savent trop bien que la détérioration du tissu industriel ne s'est pas faite en deux ans. Mais ils doutent des méthodes qui sont proposées aujourd'hui.

Autrefois, fait remarquer un chef d'établissement, le P.-D.G. prenait ses décisions et mettait les actionnaires devant le fait accompli. Maintenant, il est bien clair que rien ne peut être fait sans l'aval de l'actionnaire, c'est-à-dire de l'Etat. Or, jusqu'à ces derniers temps, coïncés entre le ministère des finances et le ministère de l'Industrie - le second ne pouvant agir sans le premier - nos dirigeants ont donné l'impression de ne pas savoir ni ils allaient. On avait promis de faire vite et tout traîne en longueur. De toute évidence, il y avait beaucoup d'impréparation.

Chacun plaide en faveur d'une très forte autonomie des groupes sans parvenir à y croire vraiment. L'Etat actionnaire acceptera-t-il de déconcentrer ses crédits ? Jugera-t-il nécessaire d'améliorer la productivité, donc de laisser réduire les effectifs ? Pour l'heure, tout porte à croire le contraire. Au moins, disent nos interlocuteurs, que l'Etat dise des mots de politique d'ensemble, réalise une gestion globale dans laquelle seraient pris en compte les intérêts nationaux - emploi, prix et revenus - et fasse respecter les règles du jeu.

FRANÇOIS SIMON.

LE RÈGLEMENT COMMUNAUTAIRE SUR LES FRUITS ET LÉGUMES

Une révision qui s'impose avant l'entrée de l'Espagne dans la C.E.E.

Le 20 juin, un groupe d'agriculteurs des Pyrénées-Orientales a intercepté quatre camions en provenance d'Espagne et répandu leur chargement sur la chaussée, soit environ 5 tonnes de melons, pastèques, poireaux et prunes. La semaine précédente, les douanes françaises saisissaient dans le port de Dieppe une cargaison de 1 100 tonnes de pommes de terre d'origine grecque, parce que le prix de vente au kilo était inférieur de moitié au prix français. Voilà qui illustre la nécessité de conjurer l'élargissement de la Communauté avec règlements de marché. La Grèce est dans la C.E.E. mais le règlement communautaire sur les fruits et les légumes ne concerne pas la pomme de terre. A l'inverse, l'Espagne et le Por-

gal sont des producteurs de fruits et de légumes et ils demandent à entrer dans la Communauté.

Ce dossier fait partie du réexamen de la politique agricole commune dont les Dix ont retenu le principe au conseil de Stuttgart, car il touche à la fois à la PAC existante, au dégelage de ressources nouvelles et à l'élargissement de la Communauté. La révision du règlement des marchés de fruits et légumes, qui date de 1972, est un préalable à l'acceptation par la France et aussi par l'Italie de la relance des négociations d'adhésion bloquées depuis un an entre Bruxelles, d'une part, Madrid et Lisbonne, de l'autre.

La France, elle, est dans une situation paradoxale. Second producteur de légumes de la Communauté derrière l'Italie, troisième producteur de fruits derrière l'Italie et l'Allemagne, elle voit sa balance commerciale se dégrader. Le déficit en légumes est passé de 480 millions de francs en 1970 à 918 millions de francs en 1982. En fruits, il a augmenté, pendant la même période, de 916 millions de francs à 4,7 milliards. Dans ce dernier chiffre, la part des agrumes et des fruits tropicaux compte beaucoup puisque, en tonnage, elle représente 1,6 million de tonnes sur des importations totales de 2,2 millions de tonnes. Pour développer ses exportations, contenir les importations et assurer un revenu le plus stable possible, objectif difficile pour des denrées périssables très sensibles aux effets climatiques et aux à-coups du marché, la France a besoin d'un règlement communautaire révisé, cette révision doit-elle ne pas suffire pour faire accepter l'élargissement par

JACQUES GRALL

(Lire la suite page 24.)

Changer les mentalités

Faire participer les cadres aux décisions n'est pas une idée nouvelle, ici et là, dans des secteurs nationalisés ou privés, comme chez PUK, à Sacyr ou chez Peugeot, on s'ingénie à multiplier les stages de formation, les séminaires de sensibilisation, les cercles de qualité à l'intention du personnel d'encadrement.

Tous ces efforts se heurtent le plus souvent à une double prévention. Celle des cadres d'abord qui, paradoxalement, déplorent de n'être pas consultés mais rechignent à participer aux décisions. Forcés de tous temps à traduire efficacement les directives patronales, les cadres imaginent mal qu'ils puissent disposer du pouvoir de les contester, voire de les infléchir. C'est un « risque » auquel ils ne sont pas encore habitués.

La seconde prévention vient des directions qui n'ont jamais imaginé qu'un ordre puisse être discuté, ni qu'une décision se

prenne en commun. La mystique du chef joue à plein de ce côté-ci de la hiérarchie. Elle s'étend du P.-D.G. aux chefs d'établissement : ces derniers, assez souvent, revendiquant pour eux ce qu'ils refusent à leurs subordonnés !

On comprend les difficultés de faire passer des lois nouvelles, dès lors que chacun se sent menacé dans ses habitudes. Obtenir un changement des mentalités paraît beaucoup plus difficile que d'édicter des règlements. Aujourd'hui encore, un président comme M. Georges Besse, de PUK, préfère attendre des jours meilleurs pour recevoir on journaliste et débattre avec lui de ces problèmes. Un refus commun à certains cadres qui en sont encore à redouter les foudres patronales. A défaut des lois Auroux, la loi du silence !

F. S.

M. MARCHELLI : Le personnel d'encadrement est en train de se démobiliser

Nous avons demandé à M. Paul Marchelli, délégué général de la confédération française de l'encadrement C.F.E., quel était, selon lui, l'état d'esprit des cadres. Voici quel a été sa déclaration :

« Le personnel d'encadrement français est en train de se démobiliser. C'est un fait. L'absence de projet économique à moyen terme ainsi que celle d'une stratégie cohérente donnent l'impression à ces hommes et à ces femmes qui assurent des responsabilités toujours importantes dans les entreprises que notre pays ne sait pas tellement où il va. »

« Dans le même temps, chacun peut constater que l'entreprise dans laquelle il travaille a de plus en plus de difficultés à écouler sa production, aussi bien sur notre marché intérieur que sur les marchés d'exportation. »

« La baisse du rapport qualité-prix de la production française est, hélas ! devenue une triste réalité. Dans le même temps, les lois Auroux et celles qui se préparent sur la démocratisation des entreprises nationalisées créent une certaine perturbation chez les salariés et contribuent peut-être à une prise de distance par rapport au travail. »

« Pour l'encadrement, l'objectif à court terme devient : tenir à tout prix et éviter la faillite qui se profile. »

« La multiplication des départs d'entreprises ne contribue malheureusement pas à relever le moral de ceux qui s'efforcent de résister à la vague de pessimisme qui submerge peu à peu le pays. Il faut ajouter à ce climat détestable l'impression que le personnel d'encadrement est, une fois de plus, la vache à lait de la nation. Le plan Delors, en effet, pèse lourdement sur ses épaules, alors que, dans le même temps, l'écrasement hiérarchique des salaires s'accroît dans la plupart des entreprises sous prétexte de solidarité à l'égard des plus mal lotis. »

« L'encadrement de France n'en est pas encore au point connu à certaines époques par celui de Suède ou de Grande-Bretagne, mais hélas ! il s'en rapproche. C'est à ce moment-là que la France sera réellement en état de faillite. »

REPUBLIQUE GABONAISE

Institut de l'Economie et des Finances à Libreville.
BP 3913 Libreville (Gabon).

Accès en deux années au Corps des Administrateurs Economiques et Financiers, destinés à des fonctions importantes dans l'Administration et le Secteur Para-Public.

CONCOURS D'ENTREE (25 places)

- Les 18 et 19 Octobre à Libreville et à Paris.
- Closure des inscriptions 20 juillet 1983.
- Informations : LIBREVILLE, IEF, BP 3913, PARIS Ambassade du Gabon, 29, avenue Raphaël, 75016 Paris, Tél. 224.79.60.

CONDITIONS POUR CONCOURIR

- Nationalité gabonaise,
- Age 30 ans maximum,
- Maitrise du Grande Ecole, ou pour les fonctionnaires (pas de limite d'âge) est. A + 4 ans d'expérience.

CONSTITUTION DU DOSSIER

- Fiche d'état civil ou copie conforme de la carte d'identité,
- Copie certifiée conforme des diplômes,
- Extrait d'acte de naissance (peut être fourni ultérieurement),
- Extrait de casier judiciaire (peut être fourni ultérieurement).

Dossier à adresser à l'Institut avant le 20 juillet 1983.

A LA LUMIÈRE DE L'EXPÉRIENCE

Le travail à temps partiel n'apparaît pas comme un facteur de création d'emplois

Faut-il développer le travail à temps partiel ? Alors que les partis de la majorité avaient jusqu'à présent répondu par la négative, le gouvernement est aujourd'hui tenté par une réponse positive. Dans ce débat, les considérations des deux textes qui ont été récemment adoptés réglementent le temps partiel (la loi de décembre 1980 et les ordonnances de mars 1982) constituent une des pièces du dossier.

La loi votée en décembre 1980, à la fin du septennat de M. Giscard d'Estaing, visait à favoriser l'insertion du travail à temps partiel (T.T.P.) dans la politique de gestion de la main-d'œuvre - la « flexibilité » - adoptée par le patronat à partir de 1975 : son action portait sur l'offre de T.T.P. par les entreprises et renforçait les avantages que le patronat trouvait à y recourir. Les ordonnances de 1982 visent au contraire à agir sur la demande et à améliorer les garanties dont disposent les salariés.

Les deux démarches semblent avoir eu le même résultat quant à l'évolution du pourcentage de salariés à T.T.P. : selon les enquêtes ACEMO (voir encadré), celui-ci est passé, dans la période qui a suivi la « loi Giscard », de 4,4 % à 4,7 %, et dans la période qui a suivi les ordonnances « Mauroy », de 4,7 % à 5,1 %.

Faut-il croire, en tout cas, qu'un mécanisme de relance par l'offre patronale a succédé une relance par la demande des salariés ? Rien ne permet de l'affirmer si l'on se fonde sur les statistiques de l'AN.P.E. : l'augmentation des demandes à temps partiel a été au contraire plus faible de 1981 à 1982 (6 %) que de 1980 à 1981 (10,7 %). Le premier trimestre 1983 ne dément pas cette évolution.

Il semble donc que, contrairement à l'hypothèse explicite des ordonnances de mars 1982, ce soit par l'augmentation de l'offre patronale qu'est passé le développement du T.T.P., cette offre attirant alors des demandeurs d'emploi qui ne trouvent pas d'emploi à temps plein. Cette augmentation ne transparaît cependant que faiblement dans les offres de l'AN.P.E. : 6,8 % seulement de 1980 à 1981, et encore faut-il inclure dans ces chiffres les offres de T.T.P. issues des contrats de solidarité. C'est qu'il n'y a pas équivalence entre « offre patronale » et « création d'emploi ». Si le développement du T.T.P. n'est souvent pas passé par la création d'emplois nouveaux, la raison en est que les grandes entreprises transforment les emplois à temps plein en emplois à temps partiel. Cette nouvelle politi-

que explique, en grande partie, la part plus importante que prend le T.T.P. dans les entreprises de taille moyenne et de grande dimension. Le temps partiel, ce n'est plus seulement la pratique de « bouche-trou » des petites entreprises.

Par ailleurs, si le T.T.P. augmente toujours dans la fonction publique, il semble désormais y augmenter moins vite que dans le secteur privé. Cette tendance est perceptible dès mars 1981 : les enquêtes emplois de l'INSEE signalent une augmentation du T.T.P. chez les salariés des administrations de 7,5 % pendant la période allant de mars 1979 à mars 1980 ; de 4,8 % de mars 1980 à mars 1981, de 12 % de mars 1981 à mars 1982, alors que l'augmentation chez les salariés des entreprises privées est, pour les mêmes périodes, de 1 %, 4,1 % et 22,7 %. La forte augmentation que traduit dans le secteur privé l'enquête ACEMO semble confirmer que cette tendance ne s'est pas démentie depuis mars 1982. Or, si le développement du T.T.P. dans la fonction publique peut être, d'une certaine manière, créateur d'emplois (la transformation des postes à temps complet en postes à temps partiel y est théoriquement compensée par des embauches) (1), il n'en va pas de même dans le secteur privé.

Une enquête menée en Lorraine en juin 1982 auprès de neuf cents entreprises de plus de dix salariés, du secteur privé (2), donne des résultats très clairs. Non seulement dans les trois cinquièmes des entreprises, on ne recense au T.T.P. celui-ci ne résulte jamais d'une embauche, mais, de plus, le passage d'un poste à temps plein à un poste à temps partiel n'a jamais donné lieu à un recrutement compensateur dans 93,5 % des cas. Dans l'industrie plus particulièrement, c'est un cas sur dix mille qui a donné lieu à un recrutement compensateur.

Féminisation et déqualification

Parmi les salariés, c'est à une nouvelle progression de la féminisation du T.T.P. que l'on assiste depuis les ordonnances de mars 1982 : le taux de progression de la part des femmes dans le T.T.P., qui était de 1,3 % de mars à décembre 1981, a été de 2,6 % de mars à décembre 1982, augmentation due en partie au développement récent du T.T.P. parmi les ouvrières.

Par ailleurs, si les statistiques de l'AN.P.E. laissent supposer, de 1977 à 1980, un léger phénomène de diffusion du T.T.P. qui, chez les employées, n'épargne désormais plus les employées qualifiées, rien ne permet de dire aujourd'hui que ce mouvement s'est prolongé. En pro-

nant pour base le deuxième trimestre de chaque année, 40 % des offres étaient « qualifiées » en 1977, 48,3 % en 1980 et 47,7 % en 1983 (3).

Par rapport, ce qui se développe, ce sont les offres de T.T.P. concernant les catégories ouvrières et vagues des grandes entreprises, offres qui comportent un nombre croissant d'emplois non qualifiés. Si cette tendance se prolonge, il est alors peu probable qu'augmentent les emplois qualifiés dans le cadre du T.T.P. Et ce d'autant plus que la progression du T.T.P. reste particulièrement forte dans les branches où le travail féminin est traditionnellement déqualifié : femmes de ménage, employées de commerce, etc.

Temps partiel et demande sociale

Le rapport de mission, préparatoire au IX^e Plan, propose l'orientation vers le « temps choisi », qu'il tient à distinguer du temps partiel, non seulement parce qu'il inclut toutes les variétés de temps réduit, mais parce qu'il part de la demande du salarié. La formule est séduisante. Pourquoi, en effet, ne pas laisser à chaque salarié la liberté de choisir entre un temps de travail diminué (et un salaire plus faible) ou une rémunération maintenue et un travail à temps complet. La liberté dont il s'agit ici apparaît cependant peu concrète : non seulement parce que tous les salariés n'ont pas la liberté de « choisir » la diminution de leur salaire, mais parce que, pour que cette liberté puisse s'exercer, c'est une tout autre répartition du pouvoir dans l'entreprise qu'elle nécessiterait.

En fait, il est bien difficile de voir « la révolution du temps choisi » (4) autrement que comme une forme d'aménagement du temps partiel. Il est également difficile de ne pas voir dans le développement du temps partiel une stratégie alternative à la diminution du temps de travail pour tous. L'intergroupe emploi de la Commission nationale de planification constate d'ailleurs très clairement qu'a été relancé « le débat entre les partisans d'une réduction générale du temps de travail et les partisans du temps choisi comme modalité principale de partage du travail » (5).

Sans doute est-ce bien là l'alternative, et elle renvoie à l'analyse de la demande sociale. Que l'aspiration à travailler moins soit dans de nombreux cas plus forte que l'aspiration à gagner plus, c'est ce qui semble apparaître à travers diverses enquêtes. Mais il est clair que beaucoup refusent de voir leur rémunération abaissée « en échange » d'une réduction du temps de travail.

Que « des » femmes traduisent cette aspiration en demandant un travail à temps partiel est ce ne peut pas être compréhensible au regard des contraintes que font peser sur elles le non-partage des tâches ménagères, le manque d'équipements collectifs, la faible qualification professionnelle. Mais, de la constatation que « des » femmes font cette demande, on passe trop vite au fait que « les » femmes demandent le travail à temps partiel, en invoquant cette fois-ci une « nature » féminine, qui renvoie en dernière instance à la fonction maternelle.

Une telle approche n'est pas confirmée par les faits. Si l'on regarde, par exemple, la courbe par tranches d'âge du temps partiel dans la fonction publique - le seul secteur où l'on peut considérer que la demande des salariés prime l'offre patronale - on constate que les femmes ne semblent pas rechercher particulièrement le T.T.P. entre l'âge de 25 à 40 ans - période au cours de laquelle un élève les enfants. Quant aux amateurs de sondages, ils devraient, s'ils les prennent au sérieux, méditer sur la réponse à la question de l'enquête COFREMCA de décembre 1982, demandant aux interviewés ce qu'ils souhaiteraient faire s'ils disposaient de temps libre supplémentaire. Il y a eu en effet 27,7 % des hommes à cocher la case « être davantage avec ma famille » et... 26,9 % des femmes.

Le gouvernement est donc face à un dilemme.

Une première politique possible passe par une bataille contre toutes les discriminations, par un effort en faveur des équipements collectifs, par la remise à l'ordre du jour de la réduction du temps de travail pour

tous. Il faut alors s'attendre à de fortes réserves du côté du monde patronal.

Une autre politique est également possible : accepter, à travers le développement du T.T.P., la marginalisation des femmes par rapport au droit à l'emploi, accorder une plus grande importance à la fonction maternelle, c'est-à-dire à la présence au foyer, stratégie qui nécessite alors la mise en place d'une réelle politique nataliste. Cette politique s'accorde sans doute avec la demande patronale d'une plus grande flexibilité dans l'emploi de la main-d'œuvre. Elle risque par contre d'entrer en contradiction avec l'aspiration des femmes au droit à l'emploi - que l'on s'accorde pourtant à considérer comme une tendance « lourde » et difficilement réversible au niveau du marché du travail, voire l'évolution générale de la société, telle que la traduisent aussi l'évolution de la fécondité, la progression des divorces, de la cohabitation hors mariage et des familles monoparentales.

JACQUES KERGOAT.

(1) Cela ne serait évidemment plus vrai si l'annonce, faite par les services de M. Jacques Delors, que le budget 1984 interdirait toute création d'emplois dans la fonction publique était appliquée. (Note de la direction du budget du 4 janvier 1983).

(2) F. Chazet et S. Berni, « L'économie lorraine », n° 12, avril 1983.

(3) La prédominance de l'offre patronale contribue d'ailleurs à maintenir un fort pourcentage d'emplois peu qualifiés. En ce qui concerne les entreprises de taille humaine, qui correspondent à une demande de salariés, il y a 51 % d'emplois qualifiés. Ce ne sont plus que 26 % quand le T.T.P. correspond à une offre patronale.

(4) La paternité de l'expression, désormais reprise dans tous les textes officiels, appartient en club « Echanges et Projets », qu'animeait M. Jacques Delors.

(5) Document n° 14 : note de problématique pour la séance sur la réduction du temps de travail dans la stratégie emploi.

LES PRINCIPALES SOURCES STATISTIQUES

Les principales sources de statistiques sur le T.T.P. sont :

- 1) Les enquêtes annuelles sur l'emploi de l'INSEE, enquêtes par sondage auprès des ménages, qui couvrent la totalité des actifs ;
- 2) Les enquêtes trimestrielles sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (ACEMO) du ministère du travail, enquêtes auprès des établissements de plus de dix salariés, à l'exception de l'agriculture, des services domestiques et des administrations publiques ;
- 3) Les données statistiques de l'AN.P.E. concernant les offres et les demandes d'emploi de catégorie 2 (emploi durable à temps partiel). La proportion de salariés recrutés par l'intermédiaire de l'AN.P.E. était de 16 % en 1980.

Publication Judiciaire

Cabinet de Maître Denise Dufour, avocat, 99, rue de Courcelles, Paris 17^e. D'un jugement rendu par la 2^e Chambre du T.G.I. de Nanterre en date du 15 décembre 1981, entre la S.A. Anonyme Francotel, société française de financement et de télécommunications dont le siège social est à Paris 15^e, 12, cité Fligulière, demanderesse, et la S.A.R.L. Francotel, dont le siège social est à Neuilly-sur-Seine (92), 177, av. Charles-de-Gaulle, défenderesse. Il appert que la S.A. Francotel, en utilisant le vocabulaire « Francotel », fait comme raison sociale que comme nom commercial et marque, a porté atteinte à la dénomination sociale et au nom commercial de la S.A. Francotel.

La S.A.R.L. Francotel devra cesser l'utilisation sous quelque forme que ce soit du terme « Francotel ».

Le présent jugement autorise la S.A. Francotel à la publication dans le *Monde*, le *Figaro*, le *Echo* et le *Nouvel Journal*.

Pour extrait, signé : Denise Dufour, avocat.

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES
UN JOURNAL DE LA PHILATÉLIE

(Publicité)

Nous cherchons des collections de timbres de poste : Europe, colonies Anglaises et du monde entier, etc. Aussi des archives avec timbres de poste. Offertes : de 100 000 FF jusqu'à 5 000 000 FF. Discretion assurée. Inspection et paiement sur place. Sans obligation.

Adressez vos offres à :

INTRADA BV, Arubalean 12, Hiversum, Pays-Bas
Tél. : 19-31-35-850952

POINT DE VUE

Les entreprises « de taille humaine » veulent faire passer la participation des salariés dans les faits

par ROBERT LAGANE (*)

Dans l'esprit de ses promoteurs, la participation des salariés répond à plusieurs impératifs, les uns de nature économique, les autres de source morale.

Sur le plan économique, la rémunération, fût-elle partielle, des acteurs de l'entreprise en fonction des résultats a pour effet d'augmenter la part des charges variables dans la valeur ajoutée et de diminuer la vulnérabilité de la firme aux aléas extérieurs.

Sur le plan moral, l'intérêt de la participation réside dans la volonté de réaliser le consensus dans l'entreprise en impliquant l'ensemble de ses parties prenantes à son idée d'œuvre.

Au-delà des intentions politiques affichées de part et d'autre, force est de constater que les résultats obtenus depuis vingt-cinq ans ont été en deçà des attentes aussi bien sur le plan économique que sur le plan moral. Dans la majorité des entreprises concernées par l'ordonnance de 1967 et la loi de 1973, les sommes mises en jeu au titre de la participation aux fruits de l'expansion ne représentent qu'une fraction symbolique de la masse salariale.

Une fraction symbolique

Ainsi, la participation est à la fois crainte comme une perte de pouvoir par certains chefs d'entreprise, et comme une récupération par les salariés tandis que nombre de responsables politiques n'en voient que l'impact électoral. Par ailleurs, la détérioration implacable des conditions d'exploitation des entreprises, depuis quelques années, réduit à peu de chose les « fruits » de l'expansion et diminue encore le caractère incitatif de la participation des salariés.

Face à ce constat, les chefs d'entreprise, de « taille humaine », se sentent particulièrement concernés par la mise en œuvre en 1983 des idées de participation. Dans la charte de déontologie du Mouvement ETHIC figurent clairement la recherche de l'harmonie sociale et la prise de responsabilité à tous les niveaux de la hiérarchie. La mise en œuvre des méthodes de gestion participative répond bien à une nécessité sur le terrain des entreprises, c'est celle de l'adhésion motivée de tous les salariés aux objectifs de pérennité et de rentabilité.

Chez nombre d'adhérents ETHIC, la notion de participation aux résultats financiers a été dépassée : le blocage pendant cinq années de montants, somme toute modestes, était vécu comme un cadre trop restrictif. Ainsi, ces entreprises ont-elles procédé à la dévolution d'un petit pourcentage du capital à leurs cadres et agents de maîtrise ; les cadres ont acquis un droit de regard sur les investissements. La mise en œuvre échelonnée de ces transferts peut ainsi ne requérir aucun apport financier de la part du personnel. Au-delà de cette opération, se pose le problème du vecteur de l'expression des nouveaux actionnaires salariés. De nouvelles formes juridiques vont à imaginer pour remplir ce rôle : sociétés de personnel qui parti-

ciperaient à l'administration et à la stratégie de l'entreprise.

Ces mécanismes participatifs mis en œuvre dans des sociétés comme ESSILOR sont incontestablement plus riches d'application que le cadre contraignant des lois Auroux, et on peut envisager que la décentralisation et la déqualification des sociétés nationalisées en 1982 revêtent un jour des formes de cette nature.

Mais la participation des salariés ne s'exerce pas uniquement dans le cadre de l'actionnariat et de l'intéressement aux résultats d'un exercice écoulé. La motivation la plus pérenne est bien celle qui repose sur l'intéressement aux résultats de l'exercice en cours, et ce suivant le mécanisme clair d'une corrélation entre l'action du salarié et son effet financier.

Ainsi l'entreprise Albert en Vendée a-t-elle conçu un contrat d'adhésion entre la société et ses salariés par lequel ceux-ci peuvent miser une partie de leurs augmentations nominales de salaire et en obtenir un rendement bien supérieur à certains ratios, dépendant de leur action propre, sont atteints. Bien loin de recréer le vieux système des primes liées aux calendes, ces méthodes de gestion participative consistent, par la mise en place de mini-tableaux de bord à diffuser l'esprit de contrôle de gestion à tous les échelons de l'entreprise. Les primes de productivité créaient une obligation de résultats immédiats et contraignants, la gestion participative des entreprises de taille humaine fait appel, elle, à l'intelligence et, la créativité des salariés invités à s'associer au choix des moyens dans le but d'obtenir le meilleur résultat pour l'entreprise et pour eux-mêmes.

La sagesse la clé de l'efficacité et de la compétitivité des entreprises françaises. Les grands groupes nationalisés et centralisés ne sont plus le fer de lance de l'économie. Ce rôle est maintenant dévolu aux moyennes entreprises, qui savent allier rentabilité du compte d'exploitation et intérêt de leur personnel. Pour cela, il faut que l'innovation participative provienne de l'entreprise et qu'elle fasse l'objet d'un consensus entre la direction et son personnel au lieu de se voir enfermer dans un cadre réglementaire contraignant.

Les relations entre les partenaires sociaux ont trop souvent été considérées comme un jeu à somme nulle où ce qui est acquis pour les uns est prélevé sur les autres. Des dispositions injustifiées, pensées, comme les lois Auroux - dont les objectifs sont intéressants mais les modalités d'application rigides et maladroites - ne peuvent même faire penser à un jeu à somme négative où les deux acteurs sont en fin de compte perdants. La gestion participative que de nombreuses entreprises de taille humaine mettent en œuvre, partout en France, est au contraire porteuse de l'espoir d'un jeu à somme positive dont les fruits s'appellent compétitivité de l'entreprise et épanouissement de son personnel.

* Président du mouvement des moyennes entreprises ETHIC.

PROPORTION DE SALARIÉS A TEMPS PARTIEL SELON LA TAILLE DES ÉTABLISSEMENTS

	De 10 à 49 salariés	De 50 à 99 salariés	De 100 à 499 salariés	500 salariés et plus	Ensemble
31 décembre 1979	6,6	3,1	4,0	2,5	4,2
31 décembre 1980	6,8	4,2	4,0	2,6	4,4
31 décembre 1981	7,0	4,5	4,5	2,9	4,7
31 décembre 1982	7,2	5,0	5,0	3,3	5,1

FEMMES ACTIVES A TEMPS PARTIEL DANS LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (Enquête emploi INSEE, avril 1982)

	15-24 ans	25-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	60 ans et +	Ensemble
	14,9 %	14,4 %	13,7 %	15,1 %	23,0 %	14,7 %

(Publicité)

RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS
Société du métro-léger de Tunis
AVIS DE PRÉSÉLECTION
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

1. Indications générales
La société du métro-léger de Tunis envisage de lancer un appel d'offres-concours international pour la construction d'un tunnel (galerie-châssis et équipements fixes) pour le métro-léger de Tunis en cours de réalisation.
Ce tunnel de 600 mètres environ sera réalisé dans l'hypocentre de Tunis sous des emprises routières existantes et à proximité immédiate des bâtiments. D'autre part, les travaux seront réalisés dans la nappe phréatique et dans un sous-sol vau.
2. La technique à adopter pour réaliser ce tunnel doit tenir compte de la nécessité d'assurer pendant les travaux la sécurité des riverains, ainsi que l'accessibilité aux bâtiments environnants et leur stabilité.
3. Qualifications
Les entreprises désireuses de participer à l'appel d'offres-concours devront faire acte de candidature avant le 15-7-1983, auprès de M. le Président-Directeur général de la société du métro-léger de Tunis, 78, avenue Mohamed V, Tunis, Tunisie.
Elles devront envoyer un dossier de présélection rédigé en langue française comprenant les pièces suivantes :
1) Déclaration d'intention de soumissionner.
2) Renseignements sur les statuts de la société et sur son chiffre d'affaires au cours des cinq dernières années.
3) Des références en matière de travaux analogues à celles demandées.
4) La liste du matériel.
5) La liste du personnel technique, en indiquant leurs diplômes, le nombre d'années d'expérience ainsi que celles passées dans la société.
4. Organisation de la présélection
La société du métro-léger de Tunis envisage les entreprises agréées de leur présélection et leur précisera les conditions dans lesquelles elles devront répondre à l'appel d'offres-concours.

Tout renseignement complémentaire peut être obtenu auprès de la société du métro-léger de Tunis, 78, avenue Mohamed V, Tunis, Tunisie.



UN DES ASPECTS ESSENTIELS DE LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE.

Voici un livre particulièrement important, qui restitue les motivations de l'effort européen en vue de créer une zone de stabilité monétaire.

Quels sont les objectifs, le contenu, les mécanismes et la réalité du fonctionnement du système monétaire européen ?

A ces questions que vous vous posez, J. van Ypersele en collaboration avec J.C. Koene répond, dans un style clair et précis.

UN EXCELLENT OUVRAGE REMARQUABLEMENT DOCUMENTÉ

Disponible auprès de l'Office des publications officielles des Communautés européennes, L-2985 Luxembourg au prix de BFR 200,- FF 28,- (TVA exclue).

السلامة

A Singapour, Thomson-Brandt fabrique des composants pour le marché local

C'est en 1975 que Thomson-Brandt a installé à Singapour une filiale à 100 % destinée d'abord à assembler puis à fabriquer des composants électroniques « grand public » de bas de gamme (thermostats, radios portables, téléviseurs, etc.). Le pari semblait très risqué. Il a été gagné. Aujourd'hui, l'usine de l'E.S.E. (European Standard Electronics) fabrique des produits vendus sous diverses marques françaises, allemandes, etc., et fait 30 % de son chiffre d'affaires sur le marché local (la proportion devrait bientôt passer à 60 %). Bien que, à l'échelle internationale, il s'agit d'une entreprise de taille assez modeste, l'E.S.E. constitue pourtant le plus gros investisseur français à Singapour.

Sur la route qui mène au nouvel aéroport de Changi, dans un quartier industriel, se dresse un immeuble de six étages entouré d'un mur. Il ressemble à une H.L.M. bon marché si ce n'est la contenance et les caisses qui encombrant la cour, où stationnent des camions. Il s'agit de l'usine d'électronique de l'E.S.E. (European Standard Electronics). Sous ce nom se dissimule une filiale à 100 % du groupe Thomson-Brandt, installée depuis 1975 à Singapour. « La première grande expérience internationale du groupe », nous dit M. Thierry d'Argonne, *material and product manager* d'une entreprise où la langue de travail est l'anglais. En effet, dix-huit expatriés, Français, Allemands, Japonais, Irlandais, assistés de Singapouriens d'origine chinoise, supervisent une main-d'œuvre composée essentiellement de jeunes ouvrières malaises venues de l'autre côté de la Causeway — la chaussée qui relie la Malaisie à Singapour — en bus chaque jour.

L'idée de s'installer à Singapour, en plein cœur de ces nouveaux pays industrialisés d'Asie, a été chassée par les Japonais, parvenant à première vue singulière. C'était d'abord le premier — et encore le seul — gros investissement français dans l'Etat. Ensuite, la pensée d'aller concurrencer les Japonais sur leur propre terrain semblait irréaliste. Enfin, n'allait-on pas, de la sorte, supprimer des emplois en France ? La décision, paraît-il, ne fut pas facile à prendre.

Et pourtant, après plusieurs années, les résultats apparaissent probants. Il s'agissait, au début, d'assembler des thermostats qui étaient réexportés en Europe. Ensuite, Thomson-Brandt commença de fabriquer à Singapour des produits « audio » de bas de gamme, petits postes de radio de poche (*pockets*), puis des téléviseurs, noir et blanc et couleur. A la fin des années 70, la production européenne de radios et de téléviseurs à bon marché était en pleine débandade. « Il valait mieux les fabriquer nous-mêmes, à Singapour, plutôt que de les importer du Japon, et entreprendre ainsi la reconquête du marché », ajoute M. d'Argonne. La protection de ce secteur nous a permis de défendre tout ce qui était au-dessus, et qui est produit en Europe. En fait, un emploi créé ici, c'est peut-être un emploi maintenu en France, car les bénéfices que nous réalisons avec l'E.S.E. sont versés en France.

En France, mais aussi dans plusieurs autres pays européens. Car on peut voir sortir des chaînes de production, qui se superposent d'étage en étage, les mêmes produits qui, à la fin de la chaîne, sont mis dans un boîtier Thomson-Brandt, Saba,

Nordmende, Continental-Edison, des marques de coopératives, de grands magasins, etc. Voir des emballages spécialement conditionnés pour des pays de la région. En effet, l'E.S.E. fait désormais 30 % de son chiffre d'affaires de 650 millions de francs dans la région et espère, d'ici deux ans, atteindre 60 %. Ce groupe sous contrôle français concurrencie donc les Japonais chez eux, sur le plan du prix comme sur celui de la qualité, même si sa taille est bien petite face aux géants nippons ou à Philips.

E.S.E. produit actuellement 130 000 postes de télévision couleur, 100 000 en noir et blanc, 850 000 radios et 1,5 million de téléviseurs (le groupe produit un total 2,8 millions de téléviseurs), du bas au haut de gamme. En fait, ces produits ressemblent fort, par leur conception, à leurs homologues japonais présentés sur les mêmes étalages dans les boutiques françaises. De quoi confondre celui qui, attiré par la « qualité » japonaise, préférerait un transistor de marque nipponne, peut-être produit dans une usine voisine de l'E.S.E., voire celui qui, séduit par la « robustesse » allemande, choisirait un Saba ou un Nordmende !

C'est aussi une des raisons de l'installation de Thomson-Brandt à Singapour : no laboratoire de

recherche et de développement de soixante-dix personnes, autonome, y travaille dans la même ambiance de concurrence, baignant dans les mêmes conditions économiques et d'information. Ce qui a permis à Thomson, encore récemment totalement inconnu dans la région, de se tailler une petite part du marché, et une réputation. Ce que résume l'un de ses interlocuteurs : « La région a un grand potentiel, il faut y être ! »

Le tableau ne serait pas complet si l'on omettait pas la question de la main-d'œuvre, qui fut sans doute, à l'origine, une des premières raisons, sinon la principale, de l'installation de cette usine. En dépit d'importantes augmentations de salaires ces dernières années, une ouvrière revient, toutes charges comprises, cinq fois moins cher à Singapour qu'en France, 3 dollars de Singapour (environ 11 francs) de l'heure. Elle est, bien entendu, plus docile — ce sont des jeunes étrangères qui travaillent, quelques années avant de se marier — bien contrôlée par les autorités ou les syndicats officiels. Mais aussi la main-d'œuvre passe pour d'excellente qualité. Quant aux techniciens ou aux ingénieurs, leur niveau est compétitif.

Aujourd'hui, toutefois, en raison des hauts salaires et de la politique de Singapour, qui veut décourager graduellement les industries de main-d'œuvre au profit d'industries de plus haute valeur ajoutée ou de haute technologie, mais aussi à cause de la forte valeur du dollar de Singapour (1), l'E.S.E. se prépare à ouvrir une usine en Malaisie. A Kota-Tinggi, dans l'Etat de Johore, des ouvrières assembleront des postes de radio à bon marché. Ce qui permettra de pallier en partie le handicap causé par la flambée du dollar de Singapour, qui rend les produits de moins en moins compétitifs dans une économie mondiale en crise, face aux fabricants de Taiwan, de Hongkong ou de Corée du Sud. En même temps, l'E.S.E. s'apprête à produire des moniteurs couleur pour les micro-ordinateurs de Thomson, profitant sans doute des progrès extrêmement rapides de l'industrie de l'informatique à Singapour.

PATRICE DE BEER.

(1) En quatre ans, le franc français est passé de 0,70 dollar de Singapour à 0,27, et le mark de 1,20 à 0,84 dollar singapourien.

ISTH
Enseignement Supérieur depuis 1953
EXPERTISE COMPTABLE
C.S. Juridique et Fiscal
80h. : 4000f.
du 17 au 30 Août 1983
TOLBIAC : 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. : 353.55.33
AUTEUIL : 6, Av. Léon-Henry
75016 Paris - Tél. : 224.10.72

DROIT
Sciences Eco.
Documentation sur demande
• Stage session septembre
• Stage de pré-rentree
• Soutien annuel
IPEC Enseignement supérieur privé
45, bd Saint-Jacques, Paris 6
Téléphone : 533.21.23/222.03.71/254.45.57

INSTITUT UNIVERSITAIRE SPÉCIALISATION EN THERMIQUE INDUSTRIELLE (I.U.S.T.I.)

de l'Université de Provence, délivre un enseignement destiné aux titulaires d'un diplôme universitaire ou d'un titre d'ingénieur ou à certains cadres désirant se spécialiser dans les techniques nouvelles de ce domaine.

Durée des cours : 4 mois + stage

Rece. et ins. Université de Provence - Secr. Echanges Thermiques
13397 MARSEILLE CEDEX 13 - Tél. (91) 98-90-10 (Poste 323).

Dès maintenant, la solution pour vos VACANCES à l'étranger c'est: PARIS TOURS

LA GRECE Hôtel 4 étoiles 12 personnes Avion Paris/Paris 1 semaine à partir de 2530 F	LES BALEARES Hôtel 4 étoiles 12 personnes Avion Paris/Paris 1 semaine à partir de 1990 F
LE MAROC Hôtel 4 étoiles 12 personnes Avion Paris/Paris 1 semaine à partir de 2290 F	LA SICILE Hôtel 4 étoiles 12 personnes Avion Paris/Paris 1 semaine à partir de 2865 F

LES CANARIES
Hôtel 4 étoiles 12 personnes
Avion Paris/Paris
1 semaine à partir de
2830 F

Demandez notre brochure générale à :
PARIS TOURS 14, rue d'Alsie 75002 Paris
Tél. : (1) 266.45.74



VICTOR, ou comment se faire un prénom dans le monde des affaires.

La recette du succès. Que faut-il de nos jours pour connaître la réussite ?

Tout d'abord, savoir parler plusieurs langues, posséder une mémoire infatigable, gigantesque, être capable de s'adapter à la vitesse de l'éclair, être et rester accessible 24 heures sur 24, avoir l'esprit pratique et le garder et, par-dessus tout, rester simple, ne pas être trop cher.

C'est certainement pour cela que Victor est le micro-ordinateur 16 bits numéro un en Europe.

De tous les micro-ordinateurs 16 bits, Victor est le plus accessible, il peut même vous parler si vous le désirez. Pourtant, Victor est une bête de travail, il sait faire la synthèse des besoins d'une entreprise.

Il s'intègre avec facilité à tout environnement. Où qu'il soit, Victor est partout chez lui.

Premier d'une génération d'ordinateurs très évolués, pouvant prendre en charge les tâches réservées jusqu'à présent aux ordinateurs de plus grosses dimensions, Victor démontre que la voie du succès est aussi celle de la simplicité.

Si vous souhaitez mieux connaître les voies de la réussite en micro-informatique, écrivez à Victor en renvoyant le bon à l'adresse ci-dessous.

VICTOR L'ordinateur que l'on appelle par son prénom.
VICTOR TECHNOLOGIES, 28, RUE JEAN-JAURES, 92800 PUTEAUX, (1) 776-4460.

NOM _____ SOCIÉTÉ _____ FONCTION _____
ADRESSE _____ TEL _____ APPLICATION _____

العدد 1525

COMMERCIAL EXTERIEUR
des services

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mardi 28 juin 1983 - Page 25

	la fig.	la fig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITALUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	la cm/m²	la cm/m² T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur Général à Profil Commercial

Automatismes Industriels

300/350.000 F an + voiture

Groupe multinational, nous sommes l'un des leaders mondiaux dans notre domaine (notre CA approche les 800 millions US \$). Nos activités européennes se développent fortement sur des marchés en croissance d'environ 50% par an. Nous recherchons pour notre filiale française (aujourd'hui 12 personnes), un patron qui soit avant tout un batteur, un homme de terrain et un animateur commercial.

De formation Ingénieur, de préférence électronicien, âgé d'environ 38 ans (± 5 ans), il parle couramment l'anglais et a fait ses preuves comme Responsable de grandes affaires ou, mieux encore, comme Directeur des Ventes ou de Division. Il a déjà traité, avec des interlocuteurs de niveau élevé, des marchés portant sur des automatismes industriels de haute technologie.

En plus de la France, nous lui confierons la développement des marchés d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire Francophone.

De belles perspectives d'évolution existent dans notre groupe.

Le siège du poste à pourvoir est situé à Paris.

Envoyer votre CV en précisant la référence 2M.1051 et vos dates de vacances à GFC

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

Cadre de Direction Générale

Ressources Humaines - Informatique - Contrôle de Gestion

300/350.000 F an

Nous faisons partie d'un grand groupe industriel du secteur privé. Notre entreprise, avec ses nombreuses filiales, dépasse 2.500 personnes.

Pour renforcer notre équipe de direction, nous recherchons un diplômé grande école (type ECP, ESE, A.M ou HEC, ESSEC) d'environ 35 ans.

Nous lui confierons essentiellement la responsabilité de nos Ressources Humaines et la supervision de l'Informatique et du Contrôle de Gestion, ainsi que des fonctions de Secrétaire Général.

Participant aux prises de décisions importantes, c'est une personnalité à la fois dynamique, imaginative, diplomate et rigoureuse dont l'expérience professionnelle aura été de ce jour une réussite dans des fonctions opérationnelles.

Notre groupe, essai diversifié et fortement décentralisé, offre à ses meilleurs éléments, de réelles possibilités d'évolution.

Le poste est à pourvoir en Région Parisienne Ouest.

Envoyer votre CV en précisant la réf M.1056 et vos dates de vacances à GFC

Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE RADIODIFFUSION

Société financière détenant d'importantes participations dans les stations radiophoniques (EUROPE 1, RMC, SUD-RADIO), et à l'étranger (USA, MAROC, LIBAN, BRÉSIL, CARAÏBES...), recherche



pour une de ses filiales, un DIRECTEUR COMPTABLE

Le candidat devra être de formation supérieure (HEC, SUP de Co.).

Rattaché au Directeur Général, il organise et contrôle le fonctionnement comptable et financier de la Société.

Il assure par ailleurs la gestion du service facturation et comptabilité clients.

Il élabore les budgets et exploite les résultats dans un esprit de contrôle de gestion.

Il participe personnellement à l'implantation d'un nouveau système informatique.

Le poste est basé à Neuilly-sur-Seine.

pour sa Direction Financière, un COMPTABLE DE HAUT NIVEAU

Ce poste sera confié à un diplômé d'une école de commerce avec quelques années d'expérience.

Une bonne connaissance des règles fiscales est exigée.

Le candidat devra être familiarisé avec l'outil informatique.

La rémunération sera liée à l'expérience du candidat retenu.

Le poste est basé à Paris (16e).

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et photo à Antoine KUIPERS

SOFIRAD - 78, Avenue Raymond-Poincaré - 75116 PARIS

Directeur dans la distribution de boissons en Alsace

Vous dirigez actuellement un entrepôt distribuant des boissons et souhaitez conduire une expérience nouvelle.

Nous vous proposons de devenir le directeur d'une unité présente sur tous les segments du marché des boissons : alimentaire, CHR, collectivités... Avec une gamme de produits étendue : bières, vins, eaux, softs, jus de fruits...

En animant une équipe de 40 personnes, vous réaliserez un chiffre d'affaires de plus de 45 millions de francs et serez responsable de votre résultat. Au sein de cette équipe, vous animerez la politique commerciale que vous aurez contribué à mettre en place.

Vos qualités d'organisateur vous aideront dans la recherche et la mise en oeuvre d'actions d'amélioration de la productivité et ce surtout dans l'exploitation.

Les qualités humaines que vous possédez et votre sens du commandement seront autant d'atouts dans un milieu qui vous le savez est difficile. La rémunération offerte sera fonction de votre expérience professionnelle antérieure.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions s'fref. 1520M à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

SOCIÉTÉ DE VENTES D'INSTRUMENTATION ET D'APPAREILLAGE D'ANALYSE DE LABORATOIRE POUR LA RECHERCHE LA MÉDECINE ET L'INDUSTRIE

recherche

DIRECTEUR EXPORT

SERA CHARGÉ :

- Mettre en place des structures d'organisation et de gestion.
- Développer le chiffre d'affaires.
- Diriger et évaluer une dizaine de personnes.

PROFIL SOUHAITÉ :

- Diplôme Grande École (Ingénieur ou Commercial).
- Minimum 30 ans.
- Expérience réussie (minimum 3 ans) dans la vente de l'instrumentation et appareillages scientifiques de laboratoire.
- Négociation Internationale.
- Dynamique, meneur d'hommes.

Salaires selon expérience.

Discrétion assurée.

Envoyer curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. T.041.216 M à : REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Raoult, 75002 PARIS.

ETABLISSEMENT PUBLIC Centre de Paris

recherche

a pour l'aménagement, l'entretien, l'expansion de ses bâtiments et la gestion des budgets qui s'y rapportent ;

a pour la sécurité de ses 1.200 agents, de ses 25.000 visiteurs quotidiens, de ses locaux et de son patrimoine (un des plus importants du monde) un

directeur technique BATIMENT ET SECURITE

Cet ingénieur, d'un haut niveau technique, ayant une autorité réelle, une expérience confirmée et des références justifiées d'aménagement urbain, de maintenance immobilière sophistiquée, ainsi que de gestion d'importants budgets, trouvera dans l'établissement une carrière dynamique, stimulante et novatrice. Une expérience dans des établissements ou services publics serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 6829 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Jeune Directeur d'Usine



Leader Européen dans le domaine de la sécurité SICLI (CA : 580 MF; effectif 2000 personnes) produit et commercialise des installations électroniques sophistiquées en matière de détection vol et incendie.

Dans le cadre de son développement, cette Société recherche un Directeur pour son usine d'électronique (65 personnes) située à ACQUIGNY (EURE).

Celui-ci devra assurer la réorganisation de cette unité ainsi que la mise en place d'une gestion de production informatisée. Agé d'une trentaine d'années, l'homme recherché a une formation ingénieur et a acquis une solide expérience au niveau méthodes. Doté de réelles qualités d'organisateur et de gestionnaire, il aura des bases suffisantes en électronique pour assurer avec succès le développement de nouveaux produits.

Les candidatures seront traitées en juillet et en août par Yves KERNEVEZ sous réf. M. 673.



Mitie Kernevez & ASS. s.c.m
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

LA VILLE DE COLOMBES (92)

recherche

1 DIRECTRICE DE CRÈCHE

Pour un remplacement du 29 août au 30 décembre 1983 inclus.

Les candidates devront avoir plus de 25 ans et être titulaires du diplôme d'Etat de puéricultrice ou du diplôme en médecine et justifier si possible de 5 ans d'expérience de la profession.

Adresser candidature et C.V. détaillé à : M. LE MAIRE DE COLOMBES

DIRECTEUR DE L'INFORMATION TECHNIQUE

Il devra définir les objectifs et la politique rédactionnelle du journal et animer une équipe de journalistes.

La rémunération est en rapport avec la mission confiée.

Merci d'adresser C.V. et lettre manuscrite, sous la réf. 1.584, à PROUVAZ, 27, rue de Marengo, 75008 PARIS. Tél. : 369-84-14.

FILIALE EUROPÉENNE D'UN IMPORTANT GROUPE AMÉRICAIN (MEDICAL) recrute :

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

- Financier de première force, expérimenté en gestion internationale, pratiquant couramment l'anglais.
- Aura une autonomie complète dans le cadre de sa fonction.
- Lui incombent toutes les responsabilités d'un financier de haut niveau.
- Lieux de travail PARIS et FRANCE SUD.
- Les candidats seront reçus le 15 juillet 1983.

Ad. C.V. + lettre manuscrite à : FRED KISTEL CONSULTANT R.P. 1, 6770 SCHWINDRATZHEIM.

Importante société Ivoirienne d'Électrification

ABIDJAN

300.000 FF

et nombreux avantages liés à l'expatriation.

Directeur de travaux

Dépendant du Directeur Général pour Assurer la responsabilité d'une équipe d'Ingénieurs d'Affaires et de Conducteurs de Travaux chargés de la réalisation du réseau de transport électrique.

Assurer auprès de la clientèle les activités commerciales.

Superviser l'administratif et la gestion de ses chantiers.

Expérience similaire de 5 ans minimum à justifier dans un secteur approprié.

Bonnes connaissances de la conduite et de la gestion de chantiers à l'étranger.

Formation technique supérieure - Grande disponibilité. Travailleur et meneur d'hommes.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23011 à :

MRI conseil

Danièle Chapuis

13, rue Madeleine Michéls 92522 Neuilly

(Les interviews auront lieu suivant convenance des candidats en juillet ou en Août.)

PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - MILAN

Société mécanique, filiale d'un important groupe national fabricant et distribuant des biens d'équipement pour l'industrie alimentaire

PARIS

280.000 F +

Chef des achats

Le candidat devra assurer tous les achats matières au niveau des fournisseurs et compagnies affiliées.

Superviser la planification et le suivi des approvisionnements. Animer et gérer un service de 7 personnes.

Expérience similaire réussie de 5 ans minimum dans un poste à responsabilité.

Bonne connaissance des Achats au niveau international, si possible dans le secteur électromécanique.

Ingénieur formation électromécanique et bonne maîtrise de l'anglais écrite - italien ou espagnol souhaité.

30 ans minimum. Disponible pour voyager, le candidat devra faire preuve d'un grand esprit de négociation et d'organisation.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé sous référence 23010 à :

MRI conseil

Danièle Chapuis

13, rue Madeleine Michéls 92522 Neuilly

(Les interviews auront lieu suivant convenance des candidats en juillet ou en Août.)



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Compagnie pétrolière dans le Golfe

Un challenge pour des ingénieurs grande école de culture arabe...

Notre politique d'arabisation nous conduit à rechercher des ingénieurs à potentiel élevé, des futurs managers. Vous aurez des responsabilités variées et polyvalentes, tantôt d'étude, tantôt de terrain, sur le chantier avec une forte dimension d'animation et de formation des hommes. Bien entendu, issu d'une grande école (Centrale, Mines, IFP...), vous avez déjà une première expérience et vous parlez couramment l'anglais mais aussi l'arabe, votre langue maternelle, comme le français pour travailler dans un contexte international où des milieux culturels différents se côtoient. Tout en assurant notre croissance, nous avons su rester à taille humaine et la souplesse de notre structure comme l'ambition de notre politique implique une grande adaptabilité et de solides qualités personnelles. Si vous vous sentez de taille à satisfaire ces exigences et si vous êtes prêts à vous installer dans le Golfe en famille, nous vous proposons une carrière dynamique ainsi qu'une rémunération attractive (45 à 50 000 F/an) sans compter les avantages liés à l'expatriation.

Adressez rapidement votre candidature au Département conseil en recrutement de SIASS sous référence 2. 18. M.

SIASS

28, rue Bayard - 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
l'un des leaders mondiaux dans son domaine
(biens d'équipement - matériels de transports)
recherche pour son équipe en place à
NEW YORK
chargée de la conduite d'un important contrat

JEUNE INGENIEUR diplômé grandes écoles

justifiant de quelques années d'expérience dans des fonctions techniques et de gestion de contrat.

Il sera l'adjoint de l'Administrateur du contrat, interlocuteur du client et des industriels impliqués en France et aux U.S.A.

Il assurera ensuite, dès la livraison des premiers équipements, la direction de la mission de service après-vente.

Anglais courant indispensable.

Gout de l'expatriation et disponibilité nécessaires.

Merci d'envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions sous

réf. 74125 à CONTESSÉ PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.r.

Ingenieur/Übersetzer Muttersprache Französisch

Wir suchen fuer Stuttgart technische Übersetzer mit Erfahrung oder Ingenieur Fachrichtung E-Technik/Elektrotechnik. Man sollte mit guten Deutschkenntnissen zum Übersetzen technischer Texte in die französische Sprache. Angebote erbiten wir an: Ingenieurbüro fuer technische und naturwissenschaftliche Übersetzungen, Dr. W.D. Eickel, Birkenwälderstr. 118, 7000 Stuttgart 1, R.F.A.

Établissement public recherche en vue d'expatriation

UN AGENT ADMINISTRATIF- RÉGISTRÉ

titulaire DUT, DEUG ou équivalent. Expérience Afrique souhaitée pour première affectation en Côte d'Ivoire. Ecrire ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

Maintenance in Saudia

Des réalisations prestigieuses - complexes hospitaliers et hôteliers, ensembles résidentiels - disposant d'équipements sophistiqués et très élaborés techniquement, avec le contrôle de fonctionnement informatisé. Et désormais une maintenance solide à mettre sur pied et à animer. Donc des responsabilités à exercer, à deux niveaux (zone, unité), dans différents sites du pays. Et des hommes de toutes spécialités (climatisation, traitement des eaux, électricité, électronique, etc...) à diriger.

Vous êtes ingénieur, directeur d'usine, responsable d'entretien, spécialiste de la maintenance. Vous savez mener les hommes, définir les procédures, gérer des matériels et des pièces. Vous savez anticiper les problèmes techniques et prendre les dispositions en conséquence. Homme de direction et d'organisation, vous êtes surtout un opérationnel. Et vous parlez parfaitement anglais.

Nous sommes un groupe important avec une ingénierie parisienne développée et une forte implantation en Arabie Saoudite. Nous vous proposons ces postes de responsabilité, avec tous les avantages de l'expatriation pour un contrat à durée déterminée. Nos conseils SIRCA qui nous aident dans cette recherche vous préciseront, en vous recevant, nos besoins. Envoyez-leur, votre lettre de candidature, sous référence 332 945M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec

Géophysicien de haut niveau

SCHLUMBERGER AFRIQUE, dans le but de développer son département de Géophysique, principalement la partie «Profil Sismique Verticale», recherche un Géophysicien d'expérience confirmée.

Ses principales responsabilités porteront sur l'interprétation des données en provenance du terrain, leur présentation aux différents utilisateurs, et la formation continue des ingénieurs de la Société.

Outre un diplôme de niveau supérieur, le candidat doit se prévaloir d'une expérience longue d'au moins 5 ans.

Une très bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Bien que basé à Paris, il devra se déplacer fréquemment, surtout en Afrique du Nord.

Envoyez votre demande, accompagnée d'un CV, sous la référence S 309, à ID Manager, Schlumberger, 50 rue de Monceau 75008 Paris.

Schlumberger

deputy project manager

ARABIE SAOUDITE

Nous sommes une Société d'Ingénierie Française, filiale d'un Grand Groupe International. Nous recherchons un cadre, de formation Ingénieur Génie Civil diplômé ou Architecte, pour assurer la surveillance des travaux de la construction de 2500 villas à MECQUE - (Durée prévue : 32 à 34 mois).

Le poste est en rattachement de l'ingénieur en Chef, il est impératif :

- d'avoir une expérience de plus de 12 années dans des activités similaires,
- d'être de religion musulmane,
- de parler anglais couramment.

Nombreux avantages liés au statut d'expatrié.

Merci d'adresser CV, photo et salaire actuel sous réf. 66.54/57/545 à ADEQUATION, 62-64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales



directeur des systèmes d'informations, dans l'Ouest 300 000 F + /an

L'UNION LAITIÈRE NORMANDE, premier groupe laitier européen, vous propose d'assurer la direction de son informatique.

Homme d'un plan informatique, vous managez une grande équipe d'informaticiens ; vous libérez les utilisateurs en leur distribuant puissance et moyens et n'oubliez pas de mettre la technique au pas de l'organisation.

Ingénieur Grande École, vous avez acquis le gros de votre expérience dans l'industrie, possédez une solide culture informatique intégrant les nouveaux concepts et raisonnez systèmes d'informations.

Notre consultant, J. THILLY, vous remercie de lui écrire (réf. 4363 LM) à "Carrières de l'Informatique".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

DIRECTEUR COMMERCIAL

200-220.000 F. OUEST Transformation Matières Plastiques

Une société française (70 personnes - CA 22 millions de francs), filiale d'un groupe international et spécialiste dans la transformation des matières plastiques, recherche UN DIRECTEUR COMMERCIAL. Dans le cadre des objectifs du groupe et en liaison avec le Directeur Général, il définira la politique commerciale de la société. Il négociera les contrats commerciaux avec une clientèle composée principalement de constructeurs automobiles français et étrangers. Il sera également responsable du choix et de la prospection de nouveaux marchés (électronique, électricité, téléphone, etc...) dans le cadre de la diversification des créneaux de production et des lignes produits de la société. Il définira les budgets promotionnels et de publicité et il suivra l'évolution des prix de revient. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation Ingénieur et parfaitement bilingue français-anglais (allemand souhaité) possèdera plusieurs années d'une expérience professionnelle acquise dans une fonction semblable. La connaissance de la transformation des matières plastiques et du secteur automobile est souhaitée. L'évolution prévisible du poste implique de solides qualités de gestionnaire. A la rémunération mentionnée pourra s'ajouter un intéressement. Ecrire sous réf. 804/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS. Discretion assurée.

IMPORTANT INSTITUT DE SONDAGES recherche

DIRECTEUR

RÉSEAU D'ENQUÊTEURS

Avec une équipe de 6 cadres chevronnés, il devra prendre en main l'ensemble du réseau national d'enquêteurs : encadrement, animation, gestion administrative, formation technique, contrôle qualité à tous les niveaux de la structure.

Pour être candidat, il faut avoir :

- Une bonne formation générale de base de type bac + quelques années d'études en économie ou psychologie ;
- Une solide expérience réussie de la conduite d'équipes de collaborateurs, et possible dans le même domaine ;
- Un sens aigu de l'organisation et de la rigueur avec fermeté et souplesse ;
- Il est souhaité une certaine connaissance des techniques de sondages ou le terrain ou au niveau chargé d'études.



Envoyer c.v. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 18, rue de la Paix, 75002 PARIS (sous référence 2507) DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES.

Mud-Loggers

THE ANALYSTS SCHLUMBERGER

MUD-LOGGERS WITH PREVIOUS EXPERIENCE

Fluent in french or italian or spanish and a good knowledge of the english language.

Send c.v. to: S.T. THE ANALYSTS-SILIC 217 94518 RUNGES CEDEX-FRANCE

THE ANALYSTS
Schlumberger

The analysts Schlumberger recherche géologues de sondes expérimentés parlant couramment français ou italien ou espagnol et bonne connaissance de la langue anglaise.

GROUPE FRANCAIS DES INDUSTRIES MECANIQUES

leader sur son marché

RECHERCHE POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE

son délégué de la direction industrielle groupe

Le candidat, SERA CHARGÉ :

- * de conduire dans l'unité de production allemande des actions de restructuration technique et de gestion.
- * de coordonner les interventions des différents services du groupe.

DEVRA :

- * être INGENIEUR MECANICIEN
- * avoir plusieurs années d'expérience
- * parler allemand

résider dans une grande ville du nord de l'Allemagne.

Possibilités de développement ultérieur à l'intérieur du groupe français.

Adresser CV manuscrit, photo et prétentions à PROJECS PUBLICITE

12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre, s/réf. 44559

IMPORTANT SALLE DE VENTES AUX ENCHÈRES Allemagne cherche COMMISSAIRE-PRESEUR PARLANT ALLEMAND pour collaboration en France. Offres sous S&S A Paris KG, Bureau 7, D-6000, FRANKFURT/MAIN 1.

ASSOCIATION AIDE AU DEVELOPPEMENT RECHERCHE

UN RESPONSABLE POLYVALENT

- Pour programme de développement en zone prioritaire (aménagement habitat, soutien agriculture, pêche, artisanat en HAUTI).
- En raison caractère Association, rémunération modeste mais travail motivant.

Envoyer lettre manuscrite, CV + photo.

s/réf 8471 LE MONDE Pub. services annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

ASSOCIATION AIDE AU DEVELOPPEMENT RECHERCHE

UN(E) RESPONSABLE INFIRMIER (E) ASSISTANT(E) SOCIAL(E)

- Pour programme sanitaire et social en milieu pérurbain (supervision travail éducation sanitaire et nutritionnelle d'un petit dispensaire en activités artisanales) en HAUTI.
- En raison caractère Association, rémunération modeste mais travail motivant.

Envoyer CV + photo.

S/réf 8470 LE MONDE PUB. services annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

ASSOCIATION AIDE AU DEVELOPPEMENT RECHERCHE

UN AGRONOME OU TECHNICIEN AGRICOLE

- Pour programme agriculture (HAUTI).
- Expérience animation et connaissance agriculture tropicale souhaitées.
- En raison caractère Association, rémunération modeste mais travail motivant.

Envoyer lettre manuscrite, CV + photo.

s/réf 8468 LE MONDE Pub. services annonces classées, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.



HEL
des praticiens
Audit et
recherche
d'Arctique
et de
Antarctique

Audi
sen

HEF DE

HEF DE

HEF DE

HEF DE

HEF DE

HEF DE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



HELIOS

un des premiers Cabinets français
d'Audit et de Conseil,
membre d'Arthur Young International
recherche pour
Lyon

Auditeurs seniors

- Nous leur proposons :
- le cadre de travail d'un cabinet international d'audit et de conseil,
- des missions variées en France et à l'étranger auprès d'entreprises privées et publiques,
- une carrière évolutive et des prises de responsabilité dans nos bureaux français et étrangers, pouvant conduire à l'association,
- une formation Audit de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

- Nous leur demandons :
- le diplôme d'une grande Ecole (HEC, ESSEC, IEP, ESC...),
- une expérience Audit de 3 à 5 ans.
- Nous sommes à votre disposition pour un entretien sur votre plan de carrière.
Adressez C.V., photo et lettre sous la référence LM/06 à

Monsieur DESGROLARD
HELIOS
S.P. 06
69811 TASSIN CEDEX

Pays de Loire
Société fabrication électronique (1600 pers.)
créé poste

CHEF DE PRODUIT HF

— E.S.C. ou équivalent (débutant ou 1^{re} expérience).
— Homme de dialogue et de conviction.
— Alliant volonté d'entreprendre et capacité d'animer des programmes d'action.

Dépendant du Directeur Commercial, vous vivrez et évoluerez au même rythme qu'un nouveau produit dont vous assurerez le management complet (marketing, promotion, commercialisation, recherche et développement).

Vous bénéficierez de notre structure et de notre expérience électronique.

Envoyer C.V. et présentations à notre conseil EROAUD

57, rue Charles Monselet
44000 NANTES
(discrétion assurée).

Bordeaux - Dijon - Dunkerque - Lille - Lyon - Marseille - Nantes - Paris - Strasbourg - Valenciennes

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
D'IMPLANTATION NATIONALE
recrute

EXPERTS-COMPTABLES DIPLOMÉS
ET FINALISTES

- Fonctions proposées :
- Directeurs régionaux,
- Chefs de bureaux,
- Chefs de groupes.

Postes à pourvoir :

PARIS - LYON - ROANNE

GRENOBLE - AIX - MARSEILLE

TOULOUSE - PÉRIGUEUX

Adressez C.V., photo, présentations et délais de disponibilité sous référence T 041.251 M à RÉGIE PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

TUYAUTERIE INDUSTRIELLE RHÔNE-ALPES
Nous sommes une entreprise d'importance nationale (8000 personnes, C.A. : 2,5 milliards de F) à vocation plurisectorielle. Dans le cadre de notre politique de diversification, nous avons le volonté de développer rapidement notre activité TUYAUTERIE INDUSTRIELLE récemment créée. Cette division nous conduit à rechercher un :

INGENIEUR CHARGE D'AFFAIRES

Nous souhaitons recruter un ingénieur diplômé de formation supérieure (4 et 14 par exemple), ayant une expérience de 5 à 10 ans et possédant un potentiel personnel élevé qui lui permettra d'assurer avec le développement de cette activité, il sera à l'origine de l'ensemble des problèmes techniques, administratifs, humains, commerciaux et de gestion liés à la conduite des affaires dans le secteur de la tuyauterie industrielle.

Les candidats de génie mécanique et d'ingénieur seront retenus dans le cadre de ce nouveau collaborateur.

La pratique de l'anglais sera appréciée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) s'adressant à :

A2M Conseil en Recrutement et en Gestion de Personnel 45, cours Aristide Briand 69000 CALUIRE - Tél. : (7) 808.90.90



Jeune responsable méthodes et industrialisation Rhône-alpes

Usinage automatisé - Cette filiale d'un important groupe international est spécialisée dans la conception, la fabrication et la commercialisation de biens d'équipements légers, en France (où elle occupe la place de leader) et à l'étranger. Elle recherche un chef de service méthodes et industrialisation. Dépendant du directeur industriel, il aura la responsabilité complète de la fonction : étude de la faisabilité industrielle des nouveaux produits et des investissements, définition et gestion des gammes et des montages d'outillage, amélioration des productions existantes (temps, gammes, flux matériels). Il animera une équipe de 8 personnes. Cette opportunité s'adresse à un jeune ingénieur, mécanicien, possédant au moins 3 à 4 ans d'expérience des méthodes dans une industrie mécanique. Il aura acquis une bonne pratique de l'usage en général, notamment par les procédés modernes de fabrication (commande numérique, centre d'usinage automatisé). Des connaissances en traitements thermiques seraient un atout supplémentaire. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel du candidat retenu. Elle pourra atteindre 180/200.000 francs. Ecrire à M. LE GOUFF. Réf. A3748M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



recherche pour son usine de CIRCUITS IMPRIMES de COUTANCES (Manche)

UN INGENIEUR RESPONSABLE D'AFFAIRES A et M ou équivalent, expérimenté.

Dans le cadre d'un transfert de compétences, il sera chargé dans un premier temps de la constitution du dossier bâtiments, équipements, documentation et formation. Dans une seconde étape, le titulaire sera responsable de l'assistance technique, l'installation des équipements et la mise en route de la fabrication sur le site (à l'étranger). Une expérience de transfert de technologie, des compétences techniques ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais sont requises. réf. AS/RA

UN INGENIEUR RESPONSABLE TECHNIQUE expérimenté en fabrication de circuits imprimés.

Il sera chargé de l'analyse du procédé, de la définition des objectifs d'amélioration, de la mise en œuvre des actions pertinentes et du suivi des résultats. La connaissance de l'anglais est nécessaire. réf. AS/RT

Adressez votre CV, photo et présentations, en rappelant la référence du poste choisi, à CIT ALCATEL

Service Recrutement et Orientation - 10, rue Latécoère

78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex.

Ingénieur en organisation PROVENCE

Grande Banque décentralisée (1.200 personnes), nous recherchons un ORGANISATEUR (H ou F) chargé des études destinées à la mise en place des systèmes, structures et procédures visant à satisfaire notre politique de productivité et de rentabilité, en relation avec notre Responsable de l'Organisation.

En liaison avec les utilisateurs concernés, vous assurerez la conduite des projets directement liés au système d'information de l'entreprise (bilans d'opportunités, gestion des données, définition des circuits, formation des utilisateurs...) et veillerez à leur cohérence.

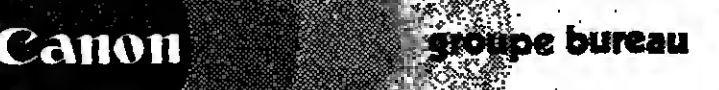
Ce poste très spécifique nécessite une expérience de 3 ans minimum dans une Banque et/ou un service organisation, et une bonne connaissance des circuits bancaires, ainsi que de sérieuses qualités d'analyse et de synthèse, alliées au sens des contacts et de la rigueur.

Nous offrons les avantages sociaux liés à la fonction bancaire, dans un environnement de qualité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous réf. 6807 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra



Recherche pour ses Unités Opérationnelles de STRASBOURG et DIJON

Chefs de l'administration

Responsables des actions de gestion budgétaire, de contrôle, de facturation, de recouvrement, de contrôle des stocks et de contrôle du parc. Une expérience de la fonction et de l'encadrement est souhaitée.

Merci d'adresser vos candidatures (CV + lettre manuscrite + photo) à Bernard BROCHU, CANON FRANCE, 4 boulevard de Metz

67000 STRASBOURG.



Designer industriel Région orléanaise

LITA (280 personnes, 170 millions de chiffre d'affaires dont 30% à l'export), fait partie d'un puissant groupe industriel. Leader de l'éclairage architectural haut de gamme, elle recherche un designer industriel. Intégré dans la cellule recherche et développement, en liaison étroite avec le service marketing, il aura pour mission de proposer de nouveaux produits ou de nouveaux concepts. Il participera également à la définition des cahiers des charges et suivra l'industrialisation des produits réalisés. Il interviendra aussi au niveau de l'image de la société, à travers la conception de stands d'exposition et l'élaboration des catalogues. Ce poste basé au sud d'Orléans, conviendrait bien à un designer diplômé ayant acquis dans l'idéal successivement une expérience en cabinet et en industrie. Créatif, il devra aussi être sensibilisé aux problèmes de faisabilité dans les domaines techniques. La rémunération annuelle proposée sera motivante. Ecrire à J. SCARINOFF. Réf. A2414M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.

3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



WISK machine, OMO, CIF, PERSIL, CAJOLINE...

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS GENERALISTE

Notre usine de détergents emploie 1.200 salariés. Nous proposons à un jeune ingénieur d'intégrer nos équipes de travaux neufs pour y développer et mettre en œuvre de nouveaux systèmes de production appliqués à nos activités de génie chimique, conditionnement et logistique.

Le caractère très concurrentiel du marché des produits détergents exige de notre outil de production des performances de premier plan ; elles sont soutenues par des volumes d'investissements importants, des technologies avancées dans les domaines de l'automatisme, de la régulation et de l'électrotechnique. Elles requièrent également de très bonnes qualités de relation entre les Travaux Neufs, la Maintenance et les Services de Production.

Aussi, recherchons-nous un jeune ingénieur généraliste de très bon niveau, vivement intéressé par des technologies avancées et capable de s'intégrer à des équipes qui travaillent en liaison directe avec les services de production.

Cette opportunité est conçue comme une première étape dans un développement de carrière ouvert aux dimensions du Groupe Unilever sur le plan national et international. Anglais nécessaire.

Le poste est basé à Hambois, dans la région Lilloise.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo au

Département Central du Personnel (réf. XIII/83M)

UNILEVER FRANCE SERVICES

8, avenue Delcassé 75384 PARIS Cedex 08.



ELECTRONIQUE AUTOMOBILE

Leader mondial pour la vente de circuits et de composants pour l'électronique automobile, MOTOROLA investit aujourd'hui en France dans une nouvelle usine de production située à ANGERS, destinée à la fabrication pour le marché européen de circuits hybrides pour l'automobile.

En France MOTOROLA renforce son implantation en recherchant son

RESPONSABLE DES VENTES AUX CONSTRUCTEURS

Diplômé Grande Ecole, vous travaillez chez un fournisseur de l'automobile et vous connaissez la vente aux constructeurs en première main. Vous avez une bonne connaissance de l'électronique automobile, vous parlez l'anglais, nous apprécierons une bonne connaissance de l'allemand. Vous serez prendre des responsabilités, notre organisation vous le permettra, mais nous vous demandons de comprendre notre besoin d'information largement pour agir plus vite.

Nous vous offrons rapidement une progression de votre carrière et éventuellement une évolution au niveau européen.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Envoyer C.V. + photo + présentations à : Christian LEROLLE, 8, rue François Cevert 49000 ANGERS.



recherche pour son centre de BREST

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE HYDRO-DYNAMICIEN

Il sera chargé dans le cadre d'un service de développement d'équipements, des études hydrodynamiques appliquées à l'ingénierie en milieu marin.

Adressez C.V. + présentations au Service du Personnel

CNEXO - 66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



1^{er} Centre Européen
de Génie Logiciel

Le CERICS, créé à Sophia Antipolis par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice et des Alpes-Maritimes, le Groupe BULL, et l'INRIA, avec le soutien de l'Agence de l'Informatique, procède dans le cadre de son développement aux recrutements suivants :

CONCEPTEUR LOGICIEL CONFIRME

REF. A

Ingenieur Grande Ecole (X, Supélec, Télécom...) et/ou Doctorant, vous avez acquis comme concepteur ou chercheur une expérience de la pratique de la conduite de grands projets logiciels et de la mise en oeuvre d'outils méthodologiques permettant de maîtriser la complexité inhérente à de tels projets. Vous avez par ailleurs une expérience et le goût de l'enseignement. Le CERICS vous offre l'opportunité de développer au plus haut niveau votre expertise au sein d'une équipe renommée et de prendre en charge une part de l'enseignement du M.S. de génie logiciel du CERICS.

INGENIEURS LOGICIEL

REF. B

Ingenieur Grande Ecole ou Universitaire, vous avez une première expérience de deux ans environ d'un grand système informatique. Le CERICS vous offre l'opportunité de développer votre expertise professionnelle dans l'environnement d'un centre de recherche (INRIA) au sein d'une équipe renommée.

INGENIEURS GRANDE ECOLE ET UNIVERSITAIRES DEBUTANT, TOUTE OPTION

REF. C

Ingenieur Grande Ecole ou Universitaire (Maîtrise, DESS, OEA) vous souhaitez devenir Ingenieur logiciel. De grandes entreprises de l'industrie du logiciel ont confié au CERICS le recrutement, et la formation de certains de leurs futurs ingénieurs logiciels Groupe BULL, SESA, TELESYSTEMES, OMNIUM Informatique. Elles vous proposent de prendre en charge les frais de neuf mois de scolarité du M.S. de génie logiciel du CERICS, soit une bourse de 90 000 F de vous payer 4 000 F par mois durant cette formation de niveau international dans la cadre d'un engagement de deux ans.

Envoyer CV au CERICS
Sophia Antipolis BP 20 06560 Valbonne
en rappelant la référence du poste.



Jeune titulaire d'un diplôme scientifique acquerez de solides compétences techniques en informatique dans un environnement agréable

Nous vous offrons cette possibilité au sein de notre Groupe de Distribution, UNIDES MAJOR à Bourges : 1 800 personnes, 53 supermarchés, un C.A. de 1,7 milliard de F en 1982, un taux d'expansion de 35 % par an en moyenne depuis 12 ans.

Nous procédons à des développements informatiques importants en utilisant les outils IBM les plus récents : deux 4331-2 sous DOS/VM dans un environnement DB/DC. Nous travaillons également avec le concept d'infocentre. Vous rejoignez notre équipe système et, après une période de formation, vous assurez la mise au point technique des nouvelles applications de pointe de la Société, en particulier celles concernant l'emploi, dans les magasins, de caisses enregistreuses à scanner.

Nous vous remercions d'ailleurs, sous référence M560, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI 48, av. de l'Opéra
75002 Paris
SELECTION

GRUPE LA RUCHE MÉRIDIONALE Leader de la distribution dans le grand SUD-OUEST

Nous connaissons depuis 5 ans une croissance exceptionnelle - C.A. 82: 2 300 000 KF - 3000 pers.

JEUNES DIPLOMÉS ATTIRÉS PAR LA GRANDE DISTRIBUTION

Vous souhaitez obtenir des responsabilités dans notre groupe!

Notre réseau de magasins leaders s'offre à vous et la formation que nous assurons sera votre meilleure carte pour gravir rapidement les échelons.

Sachez que nous sommes exigeants et que nous demandons:

- enthousiasme et combativité,
- sens commercial aiguisé,
- goût des responsabilités,
- aptitudes à former, gérer et animer les autres,
- esprit gestionnaire et méthodique.

Pour un premier entretien, adressez C.V., photo et prêt à M. Michel BONEYDS LA RUCHE MÉRIDIONALE - 2, rue J.-B. Pères 47000 AGEN.

LA RUCHE MÉRIDIONALE
SAVOIR VIVRE ET TRAVAILLER DANS LE SUD-OUEST

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES "USINE"

SUD-EST

Une société française (effectif : plusieurs milliers de personnes), filiale d'un groupe industriel international aux activités très diversifiées, recherche UN RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES pour l'une de ses usines employant plusieurs centaines de personnes, située en région Rhône-Alpes. Dépendant hiérarchiquement du Directeur de l'Usine et fonctionnellement du Directeur des Affaires Sociales de la société, il participera à la définition de la politique sociale et il veillera à son application au niveau de son établissement. Il conseillera le Directeur d'Etablissement en matière sociale et il assurera personnellement et avec la plus grande attention, les relations avec les représentants du personnel (Comité d'Etablissement, syndicats, délégués du personnel...). Il participera à la formation de l'encadrement qui devra lui-même sensibiliser la maîtrise à la mise en place de l'expression des salariés et à l'animation de groupes de qualité. Il coordonnera, animera et contrôlera les activités du bureau, du personnel chargé de la gestion (paie, suivi des dossiers du personnel...) et des responsables de la formation, de la sécurité et des services généraux. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, type E.S.C., E.S.S.E.C., Sciences Po, Sciences Humaines..., possèdera impérativement plusieurs années d'une expérience professionnelle acquise en milieu industriel et mettront en oeuvre des techniques informatiques. Il aura prouvé de solides qualités de négociateur. Ecrire sous référence 546/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

L'activité de notre société (eff. 800 - 500 MF - 20 implantations en province) filiale du groupe ELF AQUITAINE est axée sur la

GESTION de l'ENERGIE

Pour assurer notre développement, nous nous diversifions dans tous les domaines concernant les économies d'énergie, les énergies nouvelles et de substitution. Nous recherchons pour notre Direction Régionale de TOULOUSE un

INGENIEUR COMMERCIAL

Ce poste d'adjoint au Directeur Régional s'adresse à un diplômé d'études supérieures (grande école de commerce ou d'ingénieurs) - âgé de 30-35 ans environ - ayant acquis une réelle expérience de la négociation à un haut niveau et de la promotion de projets importants dans l'industrie, les équipements collectifs, ou l'immobilier.

Après une brève période d'initiation à nos techniques, il sera chargé de promouvoir et de négocier sur l'OUEST et le SUD-OUEST, l'implantation d'installations importantes destinées aux collectivités locales et aux industriels : traitements de déchets, récupération ou production de chaleur, géothermie.



Envoyer CV, photo et prétentions
à SITECO - 7, rue du Cirque
75008 PARIS. 225 70 50.

INSTITUT SUPERIEUR DE FORMATION DE L'ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE

RECHERCHE

RESPONSABLE DU DEPARTEMENT DE FORMATION DES DOCUMENTALISTES D'ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

- Haut niveau de qualification en technique documentaire
- Habitude de formation des adultes
- Connaissance du milieu scolaire
- Travail d'équipe
- Lieu de travail : ANGERS - Maine et Loire

Adressez C.V., détails, photo et prétentions à :
I.S.F.C. - 17, rue Mariet de la Soulaye
B.P. 908 49006 ANGERS Cedex

AGENCE DE PUBLICITE
Spécialisée dans la communication agricole et agro-alimentaire
recherche pour TOULOUSE
UN CHEF DE PUBLICITE
(2 ans min. d'expérience
agence ou annonceur).
Env. avec C.V. et photo à :
AGRI-COMMUNICATION
3, Paul-Lambert
31100 TOULOUSE.

MINISTRE DES RELATIONS
EXTERIEURES recrute pour son
centre implanté à NANTES

1 INFORMATICIEN

(Maîtrise d'informatique ou
Ecole d'ingénieurs expérience
informatique souhaitée).

Ecrire avec C.V. et prétentions
au :
MINISTRE DES RELATIONS
EXTERIEURES
DIVISION
INFORMATIQUE
101, rue La Pérouse,
75015 PARIS.

Responsable du personnel et toulousain...

...dans une société française de dimension humaine (400 personnes), en bonne santé, bien implantée dans la région Midi-Pyrénées.

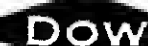
Directement rattaché au Directeur Général, vous entretenez par votre action un bon climat relationnel au sein de l'entreprise.

Pour cela, vous conseillez l'équipe de direction et les opérationnels ; vous animez et participez aux réunions avec les syndicats et le Comité d'Entreprise. La gestion administrative, le recrutement et la formation sont bien sûr aussi de votre compétence.

Si vous souhaitez un poste complet, stimulant et évolutif, dans votre région et si vous avez au moins 5 ans d'expérience, en milieu industriel de préférence, écrivez-nous pour un premier contact, sous référence 6811 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



Du tonus dans les relations humaines

Chez DOW, le dynamisme n'est pas l'apanage des commerciaux, pas plus que la rigueur n'est celui des comptables. Qui est vendeur aujourd'hui sera demain responsable de formation et l'homme de marketing peut devenir un remarquable contrôleur de gestion. Mobilité, souplesse, goût de la performance, sont les conditions de la réussite dans cette compagnie à forte personnalité.

En matière de relations humaines, la politique est à l'image des hommes qui la définissent et l'animent, avancée et évolutive. Fondée sur les valeurs de délégation, autonomie, efficacité, convivialité, elle entretient un climat sain et stimulant et occupe une place de choix dans la stratégie globale de l'entreprise.

Voulez-vous y participer ? Les consultants du cabinet SIRCA sont chargés de rechercher de jeunes professionnels qui vont s'intégrer à l'équipe en prenant des responsabilités variées. Par exemple pour commencer, responsable des relations humaines d'un site ou training manager. Vous les intéressez si vous êtes diplômé(e) d'une grande école de gestion ou d'ingénieur et que vous pouvez témoigner d'une première expérience réussie dans la gestion des RH ou dans la direction d'équipes opérationnelles. Par la suite, la qualité de vos résultats vous fera évoluer vers d'autres fonctions en France ou à l'étranger. A propos, si vous n'êtes pas fluent in english, il est grand temps de vous y mettre.

Last but not least, quelques chiffres situant DOW CHEMICAL, le numéro six de la chimie mondiale : 56 000 personnes dans le monde, 12 000 en Europe, 1300 en France réparties en dix établissements. Le siège de la filiale française est à Valbonne près de Nice - votre premier point de chute - Alors vite, une lettre convaincante sous référence 515 944M, un CV, une photo et la mention de votre rémunération actuelle.



Sirca

64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

GRUPE LA RUCHE MÉRIDIONALE Leader de la distribution dans le grand SUD-OUEST

Nous connaissons depuis 5 ans une croissance exceptionnelle - C.A. 82: 2 300 000 KF - 3000 pers.

DIRECTEUR FINANCIER

Il aura d'emblée la responsabilité au niveau du groupe:

- des études économiques et du plan,
- de la gestion budgétaire,
- de la recherche de financement,
- des relations bancaires,
- de la trésorerie.

Le cadre dirigeant que nous recherchons allie une forte personnalité à une expérience prouvée de plusieurs années dans la fonction.

Les candidatures seront traitées avec une totale discrétion par M. Michel BONEYDS LA RUCHE MÉRIDIONALE, 2, rue J.-B. Pères 47000 AGEN

LA RUCHE MÉRIDIONALE
SAVOIR VIVRE ET TRAVAILLER DANS LE SUD-OUEST

06/01/83



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Filiale du C.E.A recherche
**Le futur Chef du Service
des Affaires Sociales Usine**

Hierarchiquement rattaché au Directeur de l'établissement, il devra être en mesure, après une période de 4 à 6 mois, d'assumer les fonctions classiques d'un responsable du personnel d'une unité industrielle de 350 personnes dont 40 cadres en ce qui concerne le recrutement, les rémunérations, la formation, l'information... Il jouera un rôle de consultant interne auprès de la hiérarchie pour les problèmes quotidiens du travail (sécurité, amélioration des conditions de travail, réglementation, statut, climat de travail, relations syndicales...) et contribuera à mettre en place et à faire vivre les nouvelles dispositions législatives. Nous recherchons pour ce poste un candidat de formation supérieure, de bon potentiel, très sensibilisé aux problèmes de dialogues et de relations en milieu industriel par une expérience similaire de 4 à 5 ans. Sans exclure pour autant un candidat qui après une première expérience en production (familiarisé avec la législation du travail) souhaiterait orienter sa carrière vers une fonction de ce type : un complément de formation juridique pourrait alors être envisagé. Importante possibilité d'évolution de carrière. Lieu de travail : 15 km de GRENOBLE. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s/ réf. 73682/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

**sélé
CEGOS**

**2 chefs de produits
Agro-alimentaires**

Société et branche d'activités en expansion

Nettement leader sur le Marché (français et européen), CA 700 M/an, nous renforçons nos structures et recherchons 2 CHEFS DE PRODUITS (postes à créer) qui seront rattachés à la Direction Générale :

Produits FRAIS (réf. 71640/M)

Responsable du plan Marketing - national et export -, il sera initiateur d'opérations de développement liées à la recherche de produits nouveaux et aux évolutions technologiques ; il assurera toutes les études lui permettant une meilleure maîtrise de ces marchés et produits ; il prendra des contacts avec nos clients industriels les plus importants. Cette fonction convient à un diplômé d'Etudes Supérieures, âgé d'au moins 35 ans, Homme de Marketing expérimenté, personnalité entrepreneur, imaginative et réaliste.

Ces 2 postes impliquent un souci constant du maintien d'un haut niveau de qualité de nos produits. La connaissance et la pratique de la branche agro-alimentaire sont indispensables. Une expérience de la vente, même courte, sera appréciée. Anglais, Allemand souhaités. Lieu de travail : Centre-Ouest. Veuillez adresser lettre man., CV détaillé et photo sérif. Indiquées à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

**sélé
CEGOS**

Produits CONSERVES (réf. 71641/M)

Responsable du plan Marketing, il devra : prendre l'initiative d'études tant dans les domaines Commercial (distribution, concertation, clientèle) que Rentabilité ; participer à la politique de tris et la suivre ; optimiser nos ventes et nos réseaux de distribution par le renforcement d'actions de Marketing et d'actions de Formation de nos agents. Cette fonction convient à un jeune cadre de Marketing justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans, acquise à la fois dans des études et des actions de Marketing réussies. Réflexion, sens pratique, rigueur et imagination sont nécessaires.

Ces 2 postes impliquent un souci constant du maintien d'un haut niveau de qualité de nos produits. La connaissance et la pratique de la branche agro-alimentaire sont indispensables. Une expérience de la vente, même courte, sera appréciée. Anglais, Allemand souhaités. Lieu de travail : Centre-Ouest. Veuillez adresser lettre man., CV détaillé et photo sérif. Indiquées à R. VERDET, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

**sélé
CEGOS**

Nous sommes une Société agro-alimentaire, située dans le Sud-Ouest, nous réalisons un CA de 80 millions de Francs, nous recherchons notre

**Responsable
Administratif**

Nous lui confierons la responsabilité de :

- la gestion budgétaire,
- la gestion financière,
- la comptabilité générale,
- la comptabilité analytique,
- la gestion du personnel,
- l'informatique.

Il dirigera une équipe de cinq collaborateurs. Ce poste conviendra à un candidat de formation supérieure pouvant justifier d'une expérience de 5 à 7 ans dans une PME, une PMI ou un cabinet d'expertise et ayant une bonne connaissance des divers aspects de la fonction administrative. Les relations permanentes avec les Etats-Unis nécessitent une bonne connaissance de l'Anglais.

Nous offrons une ambiance de travail dynamique, une rémunération motivante, des possibilités de carrière au sein d'un groupe.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 360 RT à

SCOTI 33, rue de Miromesnil 75008 Paris
Discrétion assurée.



LE CARBONE - LORRAINE
GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS A VOCATION
INTERNATIONALE

3 usines en France - 21 filiales à l'étranger
Effectif : 4.000 personnes
recherche

INGENIEUR DEBUTANT

ou 1 à 2 ans d'expérience
ENSA ou équivalent

Debut de carrière dans un poste en PRODUCTION à l'usine d'AMIENS. Evolution possible, par la suite, suivant goûts et compétences, dans les diverses fonctions assumées par un groupe de 180 ingénieurs et Cadres.

ANGLAIS indispensable.

Adresser candidature, sous référence 451 M à Société
Le Carbone-Lorraine - Direction du Personnel et des Relations Sociales
Tour Manhattan cedex 21 - 92095 PARIS LA DEFENSE 2.

MERLIN GERIN

Concepteur, constructeur, installateur international de biens d'équipement dans les domaines de l'appareillage électrique, de l'électronique industrielle et de l'automatisme. 15 000 personnes, 43 filiales et participations en France et dans le monde. 5 milliards de chiffre d'affaires dont 50 % à l'exportation.

A Grenoble, le Département Central Informatique joue un rôle moteur dans la politique de décentralisation de l'informatique au sein du groupe. Pour participer à cette stratégie, le DCI recherche un

INGENIEUR SYSTEME OS/VS1

Issu d'une école d'ingénieur, il maîtrise parfaitement CICS et si possible DL1. Avec une expérience de 3 à 4 années, il possède éventuellement une approche de MVS.

Spécialiste certes, mais aussi homme de communication, vous souhaitez donner une dimension nouvelle à votre savoir-faire, alors :

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions, en précisant la référence FRA 215 au service de recrutement des Ingénieurs et Cadres MERLIN GERIN - 38050 - GRENOBLE CEDEX.



Cabinet brevet cherche
INGENIEUR BREVET ou RE-
DACTEUR DE PREF.
Connaissances en électronique.
Poste à Toulouse.
Adresser C.V. et prétentions à :
M. E. 5076 AGENCE HAVAS
31002 TOULOUSE CEDEX.

**SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE
RENNES
recherche**

INGÉNIEUR

Traitement des eaux. Grande école. Connaissances générales en hydraulique 3 ans d'expérience souhaitées.

- Urgebauer.
- Ingénieur hydrobiologiste.
Débutant accepté.

Envoyer C.V. + photo + prétentions à : 5.243 AT à :

AGENCE HAVAS, 10 av. de CRIMÉE, 35000 RENNES.

WCE

Ecole de France pour étrangers, recherche

PROFESSEUR

exp., V.I.F. et D.V.V. exigés, plein temps, poste permanent. Ecrite avec C.V. détaillé REGIE-PRESSE N° 7041.135 M

85 bis, r. Réaumur, Paris-2^e.

ENTREPRISE ELECTRONIQUE REGION TOURS, recherche pr services approvisionnement

1 ACHETEUR

Niveau BAC + 2 ans ou Ecole de Commerce.

Ecrite N° 4.598 à AGENCE HAVAS 37047 TOURS CEDEX qui transmettra.

**CENTRE DE RECHERCHE
MERRELL INTERNATIONAL**

Souhaite intégrer à son groupe de chimie analytique un

CHIMISTE

Le candidat, Docteur ès Sciences, spécialisé Chimie Analytique Physique (débutant ou 1-2 ans d'expérience), devra posséder une solide connaissance des techniques chromatographiques (CLHP et CPG).

Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Lieu de travail : STRASBOURG.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo :

CRM, Service du Personnel

67084 STRASBOURG CEDEX.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE PROVENCE, RECHERCHE

INGENIEUR

ARTS ET METIERS + I.A.E.

- ORDONNANCEMENT D'UN SERVICE DE PRO-
DUCT

- SUIVI DES ENGAGEMENTS.

- EXPLOITATION DES COMMANDES.

- REPONSE AUX DELAIS.

- SUIVI DES STOCKS.

ANGL. SOUHAITE. EXPÉR. INDUSTR. 2 A 3 ANS.

ECR. AVEC C.V. MANUSCRIT ET PHOTO A HAVAS N° 1.522 (25, RUE THIERS 13100 AIX) qui tr.

OFFRES D'EMPLOIS

La C.A.N.S.S.M.

recrute, fin 1983
par concours ouvert notamment
aux titulaires d'une licence :

● **4 ATTACHÉS D'ADMINISTRATION :**

- 35 ans au plus.
- Traitement : 6.670 F environ (primes non comprises).

● **2 CHEFS DE SERVICE :**

- De 21 à 30 ans.
- Traitement : 7.150 F environ (primes non comprises).

Clôture et inscriptions :
vendredi 30 septembre 1983.

Les notices contenant tous renseignements utiles sont remises ou envoyées aux personnes qui en font la demande à la : CAISSE AUTONOME NATIONALE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DANS LES MINES, Service du Personnel, 77, avenue de Sèvres, 75730 PARIS CEDEX 15, Téléphone : 567-55-92 poste 737.

**Organisme financier
Quartier Saint-Lazare - Villiers**

recherche pour
concevoir son réseau national qui intégrera plusieurs milliers de terminaux et des ordinateurs hôtes hétérogènes

● **UN INGENIEUR
EXPERT - RESEAUX**

Diplômé d'une grande école ou de l'enseignement supérieur. Disposant de plusieurs années d'expérience, dont un minimum de trois ans dans la mise en œuvre de réseaux ou d'applications télématiques importantes.

Il se verra confier diverses études requises pour la conception et la mise en place du réseau : évaluation des flux de données et des charges des réseaux ; définition des protocoles...

● **UN INGENIEUR
CHEF DE PROJET**

Diplômé d'une grande école ou de l'enseignement supérieur. Disposant d'un minimum de 4 ans d'expérience en réalisation d'applications sur des ordinateurs de grande puissance.

Il sera chargé d'une partie de la conception de l'organisation logicielle, du futur système, tout en assurant le suivi du fonctionnement des circuits et traitements actuels.

Envoyer C.V. et prétentions à M. JOEL LE GATH
63, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

**UN MONDE D'OPPORTUNITES
qui peut commencer à
ANNECY, BORDEAUX, LYON, ROUEN ou LILLE**



BANQUE INDOSUEZ

Spécialiste du financement du commerce international, implantée dans plus de 60 pays, la BANQUE INDOSUEZ se situe parmi les premières banques françaises et les plus grandes banques internationales.

La Direction des Régions de France recherche des

EXPLOITANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur.
3 à 5 ans d'expérience en analyse de risques et financement export.

Futurs N°2 de leur Agence (10 à 20 personnes), ces cadres seront responsables du suivi et du développement des principales affaires régionales.

Familiarisés avec les grandes entreprises et les mécanismes du financement export, ils pourront répondre parfaitement à l'aspect commercial de leur fonction.

Ces postes permettront aux candidats d'envisager de réelles opportunités de carrière à Paris ou à l'étranger.

La pratique courante de l'anglais est impérative.

Adresser lettre manuscrite C.V. + photo n° réf. J.V. 40

BANQUE INDOSUEZ

Service Recrutement Carrières Formation

44, rue de Courcelles 75008 - PARIS.

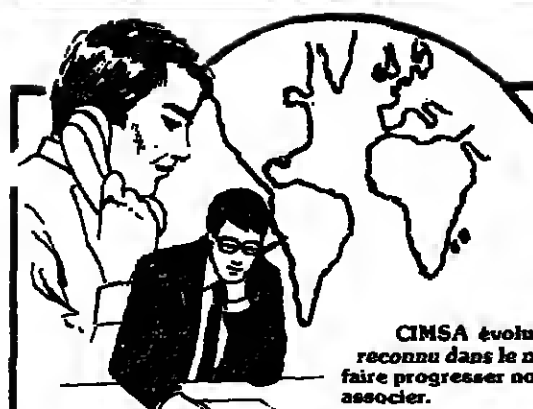
Tout un monde d'opportunités.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



CIMSA DE GRANDS PROJETS À L'EXPORT.

CIMSA évolue dans un univers technologique de pointe avec succès. Un succès reconnu dans le monde entier. Conquérir de nouveaux marchés, renforcer nos positions, faire progresser notre savoir-faire, ce sont les missions auxquelles nous souhaitons vous associer.

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ("GÉNÉRALISTES" en ÉLECTRONIQUE - INFORMATIQUE - AUTOMATISMES - TÉLÉCOMMUNICATIONS...)

Vous assisterez nos commerciaux dans leurs démarches : définition de spécifications systèmes, conception et recherche de solutions techniques compatibles avec les budgets, améliorations des systèmes existants.

Votre aptitude à la communication et une disponibilité pour de fréquents mais courts déplacements à l'étranger seront très appréciées.

Une première et solide expérience (en ingénierie ou comme Ingénieur Technico-Commercial), servie par une bonne connaissance de la langue anglaise (espagnol apprécié) vous permettront d'envisager de réelles responsabilités, une large autonomie et d'intéressantes perspectives d'avenir.

Ces postes sont basés à Vélizy (Yvelines).

Adresser votre candidature sous référence IG/M à JPD CONSEIL - Jacqueline Fleurent-Didier - 15, avenue Victor-Hugo, 75016 PARIS, qui l'adressera en toute discrétion.



THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

E.A.P.

ÉCOLE EUROPÉENNE DES AFFAIRES

PARIS - OXFORD - DUSSELDORF

recherche dans le cadre de son développement un

PROFESSEUR DE GESTION COORDINATEUR

• Basé à Paris, il sera pour missions :

- d'assurer la coordination des activités d'enseignement 1^{re} année, le suivi des objectifs pédagogiques, l'animation de l'équipe enseignante ;
- de participer aux actions de formation.

Ce professeur contribuera, par ailleurs, à la coordination internationale des programmes sur les trois pays.

• Profil du candidat :

- Formation Grande École et/ou Doctorat de Gestion (français ou étranger) ;
- Expérience professionnelle, de préférence en milieu international ;
- Expérience pédagogique de la conception et de la mise en œuvre d'un programme d'enseignement de gestion ;
- Trilingue (français, anglais, allemand) ;
- Nationalité indifférente.

Programmes de Formation à la Gestion.

1^{re} année : Paris ; 2^e année : Oxford ; 3^e année : Düsseldorf.
Recrutement sur concours ouvert aux étudiants admissibles à H.E.C. ou ESSIC ou E.S.C.P. et aux titulaires de la C.E.E. titulaires d'un diplôme français ou étranger équivalent au DEUG.



Envoyer candidatures à : B. LEBLANC - Directeur
E.A.P. - 108, boulevard Malesherbes - 75017 PARIS.
Entretiens prévus entre le 4 juillet et le 8 juillet 1983.

Ingénieur

Revue technique spécialisée :
automatique - CAO-FAO - robotique

En contact constant avec la profession : laboratoires, constructeurs, manifestations professionnelles, il constitue une sélection dans l'information technique, participe avec la rédaction en chef à l'élaboration et à la rédaction de la revue. Ingénieur mécanicien de préférence, de formation A & M ou équivalent, une première expérience industrielle vous a permis de bien connaître les problèmes de production. Vous souhaitez maintenant évoluer dans un champ d'action plus large, tout en restant proche de la technique. LE NOUVEL AUTOMATISME, revue déjà bien connue dans l'industrie, fait partie du GROUPE TESTS qui édite de nombreuses publications spécialisées (OT Informatique, l'Ordinateur individuel, Minis & Micros ...) et ouvre des perspectives de carrière nouvelles. Adresser lettre manuscrite CV détaillé et prétentions sous la réf. 1043/M à Michèle RUDLOFF, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 92518 BOULOGNE Cédex.

**Sélé
CEGOS**

Ingénieur ECP, AM, ENSI...

Débutant ou 1^{re} exp. industrielle

La CETIM, chargée de promouvoir le progrès des techniques dans l'industrie mécanique vous propose de rejoindre son département « Dynamisme des machines ».

Intégré au sein d'une équipe jeune, dynamique et professionnelle, votre mission sera de résoudre les problèmes rencontrés dans l'industrie mécanique concernant le comportement dynamique des machines : moteurs Diesel, compresseurs alternatifs, pompes centrifuges...

Vous aurez donc à mettre en œuvre des formulations théoriques, des expérimentations sur site et en laboratoire et des programmes de calcul. La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Ce poste est basé à SENLIS dans l'Office (service de cars vers Paris).

Si vous êtes disponible et capable de travailler en toute autonomie, si vous avez le goût de la recherche allié à un sens aigu du concret, vous possédez tous les atouts pour réussir dans ce métier passionnant et varié (possibilité d'évolution rapide vers la prise de responsabilité technique et financière d'une fraction importante de l'activité de l'équipe).



Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à : CETIM
Service du Personnel
52, avenue Félix-Louis
60304 SENLIS CEDEX



Un poste évolutif
en pleine nature

HEWLETT-PACKARD poursuit son expansion et investit !

HEWLETT-PACKARD France, 2200 collaborateurs, 3^{ème} exportateur français d'informatique (24 bureaux de vente et 1 usine à Grenoble) poursuit sa croissance à un rythme rapide et soutenu. Notre direction des services généraux souhaite pour cette raison renforcer son équipe et recherche :

Responsable régional des services généraux BLANC-MESNIL (93)

Vous êtes diplômé d'une grande école d'ingénieur TP, AM ou équivalent (complétée si possible par une spécialisation en gestion) et vous possédez une expérience pratique de 5 ans environ dans ce domaine. Vous prendrez la responsabilité directe des services généraux de notre unité de Blanc-Mesnil et assurerez la responsabilité fonctionnelle des services généraux de notre unité de Lyon. À vous d'organiser leur gestion, leur animation et de prévoir les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement (locaux et matériel). Votre compétence dans ce domaine vous permettra de participer à la construction d'un nouveau bâtiment. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Les dossiers de candidatures comprenant une lettre manuscrite, un CV, une photo et prétentions sont à envoyer à : Hélène Duron, Hewlett-Packard France, Service Recrutement, 91947 Les Ulis Cedex, en précisant la référence 073.



**HEWLETT
PACKARD**

SOCETEC

Société d'ingénierie indépendante spécialisée en utilités, offsites et services généraux des industries de base
recherche pour renforcer ses départements "Électrique" et "Génie Civil et Architecture"

Ingénieurs électriciens diplômés

Ils seront chargés d'effectuer des études d'installation de production et distribution d'électricité et d'automatisme.
- Débutants ou expérimentés

Ingénieurs génie civil diplômés

Ils seront appelés à travailler sur des projets et réalisations tous corps d'état.
- Quelques années d'expérience souhaitées.

- Aptitude au travail d'équipe.
- Bonne connaissance de l'Anglais.
- Possibilités de déplacements de courte ou de moyenne durée.

Ecrire avec Curriculum-Vitae manuscrit, à :
SOCETEC, 5, rue Chaote-Cog, 92808 Puteaux Cedex.

OMERA

Filiale du Groupe TRT

occupant une position internationale de premier plan pour l'Étude et la Réalisation de Radars Aéroportés et de Systèmes de Reconnaissance Aérienne recherche pour ses Établissements d'ARGENTEUIL (95) :

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo au Secrétaire Général
Société OMER-SEGID
49 Rue Ferdinand Berthoud
à ARGENTEUIL - 95101
Discrétion assurée

• pour son Département « ETUDES RADARS »

plusieurs

INGENIEURS ELECTRONICIENS II ou III A

(ESE, ENST, ENSI, ISEP, ISEN, etc...)

expérimentés dans un ou plusieurs des domaines suivants :

- Emission / Réception
- Traitement de l'information
- Visualisation
- Asservissements

• pour son Département
« ETUDES RECONNAISSANCE AERIEENNE »

1 INGENIEUR OPTICIEN II ou III A

(ESO ou équivalent)

Connaissances en électronique appréciées

1 INGENIEUR ELECTRONICIEN I ou II

(ESE, ENSI, ESO, etc...) pour études relatives

à l'acquisition et au traitement d'images en optoélectronique

Possibilité d'évolution de carrière au sein du Groupe.



Burke Marketing Research

Paris
(ÉTUDES ET CONSEIL EN MARKETING)

RECHERCHE pour intégrer son DÉPARTEMENT DE L'INFORMATION :

- Analyse des données.
- Dépouillement d'enquêtes.
- Développement d'outils statistiques.
- Modélisation.

UN DIPLOMÉ : ENSAE, ISUP, DEA statistique...

(débutant ou 1 à 2 années d'expérience dans le domaine du traitement des données statistiques à l'aide de l'outil informatique).

Ce poste requiert :

- Un intérêt pour les statistiques.
- La volonté de participer activement au développement d'un groupe international.
- Une bonne pratique de l'anglais.

La rémunération sera fonction de l'expérience du candidat.

Envoyer curriculum vitae avec photo et lettre manuscrite à :
BURKE MARKETING RESEARCH,
159, rue Nationale,
75004 PARIS CEDEX 13.

En mentionnant sur l'enveloppe :
« recrutement traitement des données ».

404101520

السلامة من الحرائق

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mardi 28 juin 1983 - Page 31

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



RECHERCHE POUR
SON UNITÉ DE CONCEPTION
DE CIRCUITS INTÉGRÉS
DE COURTABOEUF
(près d'Orsay)

ingénieurs logiciel scientifique

Pour développer et maintenir sur VAX 11/780 des logiciels de C.A.O. pour circuits intégrés V.L.S.I.
référence GP/IL

ingénieurs électroniciens

Pour prendre en charge la conception de circuits intégrés spécifiques (CMOS, NMOS, bipolaire).
référence GP/IC

ingénieurs électroniciens

Pour définir et mettre au point les séquences de test pour l'évaluation et le contrôle des circuits intégrés.
référence GP/IT

Une formation Ingénieurs Grandes Ecoles ou Universitaires ainsi qu'une expérience de quelques années seraient souhaitées.

Pour les candidats débutants,
une formation sera assurée.

Envoyer CV détaillé, photo et prétentions à
CIT ALCATEL - 10, rue Latécoère
78140 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex
au Service Recrutement et Orientation
en rappelant la référence.



JEUNE JURISTE D'ENTREPRISE

Très important groupe agro-alimentaire (4 milliards de CA) souhaite intégrer rapidement au sein de sa Direction Administrative et Financière, un collaborateur dynamique, actif et très motivé.

Ce poste en création s'adresse à tout candidat :

- diplômé en Droit des Affaires
- ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans dans le traitement des Affaires Industrielles
- désireux et capable, progressivement et sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, juriste de formation, d'exercer son activité soit directement, soit en qualité de Conseil dans des domaines diversifiés tels que :
 - Droit des Sociétés • Immobilier • Propriété industrielle
 - Contentieux • Assurances • etc...

Lieu de travail : Paris Ouest.

Si ce type de poste retient votre attention, merci d'adresser CV + rémunération actuelle sous référence 235/M à :

DICA SELECTION

69, rue Lecourbe 75015 PARIS - Tél. : 566.40.56

dica

priorité aux stocks

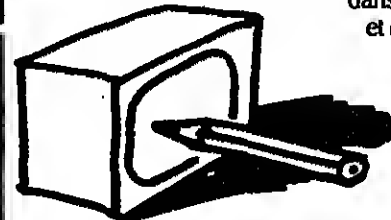
Ce choix de notre direction de la logistique nous amène à rechercher un

Responsable Gestion des stocks

Pour optimiser nos inventaires et nos approvisionnements, vous dirigerez une petite équipe et participerez à la mise en place de nouvelles applications informatiques. Vous évoluerez dans un contexte international. Votre formation supérieure (ingénieur de préférence), une bonne connaissance de l'anglais ainsi qu'une première expérience professionnelle seront les clefs de

votre évolution au sein du groupe tant en France qu'à l'étranger. Notre technologie de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire, apporte des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs, tels que : aéronautique, énergie, offshore, telecom. Envoyez votre CV avec photo et prétentions, sous référence 532 M, à : RAYCHEM, Direction du Personnel, BP 738, 95004 Cergy Pontoise Cedex.

Raychem



Nous sommes une société filiale du Groupe Thomson hautement spécialisée dans le développement des progiciels de gestion et des logiciels systèmes pour les principaux micro-ordinateurs du marché.

Pour faire face à notre expansion nous recherchons un

INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

Passionné par le développement de logiciel de pointe. La connaissance de l'Assembleur et/ou d'un système (MS/DOS, C.P.M.) serait un atout important. Anglais souhaité.

Merci d'adresser votre candidature à Monsieur MOISAND
ANSWARE DIFFUSION - Tour Gallieni II - 36 av. Gallieni - 93175 BAGNOLET Cedex.

SYSTEMA

Nous sommes correspondants en France de PRICE WATERHOUSE. Notre activité de Conseil en Gestion, aux structures encore jeunes, est appelée à un fort développement. Pour assurer des missions d'organisation et de conseil en France et à l'étranger, auprès d'entreprises privées et publiques, nous recherchons de jeunes

Management Consultants

Nous leur offrons :

- le cadre prestigieux et varié d'un cabinet international réputé
- une formation de haut niveau à nos techniques de conseil au travers de séminaires internationaux
- la possibilité de progresser rapidement au sein d'une structure très évolutive.

Nous leur demandons :

- une formation Grande Ecole Commerciale ou de Gestion
- une première expérience de 2 à 4 ans en cabinet de conseil
- une bonne maîtrise de l'anglais.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV photo et salaire actuel sous référence M 25506 à
Rodolph von Raesfeld - TEG
18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.

Lyon Strasbourg

The Executive Group
Management

BANQUE PRIVÉE
750 personnes
Paris 8^e
recherche

ASSISTANTE SOCIALE diplômée d'Etat à temps partiel

Dans le cadre de ses responsabilités spécifiques, et en bénéficiant de l'autonomie nécessaire, nous souhaitons qu'elle prenne bien évidemment en charge les problèmes individuels mais qu'elle joue également un rôle actif de conseil pour les problèmes de la vie collective.

La dimension que nous sommes prêts à donner au poste qui est une succession et non une création, implique que les candidates qui s'y présentent justifient de plusieurs années d'expérience de la fonction en entreprise (si possible mais pas obligatoirement dans le secteur tertiaire).

Avantages Banque, mutuelle, restaurant d'entreprise.

Envoyer lettre manuscrite, avec c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 9001 à FLAIN CHAMPS, 5, rue du Heider, 75009 PARIS.

Notre Réseau Commercial renforce ses équipes à Paris et en Province et recherche des

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX DEBUTANTS

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grande Ecole ou Université) vous souhaitez travailler dans un contexte technique informatique où le conseil et les contacts-clients sont aussi présents. Nous vous confierons le rôle de support technique à la vente (élaboration de propositions techniques, démonstration en avant-vente, réalisation de projets lors de démarrages en clientèle). Pour vous familiariser à nos produits et au métier, nous vous assurons une formation qui débutera en Septembre et qui vous permettra d'intégrer les unités opérationnelles. Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 2005 M à

Ci Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20.

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



Apple //e, Apple ///, Lisa et sa souris

Vous connaissez ? Bien sûr ! Pour vous, c'est même une passion. Alors, venez participer à notre développement en faisant de votre hobby un métier d'avenir.

Si vous avez une formation d'ingénieur ou équivalent, avec au moins 2 ans d'expérience,

Si vous connaissez très bien nos produits, leur programmation et leur mise en œuvre,

Si vous parlez Anglais,

Si vous avez des qualités de contact humain, esprit d'initiative, dynamisme et curiosité, rejoignez le Support Produit d'Apple, une équipe jeune et motivée.

Ecrivez à SEEDRIN, Filiale d'APPLE COMPUTER, INC., Avenue de l'Océanie, Z.A. de Courtabœuf, 91944 Les Ulis, à l'attention du Service du Personnel, avec la référence MNI/LM.

Jeune chef de publicité

Une activité commerciale dans la presse

Un marché très « porteur »

Vous rejoignez, à Paris, le Groupe TESTS, numéro un de la presse informatique.

Vous développez la vente d'espaces publicitaires auprès des agences de publicité, des constructeurs, des distributeurs et des S.S.C.I. pour une revue hebdomadaire d'une grande notoriété : 01 INFORMATIQUE.

Agé de 25 ans minimum, vous bénéficiez, de préférence, d'une première expérience professionnelle.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/3864, à Nicole DOGNIN qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

Notre croissance de 40% est votre meilleure associée.

Notre technologie de pointe apporte en effet des solutions très appréciées sur les marchés d'ingénierie, du pétrole, de la pétrochimie et de la chimie. C'est la raison de notre croissance. Dans ce contexte les évolutions de carrière sont rapides pour ceux qui en ont les moyens.

L'ingénieur commercial AM, INSA, ENSL

que nous cherchons est un négociateur brillant qui connaît nos marchés pour y avoir obtenu il y a 2 ou 3 ans. Ambitieux, véritable entrepreneur vous serez désormais responsable du développement de nos affaires. Votre réussite, ne faisant aucun doute, vous ouvrira les portes de carrières internationales au sein du groupe. Nous sommes en effet implantés dans 73 pays. Nous investissons 9% de notre chiffre d'affaires en recherche et développement.

Nos produits sont issus de la technologie des polymères conducteurs et des métaux à mémoire de forme. Avant de vous rencontrer, sachez que nous parlons français et anglais lors de notre entretien. Le poste est basé dans la banlieue Nord-Ouest de Paris et qu'un véhicule de fonction sera mis à votre disposition lors de votre intégration.

Nous vous demandons d'adresser CV avec photo et rémunération actuelle, à M. Thierry Benier ou Cabinet CAA, 15 rue d'Armenonville 92200 Neuilly. Tél. : 745.68.00.

C4A

Missions d'audit, de prévisions, d'organisation...

Ce groupe est étonnant. Dans son secteur d'activité, inexistant il y a 5 ans, puis successivement marginal, décrié, numéro 1, il est aujourd'hui nettement locomotive : 300 millions de francs de CA. Demain beaucoup plus, en restant réaliste.

Comme il s'agit (presque) de grande consommation, la forte augmentation des volumes, la multiplicité des produits à renouvellement rapide accélèrent et amplifient les risques. La Direction Financière souhaite s'entourer d'un auditeur interne confirmé à qui elle confiera des missions variées, par exemple :

Affiner le suivi permanent de l'activité : modéliser les prévisions, identifier des critères financiers d'orientation des décisions commerciales, diminuer les coûts de circulation physique des produits, centraliser les informations financières et en traiter la sélection nécessaire à chaque Direction, etc...

Tout cela bien sûr en liaison constante avec le service informatique et totale avec chacune des sociétés ou Directions concernées par la mission.

Nous voyons à ce poste un homme (ou une femme) de formation supérieure en gestion ou comptabilité, bon praticien des comptabilités française et américaine, plusieurs fois chargé de création d'outils de gestion sophistiqués. Il ou elle apportera de plus sa maturité, son expérience et sa diplomatie à cette équipe jeune, dynamique et ambitieuse. L'anglais est nécessaire au sein de cette filiale parisienne d'un grand groupe international.

Nous vous remercions de nous envoyer votre dossier sous référence AI 654M. Nous souhaitons bien engager les contacts avant les vacances.

SEOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

jeunes diplômés (grande école ou université)

laissez s'exprimer votre personnalité, choisissez à Paris une carrière inhabituelle et passionnante, à la mesure de vos aspirations, optez pour

des responsabilités dans la presse en informatique

Groupe TESTS, nous sommes le numéro 1 français de la presse professionnelle spécialisée en informatique, bureautique, télématique et automatique. Nous publions plus de 20 journaux ou magazines : 01 Informatique, La Lettre de l'Industrie Informatique, Minis et Micros, Décision Informatique, L'Ordinateur Individuel, L'Ordinateur Personnel, etc. Nous connaissons un essor spectaculaire.

Vous participez à la réalisation de 01 Informatique et de La Lettre de l'Industrie Informatique : recherche et choix des informations en relation permanente avec les acteurs du milieu concerné (constructeurs, utilisateurs, organismes professionnels, etc.), entretiens avec des personnalités, synthèses, reportages... Nous vous confions des missions à la hauteur de vos compétences, en sachant ce que délégation signifie. Nous comptons sur vous pour évoluer rapidement dans notre Groupe.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M3865, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications recherche

ingénieurs grandes écoles

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à ses études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

ingénieurs électroniciens

débuts ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques ou logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs. réf. C

ingénieurs logiciel temps réel

débuts ou quelques années d'expérience dans la programmation de systèmes à microprocesseurs. réf. NT

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) en rappelant la référence du poste, à LCT - BP 40 78141 VELIZY - VILLACOUBLAY Cedex.



GENERAL FOODS FRANCE

AUDITEUR INTERNE

Vous avez complété votre DECS et un certificat supérieur d'expertise comptable par une expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet d'Audit International.

Vous aimez cette activité, votre facilité à communiquer en anglais comme en français, votre attrait à terme pour d'autres fonctions financières font de vous un candidat tout désigné.

Si un salaire motivant et d'excellentes perspectives de développement professionnel vous incitent à rejoindre la filiale d'une multinationale installée à Rueil, adressez votre CV (avec mention de votre salaire actuel) à Philippe VAZ - G.F.F. B.P. 309 - 92506 RUEIL MALMAISON CEDEX

Le Directeur des Relations du Travail d'une importante société française renommée dans les techniques de pointe (électronique, aéronautique, systèmes informatiques...) - 3000 personnes - CA supérieur à 1 Milliard, recherche

Responsable législation sociale

Il ou elle devra suivre l'évolution de la législation sociale et jouer un rôle de conseil en matière de Droit du Travail et de Relations Sociales auprès de la Direction et des responsables des établissements de la Société. Réelles opportunités de développement professionnel pour candidat motivé, ayant entre 3 à 5 ans d'expérience dans la fonction personnel acquise au sein d'un groupe industriel et disposant d'une formation supérieure en droit du travail (CFFOP apprécié).

Proche banlieue immédiate (Sud-Ouest de Paris).

Adressez CV et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la réf. 5393, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

VENDEUR DE HAUT NIVEAU

PRESTATAIRE DE SERVICE N° 1 de sa branche dans le secteur du VEHICULE INDUSTRIEL cherche des CADRES COMMERCIAUX DE HAUT NIVEAU pour développer son implantation commerciale dans les régions suivantes :

PARIS - MARSEILLE - NICE - TOULOUSE

Pour réussir à ce poste, il est préférable d'avoir une large expérience de la vente dans les activités de la grande distribution ou du transport.

La rémunération sera selon l'expérience, mais peut atteindre 150.000 F (fixe + commissions), voiture de fonction et frais.

Env. C.V., photo et réf. sous n° 11124 à

PIERRE LICHOU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Importante Société d'Ingénierie filiale d'un puissant groupe industriel recherche

Ingénieur Qualité

Dans le cadre des Services de la Qualité, la mission consiste à :

Organiser la surveillance des opérations de fabrication et de contrôle effectuées par les sous-traitants dans le domaine des matériels électriques et de contrôle-commande.

Assurer la conformité des opérations effectuées par rapport aux documents et aux spécifications applicables.

Effectuer la synthèse des observations constatées.

La personne chargée de cette mission dispose d'une équipe d'inspecteurs locaux de fabrication et se tient en liaison avec des chargés d'affaires.

L'ingénieur que nous recherchons a acquis une expérience industrielle de plusieurs années dans la fonction et a une solide connaissance des codes et systèmes normatifs de réalisation et de vérification en électricité et contrôle-commande.

Une formation grande école est souhaitée mais l'expérience dans les domaines précités, les qualités rédactionnelles et relationnelles, la rigueur et le sens de l'organisation seront déterminants dans le choix du candidat.

Le poste est à pourvoir en proche banlieue Sud. Des déplacements fréquents mais de courte durée sont à prévoir tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier complet (CV + photo) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra, sous réf. 5427

chèque 150

1550 1550

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



ORGANISATION INFORMATIQUE

Ingenieur ou Grande Ecole Commerciale

Nous recherchons un jeune cadre pour le Service Organisation Informatique du Département Administration du Personnel.

Intégré à une équipe, il participera à la conception et à l'amélioration de procédures administratives, à l'analyse de projets informatiques ou bureautiques et au suivi de leur mise en place (projets concernant le fichier du personnel, la paie, le suivi des absences, etc.).

Ce poste peut concerner soit un jeune cadre ayant acquis une première expérience en organisation ou en informatique de gestion, soit un débutant ayant de bonnes connaissances en informatique et motivé par l'organisation.

Si ces perspectives vous intéressent, veuillez adresser une lettre manuscrite + CV + photo sous la référence 3 MO 73 à TOTAL COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES Service Recrutement - 5, rue Michel Ange - 75781 PARIS Cedex 16.

TOTAL COMPAGNIE FRANCAISE DES PETROLES



La SODERN conçoit et réalise des équipements de haute technicité dans les domaines du Nucléaire, de l'Espace, des Systèmes Automatisés et de la Visualisation.

Afin de renforcer sa capacité d'innovation, la SODERN recherche des

INGENIEURS D'ETUDES

X - ESE - ENST - ENSAE - CENTRALE - ENSAM...

Au sein de ses Services d'Etudes, ils participeront à la conception :

- d'équipements opto-électroniques, embarqués sur satellites,
- de systèmes de visualisation sur grand écran,
- de terminaux de traitement de chèques bancaires.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature au Service du Personnel SODERN - 1, avenue Descartes - 94450 LIMEIL BREVANNES.



Presse & édition

Paris

L'un des plus importants groupes de presse et d'édition français, employant près de 2.000 personnes et réalisant un chiffre d'affaires d'environ 600 millions de francs, développe ses divers réseaux de vente et recherche :

Jeune chef de vente

Il aura la responsabilité de l'animation d'un réseau de vente aux particuliers composé d'une dizaine de délégués régionaux répartis dans toute la France. Ce poste s'adresse à un candidat d'au moins 26 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur, ayant une expérience de la vente et si possible de l'encadrement d'une équipe. La rémunération sera surtout fonction de l'expérience. Le poste est à Paris, mais suppose de nombreux déplacements. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2383M

Adjoint vente par correspondance

Il assistera le chef du service VPC dans la conception et la réalisation des différentes actions publicitaires (mailing, couponing...) des publications et autres produits du groupe. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement commercial supérieur et disposant déjà d'une première expérience du marketing direct (presse, édition, ou autres produits grand public). La rémunération sera surtout fonction de l'expérience. Ecrire à J.A. DENNINGER. Réf. A/2280M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Gravières - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.84

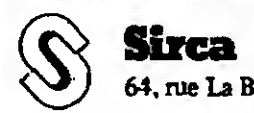
Amsterdam - Bruxelles - Frankfurt - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Du développement système, du vrai...

L'occasion n'est pas si fréquente. Et cette fois, pas chez un constructeur, mais chez l'un des grands de la chimie française. Plus d'un jeune ingénieur informaticien en rêve. Nous admettons qu'il n'ait pas, en arrivant chez nous, tout l'acquis nécessaire pour le poste : nous le formerons en conséquence. Une première expérience serait préférable mais, à la rigueur, n'est pas indispensable. Nous souhaitons seulement de solides connaissances de base dans les concepts et les techniques des operating systems et des processeurs systems. Du reste, nous nous chargerons.

Une équipe restreinte assure chez nous le bon fonctionnement et le développement des logiciels de base et des matériels. L'évolution de notre informatique la conduit aujourd'hui à se renforcer. Vous y serez chargé(e) de la poursuite du développement et du support des moniteurs temps réel, et, dans un premier temps, sur gros systèmes (UNIVAC, CIB). A terme, nous voulons mettre en place l'architecture d'un réseau autonome, incorporant minis et micros. Vous serez associé(e) à tous les développements de nature système dans le groupe.

Vous avez donc cette culture minimale que nous souhaitons en operating systems, appuyée sur un diplôme d'ingénieur de bon niveau (Centrale, Supélec, Télécom, ENSIMAG, ENSEIHT, etc...) avec option informatique et votre anglais lu et parlé est opérationnel. Un travail de qualité vous est promis dans cette équipe, dont le développement est à prévoir, dans les années à venir, à la mesure de celui de nos équipements informatiques. Sans tarder, une lettre sous référence 752 946M aux conseils de SIRCA qui nous aident dans ce recrutement. Le poste est basé à Paris la Défense.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

STEIN INDUSTRIE

(Commandes enregistrées en 1982 : 2,3 milliards)
Effectif : 2000 personnes
GROUPE ALSTHOM-ATLANTIQUE
Etude et construction de gros matériels thermiques industriels, chaudières pour centrales classiques, turbines nucléaires, recherche pour son département NUCLEAIRE

UN INGENIEUR D'AFFAIRES

(Ingénieur diplômé A.M. ou équivalent)

Chargé de :

- relations avec le client dans tous les domaines et pendant tout le déroulement de l'affaire;
- coordination des différents services de la société pour assurer le respect des prix et délais, tout en donnant satisfaction au client pour le respect des engagements de prix.

Les matériels sont des échangeurs de chaleur et des circuits de fluide, composants complexes pour centrales électro nucléaires.

- débutant ou quelques années d'expérience;
- connaissances exigées en thermodynamique et mécanique;
- anglais indispensable.

Envoyer C.V. + photo et prétentions sous réf. 83/36 à :
STEIN INDUSTRIE
Boîte postale 74-78141 Vélizy-Villacoublay Cedex



BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT recherche pour PARIS

ADJOINT SERVICE ETRANGER

- Il supervisera la gestion des dossiers import-export ainsi que les transferts et rapatriements de fonds.
- Il sera plus particulièrement chargé de veiller au respect de la réglementation et d'établir les demandes d'autorisation.
- Il assistera le responsable pour la direction et l'animation du service.
- Il aura une expérience de plusieurs années des opérations avec l'étranger et de solides connaissances de la réglementation des changes.

POSITION GRADE et statut bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à :
M Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales B.P.F.D.
78, rue Olivier de Serres, 75739 PARIS Cedex 15.



Dans le cadre de la restructuration de son service Achats, CONTROL DATA France recrute un

ACHETEUR

Diplômé de l'enseignement supérieur (niveau école supérieure de commerce ou de gestion), vous pratiquez l'anglais et vous possédez de bonnes connaissances en informatique.

Vos qualités de négociateur et d'organisateur vous permettent de vous faire admettre aisément tant dans vos contacts internes qu'externes.

Rapportant au chef du service Achats, vous serez l'un des responsables chargé de tous les achats pour la filiale française.

Votre mission couvrira un éventail très large :

- recherche, sélection, relations avec les fournisseurs
- négociation et rédaction des contrats d'approvisionnement
- relations avec les services internes (utilisateurs, comptabilité...)
- développement et mise à jour de l'outil informatique.

Le poste est à pourvoir à MARNE-LA-VALLÉE.

Adresser votre dossier de candidature sous réf. MX 860 à CONTROL DATA France - Service Recrutement - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.



Société Européenne de Propulsion

INGENIEURS D'ETUDE

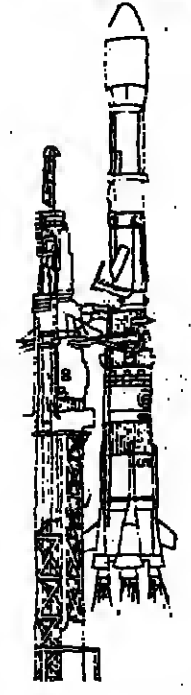
X, SUP'AERO, CENTRALE, ...

Le Centre de MELUN-VILLAROCHE est spécialisé dans l'étude et les essais de propulseurs fusées.

Au sein d'une équipe autonome, vous serez chargé d'études théoriques de base, de la conception et des essais de mise au point de composants et sous-ensembles de systèmes à propulseurs.

Débutant ou ayant quelques années d'expérience en Sciences Aéronautique et Spatiale, vous pourrez satisfaire votre goût du travail en équipe et votre sens des responsabilités.

Si vous souhaitez bénéficier d'une technologie hautement évoluée, dans un secteur d'avenir, veuillez adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à Jean DEGEAIVE - SEP
Aérodrome de Melun-Villaroche
77550 MOISSY-CRAMAYEL



Agence conseil en communication
Leader dans son secteur d'activité recrute un consultant (H/F)

Le poste requiert la maîtrise des techniques de relations publiques institutionnelles et produit, une grande capacité d'analyse, une bonne connaissance du fonctionnement de l'entreprise.

Une expérience réussie de la fonction communication/relations publiques en agence ou en entreprise sur 3 à 5 ans est souhaitée.

La maîtrise de l'anglais (parlé et écrit) est indispensable, celle de l'allemand serait appréciée.

Nous offrons des perspectives de rémunération liées aux performances, la possibilité d'être associé, au sein d'une équipe dynamique, à une nouvelle phase d'expansion de l'agence.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous référence N° T041220M à Régis Proust - 85 bis, rue Roumieu - 75002 Paris.



SPECIALISTE FRANCAIS DE L'INFORMATIQUE PETROLIERE, FILIALE DU GROUPE INTERNATIONAL CISI recherche

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

SPECIALISTE INFORMATIQUE
Débutant (e) ou première expérience en Génie Logiciel.
Participe à la définition et à l'élaboration de l'environnement de travail (outils et méthodes) des ingénieurs d'études.
La connaissance de langages de haut niveau (PASCAL, C, LISP, ADA...) serait appréciée.

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

SPECIALISTE INFORMATIQUE GRAPHIQUE
5 à 10 ans d'expérience de la conception et du développement de systèmes graphiques (CAO, DAO...).

Ayant une bonne connaissance des possibilités offertes par les périphériques graphiques (traceurs électrostatiques, écrans type RASTER, imprimantes à jet d'encre...).

Conseille et participe au développement d'applications graphiques dans le domaine pétrolier.

Suivi l'évolution des logiciels et techniques graphiques du marché.

Adresser les candidatures avec photo et prétentions au Service du Personnel de FRANLAB INFORMATIQUE
232, avenue Napoléon Bonaparte - 92500 RUEIL MALMAISON



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**REJOIGNEZ UN
CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE**

Responsable ordonnancement

Ingenieur de formation, vous avez quelques années d'expérience de la fonction en salles électro-
niques ou informatiques.
Votre mission sera d'assurer l'ordonnancement/lancement du programme de fabrication en liaison
étroite avec nos ateliers et plateformes d'intégration ainsi que la gestion des ordres commerciaux.
Une bonne connaissance du matériel informatique est un atout majeur.
Poste basé à La Direction Industrielle à ARCUEIL.

Adressez C.V., photo
et prétentions sous
référence 9109 à



Société Nouvelle LogAbax

vous propose de participer à son expansion.

Direction du Personnel
79, av. Aristide-Briand,
94115 ARCUEIL

**REJOIGNEZ UN CONSTRUCTEUR POUR
COMMERCIALISER LES OUTILS DE L'AVENIR**

**Ingenieurs d'Affaires & Technico-Commerciaux
Grands Comptes**

Nous sommes une société française dont les résultats parlent d'eux-mêmes : CA 1982 : 450 MF -
Bénéfices nets 15,8 MF. Nous renforçons nos équipes commerciales Grands Comptes dans le
domaine des MICROs et des MEGA-MINIS à haute disponibilité.
De formation supérieure (Ingenieur ou équivalent) vous avez plusieurs années d'expérience en infor-
matique de gestion orientée Temps Réel ainsi qu'une bonne connaissance en opérating système
et sur les réseaux de transmissions de données.
Nous vous offrons une situation qui vous permettra de tirer profit de votre expérience et de votre
gout pour développer une activité riche en responsabilités avec une très large autonomie et un
niveau élevé de rémunération.

Adressez C.V., photo
et prétentions sous
référence 9100 à



Société Nouvelle LogAbax

vous propose de participer à son expansion.

Direction du Personnel
79, av. Aristide-Briand,
94115 ARCUEIL



**EUROGROUP CONSULTANTS
CONSEIL DE DIRECTION**

POUR CONTRIBUER A NOTRE DÉVELOPPEMENT EN FRANCE ET EN SUISSE,

NOUS RECHERCHONS DES

CONSULTANTS

ils seront associés à des missions de Conseil dans les secteurs Industriel et Européen :

- ORGANISATION ET STRUCTURES.
- SYSTÈMES DE GESTION.
- STRATÉGIE INFORMATIQUE.

Nous souhaitons rencontrer des Ingenieurs (D, ECP, Ponts, Telecom)

et des Gestionnaires (IEG, ESCP, MBA).

Dans la formation initiale est valorisée par :

- Une expérience professionnelle réussie de 2 à 4 ans.
- Une forte personnalité :
- Aptitude à MOBILISER les idées et les hommes.
- RIGUEUR intellectuelle et forte capacité de travail.

Veuillez adresser votre candidature à : M. TUBIANA - EUROGROUP CONSULTANTS,

130, rue du 8-mai-1945, 92000 NANTERRE.

Organisme de Formation

recherche

**RESPONSABLE DE FORMATION
ET D'INSERTION PROFESSIONNELLE**

- Il animerait une petite équipe de permanents et de
vacataires chargés de conduire des actions de formation
longues pour des jeunes de 16 à 25 ans.
- Il assurerait la responsabilité des relations avec les
entreprises.
- Il développerait des démarches originales d'insertion
professionnelle et de liaison avec les entreprises et les
professions.

Ce poste nécessite 5 à 10 ans de vie professionnelle,

une expérience en entreprise est indispensable.

Envoyer curriculum vitae et prétentions sous n° 4.490

le Monde Publiété, service ANNONCES CLASSEES,

5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

**TRES IMPORTANTE SOCIETE
DE BATIMENT ET T.P.**

filiale d'un des premiers groupes industriels français
recherche d'urgence

**directeur d'agence
bâtiment**

Ingenieur Arts et Métiers - ESTP ou similaire

35 ans minimum

Expérience confirmée de 10 ans en conduite de travaux.
C'est un entrepreneur capable de diriger et d'animer
une agence située à TOURS, réalisant 65 millions de
chiffre d'affaires.

**2 adjoints
chefs de centre
travaux publics**

Ingenieur Arts et Métiers - ESTP ou similaire

30 ans minimum

Expérience de 5 ans minimum en conduite de travaux
(génie civil, ouvrages d'art, canalisation).
Ces postes situés, l'un en REGION PARISIENNE, l'autre
à ORLEANS, seront confiés à de véritables entrepreneurs
aimant les responsabilités.

**ingénieur
études de prix**

Expérience confirmée en études de prix génie civil et
canalisations.
Ce poste à pourvoir en REGION PARISIENNE s'adresse
à un véritable technicien.

Adressez CV, photo et prétentions s/réf. 74011 à
CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra
75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

250.000 F

Laboratoire pharmaceutique
PARIS puis proche banlieue Ouest

Un laboratoire pharmaceutique qui a acquis une grande notoriété en
développant une gamme de produits spécifiques, recherche UN CHEF
DES SERVICES COMPTABLES. Sous l'autorité du Directeur Financier
il dirigera les services comptables du siège et des usines en liaison avec
les services contrôle de gestion et informatique. Il sera chargé de
l'ensemble de la comptabilité générale (bilan, compte d'exploitation)
et il poursuivra la mise en place d'une comptabilité industrielle et d'une
gestion des stocks informatisée (matériel IBM 360). Il sera particu-
lièrement chargé d'améliorer et d'harmoniser l'organisation comptable
de la société avec définition, mise en application et suivi du respect de
nouvelles procédures comptables. Il veillera à l'actualisation et à la
cohérence des circuits d'information. Il définira, animera et contrôlera
les activités d'une quinzaine de personnes. Il assurera les relations avec
les autres services de la société. Il organisera le transfert des services
comptables du siège parisien vers une unité implantée dans un cadre
très agréable en proche banlieue ouest de Paris. Le candidat retenu,
agé d'au moins 38 ans, de formation type DECS, possédant plusieurs
années d'expérience professionnelle acquise dans une fonction sem-
blable en milieu industriel avec mise en oeuvre de moyens informatiques.
Ecrire sous référence 605/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.
Discrétion assurée.

NORSK DATA

Constructeur Européen d'Ordinateurs

RECHERCHE

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Expérimentée

Commence si possible le milieu informatique bilingue

anglais.

UNE STANDARDISTE RECEPTIONNISTE

bilingue anglais, sachant telexer (petits travaux de

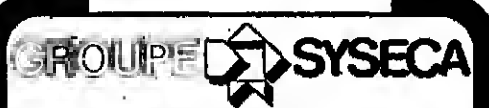
secrétariat à effectuer) lieu de travail : Saint-Cloud.

Adressez curriculum vitae à : M. CHOLIN,

NORSK DATA,

120, bureau de la Colline,

92213 SAINT-CLOUD CEDEX.



**SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL
EN INFORMATIQUE**

(650 personnes, C.A. 170 M.F.)

partenaire d'un groupe industriel

de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion,
nous offrons des postes :

**d'INGENIEURS
INFORMATIENS**

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA,

Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience,

désirant exercer leur activité dans les domaines

suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE
DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et

prétentions sous référence 1950 à

GROUPE SYSECA - Service du Personnel

315, Bureau de la Colline

92213 SAINT CLOUD Cedex

Telemecanique

- 11 000 personnes
- C.A. consolidée 4 milliards de F. 1982
- un des leaders européens des constituants
pour l'automatisme industriel.

**Ingenieurs export
Techniciens Supérieurs**

diplômés : Electromécaniciens
Automaticiens

Capables d'assurer le développement de nos ventes dans les pays situés en
Afrique, Moyen-Orient ou Amérique Latine, études de marchés, toutes
actions de promotion, négociations, prise de commandes et recherche de
partenaires, dans un esprit technique.

Basé en région parisienne à Mantes (92), le poste implique 5 ou 6
voyages d'un quinzaine de jours par an à l'étranger.

Il convient surtout à des ingénieurs ou techniciens bilingues anglais et/ou
espagnol, déjà responsables techniquement même s'ils n'ont pas l'expe-
rience de la vente, et possédant une certaine internationalité, y compris l'expe-
rience, dans un groupe dynamique.

Il leur sera répondu à toute candidature comprenant lettre manuscrite, C.V., photo,
téléphone, prétentions et détail de disponibilité adressés sous réf. 7141 à
notre Conseil.

2, square R. Rodin - Paris 2

75130 Le Châtenay

Discrétion assurée.

C.S.E.

**CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE**

recherche

**un Négociateur de crédit
à moyen terme à l'exportation**

Le candidat sera un cadre ayant pratiqué pendant plusieurs années la négociation
de crédits à l'exportation dans un établissement bancaire et maîtrisant parfaitement
une ou plusieurs langues étrangères.
Une bonne connaissance des crédits en eurodollar liés aux crédits acheteur est
souhaitée.

Adressez CV, photo, salaire et prétentions sous réf. M.F.5

CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

**SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA VENTE
A L'EXPORTATION DE MATÉRIEL MÉDICO-CHIRURGICAL**

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT

- Formation A.M. ou équivalent
- Age minimum 30 ans
- Langue Anglaise
- Expérience minimum de 3 ans dans la vente du matériel
et instrumentation médico-chirurgical
- Négociation internationale
- Poste évolutif (chef de département)
- Salaire selon expérience (+ intéressement au chiffre
d'affaires)
- Discrétion assurée

Envoyer C.V., photo et prétentions. S/N° T 041218 M à

RÉGIE PRESSE

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS



Première entreprise française d'optique lunetterie, de
renommée et de rayonnement international
(14 unités de production, 29 établissements industriels et
commerciaux)
recherche

INGENIEUR DE PRODUCTION

de formation de base mécanique (A.M., INSA, ENSI ou équivalent) mais
ayant choisi d'être un généraliste, il aura 2 à 3 ans d'expérience en
INJECTION DES MATIERES PLASTIQUES

Nous lui confierons la responsabilité d'une de nos activités en développe-
ment et l'animation d'une équipe responsable de la réalisation de proto-
types moulés et produits commercialisés.

Il travaillera en liaison avec le Marketing et les Services Commerciaux.

Lieu de travail proche banlieue Sud Est (Val de Marne).

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions au Service Affectations

ESSILOR - 57, avenue de Condé - 94100 ST-MAUR

sous référence 73891.



950 collaborateurs, 150.000 Clients, 660 millions de C.A.,
une implantation nationale, l'appartenance à l'un des
premiers groupes français, font de notre Société un
leader de la bureautique.

Nous recherchons :

**CADRE RESPONSABLE
DE NOTRE SERVICE
FACTURATION
(25 personnes)**

Ce poste, situé à Paris, nécessite une solide expérience en gestion adminis-
trative et procédures informatiques, qui s'exerce sur un système interactif.
Le candidat retenu, disponible rapidement, aura exercé des fonctions
d'encadrement similaires.

La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 130.000 F.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo à M. HARMAND
SMH ALCATEL, 83, Boulevard de Sébastopol
75082 PARIS CEDEX 02.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de passages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEPARTEMENT INTERNATIONAL NATHAN

recherche un

ASSISTANT DE GESTION

chargé :
- des études de rentabilité prévisionnelle des ouvrages et matériels à destination de l'étranger ;
- du contrôle budgétaire de ces projets ;
- de la centralisation des informations (comptes d'exploitation et bilans) par produit ;
- de l'élaboration des tarifs et des envois publicitaires.

De formation conceptuelle (IUT, BTS gestion) la personne retenue acquerra dans le poste les connaissances spécifiques à l'édition.

Bonnes notions d'anglais écrit.
Age : 28 - 30 ans minimum.
Lieu de travail : Paris - Statut cadre.

Merci d'écrire, en joignant un C.V. détaillé sous réf. 388 M à Denis JOUSSET

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

ORGANISATEUR

Vous avez une formation supérieure scientifique ou de gestion, une première expérience de 2 à 3 ans en Organisation/Informatique acquise de préférence dans l'assurance ou le tertiaire.

VOTRE PROJET PROFESSIONNEL :

- prendre la responsabilité de projets organisation importants dans un environnement informatique évolué.
- Développer et valoriser votre potentiel à travers une carrière mobile.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe Organisation :

en collaboration avec l'informatique et les unités opérationnelles, vous assurerez la réalisation des études d'opportunité et de rentabilité des projets inscrits au schéma directeur. Vous participerez à la mise en place des projets, établirez le bilan de réalisation et le suivi après démarrage.

Vous contribuerez de façon permanente à l'amélioration de la qualité des résultats de l'entreprise.

NOTRE CARTE DE VISITE :

Premier Groupe Privé d'Assurances - C.A. 5 Milliards de F - plus de 6.000 collaborateurs.

Principales activités : assurances, épargne, assistance, prévention.
Implantation internationale.

GROUPE DROUOT

Ecrire avec C.V. + photo et prétentions à J.P. BURTH -
Service Recrutement - GROUPE DROUOT
1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI.

SNCF OFFRE

145 emplois de
chef de district stagiaire
et 73 emplois de
chef de circonscription stagiaire

Possibilité de postuler pour les deux emplois

Recrutement par concours
des 6 et 7 septembre

OUVERTURE DES INSCRIPTIONS
- Dès le 1er juin 1983 et le 1er août 1983,
Tribunaux d'examens C.D., E., P.1 & P.2, P.3,
P.4 ou d'un BTS des groupes III et IV.

Rémunération brute annuelle : 22.000 F. environ
Carrière intéressante, emploi stable.

Attention : postuler.

Ecrire à : Direction Régionale S.N.C.F. (Division du
Personnel), (Adresse à demander à toute gare).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 31 JUILLET

CONTROLEUR DE GESTION

240.000 F. +

PROCHE BANLIEUE
EST DE PARIS

Importante Société Industrielle recherche le
contrôleur de gestion de l'un de ses secteurs
d'activité (C.A. 250 M.F. - affectif 800 personnes,
5 établissements).

- Formation supérieure.
- Age 35 ans minimum.
- Expérience industrielle dans la fonction de
5 ans minimum.

Rattaché au Directeur Financier de la Société
Mère, il sera détaché auprès du Directeur
Général de la filiale pour assurer la réorgani-
sation de l'ensemble du dispositif de
gestion.

Le poste est à pourvoir très rapidement.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous
réf. 62821 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

DANFOSS

recherche pour son département

CHAUFFAGE

3 cadres

1) INGENIEUR THERMICIEN

Possédant de solides connaissances en électricité
et électromécanique.

Il assurera auprès du Directeur du Département
le SOUTIEN TECHNIQUE A LA FORCE DE
VENTE.

2) INGENIEUR THERMICIEN

Ayant une pratique éprouvée du milieu d'instal-
lateurs-chauffagistes et de réels talents de péda-
gogue.

Il devra concevoir et dispenser une FORMATION
TECHNIQUE A LA CLIENTELE selon un
programme de stages établi pour la France entière.

3) TECHNICO-COMMERCIAL

(France Nord-Est)

qui viendra renforcer l'équipe de vente.

Pour ces 3 postes, 3 à 5 années d'expérience
professionnelle sont requises, ainsi que de bonnes
notions d'anglais.

Téléphonez pour un premier contact au
(3) 662.41.34 (Monsieur Musselin) ou
adressez C.V., photo et prétentions à :
DANFOSS - Service du Personnel - BP. No 58
78193 TRAPPES CEDEX.

Société Nouvelle d'Informatique
filiale d'un groupe Français
aux activités internationales recherche :

Ingenieurs informaticiens

de haut niveau, capables de développer et gérer des projets
importants auprès de grandes sociétés industrielles.

Les postes à pourvoir étant les suivants :

RESPONSABLE d'un Département : gestion de production et
informatique industrielle (sidérurgie, pétrole, bâtiment).

RESPONSABLE de centre d'assistance et traitements C.A.O.

CONSEILLER bureautique et micro-informatique.

Ces postes s'adressent à des candidats :

• Ingénieur Grandes Ecoles
• 10 ans d'expérience dans les domaines cités (dont 5 ans environ
en société de service)
• Dynamiques, mobiles, parlant anglais.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions
sous référence correspondante à TELEX P.A. JONCTION
34, boulevard Haussmann 75008 PARIS qui transmettra.

ingénieur export

Notre entreprise conduit des Etudes et développe des Equipements dans
des domaines hautement complexes : télécommunications, réseaux et
systèmes, radars etc...

Notre CA se réalise pour 40 à 45% à l'exportation et nos clients tant en
France qu'à l'étranger sont en majorité des administrations militaires.

De plus nous pouvons nous appuyer sur les structures largement implan-
tées dans le monde d'un grand Groupe Français Multinational.

L'ingénieur que nous engagerons sera chargé de prospecter les marchés,
d'organiser des présentations d'équipements et des démonstrations de
fonctionnement, d'élaborer des propositions commerciales et de négocier
des marchés.

Il aura de très bonnes connaissances en électronique, une expérience
industrielle acquise en services soit commerciaux, soit techniques ou
industriels, avec une formation complémentaire à la gestion commerciale
et maîtrisera l'anglais.

Nationalité française.
Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre C.V., sous réf. 9123-M à I.C.A., 5 rue d'Hauteville,
75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising
NEW YORK PARIS

BANQUE INTERNATIONALE ÉTRANGÈRE

offre

opportunités de carrière :

A DES SPÉCIALISTES D'ENTREPRISE

Vous avez 30 ans environ, maîtrisez l'anglais, justifiez
d'une expérience similaire.

Vous pouvez consacrer 70 % de votre activité à générer des
affaires profitables et 30 % à mettre en œuvre la politique
de développement sur la France au sein du département
marketing.

A DE JEUNES DIPLOMÉS

Vous souhaitez rejoindre la banque, vous parlez l'anglais
Vous êtes dynamique et aimez les responsabilités.
Vous êtes titulaire d'une maîtrise de gestion, sciences éco.
ou droit des affaires.

Envoyer curriculum vitae lettre manuscrite,
photo et prétentions à :

RÉGIE-PROCES N° 41.200 M.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Ingénieur débutant grandes écoles

Devenez assistant
contrôleur de gestion

CECA S.A., filiale de l'un des plus importants groupes pétroliers fran-
çais, exerce son activité dans le domaine de la chimie de spécialité. Largement
représentée par ses filiales à l'étranger, elle réalise plus de 60 % de son
C.A. à l'exportation.

Elle recherche 1 assistant contrôleur de gestion. Sa mission consistera à
effectuer le contrôle de certaines usines.

Cette fonction permettra à un ingénieur débutant diplômé d'une grande
école : Centrale, Mines... de mettre en pratique les connaissances qu'il aura
acquises tant dans le domaine technique que financier.

Lieu de travail : siège social à Velizy (78).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant la réf. M/27 à

CECA S.A. - 11, avenue Morlane-Saulnier - 78140 VELIZY.

Diplômé Grande Ecole expérimenté pour lui confier des Etudes Financières

Au sein du département des études et de la planification financières

• vous préparerez sous l'angle financier les décisions du Groupe ;
• vous assurerez le suivi de plusieurs filiales françaises et/ou étrangères ;
• vous participerez à l'élaboration du plan opérationnel du Groupe.
Réelles perspectives d'évolution à terme.

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs ou de Commerce
et avez 2 à 4 ans d'expérience financière. Votre anglais est courant et
vous maîtrisez une seconde langue (allemand de préférence).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature
(lettre manuscrite + C.V.)
sous référence 2183M à Marc DESGORGES
Service Gestion des Cadres
35 Bd. des Invalides 75007 PARIS

ROUSSEL UCLAF

AÉROPORT DE PARIS

recherche
pour sa Direction chargée
des études de conception aéroportuaire
à ORLY.

DES INGÉNIEURS DIPLOMÉS

DANS LES SPÉCIALITÉS :

- Electromécanique.
- Electronique.
- Thermique.

Ces ingénieurs seront chargés
dans une organisation par projet
de mener des études techniques
dans leur spécialité.

- Anglais courant.
- Déplacements à l'étranger.

Adressez lettre et curriculum vitae à :
Monsieur CARRIÈRE
291, boulevard Raspail, 75014 PARIS.
Téléphone : 320-15-00.

Analystes Programmeurs

Titulaire d'un DUT, vous avez acquis en 2 ans une première pratique
du "Métier" (Assembleur - Cobol - CICS) et souhaitez rejoindre une
banque en expansion (équipant 3033 - 3081 sous MVS - environ-
nement TS0 - DL/1).

Venez confirmer votre expérience technique au sein de nos équipes
de développements et participer à la réalisation d'applications
portant notamment sur les Veleurs Mobilières et les Moyens de
Paiement.

Spécialiste Terminals Financiers

De formation supérieure, vous avez déjà l'expérience de la Conduite
d'une application et vous connaissez parfaitement les techniques
liées au Matériel IBM 36XX ainsi que Cobol et CICS.
Venez rejoindre l'équipe chargée de la gestion de ce projet



Merci de nous écrire et de nous faire parvenir
votre C.V. et photo à : Direction de
l'Informatique et de l'Organisation (9039)
93/95, Avenue du Général de Gaulle
94018 CRÉTIL CEDEX

BANQUE RÉGIONALE
D'ESCOMPTE ET DE DÉPÔTS

OFFRE

Et si
comm
était
votre
vocal

in

cadre
progr

LE
ADJ
AU DIRECT

SOCIÉTÉ
FON
AUDI
HEC-ESS
UNIVERSITAI
Pratique Cubi
LA REVU

40/100/150

1550

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mardi 28 juin 1983 - Page 37

	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
BANQUE	52,00	61,87
AUTOMOBILES	52,00	61,87
AGENDA	52,00	61,87
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Et si la communication était votre vocation?

Pharmaciens, vous n'êtes pas forcément attirés par la biologie, l'officine ou la fabrication : les relations humaines sont en revanche de votre ressort.

Nous vous proposons après une formation d'un an de rejoindre notre équipe des ressources humaines.

Notre laboratoire peut vous offrir de nombreuses perspectives d'évolution en France ou à l'étranger.

Le plus simple est que vous veniez en discuter avec nous. Envoyez CV, lettre manuscrite et photo en précisant la réf. 5377, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

THOMSON-BRANT

Branche Brandt Armements

recherche des

AGENTS TECHNIQUES H/F

Pour : Constitution des matériels à expérimenter, mise en œuvre des instrumentations, résolutions de problèmes technologiques, études des procédés et de fabrication de contrôle.

Formation souhaitée : B.T.S. électromécanique ou électronique. Débutant ou quelques années d'expérience, connaissance de l'anglais souhaitée.

Lieu de travail : SAINT-DENIS (93).

Ecrire à M^{me} VENEAU, Service du Personnel, 32, boulevard Ornano, 93204 SAINT-DENIS.

GRUPE INTERNATIONAL A VOCATION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

(4 milliards de C.A. consolidé, 7.000 personnes)

recherche

ADJOINT DE DIRECTION COMPTABLE

chargé à terme d'assister le Responsable des Comptabilités dans la plupart des domaines relevant de sa fonction, il aura dans un premier temps pour missions essentielles :

- de participer aux projets de mise en place de nouvelles structures de comptabilité et de gestion,
- d'élaborer et d'harmoniser les méthodes et procédures comptables,
- d'effectuer des audits ponctuels.

Ce poste, qui offre de réelles perspectives d'évolution, réclame un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, SUP de CO, + DECS ou équivalent) justifiant de 4 à 5 ans d'expérience professionnelle acquise de préférence dans une direction financière ou au sein d'un cabinet international.

Une expérience de mise en place informatique constituerait un atout important.

Lieu de travail : Paris.

Courts déplacements en France et à l'étranger.

Envoyer C.V., Photo et prétentions à HAVAS CONTACT, 1 place du Palais-Royal, 75001 PARIS, sous référence 33093.

afnor

association française de normalisation recherche

ingénieur

pour animer des travaux de normalisation française et internationale dans les domaines des : - Essais non destructifs (par radiographie, magnétoscopie...) - Appareils à pression et équipements thermiques.

Formation : Ecole d'ingénieur ou université à dominante métallurgie et physique générale. Anglais courant.

La mission comporte des relations avec les professionnels et les services administratifs concernés. Des déplacements sont à prévoir.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération actuelle sous référence 2926 à AFNOR - Direction du Personnel Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris la Défense.

PSYCHOLOGUE RECRUTEMENT H/F

Formation psychologie du travail appréciée, expérience obligatoire, de préférence en milieu informatique - électronique.

En relation directe avec les responsables de l'entreprise, il aura en charge l'ensemble du recrutement (forte prédominance de postes ingénieurs).

Ce poste, situé dans un contexte humain dynamique et motivant, requiert de la part du candidat un esprit ouvert dont les centres d'intérêt s'étendent aux différents aspects techniques et économiques de l'entreprise.

Lieu de travail : proche banlieue Ouest.

Adresser lettre, C.V., prétentions s'if: 10386 à PIERRE LICHOU S.A. BP 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

SFENA

Importante société aéronautique pour renforcer l'équipe systèmes de son service informatique recherche

Technicien système MVS

Intégré à l'équipe système MVS animée par un ingénieur, il participera aux travaux de réflexion, de suivi, de maintenance des produits, programmes sur matériel IBM 3033-30331 (MVS) - 158 (Info centre).

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) ayant une formation DUT informatique ou équivalente, et 2 ans d'expérience système MVS.

Connaissances et expérience Assembler IBM appréciées.

Anglais lu indispensable.

Possibilités d'évolution au sein des services informatiques. Avantages sociaux appréciables.

Envoyer CV et prétentions au Service du Personnel SFENA, 75141 Villeta-Villacoublay Cedex.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ pour Siège Social

proche banlieue Ouest, recherche :

cadre analyste programmeur

- Il participera à la mise en place, en vue d'un assurer la gestion puis la responsabilité, d'un logiciel en cours de développement, système de gestion temps réel et base de données sur IBM 381.

- Il devra avoir la sens de l'écoute des utilisateurs et une aptitude à communiquer.

Une formation et une expérience informatique sont nécessaires, mais possibilité de formation sur IBM 381 et GAF 3.

Une évolution de carrière à responsabilité est possible.

Faire parvenir lettre manuscrite + CV + photo + prétentions sous référence 73941 à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui tr.

L'audit informatique des services comptables

Votre formation supérieure de gestion (option financière + DECS) ou votre expérience de plusieurs années en comptabilité faisant appel aux supports informatiques nous intéressent.

Elles vous permettront au sein du service comptable d'une des sociétés du Groupe, spécialisée dans les produits d'épargne et de placement, d'être l'interface avec notre outil informatique et d'assurer les missions d'audit et de contrôle nécessaires.

Ce poste de cadre représente une ouverture vers des postes de responsabilité au sein du Groupe.

Envoyez lettre manuscrite, CV sous référence 156 à Michèle CHIRON

Service Orientation-Recrutement 5 avenue Kléber - 75116 Paris.

compagnie bancaire

L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET

recrute à Paris

UN INFORMATICIEN

expérience sur système M.V.S. ou MULTICS appréciée. Le candidat retenu sera intégré dans un service système et exploitation.

NIVEAU : École d'ingénieur, Multics informatique, Expert en traitement de l'information ou équivalent.

Adresser un C.V. détaillé et prétentions sous n° 267.386

RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

BANQUE DE CREDIT LONG-MOYEN TERME

à vocation agricole et agro-industrielle cherche pour renforcer son équipe :

cadre d'exploitation et d'engagement

PROFIL : • de formation supérieure, de préférence ingénieur agronome ou agricole • ayant acquis au sein d'une banque une bonne expérience de l'étude et du montage des crédits.

FONCTION : • étude de crédits, relations avec organismes financiers, visites d'entreprises agricoles et agro-alimentaires

• évolution possible dans un groupe important.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétent.

sous réf. 3026M à OCBF 66 rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Diplômés Grande Ecole ou DEA Universitaire pour

TRAVAUX DE RECHERCHE BATIMENT

Plusieurs postes disponibles

PARIS - PROVINCE - ÉTRANGER

Domaines : Thermique, informatique, acoustique, économie du bâtiment, énergies nouvelles, physique des matériaux.

Durée : 1 an. Temps partiel possible.

Adresser curriculum vitae à : IRBAT, 242 bis, boulevard Saint-Germain, 75007 PARIS.

LE NOTRE

PÂTISSIER - GLACIER - CHOCOLATIER - TRAITEUR recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DES ACHATS

5 ans d'expérience minimum dans la fonction à un haut niveau de responsabilité et impérativement dans l'achat de matières premières et produits alimentaires.

Libre rapidement.

Lieu de travail : PLAISIR (78370)

Adresser C.V. avec photo et prétentions à : J.M. SCAMPS

Directeur des Relations Humaines 40, rue P. Curie - 78370 PLAISIR

carrière bancaire division "commodities"

Après avoir acquis dans la banque ou le négoce une expérience de quelques années des financements relatifs aux flux de matières premières, vous souhaitez poursuivre votre carrière dans un groupe international de premier plan.

Un poste correspondant à vos souhaits est à pourvoir au sein de notre équipe.

Adresser-nous un C.V. détaillé et le résumé de vos motivations sous référence 2056/JN à :

M. CHASSERY - 110, rue du Colonel-Fabien 92160 ANTONY

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS OUEST DE PARIS recherche pour son Siège Social

CHEF COMPTABLE

Formation supérieure ou DECS voire expertise.

Expérience pratique en entreprise de BTP souhaitée.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 73933 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

qui transmettra

L'ADMINISTRATION CENTRALE DU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE DES FINANCES ET DU BUDGET

recrute à PARIS

UN ANALYSTE EXPÉRIMENTÉ

pour participer à de nouveaux développements d'une base de données sous SOCRATE.

Connaissance de l'assembleur L.B.M. souhaitée.

Formation requise : École d'Ingénieur.

Adresser un C.V. détaillé et prétentions sous n° 267.334 M.

RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS-2.

ADJOINT AU CHEF DU SERVICE JURIDIQUE

Important groupe de services Paris 8^{ème} nous lui confierons un rôle de conseil auprès des différentes succursales de Paris et de province et plus particulièrement dans les domaines de droit du travail, de la concurrence commerciale, de la distribution et de la consommation.

Ce poste évoluera s'adresse à un juriste titulaire d'un D.E.S.S. de droit social et pouvant justifier d'une expérience de 3 ans minimum dans une entreprise industrielle ou commerciale de structure similaire.

Adresser candidature détaillée, photo et rémunération actuelle sous réf. 050 à :

Scop 7, 2 avenue du Général Leclerc 75014 PARIS

SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE FIDUCIAIRE

(Fiduciaire Chaussée d'Antin) recherche

AUDITEURS

HEC - ESSEC - ESC - IEP UNIVERSITAIRES 2e et 3e cycle Pratique Cabinet minimum 2 ans

Pour participer aux missions variées d'un cabinet important. Préparation aux examens d'Expertise comptable facilitée par séminaires internes animés par les spécialistes de

LA REVUE FIDUCIAIRE

Envoyer CV et photo à Société de Contrôle Fiduciaire Département Recrutement

100, rue Lafayette 75010 PARIS

OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICES 2.500 PERSONNES

recherche

UN CHEF DE SERVICE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

EXPÉRIENTÉ (5 ANS)

- Il lui sera confié :
 - L'encadrement d'une équipe de 7 personnes.
 - L'élaboration et la préparation des payes ainsi que le suivi administratif.
 - Les états et statistiques de gestion du personnel.
 - La gestion du fichier du personnel.
- Ce poste convient à un candidat ayant :
- Une connaissance approfondie de la législation sociale.
 - Une expérience de l'administration.
 - Une participation dans la mise en place d'un logiciel, de préférence GAETAN, constituerait un atout supplémentaire.

Transmettre curriculum vitae + photo + prétentions à :
RÉGIE-PRESSE, n° 41.207 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



AERONAUTIQUE - ESPACE - INFORMATIQUE

Dans le cadre de l'expansion
de son informatique de gestion,
INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE
recherche

pour ses services Clients :

INSPECTEURS TECHNIQUES ÉLECTRONIQUES

Titulaires du BTS ou DUT ou ayant quelques années
d'expérience dans le domaine
de la mini/micro-informatique.

Ils seront chargés de la maintenance de sous-ensembles
et de périphériques.

DE NOMBREUX POSTES SONT A POURVOIR
AUSSI BIEN DANS LA RÉGION PARISIENNE
QU'EN PROVINCE

Les candidats devront être déchargés des obligations
militaires et disposer d'une voiture personnelle.

Ils voudront bien adresser leur Curriculum vitae,
en précisant une des références suivantes :

- RÉGION PARISIENNE (SC-38)
- DIJON (SC-42)
- STRASBOURG (SC-39)
- ANNECY (SC-43)
- NANCY (SC-40)
- AUBAGNE (SC-44)
- LYON (SC-41)
- NANTES (SC-45)

à la Direction du Personnel

INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

EXA INTERNATIONAL CONSEIL EN DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL EST EN EXPANSION RAPIDE

Nous recherchons pour compléter nos équipes

UN CONSULTANT

35 ans minimum

- Diplôme Grande École, de préférence Ingénieur
- Agrégation, INSEE, Arts et Métiers.
- Anglais parfait (écrit, oral).
- Expérience courante.

EXPERIENCE :

- Marketing.
- Études de faisabilité.
- Financement exportation.

Acceptant des déplacements fréquents.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à :
EXA INTERNATIONAL,
87, rue Saint-Lazare, 75009 PARIS.
A l'attention de Monsieur D. PASDELOUP.

SOCIÉTÉ DE VENTES D'INSTRUMENTATION ET D'APPAREILLAGE D'ANALYSE DE LABORATOIRE

recherche

UN RESPONSABLE DU SERVICE COMMERCIAL

Sera chargé :

- Élaboration, rédaction et suivi des offres ;
- Sélection et choix du matériel ;
- Contacts fournisseurs (visites, expositions spécialisées).

Profil souhaité :

- Environ 30 ans ;
- Bilingue anglais ;
- Expérience souhaitée : 2 à 3 ans ;
- Connaissance de l'instrumentation scientifique.

Salaire selon compétences, poste évolutif.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° T 041.217 M
à RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Nous prions instamment nos
annonceurs d'avoir l'obligeance de
répondre à toutes les lettres qu'ils
reçoivent et de restituer aux
intéressés les documents qui leur
ont été confiés.



recherche pour
SA DIRECTION DE L'INFORMATIQUE
à PARIS

PUPITREURS

en service alterné 3 x 8

— âgés de moins de 30 ans

— titulaires d'un :

- BTS GECI
- DUT informatique
- Diplôme de l'AFPA, niveau III
- Tous diplômes scientifiques Bac + 2, complétés par une formation informatique

Rémunération annuelle brute à partir de :

96 900 F

Ne pas se présenter. Envoyer C.V. et photocopies des diplômes
à : Direction de l'Informatique - Division du Personnel (IAR) -
118 bis, rue Soufflot 75007 PARIS

IMPORTANTE BANQUE

ayant son siège à PARIS

recrute pour son

DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

son responsable de

la zone extrême-orient

(CLASSE VII MINIMUM)

De formation grande école de commerce,
Université ou I.E.P., les candidats devront
justifier d'une solide expérience dans le
domaine des opérations bancaires interna-
tionales et d'une excellente connaissance de la
zone Extrême-Orient.

Le poste à pourvoir implique de nombreux
déplacements. En outre, un changement de
résidence en Extrême-Orient n'est pas à
exclure à moyen terme.

Env. C.V., photo et prétent. s/réf. 73783 à
CONTEXTE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE

(P.M.E. en forte expansion
10 ans d'activité)

recherche

INGÉNIEURS-
ÉLECTRONICIENS

Postion n° 2 à 5 ANNÉES
D'EXPÉRIENCE

Ils s'intégreront à une jeune
équipe chargée de la concep-
tion et du développement de
nouveaux matériels.

Des compétences en
électronique analogique
sont demandées.
(Diplômes d'études vérifiés).

Lieu de travail : Paris-13^e

Adresser votre C.V.,
détailé à Service
du Personnel, S.M.E. 88, rue
Didot, 75014 PARIS.

SOCIÉTÉ DES PIANOS MAGNE
CENTRE MUSICAL BOBENOYER

recherche

COLLABORATEUR
VENDEUR

RESPONSABLE
COMMERCIAL

Très bonne présentation,
Pratique courante de piano, An-
glais ou allemand acquis. For-
mation spécialisée assurée.
Poste à responsabilité et
déplacements importants.

Env. candidature avec C.V. et
photo sous n° 17. AV. RAYMOND-
POINCARÉ, 75118 PARIS.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
QUATRE ÉTOILES

recherche

COMPTABLES

QUALIFIÉS (ESS)

4 à 5 ans d'expérience

Env. C.V. et prétentions à
Mme Grunhut, 18, av. Fried-
land, 75008 PARIS.

Le syndicat communiste
d'aménagement de la Ville
Nouvelle de CERGY-POINTEAUX

RECRUTE :

1 ANIMATEUR
DE 2^e CLASSE

pour assurer la direction d'un
Centre de loisirs

Les candidats doivent être in-
scrits sur la liste d'aptitude à
l'emploi de directeur, option
animation, établie par la
C.E.P.C., ou être titulaire de
l'un des diplômes prévus à l'ar-
rêté du ministre de l'Intérieur
du 15 juillet 1981.

Candidature avec C.V. à
adresser d'urgence à :
Monsieur le Président du S.C.A.
Hôtel de Ville
B.P. 309
95027 CERGY-POINTEAUX
CEDEX

Et, financier spécialisé utili-
sation rationnelle de l'énergie
cherche

ATTACHÉS
DE DIRECTION

Études, analyses financières et
relations commerciales, entre-
prises, soumission.

Env. C.V., photo et prét. s/réf.
6.801 à Pierre Lohu, S.A.
B.P. 220, 75083 PARIS
Cedex 02 qui transmettra.

DES AUXILIAIRES DE PUERICULTURE

(Titulaires du C.A.P.)

DES ÉDUCATRICES DE JEUNES ENFANTS

(Titulaires du diplôme
d'État)

Adc. C.V. à Monsieur le Maire
Hôtel de Ville de Tremblay-
les-Gonesse, 93290
TREMBLAY-LES-GONNESSE.

THOMSON TITN

recherche pour postes à pour-
voir en région parisienne

INGÉNIEURS INFORMATIENS

Expérimentés ou débutants, de
formation grande école, et DUT
informatique, pour travaux sur
systèmes temps réel

Envoyer C.V., photo et ré-
férences à : M. LA
THOMSON TITN
21, de la Vierge-sur-loup
93380 CHILLY-MAZARIN

THOMSON CSF
COMMUNICATIONS

Société d'études de marchés

implantée à Paris,
d'importance nationale

recherche

UNE ASSISTANTE DE TERRAIN

Appelée à seconder le
responsable du service
dans ses activités.

Elle se verra confier la mis-
sion suivante :

- Recrutement et formation des enquêteurs.
- Lancement et suivi des études.
- Formation budgétaire sou-
haitée.

Une solide formation second-
aire serait appréciée.

Des déplacements fréquents en
province sont à prévoir.

Pour candidater et/ou en-
tretien :

Notre préférence ira à une
candidature de 30 ans et plus
ayant une solide expérience du
terrain et une première expé-
rience de 2 ans du moins dans
la fonction d'Assistant.

Ce poste nécessite une grande
disponibilité et une capacité
d'adaptation à des tâches variées.

Adresser lettre manuscrite de
candidature avec références
C.V. et photo sous n° T 41221 M
à RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

IMPORTANT GROUPE DE STES DE MAINTENANCE recherche

ASSISTANT- CONTROLLEUR DE GESTION

Missions :

- Tableaux de bord de ges-
tion, prix de revient, contrôle
des filiales.

Ce poste convient à un jeune
titulaire de diplôme de gestion
d'expérience et offre de larges
perspectives d'évolution. L'emploi
est à Boulogne-Billancourt.
Env. votre lettre manuscrite et
IMPRÉVABLEMENT photo et
prétentions à :

DEX et Cie
8 bis, rue Esclapart 92100
BOULOGNE-BILLANCOURT.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

clérentielle variée
(P.M.E. 50000 en Bourse)
recherche

STAGIAIRES

Débutants ou 1^{er} à 3 an-
nées d'expérience pour mis-
sions d'expertise comptable et
de révision.

Les candidats issus d'une
grande École de Commerce ou
Paris - Dauphine seront
sélectionnés par questions de
connaissance de la langue
anglaise.

Adresser vos candidatures avec
C.V. et prétentions à :
Cabinet Jean DELBOR
3, rue de Lyon, 75012 Paris.

Organisation Professionnelle
du secteur agro-alimentaire

cherche un ou une :

JURISTE

(2 ou 3 ans d'expérience)
Collaborateur(trice) direct(e) du
département, à (elle) aura
en charge : l'assistance et le
conseil juridiques, sociaux et
fiscals des adhérents.

Écrire sous le n° T 041238 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

LA VILLE DE TREMBLAY-LES-GONNESSE.

recherche
conducteurs de statut de per-
sonnel communal

RÉDACTEURS

— pour les services financiers ;
— pour le service emploi ;
— pour le service du personnel
(relations humaines).

Adc. C.V. à Monsieur le Maire,
Hôtel de Ville de Tremblay-
les-Gonesse, 93290
TREMBLAY-LES-GONNESSE.

A Paris Opère créations CLAVISTE

disponible de suite équipement
A. M. Leclerc
Tél : 526-15-33 (9 h à 17 h)

PROFESSEURS

— E. M. T.
— Éducation musicale
— Supplémentaire histoire/géogra-
phie.

Adresser C.V. 38, av. de
Pt Wilson - 94230 CACHAN

REVUE MESSIDORAIRE
spécialisée marine marchande,
revue, pour situation perma-
nente Paris, J.H. min. 25 ans
diplôme obligatoire : maîtrise,
très bonne instruction, cultivé,
passionné par questions trans-
port maritime, parfaite connais-
sance de l'anglais exigée.
Situation intéressante
pour candidat sérieux
et travailleur.

Env. lettre manuscrite avec
C.V. et réf. à : SPIMEC, 190,
9D HAUSMANN, 75008
PARIS, qui transmettra.

Administration Défense natio-
nale recherche

2 ANALYSTES- PROGRAMMEURS

confirmés, DUT informatique
ou équiv. (BAC C, D ou E.C.I.)
Connaissances : 7 BULL.
64/DS 4 applications, COBOL
indépendant, TDS, IOP, SD
évalué. Formation complète
en assurance.

Envoyer C.V., photo, prêt à
C.V. et réf. à : Georges Cou-
mandes, 46, rue de Valenciennes,
PARIS-17^e.

L'ÉCOLE D'ARCHITECTURE OUVRE UNE INSCRIPTION POUR UN POSTE DE

PROFESSEUR D'ÉCOLE

Titre exigé : diplôme d'architecte d'une école
universitaire ou polytechnique, ou docteur.

ENTRÉE EN FONCTIONS : 1^{er} OCTOBRE 1984.

Les dossiers de candidature doivent être adressés avant le
30 septembre 1983 au secrétariat de la présidence de
l'École d'architecture de l'Université de Genève,
9, boulevard, Haldé, 1205 Genève (tel. 20-93-33,
int. 2144) où peuvent être obtenus des renseignements
complémentaires sur le cahier des charges.

RONDE ET SCHWARZ FRANCE

ELECTRONIQUE
recherche

INGÉNIEUR VENTES TECHNICO-CIAL

Posséder : bonne connais-
sance de la mesure HF-
VHF-logique.

Poste basé à TROUVILLE.
Anglais courants.

Adresser candidature avec
C.V., photo et prétentions
Ronde et Schwarz France
Service du Personnel
46/48 place de la Loire
94565 RUNGES Cedex.

Fidélité rond-point Champ-
Élysées recruté pour
le 1^{er} septembre 83

COLLABORATEURS CONSEILS JURIDIQUES ET FISCAUX

Avant connaissance de la ges-
tion de dossiers clients. Sécu-
rable et évolutive, de rému-
nération en fonction des résul-
tats. Formation complète en
assurance.

Envoyer C.V., photo, prêt à
C.V. et réf. à : Georges Cou-
mandes, 46, rue de Valenciennes,
PARIS-17^e.

Établissements, soins, 60 km Paris,
ch. centre tertiaire B.T.S., ou
D.U.T. diplômé. Env. réf.
ou réf. au n° 400-000 au sé-
crétariat, Les Lycées,
77010 Neuville-sur-Seine.

CAISSE D'ÉPARGNE DE PARIS

ASSISTANTE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Pour assurer l'intégralité de son
secrétariat professionnel et
privé.

La candidate de 25 ans mi-
ni :

- Justifier de plusieurs années
de secrétariat de direction
de haut niveau.
- Prouver ses aptitudes à
l'analyse et à la préparation
de dossiers ainsi qu'à l'or-
ganisation de réunions et
à la gestion de l'agenda.

Lieu de travail : 1^{er} arr., de
mardi au samedi 15 heures. La
rémunération sera adaptée
à ses références et à l'acquis
de son expérience.

Ce poste offre la possibilité
de travailler dans une
entreprise de renom.

Envoyer C.V. détaillé, photo,
prétentions et références
sous référence 23.012 à :

M.R.I. CONSEIL
13, rue Madame-Michel
82022 NEUILLY.

propositions diverses

Les possibilités d'emploi à
l'étranger sont nombreuses et
variées (Canada, Australie, Afri-
que, Amérique, Asie, Europe).
Demandez nos documents
sur notre revue spécialisée
MIGRATIONS (LMI)

3, rue Nord
75428 PARIS CEDEX 08.

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS
DE L'EMPLOI vous propose
GUIDE COMPLET (230 pages).

- Les 5 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes d'entretien d'em-
ploi.

Pour inform., écrire CDEM
5, sq. Mondy, 78 Le Chesnay.

formation professionnelle

proposée tous les jours
des écoles normales
(LOGICIEL - FORMATION) à :

ÉLECTRONICIENS MICRO

HAUT MICRO-SYSTÈME MICRO
AUTOMATISÉS

118, r. de Clichy 75019 Paris

travail à domicile

Secrétariat type aux km 82 C.
vous transmettra. Tél.
est. Tél. Int. T. : 840-02-41.

deux-roues

A vendre
YAMAHA 125 100 X CROSS
Très bon état. Px 5 000 F
avec pièces de rechange. Tél.
de 19 h à 20 h au 5

AFFAIRES

Le groupe Bernard Tapie prend le contrôle de la société de prêt-à-porter Mic-Mac

Le groupe Bernard Tapie vient de prendre le contrôle de la firme Mic-Mac (prêt-à-porter féminin), pour 1 franc symbolique. Dans un communiqué qu'il a diffusé le samedi 26 juin, M. Tapie précise qu'il possède à présent 66 % du capital de la firme, le reste des actions étant la propriété de la famille Faure (créatrice de la société) et de Renown, l'un des principaux fabricants japonais de vêtements; celui-ci était entré dans Mic-Mac à la fin de 1980, et il disposait de la moitié du capital. La firme française déployait alors une grande activité au Japon, où elle s'appuyait précisément sur Renown.

M. Tapie a racheté les parts que le groupe Floirat et la Lamière de Roubaix avaient acquises au début de cette année (20 % à 22 % chacun), et aussi celles (environ 20 %) de M. Gauthier Sacis (Le Monde du 19 février).

La Lamière de Roubaix, qui vise depuis quelques mois à accroître ses activités dans la fabrication et la vente de vêtements, a justifié son retrait de Mic-Mac en considérant que la situation financière de cette entreprise n'était pas celle qu'elle avait pu espérer. Le chiffre d'affaires de Mic-Mac est de l'ordre de 140 millions de francs, dont les deux tiers à l'exportation.

En reprenant cette société de prêt-à-porter, dont la direction générale sera confiée à M. Nicolas Crespelle, qui a récemment abandonné le groupe Publicis pour rejoindre M. Bernard Tapie, ce dernier a ajouté un nouveau trophée à son tableau de chasse, qui englobe à présent mille cent personnes, après l'absorption, en mai dernier, de Teste-Aquinas-Trayvon.

Créé en 1977, le Groupe Bernard Tapie-Tapie et C^o est une société en nom collectif détenue à 100 % par M. Bernard Tapie. Elle fonctionne comme une simple société de portefeuille, chargée de gérer les actifs du

groupe répartis essentiellement dans cinq secteurs :

- Les arts graphiques, notamment avec la Société de brochage et de reliure industriels Digue-Dery, où M. Tapie a fait ses premières armes;
- L'agro-alimentaire, avec, parmi les principales entreprises, Omnivivantes, La Vie Claire, L'Herbier de Provence;
- La cosmétologie, avec Gadmater (« La Saponifère »);
- Le pesage, essentiellement grâce à Tervillon et Testat;
- Le matériel audiovisuel, représenté par Tranchant Distribution.

Au total, le groupe Bernard Tapie a réalisé, en 1982, un chiffre d'affaires consolidé de 2,37 milliards de francs, dégageant un bénéfice net, également consolidé, de 71 millions de francs.

Chrysler et Volkswagen pourraient construire une voiture en commun aux Etats-Unis

La filiale américaine du constructeur automobile allemand Volkswagen et Chrysler pourraient construire en commun une automobile dans l'usine de Volkswagen à New-Station, en Pennsylvanie. C'est ce qu'affirme le Wall Street Journal du 27 juin. L'avant-veille, le Detroit Free Press avait affirmé que Chrysler négocierait la prise de contrôle des usines de Volkswagen aux Etats-Unis (co Pennsylvanie et co Virginie occidentale).

Les deux firmes avaient alors démenti que tel soit l'objet des négociations. Un communiqué de Chrysler précisait que « les discussions entre M. Lee Iacocca, président de Chrysler, et M. Carl Hahn, président de Volkswagen, portaient sur les possibilités du marché mondial, l'évaluation des marchés américains, européens et autres, ainsi que sur les

conséquences des restrictions commerciales en Europe, en Amérique du Nord et en Extrême-Orient ». La firme allemande, de son côté, démentait fermement son intention de se retirer des Etats-Unis et rappelait que les deux sociétés parachevaient l'accord de vente, annoncé début avril, de l'usine d'assemblage de Volkswagen à Sterling-Heights, dans le Michigan, à Chrysler.

Les discussions en cours semblent néanmoins prouver que la solution aux difficultés de Volkswagen aux Etats-Unis passe par un accord de coopération. La firme allemande, qui espérait détenir 5 % du marché américain, a vu ses ventes chuter de 200 000 en 1979 à 90 000 en 1982, du fait, notamment, de la mévente de la Rabbit. Sa part du marché américain n'est que de 1,8 %, et l'usine de Stanton est sous-utilisée.

Sperry entre dans le capital de Trilogy

Le groupe américain Sperry, un des « sept nains » de l'informatique derrière I.B.M., va prendre une participation de 15 % dans Trilogy.

Cette jeune société californienne a été créée voilà trois ans par M. Gene Amdahl, « Père de la série 360 » d'I.B.M., inventeur du « compatible », fondateur de la société Amdahl, cet ingénieur de talent allait tenter une nouvelle aventure en 1980. Quittant alors Amdahl, il draine 160 millions de dollars sur son nom et un projet : sortir au milieu de la décennie une nouvelle gamme d'ordinateurs compatibles I.B.M., plus puissants, moins encombrants et surtout plus fiables.

Dans le tour de table de Trilogy, outre des « ventures capitalistes » américains et le gouvernement irlandais, on trouve C.I.I.-Honeywell Bull à hauteur de 10 %. Un « investissement joker » pour la société française, qui a perdu en 1976 la maîtrise du haut de gamme, et qui n'a plus une confiance à toute

épreuve dans la pérennité de son partenaire Honeywell dans les grands ordinateurs. Un accord technologique garantit l'accès de C.I.I.-H.B. aux « découvertes » de Trilogy sur les nouveaux circuits intégrés de ces mégas-ordinateurs.

Une telle aventure coûte cher. L'investissement sur cinq ou six ans est évalué à plus de 300 millions de dollars. L'accord avec Sperry, du même type que celui conclu en 1980 avec C.I.I.-H.B., va apporter 42 millions de dollars d'argent frais à Trilogy. D'autres augmentations de capital devraient suivre. Pour C.I.I.-H.B., redevenue aujourd'hui Bull, la question du maintien de son pourcentage dans le capital de Trilogy est posée. Après l'opération avec Sperry, sa part est revenue autour de 8 %. Elle a la possibilité de se maintenir à 10 %, mais il lui faut, pour ce faire, sortir quelques millions de dollars supplémentaires. Ce qui, en ces temps de vaches maigres peut lui poser quelques problèmes.

L'investissement dans Trilogy est certes un pari. Pourtant il serait pour le moins fâcheux que la société française ne puisse pas maintenir, voire accroître, sa participation. Car l'aventure de Trilogy, si elle est couronnée de succès, pourrait rapporter gros. Financièrement et technologiquement, l'entrée de Sperry dans son capital lui donne en tout cas une dimension nouvelle. — J.-M. Q.

INFORMATIQUE

SOCIAL

OPPOSÉE AU PROTOCOLE D'ACCORD

La C.G.T. invite le personnel de la Sécurité sociale à une « consultation nationale » pour son régime de retraite

La C.G.T. invite, le 29 juin, le personnel de la Sécurité sociale à une « consultation nationale ». Il devra se prononcer sur un protocole d'accord signé entre l'Ucanss (Union des caisses nationales de Sécurité sociale) — les employeurs — et la C.F.D.T. Ce protocole modifie les conditions de versement de la retraite complémentaire servie par la C.P.P.O.S.S. (Caisse de prévoyance du personnel des organismes sociaux et similaires), avec des mesures transitoires d'application, et prévoit la négociation d'un nouveau mode de financement de la retraite.

Aujourd'hui, la C.P.P.O.S.S. est en déficit. En 1982, les dépenses ont progressé de 23 % et les recettes de 15 %. En 1983, la caisse pourrait enregistrer un trou de plus de 200 millions de francs. La situation s'explique largement par l'arrivée à l'âge de la retraite des salariés engagés dans les années 1950, lors de la création de la Sécurité sociale. Le rapport était alors de vingt et un actifs pour un retraité. Aujourd'hui, on est à quatre pour un (180 000 actifs pour 45 000 retraités). Or il faudrait six actifs pour couvrir la totalité des retraites. Car la C.P.P.O.S.S., régime « maison »,

n'a pas adhéré à l'ARRCO (qui rassemble les caisses de retraite complémentaire des non-cadres), ne participant pas, de cette manière, à la compensation démographique instituée entre ces caisses. Aujourd'hui elle subit les conséquences de son choix initial. Le régime est extrêmement défavorable. Il garantit 75 % du dernier traitement aux salariés ayant cotisé pendant trente ans. Et ce, dès l'âge de soixante ans, âge légal de départ en retraite pour ces salariés.

Le 8 avril 1983, l'Ucanss et la C.F.D.T. signaient un protocole d'accord pour allonger la durée de cotisation à trente-sept ans et demi et prendre les mesures nécessaires pour que, au cours des années, nouvelles et anciennes pensions coïncident. Ces dernières ne devraient pas subir de diminution, mais leur progression sera ralentie. Les augmentations de salaires ne joueront que pour moitié pour leur revalorisation.

« Le partage des retraites »

Enfin, des négociations doivent reprendre avant la fin de l'année pour déterminer une nouvelle cotisation modulée en fonction du salaire, le plafond de la Sécurité sociale servant de référence. La C.G.T., a révélé, le 24 juin, par la voix de M. Pierre Blanchard, secrétaire général de la Fédération des personnels des organismes sociaux, qu'« au nom des nouvelles solidarités, le silence étant fait sur les profits, la spéculation, les gaspillages, les revenus du capital, on prime le partage entre les seuls salariés, partage du travail, partage des salaires et, dans le cas d'espèce, partage des retraites ».

« C'est peut-être dire qu'affirmer que ce protocole porte atteinte au régime de retraite et de prévoyance », a poursuivi M. Blanchard.

Cette polémique syndicale se situe dans la ligne des actions déjà engagées par la C.G.T. — par exemple la consultation du personnel chez Dassault pour un contrat de solidarité, — avec en finale les élections à la Sécurité sociale, le 19 octobre prochain. En aparté, la C.G.T. ne cachait pas, vendredi dernier, que « la campagne électorale était déjà lancée ».

CHRISTIANE GROUVER.

PREMIERE REUNION DE LA COMMISSION NATIONALE DE LA NEGOCIATION COLLECTIVE

Ordre du jour chargé, mardi 28 juin, pour la première réunion de la commission nationale de la négociation collective, qui entendra non seulement M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, mais encore M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget. La commission doit dresser le bilan des conventions collectives signées ces deux dernières années dans les entreprises, et chercher surtout par quelque deux cents accords sur la réduction du temps de travail.

La politique contractuelle a été alimentée par la sortie du blocage des salaires, en décembre dernier. Un autre débat aura lieu sur la politique à suivre l'an prochain en matière de négociation collective, les lois Auroux imposant l'obligation de négocier.

Seront abordées notamment les questions relatives à la durée du travail et à la discussion, chaque année, des salaires minimaux.

Enfin, les interlocuteurs procéderont à un échange de vues sur l'épargne volontaire ou collective pour assurer les investissements des entreprises par le biais des fonds salariaux ou du Fonds national de développement industriel.

Le gouvernement estime que 2,5 millions de salariés ne sont pas couverts actuellement par une convention collective. C'est le cas essentiellement dans la petite industrie, les petits commerces et les services.

« Un mineur très dans un éboulement. — Un mineur de food, M. Julio Puster-Macia, trente-trois ans, travaillant au maréchal piqueur, vendredi matin 24 juin, au puits de Rozeley, près de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), a été tué par l'effondrement d'un bloc de charbon. Selon la tradition, les mineurs ont cessé le travail jusqu'à la date des obsèques en signe de « solidarité fraternelle envers leur camarade », indique un communiqué de la C.G.T.

AGRICULTURE

LE DIFFÉREND SUR LES EXPORTATIONS DE CÉRÉALES

Trêve armée entre la C.E.E. et les Etats-Unis

De notre correspondant

12,3 millions de tonnes, soit 14 % du marché mondial, était celui des exportations de l'année précédente; aller au-delà aurait pu être considéré comme contestable au regard des règles du GATT et assurément très mal vu par Washington. Les « restrictions » sont maintenant à nouveau accordées, mais pour les opérations à effectuer après le 1^{er} août au titre de la campagne 1983-1984.

La C.E.E. était prête à renouveler l'engagement de maintenir aux alentours de 14 % sa part du marché mondial au cours de la campagne à venir. Mais elle demandait en contrepartie aux Etats-Unis de stabiliser au niveau actuel, soit un peu moins de 3 millions de tonnes par an, leurs ventes à la Communauté de maïs gluten feed, un produit de substitution de céréales, dont le développement rapide des importations gêne la Communauté. Washington a refusé. Il n'y a donc pas eu d'engagement dans cette double affaire.

Autre observation, le comité du GATT chargé, lors de la conférence ministérielle, de novembre 1982, d'examiner les difficultés que rencontre le commerce international agricole (comité que double sur le plan bilatéral le groupe de travail C.E.E.-Etats-Unis qui vient d'être créé) doit faire porter son analyse tant sur les politiques d'exportation que sur les politiques d'importation. Sans doute, ces dernières ne sont pas couvertes par le groupe C.E.E.-Etats-Unis alors que, pourtant, la Communauté est gérée par les quotas auxquels sont soumises outre-Atlantique les importations de produits laitiers et de viande bovine.

Faits et chiffres

Commerce international

• L'Iran commande cent vingt mille cyclomoteurs à Peugeot. — La firme Les Cycles Peugeot, du groupe Peugeot S.A., a annoncé le 23 juin que l'Iran venait de lui commander cent vingt mille cyclomoteurs.

Les livraisons sont prévues fin 1983 et tout au long de l'année 1984.

Le montant de cette commande n'est pas indiqué mais, à titre de comparaison, au mois de mars dernier l'Iran avait déjà commandé soixante mille cyclomoteurs pour un montant légèrement supérieur à 60 millions de francs.

Etranger

PHILIPPINES

• Le peso philippin a été dévalué de 7,8 % jeudi 23 juin. — Il faut maintenant 11 pesos pour 1 dollar. Le président Marcos a déclaré que la dévaluation du peso devait stimuler les exportations, majorer les transferts des Philippines travaillant à l'étranger, améliorer la balance des paiements du pays et augmenter les revenus des familles.

VENT DE PARAITRE
NUMERO SPECIAL
16 PAGES

Le Monde

dossiers et documents

LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS

**LA GESTATION
L'ELABORATION
LE CONTENU
ET L'APPLICATION
DES LOIS AROUX**

ILLUSTRE PAR PLANTU

JUIN 1983
EN VENTE
CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX 10 F
ET AU « MONDE »

BON DE COMMANDE

NOM PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

NUMERO D'EXEMPLAIRES X 12 F (FRAIS DE PORT INCLUS) F MQ

COMMANDE A FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE REGLEMENT AU MONDE
SERVICE DES VENTES AU N° 5, RUE DES ITALIENS - 75047 PARIS CEDEX 09

Le Monde

COOPERAT
Les tra

LE MARCHÉ MONDIAL		COURS DU JOUR	
Produit	Unité	1982	1983
Blé	1000 tonnes	100 000	105 000
Maïs	1000 tonnes	120 000	125 000
Orge	1000 tonnes	80 000	85 000
Avoine	1000 tonnes	60 000	65 000
Sorgho	1000 tonnes	40 000	45 000
Seigle	1000 tonnes	30 000	35 000
Blé dur	1000 tonnes	20 000	25 000
Blé tendre	1000 tonnes	15 000	20 000
Maïs dur	1000 tonnes	10 000	15 000
Maïs doux	1000 tonnes	5 000	10 000
Orge	1000 tonnes	4 000	5 000
Avoine	1000 tonnes	3 000	4 000
Sorgho	1000 tonnes	2 000	3 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	2 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	1 000
Sorgho	1000 tonnes	1 000	1 000
Seigle	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Blé tendre	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs dur	1000 tonnes	1 000	1 000
Maïs doux	1000 tonnes	1 000	1 000
Orge	1000 tonnes	1 000	1 000
Avoine	1000 tonnes	1 000	

COOPÉRATION

Les travaux de la VI^e CNUCED

Eviter la confrontation

Belgrade. — Rarement Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement n'aura abouti à si peu de résultats à quelques jours de sa clôture. La VI^e CNUCED s'achève en principe le 30 juin. Après la mauvaise humeur manifestée au milieu de la semaine dernière par les pays en développement, de véritables négociations ont enfin commencé dans les groupes de travail. A compter de ce lundi 27 juin, un « groupe de contact » du président yougoslave de la Conférence, auquel pourront se joindre notamment les ministres — dont M. Cheysson pour la France — venant à Belgrade participer à l'ultime phase des discussions, va tenter d'imprimer à celle-ci une impulsion politique.

Première pierre d'achoppement : la rédaction de la « déclaration de Belgrade », dans laquelle les participants doivent porter une appréciation sur la « situation économique internationale plus particulièrement du point de vue du développement ». Les pays du groupe B (pays industrialisés à économie de marché) auraient généralement souhaité que ce texte se cantonne aux termes les plus généraux : le groupe des « 77 » (pays en développement) demande qu'il intègre les actions à entreprendre — autrement dit les conclusions de la Conférence sur plusieurs chapitres délicats — dans le cadre, en particulier, d'institutions des Nations unies.

Les divergences de conception sont donc fondamentales, mais elles n'apparaissent pas, à la fin de la semaine dernière, insurmontables. Les deux groupes étaient parvenus à s'entendre sur l'armature générale d'un accord comportant une sorte de « chapeau d'orientation » et une analyse récapitulant les mesures envisagées. L'impact de la Conférence dépendra beaucoup du contenu et de l'intérêt porté à cette déclaration liée au résultat des négociations sur les sujets suivants :

• **Matières premières.** — La résolution sur la mise en place du Fonds commun pour les matières premières ne semble pas faire grand problème ; il n'y a vraiment que les Etats-Unis, parmi les grands pays industrialisés à économie de marché, qui ne se sont pas engagés à ratifier l'accord portant création de cet organisme. Toutefois certains pays en développement (P.V.D.) ne l'ont pas fait : c'est le cas de pays pauvres, dont la contribution financière au capital du Fonds n'a pas été prise en compte par l'OCPEP. En ce qui concerne les accords de produits, la délégation américaine a exprimé des réserves sur la suggestion d'une reprise, dans le cadre des Nations unies, des négociations en vue d'un nouvel arrangement international sur le blé.

Le financement compensatoire des déficits de recettes des pays exportateurs de matières premières soulève aussi des difficultés : les « 77 » envisageaient la création d'une facilité complémentaire, mais les Etats-Unis et d'autres pays industrialisés n'autorisent sans doute pas à aller au-delà de la création d'un groupe d'étude à ce sujet. Le problème de la transformation et de la commercialisation de leurs produits par les P.V.D. — une pierre dans le jardin des multinationales — n'est pas non plus réglé, de même que celui de l'extension du système européen de stabilisation des cours à d'autres pays que les Etats associés à la Communauté.

• **Questions monétaires et financières.** — Tout reste à régler : les pays industrialisés ne veulent pas prendre d'engagements plus contraignants que ceux qu'ils ont souscrits

De notre envoyé spécial

sur l'aide publique au développement. Ils ne sont pas prêts non plus à accepter une nouvelle et « immédiate » allocation de droits de tirage spéciaux d'au moins 15 milliards de dollars par an, comme le leur demandent les « 77 ». Cette possibilité doit être examinée, indiquent-ils, par le F.M.I. qui étudie, d'autre part, certaines des mesures réclamées par les P.V.D.

Les positions sont particulièrement tranchées à propos de la demande d'une augmentation « substantielle et en termes réels » des ressources de l'Association internationale de développement, filiale de la Banque mondiale, qui prête à des conditions de faveur aux Etats à faible revenu. Enfin, l'épineux problème de la dette du tiers-monde n'a toujours pas fait l'objet d'accord : les Occidentaux sont unanimement d'avis qu'il soit traité cas par cas, les dispositions d'étalement, voire d'annulation de dette, ne pouvant avoir le même effet, selon qu'il s'agit de grands ou de petits débiteurs.

Des concessions sont cependant faites de part et d'autre, et des compromis généralement possibles. Ainsi, les Etats-Unis ont accepté — non sans accrochages parfois avec la France — qu'il soit fait référence à des taux de change plus stables, aux taux d'intérêt, ainsi qu'à la nécessité d'accompagner les signes de reprise d'actions précises, et à l'idée que les forces du marché ne peuvent apporter de solution à tout.

• **Protectionnisme et aménagement des structures.** — C'est sur ce chapitre que les difficultés semblent les plus grandes. Les pays industrialisés à économie de marché évoquent le démantèlement des mesures de protectionnisme — à l'O.C.D.E. et à Williamsburg — en fonction de la reprise, et certains d'entre eux (Etats-Unis, Grande-Bretagne, R.F.A., Japon) ont fait à Belgrade l'apologie du libre-échange. Néanmoins ils n'entendent pas s'engager plus avant à la CNUCED. Ils font valoir que la levée des obstacles commerciaux encore existants ne règlera pas tous les problèmes de développement, en particulier pour les P.V.D. les plus pauvres, et que la concurrence des nouveaux pays industrialisés a déjà entraîné de nombreuses reconversions ou pertes d'emploi, comme dans le textile.

Les « 77 » proposent — pour assurer une division du travail équitable — la mise au point de programmes d'ajustement des structures dans les secteurs où les mesures prises par les pays développés portent préjudice à leurs intérêts commerciaux. Cette demande, qui frappe au cœur des politiques industrielles des pays du Nord, est repoussée par le groupe B. En outre, les pays latino-américains se réservent de demander, plus explicitement qu'il n'était envisagé, aux pays industrialisés occidentaux, de s'abstenir d'imposer des restructurations commerciales en tant que moyen de coercition politique. Cela vise, bien entendu, le blocus de Cuba et les réductions des importations de sucre du Nicaragua par les Etats-Unis.

Cependant, dans un domaine qui avait soulevé une vive polémique en novembre à Genève, celui intéressant la coopération économique entre pays en développement dans le cadre de la CNUCED, il y a eu entente. Cette coopération Sud-Sud intéresse tout particulièrement les P.V.D. les plus avancés. La volonté des « 77 » de la limiter au cent vingt-cinq Etats membres de leur

groupe et d'en exclure ainsi des pays comme la Turquie, la Bulgarie, la Chine et Israël, est considérée, notamment par les pays industrialisés, comme une entorse au principe d'universalité des Nations unies. Le projet de résolution finalement adopté ne résout pas le problème, mais il évite la confrontation sur ce sujet à Belgrade.

La confrontation sera peut-être évitée aussi à la fin de la Conférence pour les autres dossiers, dans la mesure où les « 77 » ne sont guère en position de force, ce qui les conduit maintenant à se démarquer avec prudence de leur « plate-forme de Buenos-Aires », et dans la mesure aussi où certains pays les plus développés entendent concéder le minimum. « Nous estimons être les seuls à faire des concessions », nous a affirmé un représentant du tiers-monde déplorant que l'esprit de conciliation et de modération des « 77 » n'ait pas encore été payé en retour.

GÉRARD VIRATELLE.

DÉMOGRAPHIE

SI LE DÉCLIN CONTINUE

La population mondiale devrait se stabiliser en 2095

En l'an 2095, la terre comptera 10,2 milliards d'habitants contre 4,6 milliards aujourd'hui, selon un rapport du Fonds des Nations unies pour les activités en matière de population (FNUAP), diffusé par l'ONU.

La population mondiale devrait alors se stabiliser si le déclin démographique continue au rythme actuel, c'est-à-dire si le taux de natalité des pays du tiers-monde continue de marquer le ralentissement amorcé. Il était de 37‰ en 1970-1975 et atteint aujourd'hui 31,4‰. Or, semble-t-il, le nombre des naissances est lié au taux de mortalité infantile, les familles ayant d'autant plus d'enfants qu'elles craignent de les perdre. Si ce taux a considérablement diminué entre 1950 (164‰) et 1980 (100‰), il dépasse encore 150‰ dans certains pays d'Afrique (contre 19‰) dans les pays développés.

L'importance de ce sujet le place en tête des préoccupations de la

prochaine conférence internationale de l'ONU sur la population, qui se tiendra à Mexico l'année prochaine et qui étudiera, entre autres, les moyens d'encourager la baisse de la croissance démographique.

Ce même rapport de l'ONU note que, en l'an 2000, la moitié de la population mondiale sera rassemblée dans les villes. Il ajoute que, à la même époque, la Terre sera capable de nourrir ses 6,5 milliards d'habitants, mais que soixante-cinq pays en développement ne pourront assurer la subsistance de leur population sans procéder à des importations.

Le rapport du F.N.U.A.P. présente trois recommandations : la réduction de la mortalité infantile ; l'accès pour tous les couples à l'information et aux services de planification familiale et la promotion de l'idée de « famille restreinte » dans le respect des pratiques culturelles et religieuses.

TRANSPORTS

CORRESPONDANCE

A propos

de la fiscalité routière

Après la publication, dans le Monde du 26 mai, d'une lettre de M. Jean Steward, administrateur de la S.N.C.F., sur la situation des chemins de fer français, M. Jean Clouet, président de l'Union routière de France, nous écrit :

Je ne voudrais pas relancer le débat, qui n'est souvent qu'une mauvaise querelle, entre le rail et la route.

Je ne peux toutefois laisser passer sans réagir l'information aussi péremptoire qu'inexacte selon laquelle « la fiscalité routière a diminué de 50 % depuis 1974 ».

En effet, en 1982, cette fiscalité aura produit 85 670 millions de francs, contre 27 330 en 1974. Le rapprochement de ces deux chiffres vaut tous les commentaires.

QUAND IL S'AGIT DE CHOISIR UN CONSTRUCTEUR D'ORDINATEURS, LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.



LE REMARQUABLE PETIT SYSTÈME DE GESTION: BURROUGHS B20

La plupart des gens pensent que si un constructeur d'ordinateurs est plus grand que Burroughs, il est automatiquement meilleur que Burroughs.

Ce n'est pas forcément vrai.

Dans la gamme des petits systèmes de gestion, par exemple, le Burroughs B20 est l'un des ordinateurs autonomes les plus polyvalents, les plus faciles à utiliser et les plus écolatifs du marché.

Avec son puissant processeur 16 bits et jusqu'à 640 K octets de mémoire RAM dans chaque poste de travail, le Burroughs B20 donne à chaque utilisateur son propre ordinateur, mais avec la puissance, les bases de données et la mémoire associées auparavant uniquement à de grands systèmes.

Plus important encore, le B20 peut s'intégrer dans un réseau d'autres B20, ce qui permet à chacun de disposer dans son travail des informations les plus récentes. Et comme le B20 peut gérer de nombreux postes de travail, il grandira avec votre entreprise.

Pour le mettre en exploitation, vous n'avez qu'à le débiller, le brancher*, choisir un de nos nombreux logiciels destinés à la gestion des entreprises (fiches de paie, livres de ventes, registres de stocks, etc.), incliner l'écran à la hauteur voulue — et c'est à vous de jouer. (Nos manuels de formation programmée sont si faciles à utiliser que vous serez capable de projeter vos ventes au bout de quelques heures seulement.)

Si vous avez besoin d'aide, appelez le Burroughs Resource Control Center. Les informaticiens compétents de Burroughs vous aideront à résoudre tous vos problèmes — qu'ils soient liés à notre matériel, notre logiciel ou nos systèmes d'exploitation. Notre expérience internationale de 87 ans dans le domaine du matériel de bureau nous a appris certaines choses en matière de service et de soutien aux entreprises.

Donc, si vous cherchez un petit système de gestion, votre décision ne doit pas être fonction de la taille du constructeur.

Mais plutôt de sa qualité.

Burroughs

LA QUESTION N'EST PAS DE SAVOIR QUI EST LE PLUS GRAND, MAIS QUI EST LE MEILLEUR.

*L'unité de mémoire de masse B22 doit être installée par un technicien qualifié de Burroughs.

Le petit système de gestion B20 m'intéresse. Veuillez m'envoyer de plus amples informations.

Nom: _____
Fonction: _____
Société: _____
Adresse: _____
Téléphone: _____

A envoyer à: Direction du Marketing
Systèmes B20
S.A. Burroughs
95015-Cergy Pontoise Cedex

LM/630713

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
\$E.-U.	7,5515 7,5535	+ 145 + 188	+ 380 + 480	+ 950 + 1060
S. can.	6,1420 6,1461	+ 150 + 188	+ 380 + 480	+ 950 + 1060
Yen (100)	3,3845 3,3865	+ 140 + 165	+ 380 + 480	+ 950 + 1060
DM	3,6026 3,6118	+ 174 + 190	+ 380 + 480	+ 950 + 1060
Flua.	2,6862 2,6879	+ 140 + 170	+ 380 + 480	+ 950 + 1060
F.R. (100)	15,0518 15,0618	+ 320 + 428	+ 680 + 820	+ 1380 + 1580
F.S.	3,6416 3,6438	+ 282 + 225	+ 480 + 480	+ 1380 + 1450
L (1 000)	5,6777 5,6894	+ 140 + 165	+ 380 + 480	+ 950 + 1060
S. 1000	11,6770 11,6853	+ 230 + 300	+ 570 + 680	+ 1570 + 1790

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 15/16	9 5/16	9 1/2	9 7/8	9 9/16	9 15/16	9 7/8	10 1/4
\$E.-U.	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
DM	3 3/8	4 1/8	4 3/4	5 1/8	5 3/16	5 9/16	5 3/4	6 1/8
Flua.	9	10	9 1/4	9 3/4	9 1/4	9 3/4	9 3/4	10 1/4
F.R. (100)	2 7/8	3 1/8	5 1/16	5 7/16	4 13/16	4 11/16	4 13/16	5 1/8
F.S.	12 1/2	12 1/2	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	9 7/8	10 1/8
L (1 000)	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
R. 1000	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Depuis un siècle American Express joue la carte de la France

Pourquoi le cacher? Nous sommes fiers de notre nom et de nos origines américaines. D'autant que nous avons notre légende: nous nous sommes d'abord appelés "Wells Fargo", puis "Pony Express"; oui, les audacieux messagers des westerns qui bravaient tous les dangers pour que le voyageur, l'argent ou le courrier arrivent à l'heure, c'était nous... D'ailleurs, ces messagers n'avaient guère le choix: notre premier président, Henry Wells, leur avait, une fois pour toutes, enjoint de "ne craindre que Dieu".

On le voit, ils étaient très courageux et même un peu puritains... Et, d'une certaine manière, nous ne renions pas cet héritage, car nous remplissons toujours jusqu'au bout notre contrat envers ceux qui nous ont fait confiance, fût-ce dans des périodes dramatiques de l'histoire d'une nation. Récemment encore, au Vietnam, au Liban, en Iran, nos agents sont les seuls à être restés jusqu'au dernier moment pour honorer les factures des commerçants payées avec des cartes American Express ou permettre l'évacuation de nos clients qui désiraient partir. Question de principe...

La frontière de l'Ouest atteinte sur les rivages du Pacifique, nos pionniers retournèrent vers l'Atlantique pour découvrir l'Europe. Et dès 1881, il y a un premier employé American Express à Liverpool. Mais pour ouvrir notre premier bureau sur le Vieux Continent, en 1895, notre représentant, un ancien shérif de l'Idaho, William Swift Dalliba, choisit alors Paris.

Une renommée partie de Paris

Cinq années plus tard, en mars 1900, il s'installe au 11 de la rue Scribe, une adresse que tous les voyageurs du monde allaient bientôt connaître. Car c'est largement à travers elle que la renommée American Express a grandi. Au point que notre nom est devenu, dans toutes les langues, souvent synonyme de voyage, de chèques de voyage, de carte de paiement et de banque.

Bref, à la France, American Express doit beaucoup de sa croissance. C'est fréquemment pour la découvrir, hier comme aujourd'hui, que dans 144 pays, des dizaines de millions de personnes ont franchi, ou franchissent pour la première fois, la porte de l'une de nos 1000 agences American Express ou bureaux affiliés à travers le monde. Rien qu'en 1982, ils ont été plus de 2 millions qui, tant pour payer leurs frais de transport que de

séjour, ont usé de chèques de voyage ou de cartes American Express, dépensant ainsi, en France, l'équivalent - en devises - de plus de 6 milliards de francs.

Pour beaucoup d'entre eux, il s'agissait de tourisme ou de vacances. Une longue tradition, d'ailleurs, qui remonte sans doute aux années folles et qui s'est poursuivie après la seconde guerre mondiale, lorsque "American Express" rimait un peu avec un "Américain à Paris". Depuis, bien d'autres nationalités ont appris à découvrir la France avec, comme Sésame, la célèbre carte verte ou les chèques de voyage.

La découverte d'un miracle économique

Pour la plupart, ce sont les "affaires" qui sont la cause de ces voyages. Il est vrai que là aussi, dès les années 50, American Express fut l'un des premiers établissements financiers d'envergure internationale, à découvrir (et à faire connaître) le "miracle économique" français et à prévoir que la France allait connaître le plus fort taux de croissance d'Europe occidentale. D'ailleurs la banque American Express (aujourd'hui: American Express International Banking Corporation) fut l'une des premières banques américaines qui s'installa en France. Aujourd'hui elle compte cinq agences dans notre pays.

Mais, c'est aussi grâce aux Français que American Express a grandi. Plus de 330 000 d'entre eux, par exemple, sont sensibles à toutes les facilités que procure en voyage, une véritable carte de paiement internationale. C'est pourquoi 95 % des 2 mille premières entreprises françaises remettent à leurs cadres des cartes American Express pour qu'ils puissent, dans une grande simplicité de gestion, couvrir leurs frais de voyages tant en France qu'à l'étranger.

Au service du tourisme français

Pourtant, si important que soit le développement de l'utilisation de nos cartes en France, les Français en 1982, n'ont dépensé à l'étranger que 1,3 milliard de francs, soit seulement la moitié de ce que les étrangers, en contrepartie, ont dépensé en France avec cette même carte American Express.

Ainsi, en tirons-nous la satisfaction de concourir, avec notre seule carte de paiement, pour environ 10 % de la balance des comptes "tourisme" de la France (11 milliards de francs en 1982). Sans compter ce que nous

apportons grâce à nos chèques de voyage et à nos agences de voyages. Nous en sommes heureux...

De même que nous sommes fiers de notre "nom américain", nous sommes fiers d'être l'une des entreprises françaises qui, malgré les difficultés actuelles, concourent au dynamisme exportateur de la France. Car nous assurons, grâce à nos activités touristiques et financières, une partie non négligeable des entrées de devises étrangères "fortes" en France...

C'est ainsi que nous jugeons notre activité. En fait, ce sont de nombreuses industries françaises - et notamment celles du tourisme - que nous vendons aux 15 millions de détenteurs étrangers de carte American Express, ainsi qu'à tous les millions d'autres personnes qui ont recours aux services de notre compagnie.

Les nombreux commerces affiliés à notre carte, sans compter tous ceux qui reçoivent quotidiennement des chèques de voyage, sont devenus - à nos côtés - des ambassadeurs du tourisme français, cette activité qui concourt à la création de 20 000 emplois nouveaux par an en France.

Une stratégie sans ambiguïté

Y avons-nous quelque mérite? Peut-être. Mais en fait, fidèles à nos engagements, nous n'avons fait que recueillir les fruits de la stratégie la plus simple qui soit: jouer toujours à fond la carte de la France, sans arrière-pensée.

Toujours, aussi loin que l'on puisse remonter dans notre histoire, nous avons recherché et privilégié l'entente avec les entreprises touristiques ou financières françaises. C'est, par exemple, en pleine collaboration avec American Express que les plus grosses banques françaises, qu'elles soient nationalisées ou mutualistes, ont créé en commun une société qui émet des chèques de voyage.

Un exemple parmi d'autres. Et qui prouve, s'il en était besoin, que American Express est toujours prêt à mettre son savoir-faire et son expérience au service de toutes les entreprises françaises.

Et nos 15 millions de clients, de par le monde, sont l'un des atouts dont la France dispose dans l'actuelle crise. Une carte, en quelque sorte, qu'elle peut jouer à coup sûr et qui fête cette année son 25^e anniversaire.



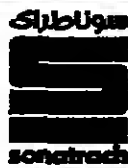
Une tradition de services partout dans le monde

Au niveau mondial la première agence de voyages, la première carte haut de gamme, l'une des plus grandes banques internationales, le créateur et le premier émetteur "chèque de voyage", le quatrième réseau de télévision par câble. Aux U.S.A., la deuxième société de courtage financier et la sixième compagnie d'assurance.

15.50

AVI
lentilles
de contact
souples
Certificat de
VOIR NET
Ysophtic
L'HEBDOMAIRE
Econ
EN VENTE CI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SONATRACH

U.S. \$ 700,000,000
Medium Term Loan

Guaranteed by
BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE

Continued by

Arab Banking Corporation (ABC)
Arab Petroleum Investment Corporation (APICORP)
Banque Arabe et Internationale d'Investissement (B.A.I.I.)
Gulf International Bank B.S.C.
Union de Banques Arabes et Françaises - U.B.A.F.

Lead Managed by

Alahli Bank of Kuwait KSC
Arab Bank Investment Company Limited
Arab Petroleum Investment Corporation (APICORP)
The Bank of Nova Scotia Group
Bankers Trust International Limited
Banque Nationale de Paris
Chemical Bank International Group
Gulf International Bank B.S.C.
Kuwait Foreign Trading Contracting & Investment Co. (KFTCIC)
Manufacturers Hanover Limited
The National Commercial Bank (Saudi Arabia)
Société Générale

ALUBAF Banking Group
Arab Banking Corporation (ABC)
Bank of America International Limited
The Bank of Tokyo, Ltd.
Banque Arabe et Internationale d'Investissement (B.A.I.I.)
Chase Manhattan Capital Markets Group
Citicorp Capital Markets Group
IBJ International Limited
The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
The National Bank of Kuwait S.A.K.
National Westminster Bank Group
Sumitomo Bank Merchant Banking Group

Co-Lead Managed by

Burgin Bank S.A.K.
European Arab Bank Group
Irving Trust Company
National Bank of Abu Dhabi

Credit Agricole
First Interstate Bank of California
Libyan Arab Foreign Bank

The Dai-ichi Kangyo Bank Limited
The Fuji Bank Limited - Paris Branch
The Mitsubishi Bank, Limited
Sawwa Bank Merchant Banking Group

Managed by

Arab Bank for Investment and Foreign Trade (ARBIT) - Abu Dhabi
The Arab Investment Company S.A.A.
Banque Paribas
Hokkaido Tokai-Mitsubishi Bank Limited
The Saudi British Bank
International Division

Co-managed by

Bahrain International Bank
Banque Algérienne du Commerce Extérieur SA
The Commercial Bank of Dubai Limited
Gulf Royal Bank E.C.
Tokyo Kobe Finance (Schweiz) AG

Bahrain Middle East Bank (E.C.) "BMB"
Banque Indosuez
Frab Bank (Middle East) E.C.
Société Générale de Banque
Union Méditerranéenne de Banques

Provided by

Alahli Bank of Kuwait KSC
Arab Bank for Investment and Foreign Trade (ARBIT) - Abu Dhabi
Arab Helles Bank SA
Arab Petroleum Investment Corporation (APICORP)
Banque Arabe Espagnol, S.A. "ARABESPAN"
The Bank of Nova Scotia Channel Islands Limited
Bankers Trust Company
Banque Européenne de Tokyo
Banque Nationale de Paris
Burgin Bank S.A.K.
Citibank N.A.
The Dai-ichi Kangyo Bank Limited
First Interstate Bank of California
Gulf International Bank B.S.C.
IBJ International Limited
Irving Trust Company
The Long-Term Credit Bank of Japan, Limited
Mellon Bank
The National Bank of Kuwait S.A.K.
The Saudi British Bank
International Division
The Sumitomo Bank of California, N.A.S.
UBAF Arab American Bank
Union de Banques Arabes et Françaises - U.B.A.F.

Alahli Arab International Bank
Arab Bank Limited
Arab International Bank, Cairo
Bahrain International Bank
Bank for Arab and Western Africa
Bank of Oman Ltd.
Banque Algérienne du Commerce Extérieur SA
Banque Indosuez
Banque Paribas
The Chase Manhattan Bank, N.A.
The Commercial Bank of Dubai Limited
The Doha Bank, Limited
Frab Bank (Middle East) E.C., Bahrain
Gulf Royal Bank E.C.
The Industrial Bank of Japan, Limited
Kuwait Foreign Trading Contracting & Investment Co. (KFTCIC)
L.T.C.B. (Schweiz) A.G.
The Mitsubishi Bank, Limited
Nippon Kairo Bank S.A.
The Saudi National Commercial Bank OBU - Bahrain
Société Générale
Sumitomo Finance (Middle East) E.C. Masawa
UBAF Bank Limited

Arab African International Bank-Cairo
Arab Banking Corporation (ABC)
The Arab Investment Company S.A.A.
Bahrain Middle East Bank (E.C.) "BMB"
Bank of America NT & SA
The Bank of Tokyo, Ltd.
Banque Arabe et Internationale d'Investissement (B.A.I.I.)
Banque Internationale de Commerce et de Trésorerie - B.I.C.T.
Banque Paribas Belge S.A./Paribas Bank Belge N.V.
Chemical Bank
Citic Agricole
European Arab Bank Group
The Fuji Bank Limited - Paris Branch
Hokkaido Tokai-Mitsubishi Bank Limited
International Western Bank PLC
Libyan Arab Foreign Bank
Manufacturers Hanover Trust Company, Bahrain
National Bank of Abu Dhabi
Sawwa Bank Merchant Banking Group
Société Générale de Banque
Tokyo Kobe Finance (Schweiz) A.O.
UBAF International Limited
Union Méditerranéenne de Banques

Agent

Arab Banking Corporation (ABC)

June, 1983

This announcement appears as a matter of record only



SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle qui s'est tenue au siège social de la Société à Marseille le 9 juin 1983, sous la présidence de M. Jean-Paul Escande, Président Directeur Général, a approuvé les comptes de l'exercice 1982 faisant ressortir les bénéfices à F. 17.139.799,15 contre F. 16.137.154,29 en 1981.

Le dividende a été fixé à F. 2,25 par action, soit une distribution globale de F. 4.301.858,25, à laquelle s'ajoute, conformément à l'article 82 de la loi de finances pour 1983, la somme de F. 7.313.159,03, montant de la redevance versée à la Caisse Nationale des Banques. Il a été décidé d'inscrire en report à nouveau F. 4.667.791,87. Le report s'élève donc au total à F. 8.355.960,94.

Au 31 décembre 1982, le total du bilan atteint 10,075 milliards de francs contre 8,169 milliards de francs en 1981. Les dépôts de la clientèle s'élèvent à 7,21 milliards de francs et les crédits à la clientèle à 4,575 milliards de francs.

Au cours de l'année 1982, la Société dont la politique commerciale est orientée vers une clientèle de particuliers et de petites et moyennes entreprises a conforté sa position de banque régionale.

Elle a été notamment en mesure, grâce aux marges nouvelles dégagées par l'émission en juillet d'un emprunt obligataire de 180 millions de francs, d'accroître le volume des concours qu'elle accorde à ses clients.

En valeur moyenne, l'augmentation des ressources de l'exercice ressort à 9,28 %, malgré le recul enregistré en bons de caisse par suite de la réglementation intervenue en matière de capitaux placés sous cette forme, et la progression des dépôts à vue qui représentent plus de 60 % du montant total des ressources, atteint 15,56 % contre 14,90 % en 1981. Les engagements de leur côté ont progressé de 8 %.

L'Assemblée a autorisé le Conseil d'Administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires jusqu'à concurrence d'un montant nominal maximum de cinq cent millions de francs.



COMPAGNIE FRANÇAISE DE RAFFINAGE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 22 JUIN 1983

En cours de la discussion qui a précédé le vote des résolutions, le président a répondu aux questions posées par les actionnaires.

Interrogé sur les modalités de la cession des intérêts de la C.F.R. dans ATO Chimie et Chloro Chimie, le président a tout d'abord rappelé que dès l'an dernier, le groupe Total avait demandé à se retirer d'un ensemble industriel où il se trouvait devenu minoritaire. L'accord conclu avec la S.N.E.A. est basé sur une évaluation faite par l'ERAP, assistée de la Société Générale, évaluation acceptée par Total dans un esprit de conciliation. L'accord est conforme, dans ses grandes lignes, aux objectifs que s'était donnés le groupe. Les actifs cédés seront transférés le 30 juin 1983. Le groupe Total sera remboursé d'une avance de 180 MF, et recevra l'équivalent de 560 MF sous la forme d'une remise d'actions de la Société minière austro-allemande Peko-Walded Ltd, et d'un paiement résiduel étalé sur cinq ans, ces deux éléments étant d'importance voisine.

Certes, la valeur de cession convenue a été affectée par les mauvais résultats des derniers exercices, et l'ensemble des opérations se soldera pour la C.F.R. en 1983 par une perte de 150 MF. En contrepartie, la Compagnie sera dispensée de tout effort financier dans ce secteur, et pourra disposer de ses ressources pour ses autres activités.

En ce qui concerne le secteur des engrais, M. Guillaud a indiqué que, face au désir de Paribas de réduire sa participation dans l'ensemble regroupé sur Cofax, le groupe n'était pas opposé à une augmentation de ses propres engagements, sous réserve que les conditions de formation du nouvel ensemble le rendent compétitif.

Interrogé sur la nature du plan de redressement engagé pour Hutchinson, M. Guillaud a exposé que ce plan était devenu nécessaire à la suite des mauvais résultats des exercices 1981 et 1982, provoqués par la chute de l'activité industrielle et la concomitance de l'accroissement des charges et du blocage des prix. Le plan comporte la concentration sur les activités prometteuses, pour lesquelles un important effort d'investissement sera consenti, et l'arrêt ou la cession d'autres activités. La C.F.R., qui a déjà fourni un gros effort financier en faveur d'Hutchinson en 1982, sera amenée à le compléter en 1983, si le plan se déroule conformément aux prévisions. Il sera aussi fait appel à des sources extérieures de financement.

Évoquant l'aspect social du plan, M. Guillaud a indiqué qu'un vaste programme, comprenant des départs en préretraite, des reclassements à l'extérieur du groupe, et des transferts par cessions d'activités, permettraient d'aboutir aux réductions d'effectifs liées à la réalisation du plan.

Le président a confirmé que la reprise sur provision pour fluctuation des cours avait un caractère exceptionnel, puisque l'augmentation des coûts d'approvisionnement en 1982 aurait plutôt justifié une dotation.

Cela était évidemment exclu, puisque le résultat de la C.F.R., avant tout mouvement sur le P.F.C., est une perte de 1,8 milliard. L'inscription d'une telle

perte en report à nouveau négatif aurait conduit à une structure de bilan non représentative de la situation financière réelle de la compagnie. Aussi a-t-il été décidé de pratiquer une reprise sur la provision pour fluctuation des cours. Cela conduit à un résultat comptable nul qui n'est pas comparable à ceux des exercices précédents. Ceux-ci se comparent à la perte de 1,8 milliard avant reprise.

En complément de ces explications, M. Guillaud a indiqué que les conditions permettant d'envisager une augmentation de capital n'étaient pas réunies actuellement.

Interrogé sur la situation de la Compagnie en 1983, le président a déclaré que le résultat économique avait été équilibré au premier trimestre, mais s'était dégradé depuis, en raison essentiellement de la hausse du dollar, qui n'était pas immédiatement répercutée dans les prix de vente. M. Guillaud a également attiré l'attention sur l'importance de l'effet de stock. Négatif au premier trimestre à cause de la baisse des prix des bruts, il était positif au deuxième trimestre du fait de l'appréciation du dollar. Il était extrêmement difficile dans ces conditions de prévoir le résultat comptable. M. Guillaud a conclu en déclarant que la C.F.R., tant en ce qui concerne les coûts d'approvisionnement que les fabrications, était parfaitement compétitive.

Enfin, à la demande d'un actionnaire, M. Guillaud a fourni des précisions sur le plan de départs anticipés proposé par la C.F.R. à son personnel. Ce plan intéresse un peu plus de six cents personnes, mais ne comporte aucune obligation de départ. Les rémunérations garanties jusqu'à la date effective de la retraite sont comprises entre 60 et 65 % de la dernière rémunération, selon l'ancienneté.

AUSSEDAAT REY

L'assemblée générale ordinaire qui vient de se tenir, sous la présidence de M. Jacques Caludat, a approuvé les comptes de l'année 1982.

Dans son allocution, le président a souligné le redressement actuel des prix des pâtes en liaison avec la reprise aux U.S.A. et les perspectives de hausses assez importantes vers la fin 1983, début 1984. Cette tendance s'accompagne d'un redressement parallèle des prix des papiers. Pour AUSSEDAAT-REY, le premier semestre 1983 sera probablement encore en perte, et il serait imprudent de commenter dès maintenant le second semestre. Mais le président a exprimé sa confiance dans l'effet des mesures prises : la société dispose d'une série d'investissements 1983 qui arrivent à la période de mise en service, d'une stratégie claire et définie, et d'une équipe renforcée.

Le mandat d'administrateur de M. François Patrice, ancien président de la société, étant arrivé à son terme, et M. Patrice n'ayant pas souhaité le renouvellement de ce mandat pour des raisons d'âge, le Conseil a confirmé à M. Patrice le titre de Président d'honneur.

lentilles de contact souples

C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si personnalisées à l'œil et à l'usage qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était un avec un champ visuel normal et une correction parfaite.

Ysophtic
80, bd Malesherbes
75008 Paris Tél. 563 85 32
Venez vite faire un essai
Documentation et liste des correspondants
français et étrangers sur demande

Ysophtic



GROUPE SCREG

MONARCH TILE U.S.A.

Monarch Tile, une des filiales américaines du groupe SCREG, qui fabrique et commercialise des carreaux de céramique aux U.S.A., devrait réaliser en 1983 un chiffre d'affaires de l'ordre de 30 millions de dollars, en expansion de 36 % par rapport à l'exercice précédent.

Les résultats escomptés, avant taxes, devraient être d'environ 2,6 millions de dollars et de 1,9 million de dollars après prise en charge des frais de la holding Ceramtec.

Monarch Tile dispose actuellement d'un réseau de cent distributeurs intervenant dans la plupart des États, ainsi que d'une quinzaine de dépôts qui assurent environ 50 % des ventes.

Le groupe SCREG, à travers sa filiale SMAC Acieroid, détient 85 % de Ceramtec America, laquelle contrôle à plus de 85 % la société Monarch Tile.



EXERCICE 1982

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires, réunie le 9 juin, a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

Le bénéfice net de l'exercice, soit 41 363 070 F contre 35 501 153 F en 1981, a été affecté comme suit : participation du personnel 5 507 818 F, dividende 9 040 500 F, le solde en réserve et report à nouveau.

Le dividende ressort à 18 F par action, soit un revenu global de 27 F en augmentation de 12,5 % par rapport à celui de 1981, mais s'applique à 502 250 actions contre 439 469 en 1981, à cause de l'augmentation de capital souscrite en 1982.

Au cours de la même séance, l'assemblée a nommé le général Jacques Mittraud administrateur de la société.

L'ORÉAL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 10 JUIN 1983

L'assemblée générale des actionnaires, réunie sous la présidence de M. François Dalle, a approuvé les comptes de l'exercice 1982, faisant ressortir :

- Un chiffre d'affaires consolidé de 10 882 millions de francs ;
- Un bénéfice net consolidé (hors plus-values) de 551 millions ;
- Un bénéfice net par action de 123,83 F.

L'assemblée a voté la distribution d'un dividende net par action de 25,66 F qui sera mis en paiement à partir du 30 juin 1983.

Le rapport annuel peut être obtenu sur simple demande auprès de D. Berbigier, L'Oréal, Information financière, 41, rue Martre, 92117 Clieby Cédex.

L'HEBDOMADAIRE INTERNATIONAL DE L'EUROPE

The Economist

The shock of the Pope

The Economist looks at the impact of the Pope's message on Poland and the consequences for the rest of eastern Europe.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CULTURE : « Un autre impératif », par Marc Guillaume, vues et revues : « La mémoire des Corses », par Yves Florenne ; « Pour la circulation des textes », par Dominique Halévy.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT
- La crise entre l'O.L.P. et l'Égypte de force avec Damas.
4. AFRIQUE
4-5. EUROPE
- TCHÉCOSLOVAQUIE : Témoignage : « Un territoire de choix de la répression », par Karel Bartosok.
6. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : les récents arrêts de la Cour suprême illustrant à la fois son pouvoir et son indépendance.
- CHILI : les camionneurs suspendent leur grève.
6. ASIE
- AFGHANISTAN : échec de la seconde session des conversations « indirectes » de Genève entre le régime et Kaboul.

POLITIQUE

7. M. Delors au « Grand Jury R.T.L. le Monde ».
8. L'Assemblée nationale refuse les préliminaires mis par le Sénat aux transferts des compétences de l'État aux collectivités locales.
9. La journée du P.S. sur l'emploi.

SOCIÉTÉ

11. La situation en Corse.
- Violence dans le vingtième arrondissement de Paris.
12. POLICE : un entretien avec M. Étienne Cécaldi.
- EDUCATION : quinze mille enseignants de l'école privée rassemblés à Paris.
13. JUSTICE
- SCIENCES.

RÉGIONS

15. LE-DE-FRANCE : Géothermie : les promesses des géothérapeutes.

SPORTS

16. TENNIS : le Tournoi de Wimbledon.
- CYCLISME : Marc Gomez champion de France sur route.
- JEUX SCOLAIRES : l'éclat des DOM-TOM.

CULTURE

17. MUSIQUE : le mystère Volodent.
- ROCK : Supertramp à Soex.
20. COMMUNICATION : les impressions de la quatrième chaîne.
- LU : Destino-City, de Jean Fougère.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

21. Un an après les nationalisations, des cadres désenchantés.
- Le règlement communautaire sur les fruits et légumes.
22. A la lumière de l'expérience, le travail à temps partiel n'apparaît pas comme un facteur de création d'emplois.
23. A Singapour, Thompson-Houston fabrique des composants pour le marché local.
24. L'évolution du commerce extérieur.

ÉCONOMIE

40. AFFAIRES
- SOCIAL
41. COOPÉRATION : les travaux de la VIE CHUOED.
- DÉMOGRAPHIE.

RADIO-TÉLÉVISION (201) INFORMATIONS « SERVICES » (141) :
Sécurité sociale : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.
Annonces classées (25 à 39) ; Carnet (141) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (45).

SOLDES D'ÉTÉ
le bazar à tissus, le plus chic, le plus grand, le plus étonnant.
RODIN
TISSUS « COUTURE » ET « DÉCORATION »
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

La baisse du dollar se poursuit : 7,56 F

Amorcée au milieu de la semaine dernière, la baisse du dollar s'est poursuivie lundi 27 juin sur les marchés des changes. A Francfort, le cours de la monnaie américaine est revenu de 2,5250 DM à 2,5120 DM, après avoir, même, glissé en dessous de 2,51 DM, alors qu'il atteignait encore 2,55 DM huit jours auparavant.

A Paris, il est tombé de 7,5950 F à un peu plus de 7,56 F, touchant 7,54 F en début de matinée. Rappelons qu'au milieu du mois le cours du « billet vert » avait battu tous ses records à 7,75 F : le repli est donc sensible.

Ce repli est dû, essentiellement, aux « bonnes » nouvelles en provenance des États-Unis, où la masse monétaire a diminué de 3,2 mil-

liards de dollars pour la semaine se terminant le 15 juin.

Cette diminution a apaisé, peut-être provisoirement, les craintes que suscite le gonflement de cette masse, jugé trop rapide. Ajoutons que les effets bénéfiques de l'annonce de la reconduction de M. Paul Volcker comme président de la Réserve Fédérale continuent à se faire sentir. Si freinage il y a, il se fera en douceur, et les milieux financiers internationaux semblent redouter moins une nouvelle flambée des cours d'intérêt. En outre, l'échéance de fin juin, considérée comme très lourde sur le marché de l'euro-dollar, a été couverte par anticipation, et sans tension particulière. Il en est résulté une légère détente sur le marché, où l'euro-dollar a glissé un peu en dessous de 10 %.

Un projet de coopération est à l'étude entre le Crédit commercial de France l'Européenne de banque et l'Union de banques à Paris

Dans quelques jours, ou quelques semaines, sera rendu public un projet de coopération entre le Crédit commercial de France (C.C.F.) et l'Européenne de banque (ex Banque Rothschild), avec, sans doute, une extension vers l'Union de banques à Paris (U.B.P.). M. Mielbe de Boisieu, administrateur général de l'Européenne de banque (il n'y a pas encore de président nommé), a fait part de ce projet au personnel de la banque à la veille du week-end, sans préciser, il est vrai, le nom des autres établissements qui y sont impliqués, mais la confirmation a pu être obtenue.

Il ne s'agit en aucune façon d'un regroupement comme l'a été celui de la Banque de l'Union européenne et du C.I.C. ou d'une fusion, mais plutôt de la création d'une « fédération » ou d'un « orchestre », comme celui qui a été constitué entre la Banque Vernet et commerciale de Paris, la Banque Worms et la Banque parisienne de crédit, avec un partenaire dominant, qui serait, dans le projet en cours, le C.C.F., comme le sera, vraisemblablement, la Banque Vernet dans le cas précédent.

Le projet, considéré comme « ouvert », porterait sur la création d'une société commune dont la réalisation

intéresserait les trois établissements. Par ailleurs, il est certain que les activités internationales du C.C.F., très développées, pourraient bénéficier à l'Européenne et à l'U.B.P., qu'il peut y avoir symétrie entre le secteur « affaires financières » du C.C.F. et celui de l'Européenne de banques et que, pour les trois banques, des économies de gestion pourraient être effectuées dans l'information. Sur un plan plus général, les pouvoirs publics seraient favorables à des alliances entre des établissements à caractère complémentaire de façon à constituer des ensembles viables, sans avoir à grossir encore les géants que sont le B.N.P., le Crédit lyonnais et la Société générale. A cette occasion, il n'a pas paru irrationnel de rapprocher le C.C.F., septième banque française, avec deux cent vingt-deux guichets, l'Européenne de Banque avec ses vingt-trois agences et l'U.B.P. avec ses soixante-cinq guichets, d'autant que ladite Européenne, après avoir purgé son bilan en 1982 (plus de 300 millions de pertes) grâce à la vente de ses actifs industriels et à la Financière de Suez pour 500 millions de francs, cherche son second souffle.

F. R.

Destiné à l'étude de la fusion thermonucléaire

LE RÉACTEUR JET A ÉTÉ MIS EN SERVICE

Le JET (Joint European Torus), réacteur européen pour l'étude de la fusion thermonucléaire contrôlée, construit à Culham, près d'Oxford (Grande-Bretagne), a été mis en service samedi 25 juin.

Un premier plasma d'hydrogène — un mélange de protons et d'électrons porté à une température de l'ordre du million de degrés — a été créé dans la chambre à vide annulaire qui constitue le cœur du JET, et est maintenant concentré par de puissants champs magnétiques.

Il est à noter que ce démarrage se produit sans retard notable sur les prévisions, et que la construction du JET — 2 milliards de francs environ — n'a pas été sensiblement plus onéreuse que ce qui était initialement envisagé. Le JET devrait, jusqu'en 1988, permettre d'étudier la fusion des noyaux et d'approcher les conditions où celle-ci peut fournir de l'énergie.

● La balance commerciale britannique a enregistré un déficit de 552 millions de livres en mai, contre 360 millions en avril. Les exportations ont atteint 4,77 milliards de livres et les importations 5,32 milliards. Compte tenu d'un surplus des « invisibles » de 250 millions, le solde négatif courant a représenté 302 millions de livres, contre 110 millions en avril. — (Agefi.)

NOUVELLES BRÈVES

● L'Association Espaces 89 (Etudes socialistes pour l'action économique, culturelle et sociale) a été créée dimanche 26 juin. Ses fondateurs sont essentiellement des socialistes, dont deux députés, MM. Jacques Guizard (Essonne) et Guy Vadepied (Oise), un conseiller de Paris, M. Maurice Benmassag, le fondateur de l'Union dans les luttes, M. Stéphan Farandj, et le premier adjoint au maire de Clieby, M. Gilles Catoire — entendent « souligner les acquis du gouvernement de gauche et les prolonger en appelant chacun à relever les défis d'aujourd'hui et de demain ». Ils se proposent de « mener une vigoureuse bataille d'idées » face à la droite et de réfléchir sur « les vrais problèmes et les grands dossiers » : initiative individuelle et intérêt collectif ; institutions et acteurs du changement ; culture, communication et projet de société ; efficacité économique et justice sociale. (8, rue du Commandant-Munichotte, 75014 Paris).

● Une rencontre au sommet du pacte de Varsovie aurait lieu prochainement à Moscou, annonce-on de source est-européenne dans la capitale soviétique. Les chefs de parti des sept pays membres du bloc soviétique discuteraient notamment de leur attitude face au déploiement des missiles de l'OTAN en Europe. — (A.F.P.)

Le numéro du « Monde » daté 26-27 juin 1983 a été tiré à 450 142 exemplaires.

M. MITTERRAND : AUCUNE CRISE N'EST INSURMONTABLE

M. François Mitterrand a présidé, dimanche 26 juin à Saint-Brisson (Nièvre), l'inauguration d'un musée de la résistance en Morvan. A cette occasion, le chef de l'État a déclaré : « Aucune crise n'est insurmontable. On peut et on doit toujours gagner quand on a la chance d'être les Français. Tout est affaire de volonté et de courage, de ténacité, d'initiative et d'imagination. »

M. Mitterrand a ajouté : « Il est important qu'en certains moments les Français puissent entrer en eux-mêmes pour retrouver l'histoire qu'ils ont faite ensemble (...) Aucun des actes et des moments héroïques n'a jamais effacé les différences naturelles de groupes, de professions, d'origines sociales, d'opinions politiques ou de consciences religieuses. Et pourtant, on a vu les résistants si différents, parfois si opposés, capables de choisir, de bâtir ensemble ce qu'on dit, ce qu'est la France d'aujourd'hui, capables de s'imposer un devoir au-delà de leurs propres passions, de leurs justes tempéraments et de leurs adhésions légitimes. »

Quelques heures plus tôt, le président de la République s'était associé — ainsi qu'il le fait chaque année depuis 1947 — à la commémoration du massacre perpétré le 26 juin 1944 par les nazis de vingt-sept hommes à Dun-les-Places (Nièvre).

Le financement de l'UNEDIC

« UNE AUGMENTATION DES COTISATIONS DE 2 % SERAIT INSUPPORTABLE »

déclare M. Bergeron

Une semaine après l'échec de ses discussions pour trouver une solution au déficit de l'assurance chômage, le bureau de l'UNEDIC, conduit par son président, M. André Bergeron a été reçu, ce lundi 27 juin, par MM. Pierre Bérégovoy et Jack Ralite.

L'entretien qui a duré une heure et demie n'a pas permis — comme cela était prévisible — de trouver une issue immédiate. Les deux ministres ont cependant annoncé qu'ils rencontreraient M. Pierre Mauroy, dans la journée, pour l'entretenir de la situation de l'UNEDIC et qu'ils soumettraient une décision rapide.

A sa sortie du ministère du travail, M. André Bergeron a rappelé sa position, prenant bien garde de différencier le problème de fond — « la reconstruction d'un nouveau système d'assurance-chômage qui est de la responsabilité des syndicats et du patronat et qui prendra forcément du temps » — de la question immédiate du déficit pour laquelle il y a désormais urgence. « Le gouvernement doit prendre une décision », a répété M. Bergeron en indiquant que l'hypothèse d'un mélange des efforts, entre l'augmentation des cotisations et une participation de l'État était la seule voie praticable.

« Il ne serait pas possible d'augmenter les cotisations de 2 %, a conclu M. Bergeron. Ce ne serait pas supportable, ni pour les entreprises, ni pour les salariés. »

U.S.A. NEW-YORK
à partir de
AIRCOM SETI
25, rue la Boétie, 75008 Paris
tél. : 288.15.70 + LIC A562

CERRUTI 1881
PARIS

Soldes
à partir du 28 Juin

CERRUTI HOMME
27, rue ROYALE

M. HERNU : la France n'entend pas se substituer au parapluie nucléaire américain

Boin (A.F.P.). — La France n'entend pas se substituer au parapluie atomique américain en République fédérale d'Allemagne et elle reste un partenaire sûr dans l'alliance atlantique, a déclaré le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, dans un entretien à l'hebdomadaire ouest-allemand *Der Spiegel*. La force atomique française « est par définition destinée à la défense du territoire national et des intérêts vitaux de la France », a rappelé le ministre, qui a souligné qu'un parapluie atomique français en Europe ne pourrait « encourager les tendances isolationnistes des États-Unis et les décourager à l'Europe ». M. Hernu a examiné l'éventualité de la construction d'une bombe à neutrons française. « Je ne travaillerais pas un grand secret militaire français si je vous disais que nous avons expérimenté ce nouveau type d'arme. J'ai personnellement assisté à l'un de ces essais sur l'Atoll de Mururoa dans le Pacifique. Si le président Mitterrand décidait de la construction de cette arme, nous pourrions immédiatement la réaliser. »

Si tel devait être le cas, les engins nécessaires à son utilisation ne seraient construits qu'au terme de l'actuel programme de défense 1984-1988, et la bombe à neutrons serait alors considérée comme une « arme nucléaire tactique », a-t-il précisé.

Évoquant les relations franco-allemandes, il a nié que la France considère la R.F.A. « comme un glacis ou un champ de bataille » pour sa propre protection. « Toute la stratégie française exclut » cette hypothèse, a-t-il souligné, rappelant que la future force d'action rapide (F.A.R.) française (47 000 hommes) pourrait en cas de besoin être engagée en Europe, notamment en R.F.A., en liaison avec les alliés.

« C'est en août 1981 que le ministre français de la défense a annoncé au tir d'une arme nucléaire (le Monde daté 19 et 20 août 1981) et il est entendu — si le chef de l'État autorise la construction en série de cet armement — que le matériel technique Hades, prêt à partir de 1992, sera le premier des vecteurs français à transporter une arme nucléaire. »

AUX ASSISES RÉGIONALES DU R.P.R. DE BRETAGNE

La liberté ne se négocie pas, elle se défend

affirme M. Guy Guernier

De notre correspondant

Vannes. — En Bretagne « l'effet Chirac » cherche une traduction régionale. Le bénéficiaire pourrait être M. Guy Guernier, si l'on en juge par le « tabac » qu'il a fait dimanche 26 juin au Palais des arts et de la culture de Vannes le président de la commission exécutive régionale du R.P.R., qui, devant 300 délégués venus des 25 circonscriptions bretonnes, a dominé sans conteste les assises régionales du mouvement gaulliste qu'il présidait.

Ancien député et ancien conseiller général du Finistère, ancien conseiller régional de Bretagne, ayant depuis investi le Morbihan, qu'il souhaite représenter au Sénat, M. Guernier, nouveau conseiller municipal de Lorient, a montré tout au long de cette journée, qu'en l'absence de M. Yvon Bourges (et de quelques autres, comme le nouveau maire de Brest, M. Jacques Berthelot) le président du comité régional était véritablement en Bretagne le « patron » du R.P.R.

L'objectif souhaité par M. Pavec, maire U.D.F. de Vannes, d'élaborer ensemble un « programme d'espérance » s'est, dans les faits, traduit par un essai de transposition à la Bretagne du plan de redressement économique et social pour la France, présenté par M. Chirac le 23 janvier à Paris.

La base bretonne du mouvement gaulliste s'est donc montrée parfaitement convaincue de ce que : « le prochain changement sera le bon ». La motion finale adoptée à l'unanimité s'inscrivait selon le mot de M. Guernier dans la perspective « du mouvement ou nous donnerons à nouveau la responsabilité du pouvoir en raison de la forte mobilisation gaulliste actuellement en terre bretonne, où dans la première circonscription du Morbihan, en dix-huit mois, nous sommes passés de trente et un à quatre cent cinquante adhérents ». Il convient aussi de retenir deux remarques : la première de M. de Beaumot, conseiller général et ancien député : « Lorsque nous étions au pouvoir et lorsque nous en avions les moyens après les élections de juin 68, nous n'avons pas osé prendre les mesures nécessaires pour casser certaines « fidélités » syndicales » ; la seconde de M. Jean-Charles Cavallé, député et conseiller général du Morbihan, conseiller régional de Bretagne, offensé de voir que le ministre des finances a été l'un des proches particulièrement écoutés de M. Chabrier-Delmas et que le directeur des hôpitaux au ministère de la santé sous le gouvernement social-communiste appartenait au cabinet de M. Pierre Méhaignerie : « Il faudra une sévère purge. » On peut y ajouter une forte volonté d'union de l'opposition « parce que l'état de la France ne permet pas la moindre fissure », a souligné M. Guernier et aussi sans

CHRISTIAN TUAL.

En Espagne

UN HAUT FONCTIONNAIRE EST ASSASSINÉ A PAMPUNE

Pampune (A.F.P., A.P.). — Le chef des communications de l'aéroport de Pampune, M. Tomas Blanco Cerecedo, cinquante-huit ans, a été tué par balles ce lundi 27 juin alors qu'il sortait de son domicile pour se rendre à son travail. Deux jeunes gens, qui le guettaient, ont ouvert le feu sur lui et ont pris la fuite. M. Cerecedo est mort pendant son transport à l'hôpital.

L'ORDINATEUR PERSONNEL
Les réponses à toutes les questions des non-spécialistes sur l'acquisition et l'usage professionnel d'un micro-ordinateur
20 FF chez votre marchand de journaux.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

Porte d'Orléans
Meudon - La Défense

STAGES INTENSIFS
2 h 30 par jour durant 1 semaine
734-36-36
Groupé par JUNIOR

20 FF chez votre marchand de journaux